

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

ENVER HOXHA



TEXTES CHOISIS

(1980-1984)

Edition électronique réalisée à partir de textes extraits du Tome VI des Œuvres choisies du camarade Enver Hoxha (Juillet 1980 – Décembre 1984) publiées en 1987 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

1980

LE TRAVAIL DU PARTI DOIT ETRE CONÇU COMME UNE SCIENCE ET EXECUTE DE FAÇON SCIENTIFIQUE (Extraits d'un entretien avec les membres du bureau du Comité du Parti et quelques cadres de la région de Korçe) (18 juillet 1980) (p.4)

C'EST SEULEMENT DANS LA LUTTE QUE LES PARTIS MARXISTES-LENINISTES SE CONSOLIDENT, SE TREMPENT ET PERFECTIONNENT LEUR ACTION (Extraits d'un entretien avec le Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste du Brésil, Joao Amazonas) (25 juillet 1980) (p.16)

LES PROBLEMES ET LES TACHES QUE POSE LA CONVERSION DES COOPERATIVES DE TYPE SUPERIEUR EN ENTREPRISES AGRICOLES D'ETAT (Extraits de l'entretien quotidien avec les secrétaires du CC du PTA) (9 septembre 1980) (p.27)

L'ELABORATION D'UN PLAN SCIENTIFIQUE ET MOBILISATEUR REQUIERT DES ETUDES APPROFONDIES, A LA FOIS COMPLEXES ET SPECIALISEES (Réflexions à propos de l'étude sur les rythmes de développement de l'agriculture en général et de l'intensification prioritaire de la production agropastorale dans la zone de plaine de certains districts) (1^{er} octobre 1980) (p.33)

A. Des rapports entre l'Etat et les coopératives (p.37)

B. Des rapports entre les coopératives et leurs membres (p.38)

C. Des rapports de gestion et d'organisation du travail et de la production (p.38)

COMPRENDRE MIEUX LA VIE ET LA RICHESSE DE L'UNIVERS INTERIEUR DE LA JEUNESSE (Extraits d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA) (7 novembre 1980) (p.40)

NOS ECONOMISTES DOIVENT ENONCER DES IDEES PRECISES ET JUSTES FONDEES SUR LE MARXISME-LENINISME (Extrait de la réunion quotidienne des secrétaires du CC du PTA) (10 décembre 1980) (p.43)

1981

LA POLOGNE NE PEUT ETRE SAUVEE QUE PAR SA CLASSE OUVRIERE (Article paru dans le journal «Zëri i popullit») (13 février 1981) (p.47)

LA FORCE DU PATRIOTISME ALBANAIS (Article paru dans le journal «Bashkimi») (23 mars 1981) (p.51)

POURQUOI A-T-ON RECORU A LA VIOLENCE POLICIERE ET AUX CHARS CONTRE LES ALBANAIS DE KOSOVE ? (Article paru dans le journal «Zëri i popullit») (8 avril 1981) (p.52)

LE COMITE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DOIT INFLUER SUR LE DEVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET SUR LA MISE EN ŒUVRE DE SES ACQUIS (Extraits d'une intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) (6 mai 1981) (p.58)

LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE REPUBLIQUE A LA KOSOVE EST JUSTE (Article paru dans le journal «Zëri i popullit») (17 mai 1981) (p.62)

— Un peu d'histoire sur la manière dont est traité le problème national des Albanais en Yougoslavie (p.63)

— La politique de l'Etat albanais ne menace pas, mais défend la RSF de Yougoslavie (p.68)

— La nation albanaise est une, elle a une seule histoire, une seule culture et une seule langue (p.72)

— L'«ethnie pure», la «petite Albanie» et la «grande Albanie» (p.75)

1982

NE DISSOCIONS PAS L'INTENSIFICATION PRIORITAIRE DE LA PRODUCTION AGRO-PASTORALE DANS LES ZONES DE PLAINES CHOISIES DE L'INTENSIFICATION DE NOTRE AGRICULTURE DANS SON ENSEMBLE (Extraits de l'intervention à la réunion du Bureau politique du CC du PTA) (24 avril 1982) (p.79)

LE MARXISME-LENINISME NOUS EST NECESSAIRE COMME L'AIR QUE NOUS RESPIRONS ET LE PAIN QUE NOUS MANGEONS (Extraits de l'intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) (26 avril 1982) (p.87)

TABLEAU DES MENEES DE L'AGENT DE L'ENNEMI MEHMET SHEHU (Discours prononcé au 4^e plénum du CC du PTA) (24 septembre 1982) (p.94)

TRAVAIL ET VIGILANCE POUR RAFFERMIR ENCORE NOTRE POUVOIR POPULAIRE (Discours électoral) (10 novembre 1982) (p.106)

1983

RENDRE LA FEMME PLUS ACTIVE POUR AFFRONTER LES PROBLEMES DE LA SOCIETE (Extraits d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA) (21 janvier 1983) (p.121)

ELEVER ENCORE LE NIVEAU DES SCIENCES QUI ETUDIENT NOTRE HISTOIRE, NOTRE LANGUE ET NOTRE CULTURE NATIONALES (Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA) (9 mai 1983) (p.124)

LE PARTI A TOUJOURS ETE LA FORCE ORGANISEE QUI A SAUVE LE PAYS ET LE SOCIALISME (Extraits du discours de clôture du 7^e plénum du CC du PTA) (21 septembre 1983) (p.133)

CETTE MERVEILLE QUE NOUS AVONS FAITE EST L'OEUVRE DE NOTRE PEUPLE, VOTRE ŒUVRE, LA JUSTE LIGNE DU PARTI (Extraits d'un entretien avec un groupe d'ouvriers de divers secteurs de l'économie nationale) (30 septembre 1983) (p.138)

LE MOYEN-ORIENT EN 1983 (Notes) (Décembre 1983) (p.146)

- Le conflit arabo-israélien et ses complications (p.147)
- Le peuple afghan chassera l'occupant soviétique (p.149)
- A propos de la guerre Irak-Iran (p.150)

1984

JOYEUSES FETES DE NOVEMBRE, ALBANIE BIEN-AIMEE ! TOUS NOS VŒUX A NOTRE PEUPLE MERVEILLEUX ! (Salut au peuple à l'occasion du 40^e anniversaire de la libération de l'Albanie) (29 novembre 1984) (p.153)

PANORAMA (30 décembre 1984) (p.160)

LE TRAVAIL DU PARTI DOIT ÊTRE CONÇU COMME UNE SCIENCE ET EXÉCUTÉ DE FAÇON SCIENTIFIQUE

Extraits d'un entretien avec les membres du bureau du Comité du Parti et quelques cadres de la région de Korçe

18 juillet 1980

Je me réjouis de vous rencontrer, camarades cadres responsables du Parti et du pouvoir ici, dans la ville de Korçe. Cette rencontre me donne l'occasion de connaître votre travail, la vie du Parti et la vôtre dans votre district, et de procéder avec vous à un échange de vues. Vous, camarades de la base, avez acquis une longue expérience au travail et c'est pourquoi je voudrais qu'avec vos idées et votre précieuse expérience vous m'apportiez votre aide. Si la base n'appuie pas la direction, cette dernière aura les ailes rognées. Et je ne le dis pas par modestie, mais parce que c'est la réalité. Ne pensez donc pas que je suis venu à cette rencontre pour vous donner des conseils et des instructions particulières. Non. Je pense que ce qui est primordial c'est l'échange de vues entre nous, puis, lorsque nous aurons été éclairés par l'expérience du travail du Parti et du pouvoir dans votre district, nous ferons ensemble quelques synthèses et aboutirons à quelques conclusions pour faire encore avancer le travail, nous devons donc nous entraider. L'important pour moi est de connaître quelques problèmes-clés capitaux concernant le développement de l'industrie, de l'agriculture, de la science et de la culture ici à Korçe, parce que ce sont précisément ces secteurs qui reflètent toute l'activité et le travail menés par le Parti et le pouvoir dans votre district.

Après que le premier secrétaire du comité du Parti du district de Korçe eut informé le camarade Enver Hoxha sur la bonne situation morale et politique de la population dans le district de Korçe, de la mobilisation de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérée dans la lutte pour la réalisation du plan d'Etat, sur le travail mené pour l'éducation des communistes et des travailleurs, sur la réalisation des tâches dans les travaux de défense et dans l'entraînement militaire, sur l'infusion de sang nouveau dans les rangs du Parti, le camarade Enver Hoxha a repris la parole :

Moi aussi, je suis d'accord avec le camarade premier secrétaire du comité du Parti du district en ce qui concerne les problèmes qu'il a analysés et je pense qu'il a traité clairement ceux qui préoccupent le Parti dans la région et dans le pays en général. Son exposé m'a donné une idée générale et exacte des choses, ce qui me fait penser qu'ici, à Korçe, vous jugez bien les problèmes non seulement du point de vue théorique, mais aussi pour la mise en œuvre des directives du Parti. La direction du Parti connaît cette situation ; mais l'exposé qui vient d'être fait m'a informé encore mieux que l'activité de direction du Parti dans la région a donné des résultats satisfaisants et tangibles qui se font jour dans le développement progressif de l'économie, dans l'élévation du bien-être de la population et du niveau moral, politique et culturel des larges masses travailleuses de la ville et de la campagne, de la classe ouvrière, des coopérateurs et de l'intelligentsia populaire.

Naturellement, comme vous l'avez déjà dit, camarade secrétaire, quels que soient les progrès enregistrés, il nous reste encore beaucoup à faire. Compte tenu du stade actuel du développement de notre pays, du stade élevé de l'édification du socialisme, mais aussi de la situation internationale, notre Parti et ses courroies de transmission, se fondant sur les succès obtenus, doivent passer du stade actuel à un autre stade encore plus élevé et plus perfectionné de leur travail, de leur organisation, de leur élévation politique, idéologique et culturelle en vue de donner une bien plus forte impulsion à l'essor et au renforcement de l'économie et de toute notre société socialiste.

Précisément, cette préoccupation du Parti a fait, comme vous le savez, ces derniers temps, l'objet d'une réunion du plénum [*Le 8^e plénum du Comité central du PTA se réunit du 24 au 25 juin 1980 (Voir Enver Hoxha, Œuvres choisies, éd. Fr., t. 5, pp. 1037-1067, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1985).*] du Comité central du Parti sur les problèmes du développement de la science, de la technique et du travail de recherche scientifique dans notre pays. A ce plénum très important, qui est pour ainsi dire le prélude du congrès de notre Parti qui tiendra ses travaux l'année prochaine, le Comité central du Parti

s'est fondé sur les orientations précitées à réaliser, à savoir le passage du stade actuel à un stade plus élevé, plus avancé, en un laps de temps bien plus bref.

Je crois que vous vous préparez à étudier comme il se doit les matériaux de ce plénum du Comité central du Parti. Il ne s'agit pas ici d'une question aussi simple qu'on peut traiter superficiellement et à la légère, mais, au contraire, d'un problème très important. C'est pourquoi il est indispensable d'étudier à fond ces matériaux parce que, comme cela a été souligné au plénum, il faut d'abord bien analyser la situation existante, en la considérant sous toutes ses coutures et puis bien mesurer le pas que nous devons faire en avant.

La science et la technique ne doivent pas être conçues comme étant un but en soi. Ce n'est pas ainsi que notre Parti et notre gouvernement les considèrent. Il n'est pas question ici d'une science pure, de science pour la science.

Au contraire, il s'agit d'une science avancée qui sera mise en pratique et fournira des résultats dans les conditions de notre pays. En marxistes-léninistes que nous sommes, nous devons être réalistes et mesurer soigneusement chaque pas que nous faisons en avant.

La science mondiale a beaucoup avancé dans bien des sens, de nouvelles découvertes importantes ont été faites dans tous les domaines, de l'énergie atomique à la cybernétique, de l'agriculture à la médecine, etc. Naturellement, partout et parallèlement, s'est développée la technique appropriée qui permettra de mettre en pratique cette science avancée. Nous aussi, nous nous acheminons dans la voie d'un tel développement, mais naturellement dans la mesure de nos possibilités et de nos forces. Cela ne doit nullement empêcher nos hommes de science d'enrichir encore leurs connaissances, ils doivent avancer de pair avec les grandes découvertes de l'époque et faire des efforts opiniâtres pour assimiler inlassablement les nouvelles connaissances et découvertes qui viennent enrichir chaque domaine de la science. Il est important de ne pas perdre de vue que nos hommes de science doivent assimiler plus en ampleur et en profondeur les acquis de la science universelle et les appliquer en temps opportun et rationnellement dans les conditions de notre pays. Cela stimulera grandement l'essor économique, scientifique et idéologique de notre pays et lui permettra, dans un bref laps de temps, d'obtenir d'importants résultats que d'autres Etats ont mis beaucoup de temps à obtenir.

Nous ne sommes pas contre les résultats scientifiques positifs obtenus par les autres pays. L'assimilation et le développement de la science ne dépendent pas de la question de savoir si telle ou telle loi a été découverte par tel chimiste ou tel physicien. Les découvertes faites dans le domaine de la physique nucléaire par les professeurs Niels Bohr et Enrico Fermi, indépendamment du fait que ce furent des bourgeois, ainsi que les découvertes des célèbres savants comme les Curie, qui furent les premiers à découvrir la radioactivité, ont fait un don précieux à l'humanité. Nous devons assimiler cette richesse et la mettre au profit du peuple. Dans les pays capitalistes et révisionnistes, la science et le développement technique et scientifique sont accaparés par les capitalistes et les révisionnistes qui les utilisent non pas au profit de la société et de l'humanité, mais pour exploiter les masses, pour dominer et asservir les peuples.

Si nous avons orienté les travaux du plénum du Comité central du Parti dans ce sens, c'est pour la simple raison que nous voulons débarrasser le Parti et tous les organes de l'Etat, de la culture et de l'économie des résidus des sentiments d'autosatisfaction, de la routine, du laxisme et de la bureaucratie, et dire au Parti que nous nous engagerons avec énergie et clairvoyance sur des chemins explorés et que nous mettrons mieux la science et le progrès technique au profit du développement de l'économie, de la formation de l'homme nouveau et du renforcement de la capacité de défense de notre pays.

Il faut concevoir le travail du Parti comme une science et l'appliquer scientifiquement afin d'obtenir des succès dans ces domaines. Le camarade secrétaire a bien fait de consacrer la partie principale de son exposé au travail du Parti. Savoir assimiler la ligne du Parti et l'appliquer correctement, c'est une science. Les communistes travaillent partout, dans tous les secteurs de la vie, dans l'industrie, dans

l'agriculture, dans le domaine de l'éducation et de la culture et dans l'armée. Nous devons comprendre que le travail du Parti est la force spirituelle qui élève le niveau du communiste à un degré tel qu'il applique comme il se doit les tâches qui lui incombent.

Un communiste doit promouvoir constamment la révolution socialiste, porter à un niveau supérieur le bien-être de la population pour que les gens soient sains et se développent sous tous les aspects. Le Parti doit concevoir et guider tout son travail à la lumière de l'idéologie marxiste-léniniste, du matérialisme dialectique et historique, en ayant bien en vue les conditions concrètes historiques de notre pays, la manière dont nous avons assuré notre marche en avant, notre passage de l'ancienne société féodale et bourgeoise à la société socialiste, pour tendre à arriver, à l'avenir, au communisme.

Il va sans dire que nous devons redoubler d'efforts au travail pour pouvoir progresser plus rapidement encore. C'est pourquoi, je le souligne, le travail des appareils du Parti doit surtout être conçu comme une activité scientifique et non pas comme une routine et un travail bureaucratique.

Prenons, par exemple, le problème des admissions au Parti. Nous disons qu'il faut préserver les proportions quant au rapport existant entre femmes et jeunes filles, ouvriers et coopérateurs, et avoir toujours en vue l'extension, de ses effectifs dans tous les secteurs. A la campagne, comme vous venez de le dire, camarade secrétaire, presque toutes les équipes d'agriculteurs ont leur organisation de base du Parti; C'est un acquis très important. Nous constatons donc que dans ce sens on travaille, on va de l'avant suivant les directives données, mais la question se pose de savoir comment on conçoit ces problèmes.

Compte tenu de l'expérience du Parti dans son ensemble, je pense qu'a cours une certaine conception bureaucratique et schématique de ces problèmes-clés du Parti. Quand nous admettons dans les rangs du Parti des jeunes filles et des femmes, nous ne le faisons pas simplement pour dire : «Regardez, dans notre Parti il y a aussi des femmes et des jeunes filles», mais parce qu'elles constituent la moitié de notre société et que leur niveau de formation générale est élevé à un degré qui les rend dignes d'être membres du Parti. Voilà la façon de concevoir correctement et scientifiquement ce problème. Ou encore, quand on dit que les ouvriers doivent constituer l'immense majorité, le plus grand pourcentage des membres du Parti [*En 1986, 39,2 pour cent des membres du Parti étaient des ouvriers.*], cela veut dire que la classe ouvrière est à la direction. Nous devons à tout prix appliquer ce principe sans aucune discussion. Mais il s'agit qu'il soit compris scientifiquement. Nous devons admettre dans le Parti des ouvriers qui méritent d'en être membres, et non seulement parce que ce sont des ouvriers. Je souligne cela parce qu'il y a une catégorie d'ouvriers qui n'ont d'ouvriers que le nom et que leur travail et leur conduite laissent beaucoup à désirer.

C'est pourquoi il convient d'examiner très attentivement le comportement de l'ouvrier dont on discute l'adhésion au Parti, de regarder comment il travaille pour l'exécution des directives de celui-ci, de ses conseils pour le rendement et le coût de production, comment il respecte la discipline, etc., etc., de regarder s'il travaille vraiment de façon à s'ériger en exemple pour les autres.

Pour un problème-clé comme celui des admissions au Parti, nous ne devons donc pas nous contenter seulement de quelques chiffres. Nous tiendrons compte naturellement des pourcentages fixés par le Comité central du Parti qui chaque année corrige et donne des instructions et des conseils concernant ces rapports. Bref, ce que je veux dire, c'est que le travail du Parti mené tant dans les appareils ainsi que dans la vie de tous les jours doit être considéré comme une des sciences les plus avancées. Les conclusions scientifiques fondées sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Staline, nous les voyons appliquées dans la vie et matérialisées dans la solution que nos gens apportent à tel ou tel problème ; dans les cas où quelqu'un met la charrue devant les bœufs, c'est-à-dire qu'il n'avance pas dans la voie du Parti, nous lui disons «halte !».

Toutes ces questions vues dans une optique scientifique par le Parti jouent un rôle important, décisif même, dans l'heureuse application de tout le programme du Parti dans tous les secteurs de la vie. C'est un programme guidé et inspiré par une science révolutionnaire et par l'idéologie marxiste-léniniste.

Les problèmes traités par le 8^e plénum du CC du Parti et les tâches qu'il a fixées dans les grandes lignes seront encore mieux concrétisés par le futur congrès du Parti. Je vous recommande, vous conseille, comme je l'ai déjà fait, dans le travail que vous effectuez et que vous effectuerez pour étudier les matériaux de ce plénum, de vous engager profondément dans des débats révolutionnaires sans vous perdre dans des discussions formelles. Dans les réunions que vous organiserez que soient présentés des rapports, je ne suis pas contre une telle pratique, mais ces rapports ne doivent pas devenir un but en soi. Le rapport et les discussions dans ces réunions ont pour but d'apporter une aide concrète à la bonne marche du travail. Quand quelqu'un se met à discuter des importants problèmes scientifiques, dont la juste solution contribuera à promouvoir le développement de notre pays, il doit préalablement avoir fixé certains objectifs. Un tourneur, par exemple, peut dire beaucoup de choses concrètes sur son travail et expliquer comment doit être fabriqué tel ou tel instrument ; il n'a pas à faire de «la haute philosophie», il lui suffit de parler simplement de son tour. Un tourneur est capable de traiter de ces problèmes et de les argumenter mieux, dirais-je, que le secrétaire du comité du Parti du district. Après avoir fait un exposé de la situation, le tourneur peut dire : «Si nous voulons progresser, camarades, nous devons tirer le maximum de ce tour, faire ceci et cela, car de la manière dont nous travaillons, avec une discipline insuffisante et cette technologie dépassée, on ne peut aller de l'avant. Je peux proposer l'application, dans la mesure de nos possibilités, d'un autre processus technologique qui soit plus moderne ; le tour est un instrument moderne, modernisons-le encore.» Et il peut terminer en proposant au gouvernement de fournir à son usine quelques tours spéciaux.

Toutes les idées et les propositions sur le problème analysé doivent être avancées avec courage. Puis nous nous mettons avec toute notre attention à les étudier pour voir l'ampleur de nos ailes et y conformer notre vol. Nous dirons en conclusion : nous acceptons cette proposition-ci, pas celle-là, parce que, actuellement, nos possibilités nous font défaut et si ces possibilités se créent pour nous demain, nous l'accepterons aussi. Cela veut dire que nous ne rejetons pas la proposition.

Comme je l'ai déjà dit, on écouterait des rapports et nous sommes persuadés que les camarades (pas seulement ceux qui prennent la parole mais aussi tous les autres) ont la tête pleine de bonnes idées. Alors qu'est-ce qui les empêche d'exprimer ces idées, de les faire couler de leurs têtes comme ces torrents qui se jettent dans le fleuve, de les énoncer selon leur jugement. Cela, il faut le faire, c'est tout à l'avantage du Parti, de notre développement socialiste sur toutes les questions, celles de l'industrie, de l'agriculture, de l'instruction, de la défense, etc. Dans tous ces secteurs, comme vous le savez, et je n'ai pas besoin de vous le répéter, il y a lieu de faire des améliorations, de raffermir davantage l'organisation et d'effectuer des changements qualitatifs. Et c'est en cela que réside la force de notre Parti. Quiconque, chaque communiste, partout où il travaille, doit connaître avant tout son métier et le considérer réellement comme une arme pour mettre en œuvre les directives vivifiantes du Parti. Les communistes sont capables non seulement de parler et de discuter, mais aussi et en premier lieu, de réaliser, d'organiser, de faire des propositions, d'exercer des contrôles. Le Parti a toujours posé ces problèmes et il nous faut actuellement appliquer encore mieux ses recommandations et ses directives.

Mais l'application des directives du Parti, camarades, et la juste compréhension des problèmes doivent être mesurées aux réalisations. Vous pouvez être un bon camarade, honnête, avoir un passé irréprochable et avoir participé à la guerre (personne ne vous nie la contribution que vous y avez apportée et votre ardent désir de travailler sans relâche pour le bien de la patrie jusqu'à la fin de vos jours) mais, avec le temps (et c'est une loi biologique), en dépit de vos capacités intellectuelles, vos forces vous empêchent de travailler autant qu'un jeune homme ou une jeune fille, qui sont capables de réaliser plus rapidement et mieux les objectifs du plan.

Notre Parti a travaillé de telle façon qu'il s'est créé aujourd'hui un bon nombre de cadres. En même temps que ceux-ci, les larges masses des travailleurs, les ouvriers et les coopérateurs ont élevé eux aussi leur niveau de formation technique et professionnelle. Il faut donc que les anciens ouvrent la voie, ouvrent des horizons de travail, de direction et d'organisation aux jeunes cadres préparés par le Parti et qu'ils les chargent de responsabilités à propos de divers problèmes. Bref, nous devons faire en sorte que La jeune génération renouve constamment et de façon positive le travail impérissable du Parti.

Aujourd'hui, après 35 années de vie libre, socialisée, nous ne pouvons pas dire que nous manquons d'expérience. Les résultats enregistrés dans tous les secteurs montrent que nous sommes partout en vigoureuse croissance. Pourtant, nous n'avons pas réalisé dans quelques postes les plans fixés. Quelqu'un peut se demander : «Avons-nous bien étudié ces plans ou ont-ils été élaborés sans une mûre réflexion et sans une étude approfondie, lacunes qui seraient la cause de leur imparfaite réalisation ?» Je ne peux pas dire que l'élaboration de ces plans a toujours été parfaite.

Non, l'élaboration des plans ne peut être parfaite et elle peut fort bien comporter des erreurs. Mais, en général, nos plans quinquennaux ont toujours été scientifiquement fondés. Malgré tout, nous savons bien que nous sommes loin d'avoir appliqué la science dans chaque secteur en fonction de la réalisation du plan. Il nous faut donc travailler davantage dans ce sens. Dans l'élaboration de nos plans nous devons nous fonder sur la science et, crayon en main, nous appuyer également sur l'expérience avancée.

Nous constatons, et c'est encourageant, qu'il y a dans les coopératives agricoles et dans les usines des groupes, des équipes et des individus qui non seulement ont réalisé les plans que nous avons fixés, mais qui en ont même dépassé les objectifs prévus. Je ne veux pas m'attarder ici à vous montrer comment ils ont dépassé les objectifs du plan parce que vous le savez déjà. Nous, à la direction, nous connaissons les résultats tandis que vous, vous constatez concrètement le travail accompli par les équipes dans les coopératives et par les ouvriers dans les usines, la volonté, la discipline et la clairvoyance qui les caractérisent, la vision politique claire qu'ils ont des tâches du plan et leurs efforts pour les réaliser à tout prix. Et, en fait, ils réussissent même à dépasser les objectifs fixés. Pourquoi ? Pour se distinguer ou dans leur intérêt particulier ? Non, ce ne sont pas là les motifs. La réalité même l'explique clairement. Dans une équipe qui réussit à obtenir 45 quintaux de blé ou 80 ou 90 quintaux de maïs à l'hectare, le salaire quotidien est le même pour tous les coopérateurs membres de cette équipe, il est égal aussi au salaire des membres d'une autre équipe de la même exploitation qui obtient 25 ou 29 quintaux de céréales à l'hectare.

D'où la conclusion que c'est l'intérêt général de la société qui stimule ces groupes de gens, ces individus d'avant-garde à obtenir ces importants résultats dans leur travail. Nous devons concevoir l'exemple des travailleurs d'avant-garde non seulement comme un grand mouvement pour réaliser les plans économiques (cela, certes, est fondamental), mais aussi comme un problème politique et idéologique, comme une nouvelle attitude à l'égard du travail qui aide à éliminer les survivances du passé. Certains membres d'une brigade d'avant-garde peuvent conserver dans leur mentalité des survivances du passé et les manifester, par exemple, au sein de leur famille et de la société. Bien sûr, il faut qu'ils se corrigent et qu'ils aillent tous ensemble de l'avant dans tous les domaines. Quand nous voyons que les masses travailleuses ont une large vision politique et idéologique de l'important problème qu'est la réalisation du plan, cela nous réchauffe le cœur et nous convainc que notre plan correspond à nos possibilités.

Actuellement, on est en train d'élaborer le 7^e plan quinquennal et vous tous, camarades, à la base, vous avez discuté comme d'habitude de ce problème et avez fait des suggestions pour certains de ses postes. Les ministères sont en train d'étudier ces indications, qui seront analysées par le gouvernement et soumises à l'examen du Bureau politique du Comité central du Parti. Le plan est préparé par la base et, en général, à la base ont lieu des débats, mais dans certains cas il n'y en a pas et souvent on observe même un certain formalisme, ce qui, sans aucun doute est nocif. Des questions comme, par exemple, celle de la réalisation du plan, doivent faire l'objet de débats, de confrontations. Et si ces débats sont organisés dans le juste esprit du Parti (c'est-à-dire pour ne pas diminuer les grandes chiffres d'orientation, mais au contraire les élever en suivant l'exemple des travailleurs d'avant-garde), le plan non seulement correspondra à la réalité des choses, mais sera accompli avec succès à tous ses postes.

Nous devons connaître les décisions prises par le Comité central du Parti sur les différents problèmes. Le Parti n'affirme pas que son Comité central analyse correctement tel ou tel problème pour se vanter mais parce que, effectivement, toutes les orientations qu'il donne sont justes. Ce qui nous préoccupe actuellement, c'est le problème de l'organisation et de la direction du travail pour leur mise en œuvre.

Et cette tâche, entendons-nous, n'incombe pas seulement à la base, mais aussi au centre parce que nos affaires sont étroitement liées entre elles, la base ne peut être coupée de la direction pas plus que la direction ne peut l'être de la base dans les bonnes comme dans les mauvaises situations. Il arrive que la base ne réalise pas ses tâches pour des raisons subjectives, mais la direction aussi ne réalise pas beaucoup de choses dont la base a besoin, et cela à cause d'une imparfaite organisation du fait de défiances dans la direction, le contrôle et parce qu'elle manque de persévérance dans la solution des problèmes posés.

Le plan que nous venons d'élaborer actuellement est un plan effectif comme tous nos plans précédents. Les communistes, les travailleurs, la jeune et l'ancienne génération ne doivent jamais perdre de vue que le Comité central du Parti a toujours donné des directives et a pris des décisions bien adaptées aux situations. C'est précisément l'évolution des situations qui a obligé le Parti à prendre de nouvelles décisions pour divers problèmes. C'est ce dont témoignent toutes les directives et les décisions du Comité central du Parti. Toutes ces questions sont liées entre elles et constituent les anneaux d'une même chaîne. Aussi est-il important non seulement pour nous, communistes et cadres de la génération, qui sommes en train de vivre l'application de ces directives et décisions, en particulier des plus récentes, qui les avons élaborées, adoptées et appliquées nous-mêmes, mais aussi pour la jeune génération, de les étudier, approfondir et relier entre elles afin de les comprendre et d'être en mesure de les analyser et de les exécuter de la meilleure façon en se rendant bien compte de leur importance pour la marche en avant de notre pays.

Je souligne cela parce que certains camarades, après avoir pris connaissance des décisions du plénum concernant les problèmes de la science et de la technique, disent «Ah... c'est ça, les décisions ?» Il est vrai que le Parti a déjà posé bien des fois ces questions mais pas de cette manière, parce que, désormais, nous visons à atteindre un stade plus élevé- de développement de la science et de la technique. Nous avons pris beaucoup de décisions qui ne sont pas restées lettre morte mais qui ont été réalisées. Pour user d'une image, je dirais que nous n'en sommes plus à la lettre A ni à Z, c'est-à-dire au communisme, mais que nous sommes aux trois quarts de l'alphabet. En d'autres termes, cela veut dire que nous ne manquons pas d'expérience pour résoudre ces problèmes. La ligne du Parti doit être comprise dans la dialectique même du développement matérialiste de notre société.

Pendant cette période nous sommes bien certains que le plan que nous allons élaborer sera, lui aussi, un plan très dense, qui sera réalisé avec succès grâce à l'élan révolutionnaire des travailleurs et aux décisions du 8^e plénum et du Congrès du Parti qui tiendra ses assises en 1981. Les gens de chez nous, en bloc, depuis ceux de bas niveau de formation culturelle jusqu'à ceux qui sont dotés d'une vaste culture, doivent s'atteler à la tâche pour réaliser et dépasser les objectifs du développement plus poussé de notre société socialiste.

Le 7^e plan quinquennal se fonde sur les résultats obtenus jusqu'à présent, mais nous allons nous employer à faire en sorte que sa réalisation marque une transformation encore plus grande au sein de notre société, que le bien-être de la population soit porté à un niveau encore plus élevé sous tous les aspects, afin de jeter également ainsi les solides fondements de nos plans futurs. Nous allons aborder et étudier dès à présent et pour les plans futurs beaucoup d'importants problèmes concernant notre industrie énergétique, nos mines et les engrais azotés que nous produisons. Le plan que nous sommes en train d'élaborer constitue donc une base encore plus solide pour nos perspectives, nous travaillons pour le présent et pour le futur. C'est ainsi, camarades, qu'il faut comprendre les travaux du récent plénum du Comité central du Parti. Ses décisions ne doivent jamais être dissociées dans notre esprit des objectifs du 7^e plan quinquennal.

Pendant ce court entretien avec vous je ne pense pas entrer dans des détails. Il est de fait, que dans notre travail nous avons enregistré pas mal de succès, mais, comme vous le savez, nous avons aussi commis des erreurs que vous avez mises en évidence. Nous ne devons pas les sous-estimer, parce que, en certains lieux et à certains moments, elles sont aussi alimentées par la pression étrangère. Et si le Parti ne prend pas de mesures pour les corriger, s'il ne conseille ni éduque correctement les fautifs, alors les erreurs peuvent devenir dangereuses. Si donc le Parti dort, les erreurs s'aggraveront à coup sûr

et deviendront un obstacle important et même dangereux pour notre ordre socialiste. Quelqu'un dira à la légère : «Au fond, cet homme n'a commis qu'une petite erreur, il ne faut pas trop lui en faire grief parce qu'il s'est battu durant la Lutte». Entendons-nous, nous ne disons pas de traduire en justice ceux qui commettent des erreurs. La mesure de la sanction dépend de la gravité de l'erreur et de la faute que tel ou tel ont commises. Nous pouvons pardonner à quelqu'un même une grosse erreur s'il l'a commise sans le vouloir et qu'il s'agisse d'une personne qui s'est toujours distinguée par son honnêteté. Il faut la conseiller et nous assurer qu'il ne commettra plus d'erreurs. Mais il y a des personnes qui commettent des erreurs et malgré tous les conseils qu'on leur donne, ne se corrigent pas. Le mal, avec le temps, s'implante profondément chez ces gens qui deviennent dangereux et exercent une mauvaise influence sur les autres en les engageant dans leur mauvaise voie. Et de pareils cas ne manquent pas.

Le Parti doit attacher de l'importance à ces problèmes parce qu'ils concernent l'éducation idéologique et politique de notre homme nouveau. Il faut que l'organisation de base soit un détachement d'avant-garde qui fasse fonction de guide partout, à l'usine, dans les coopératives agricoles et dans les équipes de cultivateurs, qu'elle joue le premier rôle pour la solution de chaque problème. L'organisation du Parti, là où elle milite, doit stimuler la masse des ouvriers à réaliser le plan et à respecter la discipline.

L'organisation de base du Parti dirige à travers ses membres qui doivent s'ériger en exemple à tous égards, faire preuve d'initiative et stimuler la masse afin qu'elle réalise ses tâches. Par son action, qu'elle soutienne les jeunes, leur donne la possibilité de s'exprimer librement et d'insister pour que la direction de chaque entreprise, de chaque usine, coopérative agricole et institution discute et étudie attentivement toute proposition faite par un camarade ou un groupe de gens. Quelque directeur d'entreprise ou président de coopérative pourra dire : «Allez, laissons tomber ça». Le secrétaire de l'organisation doit lui répondre : «Non, tu ne sortiras pas de ton bureau sans avoir d'abord écouté avec attention ce que je t'expose; si tu juges que j'ai tort, contredis-moi avec des arguments à l'appui et alors j'irai dire aux camarades de l'organisation que cette tâche est pour le moment irréalisable et que telle ou telle proposition n'est pas juste». C'est dans cet esprit que doivent travailler les organisations de base du Parti.

Pourquoi demandons-nous que chaque atelier d'entreprise et chaque équipe de coopérative agricole soient dotés de leur propre organisation de base du Parti ? Parce qu'il faut qu'elle y dirige tout le travail afin que celui-ci marche le mieux possible. Mais ce qui est primordial pour le Parti, c'est de cultiver chez les gens de chez nous les traits de l'homme nouveau, Si tel ou tel est discipliné, honnête, actif et étudie le marxisme-léninisme, tous ces traits se refléteront dans son travail et on sait que c'est à travers le travail que se réalise l'éducation. La critique ou l'éloge à l'adresse de quelqu'un doivent être faites là où il travaille. Nous devons veiller à ce que l'organisation de base du Parti ne devienne pas une instance où l'on discute et résout les problèmes qui peuvent être résolus dans le travail, sinon on passera le temps à la réunion de l'organisation du Parti à s'occuper de ces questions, alors qu'elle est confrontée à des problèmes plus importants qui doivent à tout prix être posés et résolus au cours de ses réunions. Dans le cours même du travail, tel ou tel travailleur (communiste ou non) peut fort bien dire à un camarade qui se montre négligent, qui n'est pas discipliné et qui ne se comporte pas bien avec les camarades, etc., : «Pourquoi te comportes-tu comme ça ? Pourquoi viens-tu en retard ? Pourquoi ne mets-tu pas bien à profit le temps de travail ? Tu ne fais pas bien de te comporter ainsi, tu dois avoir de bons rapports avec les camarades». Ainsi, dans le cours même du travail, il conseille un camarade et le critique. Si la personne critiquée est membre de l'organisation du Parti ou de l'organisation des Unions professionnelles, de la jeunesse, etc., elle répond : «Tu as raison, camarade, indépendamment du fait que je suis ou non communiste, je tiendrai compte de ta critique et je ferais tout mon possible pour marcher du même pas que les camarades les plus méritants». Et, en général, c'est ainsi que les choses se font dans la pratique. Par ailleurs, quand les manquements à la discipline s'observent sur une plus grande échelle, au niveau de l'équipe, du secteur, de la coopérative, de l'atelier ou de l'usine, alors la question doit absolument être soumise à la réunion de l'organisation, parce qu'il ne s'agit plus d'une personne. C'est ainsi que doit agir le Parti à propos de ces questions. Le secrétaire de l'organisation du Parti de l'atelier, de toute l'usine ou de la coopérative doit se maintenir en contact avec la masse des ouvriers ou des coopérateurs, écouter leurs propositions, se faire une idée générale de leur travail et de leurs préoccupations, etc., etc. C'est là le travail vivant du Parti. C'est ainsi que nous pouvons éliminer

plus vite et en temps opportun beaucoup d'erreurs et éduquer beaucoup de fautifs. Notre Parti a une grande expérience dans ce sens. Notre Parti a éduqué même des gens que l'on tenait pour incorrigibles. Il ont été convaincus de la justesse de sa liane, ont pris conscience de leur faute et se sont corrigés.

Chers camarades, le développement continu de l'industrie avec les grandes perspectives qu'elle ouvre, revêt Une extrême importance. Une des orientations fondamentales de notre futur plan quinquennal sera le développement prioritaire de notre industrie. Naturellement, on ne peut pas dire que l'industrie que nous possédons est des plus modernes. Nous ferons tout notre possible pour importer dans l'avenir des machines modernes. Nous avons planifié d'importer des fabriques, des usines et des chaînes de fabrication nouvelles. Mais le fait est que celles-ci à elles seules ne permettent pas un développement important et général du pays. Actuellement, notre industrie n'est pas vieille, mais on ne peut dire non plus que sa technologie soit moderne. Par conséquent, il incombe surtout à nos spécialistes (parce que nous avons des spécialistes de talent) et à nos ingénieurs qui possèdent un haut degré de qualification et dépassent les spécialistes que nous envoyaient les Chinois, de s'atteler sérieusement à la tâche afin d'avancer hardiment aussi dans ce domaine. Et nous avons obtenu des succès dans ce sens.

Le fait est que notre peuple est modeste. Et les cadres qu'a préparés le Parti ont ces mêmes traits. A l'époque, nous considérons les spécialistes chinois, soviétiques et même yougoslaves comme des amis, nous les avons respectés et écoutés avec attention et modestie. Maintenant que nous voyons le travail que font nos cadres dans tous les secteurs de l'industrie et que, rétrospectivement, nous analysons la capacité des spécialistes étrangers envoyés chez nous il y a longtemps et celle des nôtres, nous pouvons dire sans nous vanter qu'il n'y a pas de commune mesure entre ceux qu'on nous envoyait (pour la plupart du temps à des fins malveillantes) et nos spécialistes capables.

Vous avez entendu que dans le secteur du pétrole nous avons obtenu de bons résultats, de nouveaux gisements ont été découverts qui revêtent une grande importance. Et tous ces gisements l'ont été par nos ouvriers, techniciens et spécialistes. Ni les spécialistes soviétiques ni les spécialistes chinois n'ont jamais entrepris ce travail avec sérieux. Ils ont saboté ce secteur d'importance vitale pour notre économie.

On peut en dire autant en général des autres branches de l'industrie. On sait que les Chinois nous ont accordé des crédits, ils nous ont aidés à mettre sur pied une industrie métallurgique ; mais en même temps ils ont saboté beaucoup d'établissements et laissé en plan nombre d'ouvrages de cette industrie importante. Actuellement, les gens de chez nous se sont attelés avec compétence au travail afin de terminer la construction des objets du complexe métallurgique et d'améliorer tous ses établissements.

Nous n'avons cessé d'envoyer des cadres à l'étranger pour qu'ils élèvent leur niveau de qualification ou enrichissent leur expérience, pour qu'ils y voient concrètement le degré de développement de divers secteurs économiques, comme les industries chimique, métallurgique, etc.

Je voudrais souligner une fois de plus que, dans les conditions actuelles, il incombe à nos scientifiques, savants, maîtres et cadres qualifiés d'améliorer constamment et rapidement la technologie de notre industrie. Il importe aussi qu'ils étudient encore les problèmes de notre économie, de notre industrie, de notre agriculture, etc. Vous n'êtes pas sans savoir que des groupes de travail ont été mis sur pied à cette fin. Vous n'ignorez pas non plus que le 8^e plénum du Comité central du Parti a décidé de fonder le Comité de la science et de la technique, qui organisera, soutiendra et dirigera le travail de recherche dans le pays entier. De ce comité feront partie nos meilleurs chercheurs de chez nous, les plus formés et les -plus compétents dans diverses disciplines scientifiques. Puis, tous, spécialistes, maîtres et ouvriers, où qu'ils travaillent, tâcheront d'accomplir leurs tâches, de progresser aussi eux-mêmes.

Je voudrais maintenant énoncer quelques idées sur notre agriculture. Ce secteur constitue la base de toute notre économie. Je ne dis là rien de neuf, mais je tiens à souligner la grande importance des progrès qu'enregistre cette branche. Notre peuple a besoin non seulement de pain, mais encore de vêtements. En outre, la réalisation des tâches qui incombent à d'autres branches également, comme,

par exemple, à l'industrie, dépend dans une grande mesure, de l'agriculture. L'industrie que nous avons mise sur pied a besoin de matières premières que lui fournit l'agriculture, coton, tournesol, betterave sucrière, tabac, légumes, etc. Tous ces produits sont nécessaires au mieux-être de la population, à un meilleur approvisionnement de celle-ci en toute saison, à une valorisation de nos exportations.

Nous vivons dans une situation où l'agriculture revêt pour notre pays une extrême importance. Aussi notre Parti a-t-il lancé le mot d'ordre «L'agriculture est l'affaire du peuple entier». Nous devons tous comprendre et appliquer comme il convient cette directive. Tous doivent s'intéresser à l'agriculture. Mais chacun a une tâche à accomplir, certains dans l'agriculture, d'autres dans l'industrie, d'autres encore dans la culture, etc. Le Parti, lui, travaille et dirige partout, dans tous les secteurs. Il doit veiller constamment à ce que tout, dans ces secteurs, fonctionne avec la régularité d'une horloge, à tous les niveaux à la fois, ainsi qu'à chaque maillon de la chaîne.

Notre agriculture a progressé de façon continue, elle a obtenu de bons résultats dans tous les secteurs. Quand nous évoquons ces succès, il est inutile de les comparer seulement à l'état de nos campagnes au lendemain de la Libération. Nous pouvons les comparer, disons, aux résultats obtenus il y a une dizaine d'années et nous verrons alors quels sont les grands progrès enregistrés dans l'agriculture, l'élevage et l'arboriculture fruitière.

Dans ces secteurs également, il y a des districts d'avant-garde, mais aussi des districts retardataires dans la réalisation des tâches du plan. Cela tient au niveau de compréhension politique des tâches économiques par les travailleurs de chaque district. Dans nos campagnes, l'accomplissement des tâches fixées dépend beaucoup de la direction et de l'organisation du travail, des connaissances de la science et de la technique agricoles acquises par les travailleurs. Bref, beaucoup dépend du travail que le Parti effectue à la base parmi les travailleurs; ce travail doit être vivant et concret. Le Parti devra bien analyser et faire comprendre partout les orientations et les directives de son Comité central en tenant compte des conditions présentes, du niveau de formation des gens, etc. Pour obtenir de façon constante les résultats souhaités, le Parti doit nécessairement préparer et stimuler toujours davantage les travailleurs d'élite, et en même temps encourager les retardataires à rattraper les plus avancés.

Si l'agriculture progresse, c'est grâce au travail des hommes, qui disposent à cet effet de tous les moyens nécessaires: machines agricoles, semences et engrais, qui ont aussi des connaissances de technique agricole, qui ont acquis de l'expérience dans leur travail et savent quelles sont les mesures à prendre pour rendre la terre toujours plus fertile, élever la productivité du bétail et obtenir de hauts rendements en viande, lait, etc.

Il est de fait que notre agriculture s'est désormais engagée pleinement et avance résolument dans la voie de sa modernisation socialiste. De toute évidence, la collectivisation est la voie léniniste véritable de l'édification du socialisme dans les campagnes. C'est la voie qu'a suivie le Parti bolchevique avec Staline à sa tête, en Union soviétique. Notre Parti a appliqué les enseignements de Lénine et de Staline, il a fait progresser l'agriculture en Albanie, en a assuré la collectivisation et fait rattraper leur retard à notre paysannerie et à notre peuple entier, qu'il a sauvés de la profonde misère héritée du passé. La voie suivie par notre Parti dans, la construction du socialisme dans nos campagnes, les résultats toujours meilleurs obtenus par nos productions, végétales et animales témoignent de la supériorité, de notre ordre coopératif socialiste. Si nous comparons notre agriculture avec celle des pays révisionnistes, où l'agriculture socialiste est désormais désagrégée et transformée en une agriculture capitaliste, nous verrons qu'il y sévit une crise sans précédente Partout on éprouve une grande pénurie de produits agro-pastoraux, ce qui est dû au cours suivi dans ces pays concernant les campagnes. Par exemple, dans la région de Voïvodine, en Yougoslavie, des centaines de milliers d'hectares de terre et des milliers de tracteurs sont entre les mains des propriétaires capitalistes. En Union soviétique, on garde encore, juste pour la forme, certaines organisations : «socialistes», mais, comme dans les autres secteurs, le capitalisme s'est développé aussi dans les campagnes. Dans les autres anciens pays socialistes, l'abandon de la collectivisation socialiste de l'agriculture a pour effet tantôt une pénurie de pain, tantôt un manque de légumes, tantôt une pénurie de viande, tantôt une pénurie de tout, etc., etc. Dans ces pays, opère la loi capitaliste de l'offre et de la demande. Ainsi, il y a

à peine une semaine, de grandes manifestations ont eu lieu à Gdansk, à Varsovie et partout en Pologne. Environ 50 000 ouvriers se sont mis en grève et ont participé à des manifestations au cours desquelles ils scandaient leurs mots d'ordre. Pourquoi ? A cause de la pénurie de produits agropastoraux. Ils manquent de viande, de légumes. C'est ce que l'on constate également dans les autres pays révisionnistes. La Bulgarie, que l'on considérait à juste titre comme un pays agricole riche (nous avons été en Bulgarie quand ce pays avançait dans la voie du socialisme et avons tout vu de nos propres yeux) traverse actuellement une grande crise, car les révisionnistes y ont démantelé l'agriculture. Inutile ensuite de parler de la Yougoslavie et des autres pays capitalistes.

Il est désormais notoire que notre agriculture s'est engagée dans la juste voie de sa collectivisation. Mais on sait bien aussi qu'elle ne cesse de progresser avec fermeté dans cette voie. Nous sommes passés de la création de petites coopératives à leur fusion, ce qui a permis à notre agriculture socialiste d'atteindre un stade plus avancé de développement. Par la suite, nous avons mis sur pied les coopératives de type supérieur, ce qui a constitué un nouveau grand pas en avant. Ces coopératives ont aujourd'hui dépassé certaines entreprises agricoles d'Etat, et sur le plan des rendements, et au niveau des revenus. Nous avons pris et prendrons à l'avenir aussi de nouvelles mesures pour développer notre agriculture à des rythmes accélérés, obtenir des rendements élevés dans toutes les productions, etc. Au cours du nouveau quinquennat une grande importance sera attachée en général à l'agriculture, à la bonification continue des terres, à une meilleure organisation du travail dans ce secteur.

Venons-en maintenant plus concrètement à l'expérience de la coopérative agricole de Plase. Le président de cette coopérative est intervenu au plénum du Comité central du Parti et son exposé a produit une très bonne impression chez tous les camarades. La coopérative de Plase a obtenu de bons résultats, d'autres entreprises et coopératives agricoles du district de Korçe, comme, par exemple, la coopérative de Pojan, ne sont pas demeurées en reste.

Cela dit, je voudrais savoir plus concrètement quelle est l'expérience avancée acquise par la coopérative agricole de Plase dans la concentration, la spécialisation et la rotation des cultures. Si je ne m'abuse, une étude a été entreprise sur ce problème il y a huit ans. *[Il s'agit de l'étude sur la coopérative agricole de Plase, entreprise par un groupe de spécialistes dirigés par le Comité central du Parti, qui, comme il en ressort des documents afférents, n'a pas été appliquée dans la pratique en raison de l'opposition tacite de l'ennemi Mehmet Shehu.]* Mais nous n'avons pas reçu d'indications exactes sur la suite qui a été donnée à ce travail. La diffusion de cette expérience est une question qui nous a beaucoup préoccupés, le camarade Hysni [Kapo] que nous venons de perdre, et moi. Nous avons tout fait pour le sauver, mais il souffrait d'un mal incurable. C'était un camarade doté de qualités rares, de connaissances vastes et profondes, et particulièrement d'une grande expérience dans les affaires du Parti.

Lorsqu'on entreprend une étude, elle ne doit pas demeurer lettre morte, mais elle doit passer dans les faits, car c'est seulement ainsi que l'on pourra juger de ses bons et moins bons côtés. L'application dans la pratique de cette étude dira à quel point il sera nécessaire de la perfectionner. Vous et surtout les camarades qui s'occupent d'agriculture, vous connaissez mieux l'avantage de cette étude dont le but est de promouvoir, primo, la concentration des cultures, *secundo*, leur spécialisation, *tertio*, leur rotation (qui est très nécessaire, sinon l'agriculture ne peut avancer). Ces trois processus sont étroitement liés et combinés entre eux, ils relèvent tous trois de la science agronomique. Ce système tend à la fois à accentuer le développement de notre agriculture, à renforcer la propriété collective et à passer de la propriété collective de groupe à la propriété sociale. Naturellement, pour y arriver, il faut d'abord traverser un certain nombre d'étapes, mais mettre aussi au point une organisation parfaite scientifiquement fondée qui, comme nous l'enseigne le Parti, nous permette d'intensifier notre agriculture sans toutefois en négliger l'aspect extensif.

Certains districts ont réussi, par exemple, la concentration des cultures industrielles. Parmi ces cultures, seule celle du tabac a été un peu étendue, et même cela a été fait dans certains districts où les bons rendements se font toujours attendre. Cela tient au fait que le tabac y est cultivé sur des terrains inappropriés, mais où pourraient fort bien être cultivées d'autres plantes dont il aurait été possible

d'obtenir de bons rendements. Nous avons donc pris cette mesure sciemment, car le tabac est une plante plus rentable que d'autres. Or, pour notre économie en général, soit au niveau des coopératives, soit au niveau du district, ce n'était là qu'une solution provisoire. Quant au coton et à la betterave sucrière, ce sont des cultures que nous avons déjà concentrées.

C'est donc les intérêts mêmes du socialisme et du développement intensif de notre économie qui nous ont conduit à concentrer les cultures industrielles. Mais, à l'avenir, nous devons mieux concentrer les céréales panifiables, de même que les cultures fourragères, fruitières, etc. L'entreprise agricole de Maliq a certaines principales vocations économiques qui sont la production de betterave à sucre, de blé et de pommes de terres, l'élevage, etc. La plaine de Korçe s'étend tout entière à proximité de cette entreprise. Mais notre Parti ne doit-il pas penser à ce que cette plaine doit produire pour que les rendements de blé, de betterave à sucre et de pomme de terre y soient supérieurs à ceux que l'on y a obtenus jusqu'ici ? C'est précisément pour cette raison que notre Parti a donné, il y a huit ans, des directives afférentes et entrepris l'étude sur la coopérative agricole de Plase.

Quels avantages apporte l'application de l'expérience de la coopérative de Plase ? Elle a fait que, par exemple, la plaine de Korçe devienne un important centre de développement intensif de notre agriculture. Et nous lui fournissons ainsi toutes les possibilités pour stabiliser les rendements de toutes les cultures. Nous sommes en train, par exemple, de concentrer la culture de la pomme de terre hivernale à Korçe et à Shishtavec. Les autres districts cultiveront la pomme de terre, mais c'est Korçe et Shishtavec qui approvisionneront le marché intérieur de pommes de terre hivernales, alors que les autres pourront également cultiver la pomme de terre printanière. C'est ainsi que nous satisferons les demandes en pommes de terre et du marché intérieur, et de nos exportations.

Il faut procéder de même avec les autres cultures. Prenons, par exemple, le blé, qui revêt une grande importance. Il faut étudier ce problème, préciser où devra être concentrée cette culture. Disons qu'il faudra la concentrer dans les districts de Korçe, Lushnje, Fier, Durrës et Shkodër. La production de blé que nous fourniront ces districts doit pouvoir satisfaire non seulement les besoins de toute notre population, mais nous permettre aussi de créer des réserves et même d'en exporter. Mais cela ne signifie pas que le blé et le maïs ne doivent plus être cultivés dans les régions plus hautes. Non, nous devons faire en sorte que ces céréales continuent à y être cultivées, voire sur une superficie plus étendue, tandis que dans les districts susmentionnés, où l'agriculture est toujours plus intensifiée, nous pratiquerons le système de la coopérative de Plase. Il en sera de même dans les hautes régions et ailleurs, mais, bien sûr, avec de différentes cultures.

Prenons, par exemple, la question de l'élevage du menu bétail. Le menu bétail se trouve partout, mais devons-nous en permettre l'élevage dans des plaines comme celle de Korçe, sur des terres grasses, où l'on peut cultiver le maïs et le blé, que nous fertiliserons grâce aux engrais chimiques et auxquelles nous affecterons des machines agricoles et d'autres moyens nécessaires, alors que ce type de bétail nous pouvons l'élever, de façon extensive et intensive, dans les zones de montagnes et de collines ? Comment appliquerons-nous la décision de créer de grandes fermes d'élevage du menu bétail ? C'est ainsi que nous avons suggéré que le bétail mis en troupeau, par exemple, ne soit pas gardé dans cette plaine fertile, destinée au développement intensif des principales cultures.

Ainsi, dans les zones montagneuses nous devons créer de grandes fermes d'élevage où paîtra aussi le bétail mis en troupeau qui constitue une grande richesse pour la population. Nous n'avons pas encore appliqué l'idée lancée au Bureau politique du Comité central du Parti sur la création de fermes d'élevage fondées sur l'expérience de la coopérative de Plase. Cela créera la possibilité d'étudier où devra être concentré le menu bétail. Naturellement, cela ne signifie pas que les exploitations collectives des zones de plaines ne gardent du tout de menu bétail. Le problème se pose de savoir où l'on doit concentrer ce bétail, où l'on doit garder les bovins, les mules et les chevaux. Tout comme on pense au blé, à la betterave sucrière, etc., il faut penser et agir en ce qui concerne le bétail de tous les types.

Nous avons réussi, camarades agriculteurs, à améliorer les semences des différentes plantes agricoles, par exemple, celle du blé et actuellement, si je ne me trompe, nous avons des centaines d'espèces de blés (nous possédons actuellement des centaines d'espèces hybrides que nous produisons nous-mêmes, et qu'auparavant nous achetions). Les améliorations que nous avons apportées à la culture de maïs ont été le résultat d'un travail persévérant et soutenu accompli dans ce sens par les gens de chez nous.

Toutes ces questions **nécessitent des études attentives** faute de quoi nous ne pourrions pas aller de l'avant. Dans l'élevage aussi, il faudra travailler très soigneusement.

C'est ainsi que l'on doit travailler pour l'étude et l'application de l'expérience de Plase. Une fois cette question étudiée (comme vous l'avez fait en y joignant vos conclusions), on analysera naturellement les avantages et les inconvénients de chaque élément de la question. Et l'on verra ainsi, que ce système est inapplicable si l'on ne supprime pas de telle ou de telle région la culture de telle ou telle plante. Korçe par exemple ne cultivera pas telle ou telle plante, mais on y substituera des plantes qui, supprimées dans un autre district, s'adaptent à ses conditions. L'Etat aussi lui créera ces possibilités, mais elle doit faire des efforts pour obtenir de hauts rendements dans les cultures qu'elle pratiquera. Ainsi les divers districts se compléteront l'un l'autre.

C'est un fait que sous le système coopératif notre économie socialiste est en train de se renforcer dans les campagnes et qu'il nous permet de préparer intensivement le développement d'une agriculture socialiste encore plus avancée. Quand les conditions seront mûres, alors l'expérience de Plase sera appliquée à grande échelle. On ne suivra pas la méthode appliquée dans les entreprises agricoles et les coopératives de type supérieur. Le système de Plase doit être appliqué dans certaines coopératives de type supérieur ou dans une région tout à la fois et non pas en une longue période de 10 ou 15 ans. Ce système doit être appliqué, par exemple, dans toute la plaine en même temps, alors que les autres exploitations doivent demeurer des coopératives réunies.

C'est ainsi que nous avons posé cette question devant le Bureau politique.

Sur le plan théorique, nous disons que notre développement est dynamique, que la dialectique le promeut, mais on sait que le nouveau se fraie difficilement son chemin et, avant de prendre une décision qui nous semble juste, nous devons en considérer les lendemains, les problèmes que soulèveront le cours des choses et la pratique, et qui pourront prouver que telle ou telle solution n'est pas adaptée à une période déterminée.

Nous avons fait de la ferme d'élevage des bovins une exploitation à part, mais dès sa création elle a englobé des coopératives de zones montagneuses. Nous avons donc fait de tous les coopérateurs des ouvriers et nous pensons avoir bien fait. Maintenant que nous voyons les résultats, nous disons : «Mais pourquoi avons-nous agi ainsi ? A quoi nous servent ces coopératives environnantes englobées dans cette exploitation pour élever avec succès cette quantité de bovins ? Elles ne font que nous élever le coût et nous créent d'autres problèmes». Cela nous cause beaucoup de difficultés. Alors que ferons-nous ? Nous accepterons cette situation et combattons pour que les coopératives agricoles se consacrent, par exemple, à la culture des pommiers. Si j'évoque la culture des pommiers, c'est parce que ces arbres croissent bien ici.

Il s'agit donc de trouver une forme d'organisation plus appropriée afin que le travail aille de l'avant. Nous avons déjà acquis une expérience et nous en acquerrons d'autres mais nous devons savoir où les appliquer après avoir bien étudié les conditions où nous agissons. Il faut concentrer les bovins là où les conditions et les possibilités nous permettent d'obtenir de hauts rendements en viande.

Il est important quand est donnée une directive, de l'embrasser, de la mettre à l'épreuve, de l'appliquer, de la suivre avec attention et avec un grand courage, je le répète, avec grand courage, et de dire à la direction où l'on a bien agi et où moins bien, ce qu'il faut changer ici et ce qu'il ne faut pas changer. Alors nous ayons pour devoir de te convoquer, de te féliciter une fois de nous parler ainsi, car c'est ce qu'il faut faire, puis de te dire : «Telles sont nos possibilités, nous disposons de tant de devises alors

que tu nous en demandes davantage». Ou bien «tu nous demandes tant de tracteurs, tant de plants, etc., mais nous ne pouvons t'en donner autant que tu nous en demandes». C'est ainsi qu'il faut parler et ne pas répondre brutalement «Oh, tout cela est déjà fixé, on ne peut rien changer».

Dans mon discours présente au 8^e plénum du Parti [*Enver Hoxha. Œuvres choisies, éd. fr., t. 5, pp. 1037-1067, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1985.*], j'ai souligné que le plan c'est le plan, que nous devons l'appliquer, mais il ne doit pas être dogmatique et, quand il apparaît nécessaire de lui apporter quelque changement, nous devons le faire. Quand, par exemple, une situation difficile se crée, nous promulguons une loi sévère sur une question déterminée. Plus tard nous voyons que cette situation change, s'améliore, alors la loi peut être abrogée et même si elle ne l'est pas, elle n'a aucun rapport juridique à régir et elle ne sera plus applicable.

Pour conclure, je tiens à souligner que ces problèmes, concernant non seulement l'agriculture mais aussi d'autres domaines, doivent être regardés d'un œil politique. Les communistes d'abord et tous les travailleurs doivent être réalistes. Notre Parti est fort, il a une unité d'acier et le patriotisme des masses est grand. Nous avons fait des progrès, mais nous avons aussi des difficultés et nous pouvons en avoir d'encore plus grandes. Cela, nous ne devons jamais l'oublier.

Rapports et Discours 1980-1981

C'EST SEULEMENT DANS LA LUTTE QUE LES PARTIS MARXISTES-LÉNINISTES SE CONSOLIDENT, SE TREMPENT ET PERFECTIONNENT LEUR ACTION

Extraits d'un entretien avec le Premier secrétaire du CC du PC du Brésil, le camarade Joao Amazonas

25 juillet 1980

Nous nous réjouissons de vous revoir en Albanie, camarade Amazonas. En tant que combattants d'une cause commune, nous sommes toujours heureux de vous avoir parmi nous. Quand nous nous rencontrons, nous avons un échange de vues sur la situation dans nos pays respectifs et dans d'autres pays, nous profitons mutuellement de notre expérience. C'est très utile pour vous comme pour nous.

Nous avons été satisfaits de vous voir cette fois visiter la partie de l'Albanie qui comprend entre autres Korçe et Pogradec, que vous n'aviez pas vues auparavant.

Je crois que Korçe vous a plu et vous n'avez pas encore bien visité toute la ville de Pogradec, mais vous pourrez rester ici encore quelques jours pour mieux vous y promener. La ville possède une plage, des maisons de repos pour les travailleurs ainsi que des colonies de vacances. De tout le pays des gens viennent ici passer leurs vacances.

La plage de Durrës plaît beaucoup aux jeunes gens parce qu'ils aiment nager et bronzer au soleil et sur le sable. Il y fait chaud, tandis que cet endroit convient mieux à nous, les anciens, il y fait frais. Bien que pas très grande, la ville de Pogradec est fort plaisante.

L'Albanie, camarade Amazonas, est un petit pays. Pour illustrer ses dimensions je vous raconterai un épisode de la Lutte de libération nationale. Une fois, je m'en souviens comme si c'était aujourd'hui, un camarade, après en avoir parcouru à pied toutes les zones l'une après l'autre, passant de montagne en montagne, me dit : «Vous savez, camarade Enver, notre Albanie est grande, elle n'est pas si petite qu'elle paraît sur la carte. Non, non, l'Albanie est très grande.»

LE CAMARADE JOAO AMAZONAS : Nous, camarade Enver, nous disons que l'Albanie est grande par l'importance des tâches politiques et sociales qu'elle réalise. Si on la regarde dans cette optique, on peut dire que c'est le plus grand pays du monde.

LE CAMARADE ENVER HOXHA : Ce qui confère son importance à notre pays, c'est la grande idéologie du marxisme-léninisme. L'appliquant avec fidélité et esprit de suite, l'Albanie a remporté de multiples succès et nous vivons des jours heureux. Naturellement, nous avons encore des défauts que nous combattons et que nous devons éliminer. Les autres communistes marxistes-léninistes dans le monde voient dans notre expérience la puissante force de notre doctrine commune.

LE CAMARADE JOAO AMAZONAS : Est-ce que Pogradec est une vieille ville ?

LE CAMARADE ENVER HOXHA : Avant la libération, Pogradec était très petite, maintenant elle s'est agrandie. C'est une cité antique. Les fouilles archéologiques ont prouvé que cette région était peuplée d'Illyriens. Il y a aussi ici un petit musée où sont exposés des vestiges matériels de la gens illyrienne des Enchéliens, tandis qu'à Korçe nous avons mis sur pied un musée d'art médiéval.

Au moyen âge, des peintres et des bâtisseurs albanais travaillaient non seulement chez nous mais aussi en Grèce, en Turquie et dans d'autres pays d'Europe. Plusieurs mosquées en Turquie, la mosquée bleue et deux ou trois autres ont été projetées par des architectes albanais aux XVI^e et XVII^e siècles.

En Albanie se trouvent un certain nombre d'églises byzantines que nous avons soin de conserver. L'une d'entre elles se situe dans un village du district de Gjirokastër où je suis né. D'après la légende, elle date de la même époque que l'église de Sainte-Sophie de Constantinople. Le maître d'oeuvres de l'église de Sainte-Sophie a travaillé aussi à la construction de cette église qui a la même architecture que celle-ci, mais qui, bien plus réduite, en est une sorte de miniature. La peinture d'Onuphre, par exemple, que vous avez dû voir au musée de Korçe, a été énormément appréciée à Paris. Bien qu'elle appartienne à l'époque byzantine, elle ne présente pas entièrement les mêmes traits que la peinture byzantine. Elle offre au regard des traits humains, ceux de l'homme réel. Elle se distingue par la qualité des couleurs, surtout du rouge. Onuphre a peint également de belles fresques qui décorent les églises construites dans la région montagneuse d'Elbasan.

Nous nous efforçons de rassembler et de conserver ces biens culturels, cette iconographie, comme nous l'appelons. Les œuvres d'art sont précieuses pour le socialisme. Le peuple a remis de nombreuses icônes, mais il y en a encore d'autres que nous n'avons pas encore ramassées. Dans notre pays on fait un gros effort pour les conserver. Malgré tout, ce travail n'a pas été aussi efficace qu'il aurait été souhaitable, parce que nous ne disposons pas encore des moyens techniques et scientifiques nécessaires pour les conserver comme il faut et pour les mettre à l'abri du facteur temps, la nature. J'ai lu quelque part que la fameuse fresque de Léonard de Vinci, *La Cène*, a commencé elle aussi à s'abîmer. C'est pourquoi on a donné l'alerte pour la restaurer. De belles icônes se trouvent également à l'église de Voskopoje. Actuellement ce n'est qu'un village, mais au XVIII^e siècle c'était une ville florissante. A l'époque, il s'y trouvait une école supérieure fréquentée entre autres aussi par des élèves qui venaient de Grèce. Certains y allaient pour devenir prêtres. De Voskopoje sont issus des hommes instruits. L'un d'entre eux a été un bibliothécaire remarquable des églises du Mont Athos qui se trouve en Grèce, près de Salonique. Le lieu où s'érigent ces églises et monastères (la plupart ont été construits par les tsars russes et par l'Eglise de Constantinople) a la forme des cinq doigts de la main. L'accès en est interdit aux femmes. Le visiteur est frappé par de nombreux objets anciens et des constructions artistiquement attrayantes. Il s'y trouve aussi une bibliothèque. Son bibliothécaire, comme je l'ai déjà dit, était un Albanais de Voskopoje, un homme très cultivé. Quand a été construite la ville de Pétersbourg, le tsar de Russie, Pierre le Grand, a fait appel à lui pour aménager sa bibliothèque. Il y est allé mais il est mort avant d'avoir terminé son travail. Sa tombe s'y trouve aujourd'hui encore. Sur la pierre tombale il est écrit qu'il est Albanais. Dès cette époque, donc, la ville de Voskopoje comptait des gens très instruits. Dans ce village subsiste encore une église très ancienne que nous conservons avec soin et où se trouve une iconostase d'une grande beauté.

Les musées revêtent une importance exceptionnelle dans l'éducation du peuple. En Albanie, ils ont été créés et enrichis après la libération du pays. Auparavant les fouilles archéologiques se limitaient à Pojan du district de Fier et à Butrint du district de Sarande. Dans ces deux sites archéologiques, le travail a été entamé par les Français auxquels ont succédé les Italiens. Ces derniers ont volé la plupart des objets découverts, alors que les Français en ont dérobé moins. Avec ce qui est resté, il a été possible de mettre sur pied un petit musée à Vlore.

Quand nous avons été occupés par l'Italie fasciste, les Italiens ont bombardé, entre autres, ce musée. Les Français, par la voix du «Figaro», ont protesté contre cet acte.

Après la libération du pays, les fouilles archéologiques ont été développées dans le dessein de découvrir des objets non seulement de la culture antique romaine et hellénique mais aussi et surtout de la culture des Illyriens, dont nous sommes les descendants. Dans les tumulus creusés ont été découverts beaucoup d'objets précieux et notamment des vases et des objets en céramique, des monnaies, divers ornements, des statuettes, etc. Actuellement, nos musées archéologiques sont riches en objets et documents. A part les musées archéologiques nous possédons aussi des musées ethnographiques qui ont été construits surtout dans les grandes villes. Aujourd'hui chaque ville s'efforce de se créer un musée ethnographique. Chez nous, en Albanie, dans les villes et les villages, ont été mis sur pied aussi des musées historiques.

Tout notre pays s'est battu à travers les siècles pour défendre sa liberté nationale, et c'est pour cela que même le plus petit village a sa propre histoire. Le Parti a émis la directive d'écrire l'histoire de chaque village depuis les temps les plus anciens quand des données existent pour le faire. Certains de ces historiques ont déjà été écrits et s'enrichissent de documents et de matériaux qui vont jusqu'aux pincettes, aux verres et aux cuillères en bois. Des données ont également été recueillies sur les figures historiques des villages, leurs biographies ont été déjà écrites et s'enrichissent maintenant de documents ou objets complémentaires, comme, par exemple, vêtements, photos, etc.

Les principaux musées de notre pays illustrent non seulement l'histoire des luttes de notre peuple mais aussi la période de notre Renaissance nationale, c'est-à-dire la lutte menée par nos penseurs, philosophes, historiens et savants dans d'autres pays.

Actuellement, nous sommes en train de mettre sur pied également des musées spécifiques, comme, par exemple, celui de Kruje, qui a été la capitale de l'Albanie à l'époque de Skanderbeg. Ce musée sera consacré à la vie de notre héros national.

Nous ne disposons pas de beaucoup de documents et objets relatifs à Skanderbeg pour ce musée. Malgré tout, nous disposons de documents écrits au XV^e siècle par des princes, d'autres gouvernants et aussi par des marchands de Rome, de Venise et des pays slaves, de grands compositeurs qui ont même écrit des pièces de musique, des poètes et dramaturges qui ont écrit des poèmes et de belles pièces sur la vie et les combats de ce héros contre les Turcs.

Tous les documents matériels le concernant et dont nous disposons prendront place dans ce musée. Nos peintres ont déjà commencé leur travail pour connaître en détail les combats de Skanderbeg et pour les illustrer ensuite dans leurs tableaux.

L'histoire la plus complète de toutes ces batailles a été écrite par un Albanais, Marin Barletius. [*Marin Barletius (1460-1513), auteur de L'Histoire de la vie et des exploits de Skanderbeg publiée en 1508-1510.*] Jusqu'à présent c'est l'histoire la plus précise dont l'on dispose, c'est le fondement de l'histoire, de la vie et des longues et héroïques batailles de Gjergj Kastrioti.

C'est ainsi, camarade Amazonas, que nous avons travaillé à résoudre le problème des musées qui, comme je l'ai dit, jouent un rôle important pour l'éducation du peuple. Dans chaque pays du monde, ces établissements sont fréquentées par beaucoup de gens, mais notre objectif à nous c'est d'amener nos travailleurs, et surtout nos jeunes, à connaître à travers eux le passé, non seulement le passé historique,

mais aussi le passé économique de misère que notre peuple a connu pendant des siècles. Maintenant, par exemple, nous voyons que les plaines de notre pays sont aménagées, bonifiées, canalisées et drainées. Mais nous, les plus âgés, qui avons vécu l'époque d'avant la Libération, nous savons qu'elles étaient fort différentes.

A ce propos, je vous raconterai, camarade Amazonas, un épisode authentique. Il y a une cinquantaine d'années, un habitant de cette région, âgé d'environ 20 ans, avait émigré aux Etats-Unis. Maliq n'était alors qu'un marécage. Il y a quelque temps, âgé maintenant de 70 ans passés, il est rentré au pays. A Durrës il a été reçu par son fils et tous deux sont partis pour Korçe. Au cours du voyage, son fils lui parlait des grands changements qui ont été effectués pendant l'époque du Parti et de temps à autre il lui demandait s'il le comprenait.

«Oui, lui répondait son père, je te comprends.»

Malgré tout, comme ils passaient par Maliq, il lui a demandé :

«Où est le marais ?

— Mais je t'ai déjà dit, a répondu son fils, nous l'avons asséché.

— Mais où se trouvait-il ? insistait-il.

— Voilà, lui a expliqué son fils, c'est cette plaine qui s'étend là, devant nous.»

A ce moment, pendant qu'ils conversaient, le premier secrétaire du Parti du district traversait la plaine. Le fils de l'émigré a arrêté son auto et a dit à son père :

«Tiens, cet homme est le premier secrétaire du Parti.

— Ah, a fait le père, c'est-à-dire que c'est lui le propriétaire de cette plaine.

— Non, lui a expliqué son fils, actuellement la plaine est la propriété du peuple.»

Cet Albanais donc, qui rentrait dans sa patrie, ne pouvait même pas concevoir tous ces changements effectués bien qu'au cours de leur voyage il ne cessât de dire à son fils «Je te comprends, je te comprends.»

Les œuvres que nous avons exposées dans les musées avant d'être des œuvres religieuses, sont des œuvres d'art que le peuple a conservées et appréciées. A ce propos, je vous raconte l'histoire d'une croix qui témoigne non seulement de cette appréciation, mais aussi du fait que la guerre de religions dans notre pays n'a pas existé sous les formes sous lesquelles elle est connue dans d'autres pays. Bien plus, chez nous les croyants de religion musulmane n'ont jamais été en conflit avec les chrétiens orthodoxes. A l'église dont je viens de vous parler il y a une croix très ancienne dont on dit qu'elle date du XIV^e siècle. De 1913 à 1918 la ville de Gjirokastër a été occupée par les Grecs qui ont volé entre autres cette croix et l'ont transportée à Athènes. Mais tout le peuple de Gjirokastër, chrétiens et musulmans, se sont dressés contre cet acte. Une délégation albanaise comprenant aussi des musulmans s'est rendue spécialement à Athènes pour réclamer la croix. Les membres de cette délégation ont dit aux Grecs : «Cette croix appartient à notre pays, il faut la restituer à l'église où elle était.» Finalement, les Grecs ont restitué la croix aux habitants de Gjirokastër. Alors que Khrouchtchev, quand il a visité [*En mai 1959.*] un musée dans notre pays, nous a dit : «A quoi vous servent ces choses mortes ? Nous avons besoin d'oranges et de tabac !»

En réalité, notre peuple en général n'a pas été très croyant. Le prophète Mahomet nous a «aidés» dans ce sens. Pourquoi et comment ? Parce que dans un des versets du Coran il est dit que les musulmans ne doivent écouter la lecture de leur livre saint qu'en arabe. Il exige donc que le Coran ne soit pas traduit dans une autre langue. C'est pourquoi les Albanais musulmans n'ont rien compris de ce livre

qui ne pouvait se lire qu'en arabe. L'Eglise aussi a agi de cette manière au début, mais plus tard l'Evangile a été traduit alors que cela n'a pas été le cas du Coran. En Albanie, les prêtres musulmans n'étaient pas instruits alors que bien des prêtres catholiques, eux, avaient terminé leurs études supérieures.

Malgré les succès obtenus dans la liquidation des influences religieuses, le Parti ne cessera de poursuivre une lutte politique encore plus souple et plus avisée contre les survivances et les coutumes religieuses. Bien que celles-ci aient été affaiblies, nous ne pouvons pas dire qu'elles sont entièrement éliminées, surtout à la campagne qui a été plus conservatrice et plus arriérée que la ville. On ne peut non plus être assurées que si ces survivances sont laissées à l'oubli, elles ne risquent pas de renaître. Ces derniers temps, camarade Amazonas, nous avons perdu deux camarades éminents, Hysni Kapo et Arruda Camarra, deux grands marxistes-léninistes. La disparition du camarade Hysni Kapo a été une grande perte pour notre Parti, mais la disparition du camarade Arruda Camarra aussi a été un malheur commun qui nous a frappés et nous et vous. Tous nos camarades, à l'annonce de sa mort, ont été très affligés parce qu'ils le connaissaient.

Le camarade Joao Amazonas parla des circonstances de la mort d'Arruda Camarra, du problème des cadres du Parti, et, après avoir apprécié les ouvrages «L'Impérialisme et la Révolution» et «L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme», il laissa à nouveau la parole au camarade Enver Hoxha :

Comme vous l'avez vu vous même, dans le livre «L'Eurocommunisme, c'est de l'anticommunisme», nous nous sommes efforcés d'avancer nos idées simplement, afin que la masse des gens puisse les saisir facilement. Ainsi donc, les problèmes qui y sont traités sont accessibles non seulement aux personnes dotées d'une culture marxiste-léniniste mais aussi aux simples ouvriers. Dans ce livre, nos analyses faites sur la base des documents que nous avons consultés tendent à démontrer que c'est l'impérialisme américain qui a inspiré le révisionnisme moderne en s'attachant à corrompre les partis communistes. Nous avons abouti à cette conclusion à commencer par la question de Browder.

Notre Parti avait traité auparavant aussi de Browder, mais ici il s'agissait de considérer sa position sous un angle plus vaste parce qu'il fut le premier à avoir prôné la liquidation du parti communiste en déclarant que «le communisme est l'américanisme du XX^e siècle». Il prétendait que les Etats-Unis, après la Seconde Guerre mondiale, aideraient tous les pays éprouvés et détruits par la guerre. En d'autres termes, Browder était le porte-parole de la dégénérescence capitaliste des partis communistes. Pour donner un tableau aussi complet que possible de sa position nous avons exploité tous les documents dont nous disposons.

Certes, nous avons également eu en vue le problème de la Chine. Pour cela aussi nous avons fouillé dans les documents de source américaine, dans les discours de Mao et de Chou En-laï. Il en est résulté que pendant toute la période de la guerre, ceux-ci, c'est-à-dire les dirigeants chinois, Mao en tête, entretenaient des contacts étroits avec les missions américaines militaires et diplomatiques auprès de Chang Kaï-chek. Les faits et les documents mis en lumière prouvent que déjà en ce temps-là, pendant qu'on se battait contre le Japon et Chang Kaï-chek, les dirigeants chinois, tout en n'adoptant pas une attitude ouvertement hostile envers l'Union soviétique, étaient en faveur des Etats-Unis d'Amérique. Dans ces documents, nous avons appris que le lobby de Chang Kaï-chek aux Etats-Unis était plus puissant et que le département américain d'Etat n'était pas convaincu qu'il fallait aider Mao, mais qu'il espérait que celui-ci serait liquidé par Chang Kaï-chek.

Ces documents mettent en lumière aussi l'activité menée en Chine par Edgar Snow, qui était un agent du département d'Etat. Edgar Snow était attaché à l'Etat-major de Mao-tsétoung et tenu au courant de l'activité intérieure du Bureau politique du Parti communiste chinois. Ce qu'il a révélé sur les demandes de Chou En-laï adressées aux Américains a été confirmé par les faits.

Tout ce que nous avons dit à ce propos également dans notre livre *Réflexions sur la Chine* se concrétise actuellement. Quant aux liens des titistes d'abord, puis des khrouchtchéviens qui étaient au pouvoir, avec les impérialistes américains, nous étions convaincus.

Dans ce livre, à travers l'analyse du browdérisme, du titisme, du krouchtchévisme, du maoïsme et de l'eurocommunisme, nous voyons tel un fil blanc toute la stratégie de l'impérialisme américain et du capitalisme mondial qui vise à faire dégénérer les partis communistes en partis révisionnistes. L'une des idées de ce livre, fondé sur des documents, est que les partis révisionnistes sont des renégats du marxisme-léninisme et des officines du capitalisme mondial.

Nous avons traité plus largement dans cet ouvrage de l'évolution des mouvements des partis révisionnistes d'Italie, d'Espagne et de France, notre objectif étant de dénoncer l'eurocommunisme. Certes, notre Parti ne s'en est pas privé même par le passé, mais actuellement les positions et les actions contre-révolutionnaires et antimarxistes de ces partis devaient faire l'objet d'une synthèse un peu plus claire. Il convenait de les analyser dans tout leur évolution et dégénérescence. Il s'agissait donc de déterminer les phases principales de leur dégradation, la façon dont elle s'est manifestée et a évolué jusqu'au stade actuel, en mettant clans le même temps en relief avec réalisme les aspects positifs, à certains moments, soit du parti italien, du parti français ou de l'ancien parti espagnol qui a combattu Franco.

La tactique des révisionnistes soviétiques est de profiter maintenant des prises de position de notre parti marxiste-léniniste contre la pensée mao-tsétoung. Ils visent par là à nous entraîner dans leur orbite mais ni votre Parti ni le nôtre ne tombent pas facilement dans leur piège. Naturellement, il est des gens dans le monde qui ne comprennent pas la tactique des Soviétiques.

Les tactiques des Soviétiques visent à diviser le prétendu groupe eurocommuniste, qui ne peut pas être uni parce que chacun des partis révisionnistes qui le composent est au service de la bourgeoisie de son pays, et généralement en suit la stratégie. C'est ainsi que le parti révisionniste italien entretient des relations amicales avec la Chine et, dans une certaine mesure, s'oppose à l'Union soviétique.

Nous voyons les révisionnistes soviétiques suivre cette tactique, par exemple, à l'égard du parti révisionniste français. C'est ce qui explique que la position actuelle du parti révisionniste de Marchais s'oppose à la position euro-communiste des partis révisionnistes italien et espagnol. Marchais n'est pas contre l'Union soviétique en ce qui concerne l'agression de celle-ci contre l'Afghanistan. Il faut même dire qu'il a commencé à se rapprocher de l'Union soviétique non seulement sur cette question mais aussi sur d'autres.

Notre devoir est de faire preuve d'une grande vigilance parce que les Soviétiques ont encore une influence politique et économique. L'Union soviétique se livre à des chantages militaires et, si l'on juge correctement la situation, on voit qu'à l'heure actuelle, étant confrontée à de multiples échecs économiques et politiques, elle devient toujours plus agressive, et elle a recours non seulement à l'arrogance des grands Etats impérialistes mais aussi aux armes et à l'agression. C'est pourquoi, sans diminuer en rien la lutte contre l'impérialisme américain, il faut intensifier la lutte contre le social-impérialisme soviétique parce que militairement il est très puissant, malgré le discrédit politique et idéologique qu'il ne cesse de s'attirer. Les Soviétiques, d'une part, agissent en capitalistes, en impérialistes, en chauvins, et, d'autre part, se posent en léninistes. Ils s'évertuent à justifier leur agression de l'Afghanistan en prétendant être intervenus «pour y défendre la révolution». La démagogie des social-impérialistes soviétiques qui cherchent à se poser en léninistes et leurs références au passé de leur pays peuvent avoir et ont effectivement un certain effet non seulement sur des communistes qui ne sont, pas trempés idéologiquement dans des batailles et dans la lutte, mais aussi sur beaucoup d'autres gens qui ont peur de la lutte révolutionnaire et qui cherchent à entrer dans l'histoire comme des communistes, naturellement comme des communistes de couleur orange selon la conception d'Aragon. J'ai parlé de cela aussi dans mon livre. Quand il s'agit de palabres et de paroles, ces éléments disent : «Nous sommes des communistes», tandis que quand il s'agit de résister, ils reculent.

Bien entendu, les Soviétiques s'efforcent de tirer le maximum de profit de cette situation. Mais sans surestimer la force de nos partis marxistes-léninistes, nous considérons que les révisionnistes soviétiques savent fort bien que le marxisme-léninisme constitue une force invulnérable. Cette force, aujourd'hui ou demain, se muera en une grande avalanche. Bien qu'il l'aient déjà trahi, ils connaissent sa force et ils ne peuvent pas penser que cette grande idéologie révolutionnaire est éliminée, affaiblie et a vieilli comme le prétendent les eurocommunistes et nombre d'autres révisionnistes, qui s'attaquent à Lénine parce que il est l'architecte de la révolution, alors qu'ils feignent de ne pas s'en prendre à Marx. En réalité ils sont également contre Marx parce c'est lui qui a renversé tous les fondements du capitalisme.

Les révisionnistes soviétiques ont donc conscience de cette grande force du marxisme-léninisme. Ils savent aussi que tout mouvement hostile au capitalisme est appelé à renforcer la révolution mondiale. Dans ce contexte, ils comprennent que s'ils n'agissent pas contre les partis marxistes-léninistes, ceux-ci, bien qu'étant aujourd'hui plutôt petits, demain grandiront, deviendront plus puissants, parce que tous les peuples luttent pour la révolution. Les révisionnistes soviétiques savent fort bien que le facteur subjectif, c'est-à-dire les partis qui s'en tiennent aux positions marxistes-léninistes, accumulera et ne manquera pas de promouvoir tout le mécontentement et l'indignation des peuples contre le capitalisme, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique.

Auparavant, quand la pensée mao-tsétoung n'avait pas encore été dénoncée ouvertement par nos partis, les social-impérialistes et les impérialistes étaient plus tranquilles parce qu'ils s'imaginaient que ce courant révisionniste agissait dans notre corps comme le ver dans la pomme. Maintenant que nous l'avons mis à nu, nous voyons qu'ils ont multiplié leurs attaques contre nous. Mais comment nous attaquent-ils ? Comme le font Prestes et les autres fractionnistes. Nous connaissons la lutte fractionniste encouragée par les capitalistes et la réaction et actuellement par le révisionnisme moderne. Notre affrontement avec ces courants régressifs est inéluctable, mais aujourd'hui aussi bien vous que nous, avons passé bien des épreuves, nous sommes mieux armés contre les stratégies et les tactiques de nos ennemis. Cela nous permet de bien distinguer les objectifs et les formes de leur lutte. Et nous aussi, nous édifions et devons édifier concrètement les formes de notre lutte. Certes, notre lutte n'est et ne sera pas facile.

Nous comprenons les difficultés de la lutte des partis frères. Et c'est par la lutte que nous avons libéré notre pays. Malgré tout, si nous menons et devons mener un combat permanent, il nous faut également savoir faire de la diplomatie, naturellement en préservant nos principes. Dans le même temps, nous devons être vigilants aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur car les impérialistes, les social-impérialistes et les révisionnistes, malgré leurs sourires, sont prêts à nous planter un poignard dans le dos.

Nous avons donc, camarade Amazonas, des difficultés, mais nous devons les affronter parce que nous savons que nous sommes dans la juste voie et avons la conviction que les peuples nous comprennent. D'après des indications qui nous parviennent, il ressort que même des éléments bourgeois progressistes trouvent dans les livres publiés par notre Parti des analyses et des conclusions intéressantes, tandis que certains autres, qui sont, en quelque sorte, des sympathisants des communistes, nous disent qu'ils savent maintenant ce que représentent l'Union soviétique et la Chine et ce qu'elles font en Ethiopie, en Algérie, en Somalie, etc. La question se pose : Pourquoi nous disent-ils ces choses-là ? Parce que dans nos livres ils trouvent des questions traitées qu'auparavant ils ne comprenaient pas et qu'ils ne parvenaient pas à expliquer. Seul le marxisme-léninisme peut les expliquer et les rendre accessibles à tous. Voilà pourquoi nous sommes certains que nous surmonterons les difficultés. Certes, la victoire ne peut pas être remportée facilement. Mais voilà, petit à petit, en luttant contre l'impérialisme, contre le révisionnisme et contre le fractionnisme, se formera et s'agrandira notre avalanche. C'est seulement dans cette lutte que les partis marxistes-léninistes se renforcent, se trempent et perfectionnent leur action pour accomplir des tâches beaucoup plus importantes.

Les révisionnistes soviétiques prétendent qu'ils cherchent à réaliser un désarmement général, mais en réalité ils continuent de s'armer. Les faits témoignent que la situation dans l'organisation du Pacte de

Varsovie et au sein du Comecon n'est pas si tranquille et encore moins monolithique. Ces organisations ne tiennent debout que grâce à la force des armes de l'Union soviétique. Dans tous les pays du Pacte de Varsovie on a enregistré des grèves aussi importantes que dans les pays capitalistes. En Pologne aussi se sont produites des grèves du même genre. La Bulgarie aussi se montre rétive au sein du Comecon. En apparence, la direction révisionniste bulgare soutient l'Union soviétique, elle a même envers elle l'attitude la plus servile, mais elle a des réserves d'importance sur des questions économiques. En Roumanie aussi sévit la dégénérescence. La Tchécoslovaquie est aussi en pleine crise, elle a commencé à hausser les prix de tous les articles. A notre avis, les pays du Pacte de Varsovie sont mécontents de la présence soviétique, mais ce mécontentement n'a pas atteint le même degré qu'au sein de l'OTAN où la politique des Etats-Unis d'Amérique a créé certaines failles.

Sur le plan économique, les pays membres du Pacte de Varsovie dépendent de l'Union soviétique. C'est avec les Soviétiques, dont ils importent de l'énergie électrique, du pétrole, du gaz et d'autres matières premières, qu'ils font le gros de leur commerce. La production d'acier en Hongrie, par exemple, dépend du minerai qui passe par Krivoï-Rog. C'est pourquoi les Etats membres du Pacte de Varsovie ne peuvent pas rompre avec cette organisation. Au sein de l'OTAN, d'autre part, on constate que la France et l'Allemagne de l'Ouest ont eu des divergences avec les Etats-Unis à propos des mesures que ceux-ci cherchaient à prendre contre l'Iran et l'Union soviétique ainsi que sur l'installation des nouveaux missiles en Europe. Tout cela témoigne des scissions qui affligent cette organisation.

L'existence et l'approfondissement de ces failles nous intéressent parce qu'elles affaiblissent la puissance des Etats-Unis d'Amérique, mais en même temps les Soviétiques aussi, qui savent tirer profit des circonstances, s'efforcent de les exploiter.

Il y a des gens qui disent que les Soviétiques ne savent pas faire de la politique. Non, ce n'est pas vrai. Comme on le sait, vers la fin de juin il y a eu à Venise une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des principaux pays industrialisés. Carter devait s'y rendre et il y serait pris entre autres des décisions contre les Soviétiques à propos du problème de l'Afghanistan. Carter s'est rendu à Venise, mais avant la réunion Brejnev a envoyé à Giscard d'Estaing un message lui faisant savoir qu'il retirerait de l'Afghanistan une division et cent chars, mais les Soviétiques ont là-bas des dizaines de milliers d'autres soldats, C'était un acte politique bien réfléchi de la part des Soviétiques pour venir en aide à Giscard et à Schmidt dans leur prise de position contre les pressions de Carter. Et, en fait, cette action des Soviétiques les a aidés tous les deux.

Par ailleurs, tout comme cela est souligné dans le livre, le travail du parti marxiste-léniniste dans les rangs de l'armée bourgeoise revêt une grande importance. Ce travail doit être effectué en trois phases : Avant que les fils du peuple soient envoyés sous les drapeaux, pendant qu'ils font leur service militaire et après qu'ils l'ont terminé. Notre expérience et la vôtre attestent de l'importance que revêt le travail auprès des jeunes avant leur service militaire. Comme nous le constatons actuellement, les jeunes, avant, de faire leur service militaire, fréquentent les mouvements révolutionnaires, en général les mouvements de contestation contre les crises, le chômage, etc. Les étudiants également se dressent contre le chômage quand ils terminent leurs études supérieures. Chez les jeunes, on observe donc un grand mouvement, en quelque sorte, une opposition aux régimes au pouvoir. C'est un phénomène que connaissent beaucoup de pays. Nous voyons également que la bourgeoisie est sensible au danger de cette grande force. Ses partis attachent une grande importance au problème de la jeunesse.

Pourquoi lui attachent-ils cette importance ? Parce qu'ils veulent la faire dégénérer à travers la drogue, la propagation de la sexualité, de l'anarchie, du terrorisme, etc. Le capitalisme fait tout cela pour désintégrer cette force massive du peuple, qui constitue pour lui un danger parce que la classe ouvrière et la paysannerie se rénovent à travers la jeunesse. C'est un phénomène biologique. Certains vieillissent, mais dans le même temps viennent les nouvelles recrues, la jeunesse. C'est justement cette levée que la bourgeoisie s'efforce d'étouffer et de dépouiller de son esprit révolutionnaire. On voit l'effet de ce travail, par exemple, dans le rôle que joue l'armée. Le soldat est le fils d'un paysan pauvre et de l'ouvrier qui se met en grève, et pourtant il tire sur le peuple. Naturellement, toute la jeunesse ne peut pas être encadrée dans cette activité malfaisante et hostile de la bourgeoisie.

Au sein de la jeunesse, que ce soit la jeunesse ouvrière et paysanne ou même la jeunesse estudiantine, il existe des forces qui, politiquement et idéologiquement, ne pensent, bien entendu, pas comme nous, communistes, mais, malgré tout, ont des idées progressistes. Cette partie de la jeunesse voit toutes les injustices de l'ordre bourgeois, les vols, les pillages, les prises d'otages et tout ce que nous venons de dire. Elle voit tout cela, mais elle ne voit pas l'organisation solide à laquelle doivent se soumettre les partis marxistes-léninistes pour créer une situation qui puisse permettre de canaliser les forces saines de la jeunesse en un seul front, comme cela s'est produit, par exemple, chez nous. Au cours de la lutte de libération nationale, dans notre pays, la jeunesse a été mobilisée dans l'Organisation de la jeunesse antifasciste qui, plus tard, après le Congrès de l'Unification de la jeunesse, s'est fondue avec l'Organisation de la jeunesse communiste pour former ainsi l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie. Ces jeunes ont grossi les rangs de notre armée. En agissant ainsi, nous n'avons pas sous-estimé la classe ouvrière. Au contraire, elle était petite en nombre, mais elle était au centre de notre attention et de notre travail. Nous n'avons même pas sous-estimé les prétendus nationalistes, c'est-à-dire les éléments progressistes, bien qu'ils eussent dépassé les 45 ans.

Si l'on jette un coup d'oeil sur notre lutte, on remarque que les rangs des brigades des partisans étaient remplis essentiellement de jeunes. Notre Parti lui-même, à sa formation, se composait de 200 personnes, dont la plupart étaient des jeunes, alors que les jeunes aux rangs de l'armée et qui étaient inspirés par le Parti se comptaient par milliers. Nous étions occupés et c'était un moment national de grande importance. On peut considérer aussi comme un moment national la période d'oppression de notre peuple par le roi Ahmet Zogu, tout comme nous le faisons pour l'occupation de l'Albanie par l'Italie fasciste. C'est justement à ce moment que le Parti sut mettre à profit les sentiments patriotiques révolutionnaires de la jeunesse.

Nous estimons que ce moment national existe dans chaque pays capitaliste. Dans les divers pays capitalistes existe l'exploitation exercée par la bourgeoisie nationale, existe aussi l'exploitation impérialiste qui est le fait des sociétés multinationales, etc. Tout cela crée le moment national qui doit être mis à profit sous tous ses aspects. Mais il y a des camarades qui conçoivent cela d'une manière simpliste, un peu de manière classique.

Assurément, il faut préserver et appliquer les principes. Nous, par exemple, comme je vous l'ai déjà dit, au début de notre lutte nous n'avions pas de classe ouvrière. Elle était numériquement petite, mais nous nous sommes fondés sur son idéologie. La classe ouvrière était la colonne vertébrale de la révolution, mais cela n'exclut pas son alliance avec la paysannerie, avec les couches exploitées du peuple, même s'il existe en leur sein des tendances et des situations diverses.

Prenons seulement le problème de la jeunesse. Diverses idéologies, par conséquent aussi l'idéologie bourgeoise et révisionniste, agissent sur elle. De ce fait, ses rangs sont frappés d'une dégradation morale et physique. D'autre part, la masse de la jeunesse est faite aussi d'une partie saine. C'est pourquoi il incombe aux partis marxistes-léninistes d'exercer leur influence sur elle et de créer le front de la jeunesse. Ce front ne peut pas être formé, comme le conçoivent certains, en créant une organisation de la jeunesse communiste. Non, ce serait une organisation très restreinte à laquelle n'adhéreraient pas beaucoup de jeunes. Mais si l'on crée une vaste organisation populaire, elle pourra rassembler des dizaines de milliers de jeunes. Il appartient au parti de penser comment il faut organiser cette jeunesse et petit à petit de concrétiser son travail. Les communistes marxistes-léninistes peuvent avoir des idées claires, mais ils doivent les rendre compréhensibles et acceptables pour les jeunes en maintenant toujours la cohésion de leurs rangs. Au sein de la jeunesse, selon la situation, les communistes marxistes-léninistes, sans s'afficher ouvertement, peuvent et doivent faire de la propagande, par exemple, contre l'armée de la bourgeoisie, contre la hausse des prix, contre le chômage ?, etc. Bref, il faut élaborer et appliquer un vaste programme de travail auprès de la jeunesse.

Tout ce que nous venons de dire ne peut pas se faire d'un seul coup. Notre Parti, par exemple, même aujourd'hui et continuellement ne cesse d'attacher une grande importance au travail mené auprès de la jeunesse.

Dans les pays capitalistes existe aussi un autre problème, celui des syndicats. Nous en avons déjà parlé ensemble, camarade Amazonas, et nous avons été d'accord en tout point.

Mais ici, je voudrais évoquer un autre problème, celui des chômeurs. Que fait-on et que doit-on faire de cette catégorie de gens de la classe ouvrière et des autres couches travailleuses de la ville et de la campagne que la bourgeoisie a jetés et continue de jeter sur le pavé ? Cette masse de gens est plus prête à combattre que ceux qui sont organisés dans les syndicats. En disant cela, nous n'oublions en aucune manière le principe selon lequel la classe ouvrière est la colonne vertébrale de la révolution. Nous ne devons donc pas interrompre un seul moment le travail auprès d'elle. Mais les chômeurs aussi sont des ouvriers et j'estime que là aussi, chez ces ouvriers sans travail, le Parti a un contingent préparé à cinquante pour cent pour le choc. Ce sont des gens révoltés et exaspérés. Le terrorisme et l'anarchisme trouvent un terrain propice chez eux parce qu'ils s'imaginent qu'ils peuvent les utiliser à leur guise. Ils pensent et agissent ainsi parce que ils n'ont rien à manger, parce que, comme dit Marx, ils n'ont à perdre que les chaînes qui les asservissent. Alors que les ouvriers syndiqués touchent un salaire, ont droit à une retraite et, par conséquent, ils nourrissent des illusions sur la lutte gréviste qui est manipulée par l'aristocratie de la classe ouvrière. Il faut absolument travailler auprès de ces ouvriers, ils représentent la majorité de la classe ouvrière, mais il ne faut pas oublier non plus les chômeurs. C'est ce que nous pensons, en tenant compte de l'expérience de notre Parti.

Mais il y a aussi des camarades qui n'ont pas non plus une juste conception des alliances. Ainsi, par exemple, certains estiment à juste titre qu'il faut établir des alliances avec des éléments progressistes opposés au régime au pouvoir et avec lesquels on peut s'entendre sur un certain nombre de questions, à l'exception des révisionnistes qui sont hostiles à notre idéologie. Les premiers également sont contre nous, mais les révisionnistes, ayant un objectif déterminé, en apparence s'opposent au pouvoir en place, alors qu'en réalité ils sont alliés avec lui, et ont pour but de démanteler les partis marxistes-léninistes. Les premiers, bien qu'ils soient des représentants des partis bourgeois, frappant certains aspects de leur pouvoir parce qu'ils ont des contradictions économiques et en premier lieu des contradictions politiques à propos du problème de la majorité parlementaire, etc. Nous mettons à profit ces contradictions pour susciter et approfondir les divisions chez eux, alors que les révisionnistes, s'unissent à eux pour renforcer le pouvoir de la bourgeoisie. Voilà donc en quoi consiste notre tactique : nous nouons des alliances avec les hommes progressistes à propos de quelques questions mais pas avec les révisionnistes.

Mais certains pensent s'aboucher avec les chefs de file des partis bourgeois. D'accord, il ne faut pas les sous-estimer, mais l'important c'est d'établir des liens avec la base, avec les simples membres de ces partis.

Au cours de la Lutte de libération nationale, nous aussi, nous avons fait des efforts pour rencontrer des chefs bourgeois. Moi-même j'étais un de ces camarades que le Parti avait chargés de discuter avec les chefs de file des groupes et des organisations de la bourgeoisie qui, à l'époque, se posaient en patriotes et disaient «le moment est venu» ou «le moment n'est pas venu» de combattre l'occupant. Certains «communistes», surtout les yougoslaves, par l'intermédiaire de Vukmanovic Tempo, nous ont critiqués en nous disant : «Pourquoi continuez-vous de discuter avec eux, pourquoi insistez-vous, qu'est-ce que c'est que cet opportunisme... ?». Mais nous nous efforcions quand même de discuter avec ces chefs de file et de les éclairer, nous travaillions pour gagner la sympathie de la base. Nous partions du principe selon lequel il ne faut pas abandonner l'alliance avec les chefs de file bourgeois parce qu'eux aussi avaient de l'influence, parce que, à travers eux, nous pouvions faire notre travail. Certes, nous ne fondions pas beaucoup d'espoir sur eux, nous comptions sur la base. C'est de cette manière, camarade Amazonas, que nous concevons ces problèmes, je veux dire le problème de l'armée, le problème des syndicats, de la jeunesse et celui des chômeurs.

Parlant du chômage, des grèves, du travail du parti dans les syndicats et les rangs de la jeunesse ainsi que d'autres problèmes, Joao Amazonas a entre autres indiqué :

Nous trouvons actuels les problèmes que vous avez soulevés aujourd'hui, camarade Enver, et surtout le problème de la jeunesse, parce qu'au Brésil il y a une jeunesse militante. Au cours de notre séjour ici, nous avons visité les cimetières des martyrs. En lisant leurs dates de naissance et de mort, il apparaissait que c'étaient des jeunes. Au Brésil également la jeunesse a un esprit combattant. Nous l'avons vu pendant des années entières. Pour notre part, tout en concentrant notre attention sur le travail parmi les étudiants, nous avons consacré beaucoup d'importance au travail auprès de la jeunesse ouvrière, qui constitue la majorité de cette génération ainsi qu'au travail auprès des jeunes paysans.

Puis le camarade Enver Hoxha prit de nouveau la parole :

Le capitaliste embauche les personnes les plus énergiques, les gens âgés de 25 à 30 ans. Quand l'ouvrier atteint 45 ans, après l'avoir bien pressé, il le rejette. Ce n'est pas que les ouvriers de cet âge ne soient pas des révolutionnaires, mais, de toute manière, ils sont moins fougueux dans la lutte. Il en va de même pour la femme qui est un peu plus attachée à ses enfants, alors que la jeunesse n'a pas de ces considérations.

J'ai parlé personnellement avec d'autres amis étrangers du problème de la jeunesse. Au cours d'un entretien avec un ami français, il m'a dit que la jeunesse de son pays était en train de dégénérer. «La bourgeoisie, m'a-t-il confié, avec ses tendances naturellement conservatrices, s'efforce de sauver ses propres enfants de cette dégradation, mais elle travaille en même temps à faire dégénérer les fils de la classe ouvrière».

Alors la question se pose de savoir qui doit défendre la jeunesse de la classe ouvrière. C'est nous, les communistes marxistes-léninistes. Le Parti marxiste-léniniste est son père, il lui appartient de lui dessiller les yeux et de la protéger des dangers. Cela ne peut se réaliser à travers un travail individuel, mais seulement à travers un travail organisationnel politique et culturel auprès des masses et en créant des possibilités à la jeunesse pour qu'elle mène la lutte dans ce sens.

Les organisations du Parti chez nous existent dans le secteur civil et dans l'armée. Là où le nombre des membres du Parti est inférieur à trois on peut créer des groupes mixtes du Parti et de la jeunesse. Cela est sanctionné même dans le Statut de notre Parti. Les meilleurs cadres de la jeunesse, membres de ces groupes et qui participent à leurs réunions, portent la ligne du Parti à l'organisation de la jeunesse. En outre, de cette manière, c'est-à-dire au sein même du Parti, nous éduquons et trempons la jeune génération dans l'esprit du Parti. C'est dans la jeunesse que nous puisons aussi la plupart des membres du Parti.

Nos entretiens avec vous, camarade Amazonas, nous aident à comprendre les succès que vous avez obtenus et les grandes possibilités qui s'ouvrent à vous. Nous avons la conviction que vous obtiendrez de nouveaux succès. Les échanges de vues avec vous sont pour nous très importants parce qu'ils nous incitent à une réflexion profonde dans notre travail également. Tout ce que vous nous dites sur la complexité des problèmes concernant les ouvriers, les syndicats, la campagne, le travail de sappe du gouvernement, de l'Eglise, etc., enrichissent notre réflexion.

Cet échange de vues réciproque nous aide à aiguïser notre vigilance contre les pressions qui nous viennent des pays capitalistes et révisionnistes, mais aussi à méditer sur l'aide, que, dans la mesure de nos possibilités, nous devons prêter à nos camarades marxistes-léninistes.

Merci beaucoup, camarade Amazonas, de votre visite.

Je vous souhaite des succès ! Nos amitiés à tous les camarades de votre parti !

Publié pour la première fois d'après les notes prises au cours de cette rencontre et déposées aux Archives centrales du PTA

LES PROBLÈMES ET LES TÂCHES QUE POSE LA CONVERSION DES COOPÉRATIVES DE TYPE SUPÉRIEUR EN ENTREPRISES AGRICOLES D'ÉTAT

Extraits de l'entretien quotidien avec les secrétaires du CC du PTA

9 septembre 1980

L'étude de la situation des coopératives de type supérieur repose principalement sur certains chiffres et certaines réalisations à prendre en considération. Mais ce ne sont pas seulement ces chiffres qui détermineront nos décisions en ce domaine. Le problème doit être envisagé sur un plan plus vaste. Il s'agit de définir comment notre agriculture socialiste se développera plus avant.

Dans l'ensemble, nous nous attachons à promouvoir la construction du socialisme chez nous et nous l'intensifions encore. Dans ce cadre, nous œuvrons également à intensifier notre agriculture. Mais pour y réussir, nous devons porter à un niveau supérieur la conscience politique et idéologique ainsi que la pensée progressiste de nos masses rurales coopérées.

Une des principales exigences à remplir pour réaliser cette tâche ardue consiste à combattre les survivances du sentiment de la propriété privée et de la mentalité petite-bourgeoise des travailleurs de nos campagnes. Si nous ne menons pas à bien systématiquement ce travail politique et idéologique, nous nous heurterons à des difficultés dans notre marche en avant. Naturellement, nous n'avons cessé de travailler dans ce sens et, à vrai dire, nous avons obtenu des résultats. Mais, en même temps, des survivances de la mentalité petite-bourgeoise subsistent dans nos campagnes et elles y réapparaissent tantôt avec force, tantôt plus faiblement, pour disparaître puis pour se manifester à nouveau sous les formes les plus diverses. Nous savons bien tout cela, mais il s'agit de pénétrer ces problèmes plus à fond, car ils ne se posent pas à chaque moment de la même façon. Il faut également mieux connaître le degré d'acuité et d'intensité auquel ils se posent non seulement dans la masse des paysans mais encore dans des couches et des groupes donnés de notre paysannerie.

Venons-en maintenant à la question concrète que nous traitons, au développement des exploitations agricoles socialistes, c'est-à-dire de la propriété sociale du peuple tout entier et de la propriété de groupe. Celle-ci comporte aussi un élément de capitalisme. Nous devons nous rendre compte également qu'il y a, entre la propriété de groupe et celle du peuple tout entier une différence de nature psychologique, mais qu'elles diffèrent aussi par d'autres aspects sociaux. Le Parti le sait, mais j'estime qu'il doit s'en persuader encore mieux.

La propriété de groupe est elle aussi une forme de propriété socialiste, mais elle constitue une phase intermédiaire. Avec le temps, elle doit devenir propriété de tout le peuple et c'est ce stade que nous cherchons à atteindre. C'est un processus en cours, en plein mouvement, qui a commencé avec la réforme agraire, s'est poursuivi avec la collectivisation socialiste de nos campagnes, la mise sur pied des entreprises agricoles, propriété du peuple tout entier, l'agrandissement des coopératives agricoles à travers la fusion des coopératives de moindre envergure et la création des coopératives de type supérieur, qui représentent un niveau plus élevé de socialisation de la propriété de groupe et qui tend à rapprocher celle-ci de la propriété de tout le peuple, ainsi qu'au moyen de nombre d'autres mesures économiques et sociales arrêtées pour renforcer le caractère socialiste de notre agriculture. Dans la promotion de ce processus n'oublions pas que nous nous sommes heurtés aussi à des difficultés, que tantôt nous avons avancé un peu plus vite, tantôt plus lentement, mais que nous avons quand même avancé et qu'à aucune étape n'avons marqué le pas. Comme on le sait, à la phase initiale de la collectivisation de nos campagnes, beaucoup de paysans n'ont pas adhéré aux coopératives, car ils n'étaient pas convaincus de son bien-fondé; plus tard, une nouvelle situation s'est créée, où toute la paysannerie, maintenant convaincue, a consenti librement à s'engager dans cette voie. Mais il a fallu pour cela une vingtaine d'années.

Pendant ce temps, en avançant d'un stade au suivant c'est-à-dire de la mise sur pied de la première coopérative agricole à la création de centaines d'autres, de leur réunion en de plus grandes coopératives à la formation encore récente de quelques dizaines de coopératives de type supérieur, outre d'autres mesures adoptées par le Parti, il nous a fallu mener un travail très attentif. A la campagne, les changements et les progrès réalisés sont d'ordre matériel, mais aussi psychologique, la conscience socialiste des paysans s'étant consolidée progressivement. Néanmoins, il ne faut jamais croire qu'au stade de développement économique et social atteint nos paysans ont été débarrassés de toute mentalité petite-bourgeoise. Il ne faut pas non plus croire que cette mentalité n'existe plus chez notre classe ouvrière, qui est pourtant plus avancée que la paysannerie, car c'est la classe qui dirige l'édification du socialisme avec, pour avant-garde, le Parti et, pour idéologie, le marxisme-léninisme. Dans la conscience de la classe ouvrière il y a encore, bien qu'à un degré moindre, des survivances de la psychologie et de la mentalité petites-bourgeoises. Mais comment se manifestent ces survivances ? Le Parti n'a cessé de nous l'expliquer. Les manifestations d'intérêt personnel étroit observées chez nombre d'ouvriers, les tendances de nombre d'entre eux à travailler avec de faibles normes de rendement, les infractions à la discipline du travail, la propension de certains ouvriers à exiger le plus possible de la société en lui en donnant le moins, etc., sont autant de phénomènes et de manifestations de la psychologie petite-bourgeoise.

Quand nous disons que ces phénomènes et manifestations s'observent chez la classe ouvrière, nous n'excluons pas, bien entendu, qu'ils s'observent aussi chez les intellectuels, et même un peu plus chez ces derniers. D'ailleurs, chez les intellectuels ils sont plus nocifs que chez les paysans, c'est pourquoi si les premiers ne veillent pas à combattre ces manifestations et phénomènes étrangers au socialisme, ceux-ci se développent sous des formes insidieuses, ce qui nuit gravement au travail mené par le Parti. Les intellectuels sont les fils du peuple, des ouvriers et des paysans, mais en tant que cadres, s'ils s'engagent dans une voie erronée en cédant à la pression des survivances petites-bourgeoises comme à la pression des ennemis extérieurs, les manifestations étrangères au socialisme relèvent plus rapidement la tête dans leur conscience et deviennent encore plus dangereuses et nuisibles. Au stade de notre développement actuel, nous ne pouvons pas éliminer complètement ces survivances et manifestations étrangères à notre société, c'est pourquoi elles continueront à influencer négativement sur notre travail. Il s'ensuit que le Parti doit amplifier et intensifier sa lutte dans ce domaine.

Venons-en maintenant au problème de l'agriculture. Nous avons déjà indiqué que les coopératives de type supérieur ne sont qu'une forme transitoire nous permettant de passer aux entreprises agricoles d'Etat. Mais quand le ferons-nous ? Naturellement, on ne peut répondre à cette question avec précision. Cela ne veut cependant pas dire que le Parti doive perdre de vue cet objectif et laisser ce problème se résoudre spontanément. Le fait est que nous n'avons pas travaillé comme il se doit pour atteindre cet objectif, et il nous faut remédier au plus tôt à cette lacune afin que non seulement les membres des coopératives de type supérieur, mais aussi ceux des autres coopératives aient une vue perspective de leur développement. Les coopérateurs doivent bien savoir que progresser dans cette voie se traduit par un bond qualitatif en avant dans leur situation économique, leur mode de vie et leur mentalité.

Notre Parti ne perd jamais de vue cet objectif. Nous devons veiller à ce que ses membres aient une claire vision de la voie à suivre à cette fin et mener un important travail d'éducation dans ce sens. Notre Parti doit travailler davantage en tenant compte des perspectives de ce processus ascendant en cours afin de l'expliquer clairement aussi aux coopérateurs. C'est une question de principes, une question de ligne. Tout comme ils ont rompu avec la propriété privée pour adhérer aux coopératives agricoles, nos paysans doivent bien comprendre qu'il leur faut travailler dans les entreprises agricoles d'Etat qui sont propriété du peuple tout entier. Or, nous ne leur avons pas fourni les explications nécessaires pour les préparer idéologiquement, psychologiquement, économiquement et organisationnellement à ce changement.

Arrêtons-nous maintenant à l'étude en cours sur les coopératives de type supérieur. Nous avons déjà évoqué ici les problèmes que pose la conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat, notamment les problèmes économiques, salariaux, administratifs, organisationnels,

etc. L'étude en question peut, par exemple, mettre en lumière comment il faut utiliser les fonds dont disposent les coopératives. Ainsi que nous l'avons déjà indiqué, nous devons préciser comment et dans quels délais il faut, par exemple, rembourser les fonds engagés par les coopératives pour faire en sorte que les coopérateurs ne s'éloignent pas de nous, et éviter ainsi de leur donner des sujets de mécontentement. Mais ce problème ne se réduit pas seulement aux salaires, il concerne aussi et étroitement les marchandises dont il faut approvisionner le marché pour couvrir la quantité de monnaie que sera remise aux coopérateurs, ce qui demande une meilleure organisation de la circulation des marchandises, de la distribution, etc. L'important, c'est qu'au moment de la conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat nous ayons soin de ne pas léser la société pas plus que les paysans. Nous avons déjà examiné cette question sous tous ses aspects.

En outre, il convient de regarder aussi ce problème du point de vue psychologique. A mon avis, les paysans ne sont préparés à l'évolution des choses et risquent d'être mécontents. Pourquoi ? Parce que les faits montrent qu'une part non négligeable des coopératives de type supérieur ont des revenus et des salaires qui sont très proches ou presque équivalents de ceux des entreprises agricoles. Quand cela est réalisé dans le cadre de la propriété de groupe, les coopérateurs s'estiment satisfaits, car, à part leur rémunération par journée de travail, ils ont aussi les revenus de leur parcelle individuelle. Quand les coopératives deviendront des entreprises agricoles, l'Etat leur versera le prix des vaches, du menu bétail, etc., élevés dans leur lopin individuel ou dans leur coopérative. Le prix du bétail des lopins individuels à payer aux coopérateurs doit être équitable de manière que ceux-ci ne soient pas lésés. Quant aux voies à suivre pratiquement pour cela, elles restent à étudier, car actuellement nous sommes en train de mettre ce bétail en troupeaux de manière plus organisée.

En ce qui concerne le prix du bétail des coopératives, il doit être versé par échéances successives. De ce fait, le coopérateur devenu ouvrier d'une entreprise agricole, à part son salaire égal à celui de l'ouvrier de l'entreprise proprement dit, touchera un surplus représenté par le prix payé pour les vaches, le menu bétail, etc., ce qui permettra de compenser en partie, pendant quelques années, les revenus qu'il tirait de son bétail et de l'exploitation de son lopin individuel.

En outre, les coopératives disposent de fonds destinés aux investissements, qui, indépendamment du moment et de la façon dont l'Etat les remboursera aux coopérateurs, sont eux aussi leur propre bien. Or les paysans, avec leur mentalité, sont poussés à penser : «C'est très bien, mais en attendant ce moment, l'Etat nous en dépouillera», etc., etc. C'est pourquoi je pense que sous cet angle également, il est nécessaire de les préparer psychologiquement aussi.

Nous pouvons très bien, d'une manière ou d'une autre, régler les biens provenant des coopératives de type supérieur conformément aux dispositions que nous définirons. Mais ici surgit une autre question à laquelle nous devons bien réfléchir : Nos paysans accepteront-ils en toute conscience ce que décidera l'Etat, ou bien y consentiront-ils simplement parce que nous le leur recommanderons ? Il est indispensable de mener auprès des coopérateurs un travail sérieux de persuasion pour les amener à reconnaître concrètement que la conversion de leur coopérative en entreprise agricole d'Etat sera tout à leur avantage. On aurait donc du conditionner cette mentalité, mais jusqu'à présent ce travail, on ne l'a pas fait comme il convient. Si je dis cela, c'est que non seulement la masse des coopérateurs, mais les cadres eux-mêmes n'ont pas une idée très claire de ce qu'il faut faire à ce sujet. Actuellement ils savent seulement que, le moment venu, les coopératives deviendront des entreprises agricoles, quant à préciser quand et comment ce moment viendra, ils n'en savent rien.

Cela, c'est le Parti qui doit le préparer, car le développement de notre économie socialiste crée sans cesse des situations nouvelles.

S'il s'agissait pour une bonne partie des coopératives de type supérieur de se transformer dès maintenant en entreprises agricoles, l'Etat pourrait fort bien ne pas être en mesure de soutenir financièrement cette opération. C'est pourquoi on pourrait dire que le moment pour cela n'est pas arrivé, qu'il faut remettre cette mesure à une date ultérieure. Or je pense que plus nous retarderons

cette opération, plus le problème deviendra difficile à résoudre dans l'avenir. Si l'on poursuit dans cette voie, les coopératives augmenteront leurs fonds d'accumulation, et un beau jour leurs membres diront : «Voyons un peu, nous ne pouvons pas continuer à toucher 14 ou 16 leks par jour alors que les rendements de nos productions agro-pastorales s'élèvent constamment. Nous voudrions toucher 20 ou 22 leks par jour, nous avons de fortes sommes à investir», etc. Si l'on poursuit donc dans cette voie, le salaire des membres des coopératives de type supérieur dépassera même celui des ouvriers des entreprises agricoles.

Comme on le voit, laisser ce problème en l'état en prétendant que le moment n'est pas venu de le régler, pourrait, à mon avis, être gros de dangers. Mais où est-ce que je vois ces dangers ? Dans la mentalité et la psychologie de la propriété de groupe qui continue de se renforcer ainsi que dans les grandes disparités qui peuvent apparaître dans les salaires des coopérateurs et les revenus que leur procure la propriété de groupe, salaires qui seront supérieurs à ceux des ouvriers. Pour prévenir ce phénomène et maintenir un niveau des salaires et des revenus appropriés dans les coopératives, il faut réduire les investissements autrement dit faire obstacle sciemment au développement de l'agriculture. Cela, nous ne pouvons nous le permettre. Le Parti est pour le développement incessant des forces productives. Nous sommes donc confrontés à de gros problèmes qu'il nous faut résoudre en les analysant plus à fond.

Si nous considérons l'actuel plan quinquennal, nous verrons qu'il y a deux sortes d'investissements dans l'agriculture: les investissements d'Etat et ceux des coopératives agricoles. Naturellement, les seconds sont inférieurs aux premiers, ce qui signifie que l'Etat continue d'investir à la fois dans les entreprises et dans les coopératives. L'état de la propriété de groupe s'en trouve consolidé. Et quand il sera temps que ces coopératives deviennent des entreprises agricoles, on pensera que l'Etat aura encore des versements à leur faire. Mais, pratiquement, par ses investissements, l'Etat leur a déjà versé ce qu'il lui incombait de payer. Mais quand a-t-on commencé à distinguer et à calculer les investissements de la coopérative et ceux de l'Etat au sein même de la coopérative ? A la création des coopératives de type supérieur. Or, notre Etat prolétarien a fait des investissements dans les coopératives dès leur mise sur pied. Bien avoir en vue les investissements faits par l'Etat dans les coopératives de type supérieur et l'aide qu'il leur a accordée, à elles et à toutes les autres coopératives, est un fait de portée politique en ce qu'il prouve l'importance attachée au passage de la propriété de groupe à la propriété de tout le peuple. Mais en cela aussi, il faut faire en sorte que les coopératives utilisent entièrement leurs propres fonds et leurs investissements pour accroître leurs productions agropastorales et ne s'estiment pas satisfaites des résultats obtenus.

A part les investissements proprement dits qu'il y fait lui-même, l'Etat accorde aux exploitations coopérées des crédits remboursables à des échéances échelonnées. En fait, la plupart d'entre elles se sont acquittées des crédits reçus et n'ont plus de dettes. Nous en sommes arrivés à un point où les crédits d'Etat ne sont plus sollicités comme auparavant. Pourquoi cela ? Pour la bonne raison qu'une partie des coopératives ont constitué elles-mêmes des fonds spéciaux pour leurs investissements ou pour garantir les salaires, etc. Mais que devient une partie de ces fonds ? Faute d'une base matérielle adéquate, les coopératives ne l'ont pas prélevée, c'est-à-dire qu'elles ne l'ont pas investie, et avec le temps ces fonds cessent de figurer à ce titre. Si nous les avions investis, nous n'aurions pas eu à les rembourser comme c'est maintenant le cas. Et pourquoi ? Parce qu'ils auraient été matérialisés dans les investissements effectués dans le sol, les semences, etc. Et qu'en serait-il résulté ? Grâce à ces investissements, les coopératives auraient obtenu beaucoup plus de produits, elles auraient accru leurs revenus et le processus de leur conversion en entreprises agricoles aurait été accéléré.

Nous devons planifier tous les investissements faits dans les coopératives en séparant ceux des coopératives de ceux de l'Etat. C'est ainsi qu'il faudra faire les comptes. Et cela, pour assurer toujours mieux l'accomplissement des tâches fixées et persuader les coopérateurs que dans la propriété de groupe de leur coopérative tout n'est pas leur propriété à eux, mais appartient aussi aux ouvriers, à l'Etat socialiste, qui y a investi des sommes considérables. Cela montre clairement que ce n'est pas l'Etat qui est obligé envers les coopératives, mais celles-ci qui le sont envers lui. Pourquoi les coopératives sont-elles obligées envers l'Etat ? Parce que la production réalisée par les investissements

de l'Etat dans l'industrie, par exemple, profite à toute la société, tandis que la production réalisée par l'utilisation des investissements d'Etat par les coopératives profitent essentiellement à celles-ci et à leurs membres. Naturellement, nous ne laissons pas toute cette production aux coopératives, car nous en prélevons une partie sous forme de paiements que celles-ci versent à l'Etat au titre des services que celui-ci leur rend, des matériaux qu'il leur vend, etc., de même que dans le cadre des rapports ainsi créés. Mais, pour être justes, nous devons expliquer ces rapports aux paysans afin qu'ils combattent dans leur conscience la mentalité petite-bourgeoise et se rendent compte que ce n'est pas l'Etat qui est leur débiteur, mais que ce sont eux, comme je l'ai déjà indiqué, qui ont une dette à acquitter envers l'Etat, envers notre économie. En agissant de la sorte, nous tendrons à améliorer cette situation.

Dans les conditions actuelles, alors qu'il est exigé de nous d'intensifier notre agriculture, l'Etat peut investir dans les coopératives agricoles non pas 100 mais 200 000 000 de leks. On les affectera, par exemple à des travaux de drainage et d'aménagement des terres, on procurera aux coopératives des vaches d'une meilleure race, etc. Et cela, pour obtenir davantage de produits. Mais que font les coopératives de ces produits qui ne cessent d'augmenter ? Elles augmentent en même temps le fonds d'accumulation de la propriété de groupe. Analysons donc un peu plus à fond ce problème, car voici comment la question se pose actuellement: Quand il s'agit de prendre une mesure pour aller plus avant, aussitôt ce problème surgit devant nous et nous commençons à nous demander : «Mais que ferons-nous de ces fonds ?»

Certes, si nous disons, dès aujourd'hui, aux membres des coopératives économiquement faibles d'aller travailler dans les entreprises agricoles, ils y consentiront. Mais le problème que nous débattons concerne les coopératives les plus développées et économiquement solides, celles de type supérieur, qui ne cesseront pas de progresser. Il faut que le développement des forces productives s'accompagne du perfectionnement des rapports de production socialistes. Ainsi, l'intensification à grande échelle de notre agriculture, qui s'étendra à la plupart des coopératives agricoles et notamment à celles situées dans les plaines, où nous ferons des investissements et veillerons à une régionalisation et à une rotation plus scientifiques des cultures, etc., se traduira par l'accroissement continu de la production et des revenus. En conséquence, cet accroissement exige que nous nous soucions sans cesse aussi du perfectionnement continu des rapports de production socialistes.

Nous avons toujours souhaité que la production agricole s'accroisse non seulement dans les entreprises agricoles, mais aussi dans les coopératives, qui totalisent environ 80 pour cent de la superficie cultivée. Tant mieux si cette production est abondante, nous la répartirons dans tout le pays, car l'accroissement de la production végétale et animale des coopératives et des entreprises agricoles contribuera à baisser les prix des produits agro-pastoraux sur le marché. Cette production accrue permettra d'assurer également des fonds pour les investissements à effectuer dans les campagnes, mais aussi dans les industries lourde et légère, d'extraction et de transformation, etc., elle permettra d'autre part d'améliorer le niveau de vie de nos travailleurs et c'est à quoi nous visons à travers non pas l'augmentation des salaires, mais la baisse des prix ou leur stabilité, à travers la création d'emplois nouveaux et l'engagement des nouvelles forces de travail dont le nombre ne cesse de s'accroître, etc. C'est pourquoi il faut considérer la question de la conversion des coopératives en entreprises agricoles et les problèmes qui s'y rattachent comme une partie d'un tout, étroitement liés à notre marche en avant dans la voie du socialisme.

Prenons maintenant le problème du lopin individuel des coopérateurs. C'est un problème d'une grande importance économique, idéologique et politique, et c'est pourquoi nous devons étudier très attentivement et suivre de près la tendance de son évolution. On constate que le volume de la production et des revenus globaux fournis par les lopins individuels ne varie pas ou n'enregistre qu'un léger accroissement, de toute façon, il ne diminue pas, tandis que sa part par rapport à la production des coopératives agricoles a tendance à baisser. Le volume de cette dernière production doit aller sans cesse croissant, et celle des lopins individuels doit par contre diminuer. Pourquoi cela ? Parce que, tant que la production et les revenus des coopératives augmentent, cela signifie que les besoins des coopérateurs sont toujours mieux satisfaits par la propriété collective, et de ce fait le lopin individuel doit perdre progressivement sa raison d'être. Nous devons considérer cette question dans son

évolution, car c'est là le ver le plus nuisible qui ronge nos coopératives agricoles; le lopin individuel est comme un vestige inextirpable qui sert à alimenter chez les coopérateurs la psychologie de la propriété privée, et, si nous ne regardons pas les choses dans cette optique, ce lopin sera un autre obstacle qui se dressera devant nous lors de la conversion des coopératives en entreprises agricoles. Maintenant que notre économie coopérative existe depuis quelques décennies, nous ne devons pas soutenir comme au début de la collectivisation l'idée que le lopin individuel sera une aide à l'exploitation rurale. Non. Ce n'est plus exact et le problème ne peut être posé dans les mêmes termes pour toutes les coopératives, les faibles comme les plus avancées ou celles de type supérieur. Si le lopin individuel est considéré, et il l'est pour un certain temps, comme une économie auxiliaire des familles paysannes dans les coopératives faibles, l'est-il, et dans la même mesure, dans les coopératives avancées ?

Ce ne sont pas de petits problèmes qui concernent l'ouverture d'un ou de deux magasins destinés à approvisionner les coopérateurs, mais d'importants problèmes de principes qui nécessitent une solution juste suivie toujours de l'adoption de mesures organisationnelles efficaces, sinon les conséquences pourraient en être fâcheuses.

C'est dans cette optique qu'il faut considérer aussi le problème des possibilités créées en vue de la conversion de trois, quatre, cinq ou six coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat. Même si nous réussissons à résoudre le problème du point de vue psychologique, politique, économique, etc., il nous faudra y adjoindre une organisation parfaite.

Arrêtons-nous maintenant au problème de la mise en troupeau du bétail, problème dont le ministère de l'Agriculture nous dit qu'il est en train de le résoudre. Mais comment s'y prend-il ? Met-il l'accent sur la nécessité de combattre la mentalité petite-bourgeoise des paysans ? J'entends par là que les paysans doivent être sûrs et certains que le menu bétail mis en troupeau leur sera restitué matériellement, autrement dit qu'ils seront approvisionnés en lait, en viande et en laine pour satisfaire leurs besoins ou encore qu'on leur vendra du tissu au lieu de la laine que leur aurait fournie le bétail de leur lopin individuel. Mais si avec la mise en troupeau de leur bétail, leurs besoins ne sont pas satisfaits, nous n'aurons pas réussi à élever le bien-être des coopérateurs.

Je suis convaincu que ce processus évolue dans la bonne voie, mais pour qu'il porte ses fruits, il faut mener un travail politique, idéologique et même administratif, organisationnel et financier tel que nos paysans n'aient aucun sujet de mécontentement. L'Etat doit pouvoir couvrir leurs besoins non seulement en argent, car il leur en versera naturellement, mais aussi en leur fournissant des marchandises et en veillant à ce qu'ils n'en manquent jamais.

En ce qui concerne les vaches et l'autre bétail des coopératives, l'Etat doit les leur acheter en leur offrant un prix qui les incite à les lui vendre et non pas à les abattre. C'est ainsi qu'il faut agir dans ce cas.

Venons-en maintenant aux bâtiments des coopératives. Qui a investi pour les faire construire ? Bien entendu, c'est aussi l'Etat et il faut préciser aux coopérateurs quelle est la part de l'Etat et quelle est celle de la coopérative. Si pour faire construire les étables la coopérative a été seule à faire des investissements, le problème demande à être étudié attentivement.

Quant au reste, par exemple aux vergers, il faudra déterminer quel est le principal investisseur. Si dans ce secteur l'Etat et la coopérative ont fait des investissements de pair, alors ni l'un ni l'autre ne se doivent rien. Si l'Etat a accordé des crédits à la coopérative et que celle-ci s'en soit acquittée, les produits reviennent encore à celle-ci et l'Etat doit lui en verser le prix.

Rapports et Discours 1980-1981

L'ÉLABORATION D'UN PLAN SCIENTIFIQUE ET MOBILISATEUR REQUIERT DES ÉTUDES APPROFONDIES, À LA FOIS COMPLEXES ET SPÉCIALISÉES

Réflexions à propos de l'étude sur les rythmes de développement de l'agriculture en général et de l'intensification prioritaire de la production agropastorale dans la zone de plaine de certains districts

[Sur la recommandation du Comité central du PTA, de la Commission du plan d'Etat et d'autres organismes administratifs, économiques et scientifiques, l'élaboration du 7^e plan (1981-1985) a fait l'objet d'une série d'études sur l'état et le développement des divers secteurs de l'économie, de l'enseignement et de la culture du pays, ainsi que sur l'élévation du bien-être de la population. Comme prévu, ces études ont été d'abord examinées par un groupe de travail créé près le Conseil des ministres pour être soumises ensuite, en novembre et décembre 1980, à la discussion et à l'approbation du Bureau politique du Comité central du PTA. Le camarade Enver Hoxha a fait d'importantes observations sur chaque document présenté.]

1^{er} octobre 1980

Nous avons tous étudié les matériaux sur l'agriculture qui nous ont été présentés. Malgré tout, j'estime que l'analyse que nous en avons faite ne doit pas s'arrêter là, nous devons continuer de les étudier et c'est, en fait, ce que nous avons fait ces derniers temps. Cela nous a permis de nous faire une idée claire du stade que doit atteindre notre agriculture au cours du 7^e quinquennat, et cela indépendamment des observations qu'il nous appartiendra, demain comme aujourd'hui, de faire sur ce secteur, à condition toutefois qu'elles soient bien étudiées et ordonnées. L'accomplissement du nouveau plan quinquennal exige de nous un effort non seulement physique, mais aussi intellectuel et scientifique plus intense, car les difficultés que nous aurons à surmonter pendant cette période seront, à mon avis, plus considérables.

Nous devons une fois pour toutes faire un exposé exhaustif de nos observations sur notre agriculture au cours d'une discussion préalable avant que le plan en question soit soumis au Bureau politique. A part les observations partielles concernant le plan de notre agriculture, nous devons dégager certaines conclusions générales. Ainsi, par exemple, à bien y réfléchir, nous pouvons juger réalisables les chiffres prévus du volume global de la production agricole, mais nous devons aussi tenir mieux compte de ce processus tel qu'il a évolué jusqu'à ce jour...

J'estime que nous devons envisager attentivement la possibilité d'intensifier l'agriculture dans les plaines, cela est indispensable et doit absolument être fait. L'étude présentée me semble constituer une bonne base de départ, encore qu'incomplète. Cela nous permettra d'opérer un tournant, un pas en avant dans l'intensification de l'agriculture, mais fera en même temps surgir de nouveaux et nombreux problèmes. Le ministère de l'Agriculture et nous-mêmes devons reconnaître qu'une foule d'idées nouvelles ont jailli depuis le jour où l'on a décidé de convoquer le congrès des coopératives agricoles. Vous voyez donc, camarades, comment se déroulerait ce congrès et ce qu'on pourrait y dire ? Eh bien, pendant ce temps nous avons été confrontés à **la question de la parcelle individuelle des coopérateurs, au problème de la conversion de quelques coopératives agricoles de type supérieur en entreprises agricoles, c'est-à-dire en propriété du peuple entier, à celui de la conversion d'un certain nombre de coopératives ordinaires en coopératives de type supérieur et, enfin, à la question de l'intensification incessante de l'agriculture dans les plaines et à celle de la mise en troupeau du bétail des coopérateurs.**

Tous ces problèmes complexes sont très importants pour notre agriculture. Ils ne peuvent être résolus par à-coups, il faut que chaque problème soit étudié préalablement et ensuite seulement décider s'il doit être résolu par étapes ou sans solution de continuité.

Actuellement, nous devons réaliser notre 7^e plan quinquennal, qui nous dicte de prendre des mesures assurant le progrès de notre agriculture et la mobilisation de nos coopérateurs. L'essentiel c'est l'élaboration d'un plan quinquennal aussi judicieux que possible.

Au cours du présent quinquennat, on attachera une attention particulière à l'intensification de notre agriculture. Dans l'étude qui nous a été présentée, ce problème a été considéré principalement dans une optique, celle de l'intensification de la production agro-pastorale dans une partie de nos plaines. En même temps on a envisagé la rotation des cultures sur ces terres, ainsi que les moyens matériels nécessaires pour obtenir les résultats escomptés, etc. Ainsi, le problème a été surtout regardé du point de vue du développement des forces productives.

Mais qu'est-ce qui n'est pas encore clair et reste à mieux étudier ? **C'est d'abord le problème du perfectionnement des rapports de production, qui doit être étroitement rattaché au développement des forces productives que nous visons à réaliser dans les plaines en question.** J'entends par-là plus concrètement les rapports des coopérateurs entre eux, des coopératives de la zone dite «intensifiée» entre elles et de celles-ci avec l'Etat. L'intensification que nous entendons mettre en œuvre ne signifie pas la conversion des coopératives de type supérieur en entreprises agricoles d'Etat. La mise sur pied des coopératives de type supérieur et leur développement est un processus en cours. L'intensification prévue créera de plus grandes possibilités pour la conversion progressive des coopératives dont la production sera intensifiée en propriété du peuple entier sur une étendue de quelque 100 000 hectares. Ainsi, le secteur d'Etat de l'agriculture couvrira la superficie cultivable qui est actuellement chez nous propriété d'Etat.

Pour moi l'intensification de la production agro-pastorale est un processus qui inaugure une nouvelle étape de développement dans les plaines en question, qui nous fera dépasser la phase de la création des coopératives de type supérieur, laquelle se poursuit dans d'autres régions. L'étude présentée ici doit englober aussi la question du perfectionnement des rapports de production dans ces plaines. Le renforcement des coopératives de type supérieur restera pour nous un problème, mais dans les autres zones de plaine, ainsi que dans les zones de montagnes et de collines, où des coopératives de type supérieur peuvent être créées dans l'avenir; en revanche, dans les plaines où la production sera intensifiée en priorité, nous dépasserons ce stade grâce aux multiples formes d'intensification de la production. Pour y parvenir, nous devons bien tenir compte de l'expérience acquise jusqu'ici et nous fonder sur elle.

Il est surtout important pour nous de perfectionner encore les rapports de production entre les hommes, et cela en raison de l'existence simultanée de la propriété d'Etat et de la propriété des coopératives de type supérieur, qui s'imbriquent dans cette phase d'intensification de l'agriculture. La conversion de trois ou quatre coopératives de type supérieur en entreprises d'Etat, en propriété collective du peuple entier, nous pose une série de problèmes, comme celui de l'indemnisation du bétail des coopératives ou des parcelles individuelles des coopérateurs. L'intensification de la production agro-pastorale n'éliminera pas le problème de l'indemnisation, mais, grâce aux rapports de production nouvellement créés, que nous devons étudier, il sera réduit et graduellement résolu. Les investissements considérables que feront l'Etat et les coopératives permettront, par la situation qu'ils créeront, à la propriété coopérative de fusionner progressivement avec la propriété du peuple entier. A mon avis, les fonds fixes des anciennes coopératives iront diminuant en tant que poids spécifique, c'est-à-dire en tant que propriété de groupe, mais cela n'empêchera pas ces coopératives de continuer à investir en même temps que l'Etat. Dans la zone où la production sera intensifiée chaque coopérateur continuera d'être rémunéré au prorata de ses journées-travail.

L'étude de ce problème doit porter sur l'ensemble des plaines du pays, alors que sa solution se fera par étapes. Pourquoi par étapes ? Parce que le plan qui nous sera présenté est prévu seulement pour cinq ans et qu'il échoit en 1985. Naturellement, la réalisation de ce plan comportera des progrès chaque année et les rendements prévus pour l'ensemble du quinquennat ne seront pas obtenus d'un seul coup, mais progressivement. Mais, pour l'ensemble de la zone de plaine, il faut élaborer un plan à plus long terme, disons décennal. Dans les limites de cette période, il faudra définir deux étapes de cinq ans

chacune ainsi que les progrès à accomplir concrètement d'année en année. Dans le cours même de ce travail il sera nécessaire de revoir les objectifs fixés et de les atteindre. Nous aurons ainsi un plan à part et à plus long terme à considérer par le Comité central et le Bureau politique, et un autre que nous devons réaliser en l'espace des cinq années du 7^e quinquennat. **Nous intégrerons dans ce quinquennat chaque étape donnée et prendrons en même temps des mesures pour nous préparer à aborder l'étape suivante. Voilà quelle est mon idée d'ensemble.**

Si nous examinons l'étude qui nous a été présentée, nous devons considérer attentivement un certain nombre des problèmes qu'elle comporte. En premier lieu, il me semble que cette étude traite essentiellement des aspects techniques et financiers sans les rattacher comme il convient aux aspects sociaux. Elle prévoit, par exemple, une mécanisation accrue des travaux dans les plaines, mais on n'y voit pas la préoccupation du sort de la main-d'œuvre rendue ainsi superflue. Il est évident que tout en ayant le souci d'accroître la mécanisation, nous devons veiller à trouver un emploi aux travailleurs des campagnes devenus disponibles.

N'oublions pas que le nombre des habitants de nos campagnes augmentera non seulement du fait de la croissance naturelle de la population, mais encore parce que la main-d'œuvre superflue des villes affluera vers les campagnes. Il faut donc avoir aussi en vue cet aspect de la question. Dans les zones de plaine où l'intensification de la production sera prioritaire il y a des entreprises agricoles d'Etat qui manquent de main-d'œuvre, aussi faut-il planifier la complémentarité des différents secteurs tout en préservant les rapports de production existants. Autrement dit, si les entreprises agricoles manquent de main-d'œuvre, nous devons leur en fournir en puisant dans l'abondante force de travail dont peuvent disposer certaines des coopératives des zones de plaine où sera appliquée l'intensification de la production.

Il faut donc veiller à ce que la mécanisation accrue des travaux agricoles, qui supprime des emplois, ne crée pas de chômage ni ne nous dresse des obstacles. Nous devons absolument éviter tout chômage. Mais l'étude en question ne traite pas dans la mesure requise du problème si important du plein emploi de la main-d'œuvre disponible dans les façons culturales.

C'est «bien beau» de prétendre que, grâce à la mécanisation, la moisson du blé peut se faire, à l'échelle nationale, en l'espace de quinze jours, que le maïs doit être récolté entièrement par des moissonneuses, que l'on doit irriguer par aspersion sur une vaste échelle, que l'on peut sarcler les cultures printanières au moyen de machines nouvelles, etc. Mais si nous faisons tout cela, nous aurons un surplus de la main-d'œuvre dans les campagnes. Nous ne pouvons pas imiter les pays capitalistes où la population rurale est numériquement très réduite, alors que le chômage frappe les populations urbaines. Actuellement, dans nos campagnes vit 65 pour cent de la population de notre pays. Et il faut, dans une certaine mesure, maintenir ce taux, si toutefois nous ne pouvons pas l'accroître. Aussi la mécanisation de l'agriculture doit-elle s'accroître en harmonie avec la main-d'œuvre existante des coopératives. Celle-ci doit être employée essentiellement dans les travaux agricoles, mais aussi dans les autres activités qui se déploient dans nos campagnes. Une partie de cette main-d'œuvre doit être aussi employée dans les zones de collines et de montagnes. Mais ce problème n'est pas facile à résoudre et il ne peut pas l'être seulement à coups de décrets et de mesures administratives. Nous devons être réalistes à ce sujet. Il est indispensable de prendre une série de mesures propres à promouvoir le développement de l'agriculture et des autres secteurs d'activité de ces zones, le transfert mécanique et organisé de la population et cela avec des perspectives claires. Cette question non plus, me semble-t-il, n'a pas été envisagée dans cette étude.

Une autre question qui n'y a pas été traitée est celle des coopératives agrandies des plaines incluses dans le programme d'intensification et qui comprennent des villages situés dans les zones de collines et de montagnes. Quels problèmes posera cet état de choses ? Il faut y réfléchir et agir judicieusement. Je le souligne parce qu'à ces zones s'ajoutent la majeure partie des terres des coopératives s'étendant jusque dans les zones montagneuses et qui forment un tout, et j'estime que nous devons, jusqu'à la fin de ce processus, préserver l'organisation existante des coopératives incluses dans ce processus d'intensification.

Dans le même temps, les coopérateurs, qui ne doivent pas ménager leurs efforts pour réaliser le plan quinquennal, verront augmenter la rémunération de leur journée de travail, c'est là aussi un des objectifs de l'intensification de l'agriculture. Les coopératives devront donc accroître leur fonds d'accumulation. Par là même, les coopératives contribueront davantage à faire avancer la production. Ainsi, les conditions d'existence des coopérateurs s'amélioreront et l'Etat pourra faire de plus gros investissements dans d'autres zones et districts. De la même manière, les coopératives tendront à se transformer en entreprises agricoles. Etudions bien ces problèmes, camarades, et employons tous les moyens possibles pour rentabiliser les investissements que nous comptons faire dans la zone de plaine.

Nous ferons ces investissements par étapes et en harmonie avec les grandes orientations qui font progresser la production agro-pastorale, comme l'irrigation par aspersion, la mécanisation des travaux agricoles, la fertilisation, l'aménagement et le drainage des terres cultivées, etc.

Je reviens maintenant à la mécanisation. Que ressort-il de l'étude qui nous a été présentée ? Les prévisions faites me semblent fort optimistes. Au cours du 7^e quinquennat, le degré de mécanisation sera plus élevé dans les districts où sera appliquée l'intensification agricole. Mais il faudra tenir bien compte ici de ce que je viens d'évoquer, à savoir du facteur main-d'œuvre dans les campagnes, et ne pas négliger le reste de nos terres où l'agriculture doit être intensifiée également. Nous devons avoir ce dernier élément bien présent à l'esprit quand il s'agira de préciser le genre de machines agricoles que nous devons importer ; quant à la distribution de ces machines, nous devons y pourvoir en tenant bien compte de la répartition de celles dont nous disposons. Cette distribution doit être attentivement calculée en fonction des objectifs fixés pour l'accroissement de la production. Il est important pour nous de réaliser le plan quinquennal de notre agriculture en comptant essentiellement sur les machines agricoles dont nous disposons, quitte à y ajouter un nombre raisonnable de machines importées ou construites dans le pays.

J'ai déjà lancé çà et là quelques idées **sur le perfectionnement des rapports de production socialistes dans la zone sur laquelle portera l'effort d'intensification. Je vais maintenant traiter un peu plus en détail de ce problème.** Le perfectionnement des rapports de production est indispensable pour élargir encore la voie au développement des forces productives ainsi que pour réunir les conditions nécessaires pour la transformation progressive, naturelle et librement consentie par les coopérateurs, de la propriété de groupe en propriété du peuple entier.

L'intensification de la production agro-pastorale et le perfectionnement des rapports socialistes dans cette zone se proposent pour objectifs :

- d'accroître plus rapidement les productions végétales et animales afin de mieux satisfaire les besoins croissants de la population ;
- d'élever l'efficacité des investissements et des frais de production dans des conditions climatiques et pédologiques favorables ;
- de porter graduellement le niveau de vie de la paysannerie coopérée au niveau de celui des travailleurs agricoles ;
- d'accroître le revenu pour la société.

Les rapports de production devront être perfectionnés sous trois aspects ; a) entre l'Etat et les coopératives ; b) entre les coopératives et leurs membres ; c) dans l'organisation et la gestion du travail et de la production.

Le perfectionnement des rapports de production dans ces trois secteurs doit être réalisé de telle sorte que la sphère des rapports de propriété d'Etat aille s'élargissant et celle des rapports de propriété coopérative se rétrécissant. Ce processus concernera aussi bien les rapports de propriété que ceux d'échange, de répartition et de gestion.

A. LES RAPPORTS ENTRE L'ETAT ET LES COOPERATIVES

L'Etat doit être intéressé et prendre part directement à toutes les coopératives agricoles de la zone concernée par l'intensification, dans celles de type supérieur comme dans les autres. Cette participation se traduira :

— Par des investissements fondamentaux dans le développement de la production (amélioration du sol, irrigation, construction d'étables, machines agricoles, arboriculture fruitière, animaux productifs, etc.).

Selon les possibilités existantes, les investissements de l'Etat doivent tendre à s'accroître sans cesse afin de faciliter l'intensification visée et la part de l'Etat dans les principaux moyens de production doit elle aussi augmenter.

De leur côté, les coopératives agricoles doivent elles aussi accroître leurs sources d'accumulation afin de couvrir une partie de leurs investissements et de leurs besoins indispensables en moyens circulants:

— **Par des fonds circulants** utilisés pour accroître les dépenses matérielles de la production nécessitées par l'intensification de la production agro-pastorale. La contribution de l'Etat dans ces fonds circulants sera toujours complémentaire, les coopératives devant d'abord avoir utilisé leurs propres fonds.

— **Par l'harmonisation des rapports de propriété étatique et coopérative qui doit contribuer aussi au perfectionnement des rapports de répartition.** L'intensification accrue de la production agro-pastorale confère à l'Etat le droit de prélever sans obligation de remboursement une part plus importante du produit pour la société créé par le travail humain dans les coopératives agricoles. Il peut le faire par les canaux actuels (à travers les revenus nets centralisés par les coopératives dans une mesure supérieure à l'actuelle) ou sous une autre forme présentement utilisée dans les entreprises agricoles...

Les comptes et la distribution des revenus nets doivent être faits avec précision. En ce qui concerne les coopératives, nous devons tenir compte du plan quinquennal que nous sommes en train d'élaborer et qu'elles doivent réaliser en s'en tenant aux règlements qui émanent des lois et des ordonnances en vigueur. Les coopérateurs ne peuvent recevoir que ce qu'il leur revient. D'autre part, pour que la valeur de la journée-travail ne diminue pas en cas de mauvaise année agricole dans les coopératives de la zone concernée, au cours des premières années, elles doivent avancer à des rythmes plus lents dans la répartition du fonds de consommation en versant la plus haute contribution possible au fonds de garantie salarial.

Les organismes d'Etat concernés et les coopératives agricoles doivent collaborer pour fixer le niveau du taux d'accumulation en visant à maintenir, pour les ressources intérieures également, la priorité donnée à l'accroissement du fonds d'accumulation par rapport au fonds de consommation des coopératives, mais sans abaisser le salaire moyen des coopérateurs au-dessous du niveau de leur rémunération des deux ou trois dernières années.

En ce qui concerne le crédit bancaire à long terme à des fins d'investissements, l'Etat doit y participer dans toutes les coopératives de la zone en question. En ce qui concerne les frais de production (qui ne peuvent être couverts par les fonds circulants des coopératives et de l'Etat), des crédits à court terme continueront d'être accordés, comme c'est le cas pour les entreprises agricoles. Ainsi, quand plus tard les conditions économiques et sociales auront été réunies pour transformer les coopératives en entreprises agricoles, la valeur des principaux moyens de production (bâtiments, machines, vergers, bêtes de reproduction, etc.) ne devra pas, en général, être distribuée aux coopérateurs. Parmi ces principaux moyens de production, seule la valeur des bêtes productives leur sera distribuée. On peut également leur distribuer la valeur des produits végétaux et animaux stockés, la part inutilisée du fonds de garantie salarial et quelque autre produit.

— Par des améliorations à apporter dans certains secteurs principaux des **rapports d'échange**. On passera graduellement à un nouveau mode de stockage, de conservation et de traitement, des céréales panifiables. On doit viser à ne laisser, en définitive, aux coopératives agricoles que les semences et les produits d'alimentation du bétail, tandis que le reste des céréales doit être remis à l'Etat, lequel a le devoir d'assurer l'approvisionnement des coopérateurs en pain, tout comme il le fait pour les travailleurs des entreprises agricoles, contre paiement, en utilisant à cette fin les boulangeries des coopératives.

A cet égard, on doit envisager la possibilité de transporter progressivement et directement les produits massifs tels que le blé, le maïs, le coton, le riz et le tournesol, ou encore les légumes, les pommes de terre et les fruits, depuis les champs à quelques centres de stockage communs pour plusieurs groupes de coopératives, où ils seront traités et manipulés par les entreprises de stockage ou de commerce. Dans ce cadre, il sera nécessaire de revoir certains standards (humidité, corps étrangers, etc.) ainsi que les frais de leur stockage, en ayant soin de mettre les dépenses à la charge des exploitations qui les produisent.

Les fournitures matérielles et techniques et la base nécessaire pour les investissements et les frais de production dans la zone où sera appliquée l'intensification devront être planifiées sur des bases plus scientifiques pour les coopératives agricoles également, et leur être garanties.

B. DES RAPPORTS ENTRE LES COOPÉRATIVES ET LEURS MEMBRES

Parallèlement à l'accentuation de l'intensification, à l'accroissement de la production et au perfectionnement des rapports entre l'Etat et les coopératives, se modifieront les rapports entre celles-ci et leurs membres. Il faudra faire en sorte que, du point de vue de la rémunération de leur travail, des formes de salaire, des assurances sociales, de l'approvisionnement en produits alimentaires et de la satisfaction de leurs besoins en services vitaux, les coopérateurs atteignent progressivement le niveau des travailleurs agricoles.

Le salaire des coopérateurs doit se rapprocher de celui des travailleurs agricoles sans toutefois le dépasser. Il faut, à ce propos, tenir bien compte à la fois des possibilités de garantir un niveau donné des salaires et de la priorité à accorder à la création du fonds d'accumulation (comme je l'ai souligné plus haut). Progressivement, le niveau des acomptes versés au long de l'année doit s'élever. Tout sera fait grâce au travail et rémunéré en fonction de ce travail. C'est nous-mêmes qui produirons les biens matériels. Par ailleurs, les mesures arrêtées pour mettre en troupeau les vaches des coopérateurs et réduire leurs parcelles individuelles doivent être pleinement, appliquées et d'abord dans la zone où l'intensification sera mise en œuvre. De ce fait, l'augmentation de la paie des coopérateurs s'accompagnera d'une réduction des revenus qu'ils obtiennent de leur parcelle individuelle.

Dans la zone concernée, l'Etat prendra en charge graduellement et de façon organisée la commercialisation de certains articles alimentaires qu'assument aujourd'hui les coopératives (pain, légumes, lait) ainsi que les services communaux et vitaux, comme il en va dans les agglomérations des entreprises agricoles.

C. DES RAPPORTS DE GESTION ET D'ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA PRODUCTION

Les tâches fixées pour le développement accéléré des forces productives et l'imbrication des rapports économiques et sociaux de la propriété de groupe avec ceux de la propriété d'Etat nécessitent aussi l'application d'autres mesures dans le domaine de l'organisation et de la gestion pour donner une assise plus solide à tout ce processus de développement et de transformation.

Il faut en premier lieu mettre à profit avec la plus grande efficacité les possibilités créées par l'intensification de la production agro-pastorale et le perfectionnement des l'apport s de production dans cette zone de plaine, et réaliser ainsi une concentration et une coopération de plus grande

envergure et scientifiquement mieux fondées, coopération qui, dans certains cas, peut nous amener à dépasser même le cadre de telle ou telle coopérative donnée.

Dans ces coopératives agricoles, la planification doit revêtir la forme d'une directive d'Etat obligatoire et se dépouiller de sa forme actuelle de recommandation. Là aussi, au cours de la réalisation du plan, les organismes d'Etat doivent constamment renforcer leur contrôle (pour le porter progressivement au niveau de celui qu'ils exercent sur les entreprises agricoles) sur les calculs, les dépenses, les encaissements et l'utilisation des revenus.

En ayant en vue des perspectives à atteindre, il faudra tendre progressivement à appliquer des formes d'organisation interne adoptées par les entreprises agricoles les plus avancées (comme la fixation optimale de l'étendue des divers secteurs, leurs tâches et leurs compétences, l'importance numérique et la spécialisation des équipes, etc.).

Dans cette zone seront également réalisés des investissements et des constructions d'une valeur matérielle considérable et d'une technologie plus avancée, ce qui exigera la consolidation des organismes existants au service de l'agriculture et même, probablement, la mise sur pied d'entreprises de construction spéciales ou le recours à d'autres formes de travail plus appropriées.

L'application de la directive du Parti prescrivant l'intensification accélérée de la production et le perfectionnement des rapports de production sur un vaste territoire demande de la part des instances et des organisations du Parti, des organismes d'Etat et économiques à la base comme au sommet, une attention accrue et une amélioration de leur travail d'organisation et de gestion. A cet égard, il sera peut-être nécessaire de suivre de plus près et de façon plus attentive l'application des mesures à adopter dans la zone en question.

Je vois dans cette voie une étape transitoire dans le raffermissement de notre système socialiste dans les campagnes et dans la conversion des coopératives agricoles de la zone de plaine en entreprises agricoles. Et ce sera un grand succès.

Cela ne signifie pourtant pas que nous négligerons les zones montagneuses, au contraire, les mesures adoptées nous créeront de grandes possibilités matérielles pour aider aussi ces zones, et nous devons absolument le faire, car une bonne partie de notre population y vit et cultive une part considérable de notre superficie arable.

Dans l'intensification de la production agro-pastorale et dans le perfectionnement des rapports de production qui y est étroitement rattaché, il faudra bien prendre en considération les possibilités générales de développement de notre économie et la nécessité de développer de façon continue la production dans le reste de la zone de plaine et dans la zone de collines et de montagnes. Les investissements à faire et les ressources supplémentaires à utiliser dans cette zone doivent, si possible, être assurés dans le cadre de l'ensemble de notre économie et non par la redistribution dans les limites des quotas prévus par le plan quinquennal pour l'agriculture, car cela aurait pour effet d'abaisser les rythmes de développement de celle-ci dans les autres zones, ce que nous ne devons absolument pas permettre.

Dans la zone où l'agriculture sera intensifiée, la priorité devra être donnée à la satisfaction des besoins et à l'accomplissement des tâches des entreprises agricoles existantes afin que celles-ci soient à l'avant-garde et s'érigent en exemple à tous égards pour les coopératives agricoles.

L'étude qui nous est présentée pour une superficie de plus de 100 000 hectares doit, me semble-t-il, être poussée plus à fond sur des problèmes comme l'accroissement de l'efficacité des investissements et les délais de leur amortissement. C'est dans ce cadre qu'il faut considérer l'évolution d'ensemble de la reproduction élargie dans cette zone (accroissement de la production, des dépenses, regroupement des revenus et leur répartition en investissements, en moyens circulants, en fonds des salaires, fonds des assurances sociales, proportion du fonds d'accumulation qui sera prélevé par l'Etat, etc.).

Le traitement, dans leur ensemble, de ces questions et des autres problèmes qui peuvent surgir au cours de l'étude et de la réalisation de cette reproduction contribuera au juste développement des forces productives et au perfectionnement des rapports de production dans toute la zone en question, constituant la base qui permettra de faire de nouveaux progrès dans le développement de l'ordre coopératif et de toute la vie de nos campagnes socialistes. Nous devons suivre constamment ce processus en cours et en réélaborer périodiquement certains éléments pour pouvoir avancer d'un pas sûr dans la juste voie qui nous permettra d'atteindre les nouveaux objectifs que nous sommes en train de définir.

A propos du 7^e plan quinquennal

COMPRENDRE MIEUX LA VIE ET LA RICHESSE DE L'UNIVERS INTÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Extrait d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA

7 novembre 1980

J'ai tenu hier à la réunion du secrétariat¹ un rapport sur le travail mené auprès de la jeunesse. *[Dans cette réunion on a discuté sur le rapport présenté par le CC de l'UJTA concernant «l'application des tâches fixées par le 4^e plénum du CC du PTA pour l'éducation révolutionnaire de la jeunesse et la lutte menée contre les manifestations étrangères au socialisme.»]* Au cours de mon intervention, j'ai indiqué qu'il convient de consacrer plus de soin à la méthode de travail du Parti auprès de la jeune génération. Et je tiens à souligner encore certains points aujourd'hui.

Le travail mené auprès de la jeune génération revêt une grande importance. Il n'est pas suffisant de transmettre à la jeunesse seulement des orientations et des directives générales du Parti, non, il faut se creuser la cervelle pour faire en sorte que ces directives et orientations soient plus compréhensibles afin d'être appliquées plus efficacement. Il s'agit pour le Parti d'exercer pratiquement son rôle de direction de façon mieux qualifiée et avec un plus vaste horizon. Ce sont les résultats obtenus dans la vie, l'application des directives du Parti et le travail continu des jeunes qui sont la mesure du rôle dirigeant du Parti au sein de l'organisation de la jeunesse et non pas l'absence ou la participation du secrétaire de l'organisation de base du Parti ou d'un certain communiste aux réunions de la jeunesse et la convocation ou non au rapport de leurs dirigeants. C'est ainsi que l'on peut tenir au courant la jeunesse, lui expliquer les directives du Parti, lui faire adapter ces directives aux conditions concrètes dans lesquelles travaillent et étudient les jeunes, connaître de près leur travail et leurs problèmes, vivre toujours parmi eux, pénétrer dans leur univers intérieur, les mobiliser pour obtenir des succès encore plus importants.

La jeunesse ne supporte pas le formalisme, et elle-même travaille et lutte en vue d'éliminer tout ce qui sent le formalisme.

Les gens qui pensent que «les jeunes gens doivent soulever les questions qui les préoccupent seulement dans les réunions de leur organisation» ne tiennent pas compte de toute l'extension et de la profondeur de la vie, qu'il en émerge constamment beaucoup de problèmes qui ne peuvent être tous soulevés et résolus en une heure et demie de réunion de l'organisation de la jeunesse qui a lieu une fois par mois. On ne peut pas canaliser les idées si diverses de la jeunesse en si peu de temps. Pourquoi demander à un jeune pourquoi il ne discute pas au sein de l'organisation de tous les problèmes qui le préoccupent ? Les jeunes gens vont à la réunion de leur organisation pour apprendre des choses qu'ils ne savent pas, pour recevoir une orientation qu'ils doivent comprendre et réaliser correctement en se fondant sur la ligne du Parti, mais on ne peut pas lui imposer de parler à une réunion de tout parce que c'est d'abord impossible et que cela rendrait la réunion banale. Il faut toujours éduquer la jeunesse comme l'exige le Parti en utilisant des formes et des moyens de travail des plus divers. On ne peut pas

éduquer la jeunesse seulement en organisant des réunions qui deviennent souvent ennuyeuses et se réduisent à des réunions où l'on n'entend que des critiques des comportements insatisfaisants des jeunes. L'organisation de la jeunesse a un rôle important d'éducation à remplir basé sur les orientations fondamentales du Parti. Certes, on critiquera celui qui viole les normes de la société socialiste, mais le travail d'éducation ne doit pas se limiter seulement à des réunions, à des critiques.

L'important est de bien connaître et comprendre l'univers intérieur de la jeunesse. Et pour y parvenir il est indispensable de jeter constamment un regard rétrospectif vers nos propres sentiments, nos objectifs passés pour nous rappeler comment nous avons nous-mêmes été une fois. Serait-il juste actuellement de considérer comme un crime le fait qu'un garçon ou une fille se déclarent sincèrement l'amour qu'ils éprouvent l'un pour l'autre? Cela est normal et il n'y a là aucune raison pour faire penser à certains que «la morale s'est avilie».

Les jeunes filles et les jeunes gens vont bénévolement aux chantiers de chemins de fer et à d'autres actions de masse, aucun scandale ne s'est produit ni aucun problème n'a surgi. Ils travaillent là-bas tous ensemble avec la même ardeur, se connaissent, se distraient, se lient d'amitié et il arrive qu'ils tombent amoureux et se fiancent. Cela se produit aussi quand les jeunes gens et les jeunes filles organisent des excursions aux monts Dajti ou Tomorr. Ils vont ensemble aux chantiers de chemins de fer, ils organisent des excursions, ils vont ensemble à l'école, ils étudient, s'entraident, et un garçon demande à une fille de se fiancer avec elle, ou bien ils deviennent amis et plus tard cette amitié se renforce pour aboutir au mariage et il n'y a là rien de répréhensible.

Nous nous accordons tous pour penser que nous possédons une jeunesse très saine. Ce jugement n'est pas un slogan, c'est la vérité pure et simple. Quand nous analysons la situation dans d'autres pays, nous nous persuadons davantage que nous avons une excellente jeunesse, mais que cette jeunesse, nous devons bien la comprendre. Nous devons connaître la mentalité nouvelle qui se crée en même temps que se développe la culture et que s'élève le niveau de la vie sociale. La vie sociale actuelle n'a plus rien de commun avec ce qu'elle était dans le passé, elle est plus profonde et plus riche, c'est une vie socialiste, avec de plus vastes et de plus hautes exigences.

Notre jeunesse se distingue par sa pureté morale, par sa fidélité politique au Parti, par sa maturité idéologique, par son niveau d'instruction et de culture, par son attitude socialiste envers le travail et la propriété. Mais quand nous recevons des données établissant qu'«un tel pourcentage de crimes a été commis par les jeunes» et que «ce sont eux qui s'absentent le plus au travail à l'usine», nous ne devons pas penser que toutes les actions blâmables sont le fait des jeunes et que les plus âgés sont absous de toute responsabilité. Qui s'occupera à éduquer ces jeunes ? C'est la direction de l'usine ou de l'entreprise, c'est elle qui doit regarder son travail de direction d'un œil critique, son travail auprès des gens, analyser comment elle s'est comportée envers tel ou tel jeune qui a des défauts. Si nous considérons attentivement le cas d'un garçon ou d'une fille qui s'absentent une demi-heure au travail, nous serons amenés à en conclure qu'ils ne sont pas encore formés. Naturellement ce garçon ou cette fille qui ne vont pas régulièrement au travail n'ont pas encore compris que le travail est une question d'honneur et un devoir. Nous avons pour tâche non pas de les abandonner et de les mépriser, mais de nous rapprocher d'eux, de leur parler avec chaleur, de les persuader de devenir des ouvriers disciplinés et de les empêcher de dégénérer. Je pense que nous devons faire un effort pour bien comprendre la vie et la richesse de l'univers spirituel de la jeunesse.

Actuellement chez nous, où le niveau matériel et culturel s'est élevé et va toujours croissant, les intérêts et les exigences de la jeunesse sont des plus variés. Aujourd'hui les jeunes ne peuvent se satisfaire de ce dont nous nous contentions quand nous avions leur âge. Voilà pourquoi un autre problème qui concerne l'éducation de la jeunesse est celui de l'emploi du temps libre, l'organisation des diverses activités sportives, culturelles, artistiques et scientifiques. Quand nous parlons, par exemple, d'activités sportives, nous ne devons pas entendre par là l'organisation de championnats nationaux. On peut pratiquer divers sports et organiser de multiples activités sportives. Pourquoi n'organise-t-on pas, par exemple, plus d'excursions et de jeux sportifs ? La façon dont on s'adresse parfois aux jeunes en leur disant ne «faites pas ceci, ne faites pas cela», ainsi que la méfiance qu'on

leur témoigne parfois ne peuvent pas éduquer la masse des jeunes. Même quand au cours d'une partie un carreau est malencontreusement cassé, on rejette la faute sur les jeunes. Cette façon inopportune et mal fondée de généraliser les choses est nocive.

L'organisation des activités récréatives pendant le temps libre ne doit pas incomber seulement à l'organisation de la jeunesse.

Une fois le travail et les cours finis, les jeunes ont besoin de se reposer, de jouer, de lire, de participer à un débat sur un thème donné, d'aller danser ou voir un film, il y en a d'autres qui veulent prendre un café ou manger un gâteau, etc. Chacun est en mesure de combiner tout cela durant son temps libre et le lendemain il ira au travail avec des forces renouvées.

La jeunesse est l'avenir du pays, elle représente les ailes du Parti qui s'élèvent toujours plus haut. Si nous ne tenons pas compte des justes exigences et des honnêtes aspirations de ces «ailes» qui ne cessent de s'élever, nous nuirons à l'éducation de la jeunesse sous tous les aspects, à sa trempe idéologique et politique, à sa révolutionnarisation. Il ne faut pas oublier la triste expérience des pays anciennement socialistes comme l'Union soviétique où la jeunesse a dégénéré. Ce danger existe pour notre jeunesse aussi si l'on ne travaille pas persévéramment à l'éduquer dans l'esprit du marxisme-léninisme. Notre Parti a travaillé et travaille constamment à l'éducation de la jeunesse selon sa ligne et ses idéaux, pour lui inculquer la morale communiste. C'est pour cette raison que nous avons une jeunesse si honnête, si patriote et si fortement liée au Parti.

Malgré les importants problèmes économiques à la solution desquels nous sommes engagés, nous ne devons jamais oublier la juste éducation idéologique et politique des jeunes. Nous devons éduquer la jeunesse d'après les normes de la morale communiste dans le cadre du développement de notre société et de notre économie socialiste. Cette éducation laisse à désirer parce que beaucoup de gens la négligent. La formation de la jeune génération n'est pas seulement la tâche de l'organisation de la jeunesse; l'école et les organisations de masse, les institutions culturelles et scientifiques s'occupent et doivent s'occuper toutes encore mieux de cette question. L'enseignant ne peut pas s'attacher à l'éducation des jeunes au cours d'une heure [*Il s'agit de l'heure d'éducation.*] consacrée à cet objet en dehors de l'étude proprement dite. L'éducation est, un processus continu qui exige un travail dans un amphithéâtre et en dehors de celui-ci, à l'école et partout ailleurs, au sein du collectif et des groupes particuliers, et cela jusques avec des individus pris à part. Cela, tous les enseignants ont la possibilité de le faire...

Nous devons critiquer les attitudes négatives, mais en même temps traiter et corriger les personnes critiquées de manière à ne pas porter atteinte à l'amour de ces gens pour le Parti.

C'est de la même façon qu'il convient de travailler avec les jeunes qui sont encore plus sensibles. Comme nous l'avons mis en évidence entre autres à la réunion du Secrétariat du Comité central du Parti, lorsqu'on constate des phénomènes négatifs chez tel ou tel jeune, nous nous devons d'en découvrir et d'en combattre les causes et non pas les conséquences, et l'on y réussit quand on étudie le problème à fond et que l'on procède par la voie de la persuasion. C'est ainsi que doivent travailler les communistes, les organisations de masse, celles de la jeunesse, de l'Union des femmes et des Unions professionnelles pour convaincre les individus affligés de mauvais penchants de suivre la juste voie que leur montre le Parti. Les gens, quelles que soient les erreurs qu'ils ont commises, sont disposés, si on les traite avec doigté, à écouter les conseils qu'on leur donne.

Prenons une autre question. Nous disons que les gens de chez nous sont athées ; c'est une vérité indéniable. Mais cela prouverait-il que la religion est extirpée et qu'il n'existe plus de survivances religieuses dans les consciences ? Il n'est pas bien que les jeunes gens et les jeunes filles contrarient leurs parents, mais que ceux-ci n'éprouvent aucun dépit si leurs enfants ne leur obéissent pas au cas où ils les empêchent d'aimer une personne de religion opposée à la leur. Si le jeune homme est brave, patriote et honnête, la fille qui l'aime l'épousera même si les parents ne sont pas d'accord. En fin de compte, les jeunes gens ont toute une vie à vivre devant eux.

Une autre question à analyser est celle de la satisfaction des besoins de la jeunesse.

Les parents doivent créer à leurs enfants une ambiance chaleureuse, familiale et sociale, se soucier de satisfaire certaines de leurs exigences raisonnables sans négliger leur éducation, qui est l'aspect le plus important. Notre jeunesse est instruite, cultivée. Nous, travailleurs du Parti, de la base au sommet, nous devons bien comprendre cette situation.

Nous avons là un avantage politique que nous devons apprécier. Les jeunes cadres qui ont terminé leurs études sont les fils du peuple et ils aiment leur Parti. Si le Parti mène un travail fructueux auprès d'eux, ils ne deviendront pas des technocrates. Nous pouvons ainsi élire un jeune agronome président d'une coopérative, l'entourer d'une sollicitude particulière conformément aux normes du Parti et il ne deviendra pas alors un technocrate comme le sont devenus les intellectuels en Union soviétique. Si nous nous abstenons d'aider les jeunes cadres, un jour ils deviendront des technocrates. Nous devons estimer et mettre à profit cet avantage que nous avons dans nos jeunes cadres...

Dans ces conditions, le Parti doit mener un travail plus approfondi auprès des jeunes. Actuellement, les jeunes sont cultivés, ils connaissent des langues étrangères, ils étudient en littérature technique et scientifique. Nous devons travailler pour créer chez eux une opinion saine fondée sur notre conception marxiste-léniniste du monde et, en usant de la radio, de la télévision et de la presse, nous pourrions dissiper le brouillard des influences étrangères au socialisme et éclairer les esprits avec la vérité marxiste-léniniste en leur expliquant notre ligne. Les réunions, les conférences et les entretiens également, influent positivement lorsqu'ils se déroulent comme il se doit. Si quelques jeunes, victimes de la propagande étrangère, dégénèrent, nous ne devons pas penser qu'ils constituent la majorité de notre jeunesse. Cela s'est produit et se produira, ce sont des choses qui arrivent. Il y aura aussi des déviationnistes.

Notre jeunesse n'a d'yeux que pour le Parti. Mais le Parti aussi veille à la jeunesse, à son avenir, à son travail et lui consacre une attention soutenue pour qu'elle vive, pense et travaille dans la réalité qui est la nôtre, qu'elle vive selon la situation et contribue de toutes ses forces à embellir et renforcer encore notre patrie socialiste.

De la jeunesse, t. 2.

NOS ÉCONOMISTES DOIVENT ÉNONCER DES IDÉES PRÉCISES ET JUSTES FONDÉES SUR LE MARXISME-LÉNINISME

Extrait de la réunion quotidienne des secrétaires du CC du PTA

10 décembre 1980

Certains de nos économistes nous ont présenté un document dans le cadre des mesures prises pour la conversion de quelques coopératives agricoles de type supérieur en entreprises agricoles. Ce document traite essentiellement des rapports entre les coopérateurs et précise de la question de savoir si ceux-ci doivent être indemnisés pour une partie des biens de leur coopérative et, dans l'affirmative, dans quelle mesure.

Quelques-uns essaient de prouver que, puisqu'il s'agit du passage d'une forme inférieure à une forme supérieure de la propriété socialiste, il serait erroné d'indemniser les coopérateurs fût-ce pour une partie des biens de leur coopérative. Ils prétendent qu'il ne faudrait les indemniser que pour le bétail de leurs parcelles individuelles. Ils cherchent à argumenter leur thèse par quelque citation de Marx ou d'Engels qu'ils interprètent erronément et de façon stéréotypée. Mais ils ne posent pas le problème de façon juste. Voici la citation d'Engels extraite de son «Anti-Dühring» :

*«... la propriété sociale s'étend à la terre et aux autres moyens de production et la propriété individuelle aux produits, donc aux objets de consommation. Et afin de rendre la chose accessible même à des enfants de six ans, Marx suppose... «une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social» ; donc une union organisée de façon socialiste, et il dit : «Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale, mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous.»» (F. Engels, *Anti-Dühring*, éd. alb., pp. 146-147, Tirana, 1974.)*

S'inspirant de cette citation, ces économistes affirment, que dans le cas concret de trois coopératives de type supérieur que l'on a proposé de convertir en entreprises agricoles, les coopérateurs ne doivent pas être indemnisés d'une partie des moyens de production, et cela parce que l'on est en présence d'une transformation dans le cadre d'un même type de propriété, la propriété d'Etat et la propriété coopérative. Ils identifient la propriété du peuple entier à la propriété coopérative commune ! C'est en cela qu'ils se trompent, car toutes deux sont certes socialistes, mais ne revêtent pas la même forme, la première étant une propriété socialiste du peuple entier et la seconde une propriété socialiste de groupe : ici, dans la définition de ces deux formes de propriété, nous-mêmes ne nous écartons pas d'un pouce de la théorie marxiste-léniniste. Pourquoi ? Parce que la propriété sociale comprend la terre et les autres moyens de production, animaux, véhicules, etc., alors que la propriété individuelle comprend les autres produits de consommation courante. Dans les coopératives existe la propriété de groupe, mais la propriété de groupe à la coopérative de Preza, par exemple, n'est pas la même que celle de la coopérative de Vaqarr, non, elle appartient exclusivement à la coopérative de Preza, laquelle n'a pas le droit de se faire approvisionner, disons en lait, par la coopérative de Vaqarr. Pourquoi ? Parce que la quantité de lait en question est propriété de groupe de cette deuxième coopérative. Par contre, les produits de l'entreprise agricole de Sukth sont propriété de notre Etat, celui-ci peut les distribuer partout où il le juge opportun, dans la population de toute l'Albanie.

Pourquoi ces deux types de propriété sont-ils ainsi définis ? Parce qu'ils diffèrent l'un de l'autre et revêtent un contenu économique et social de classe déterminé. Ce qui appartient au peuple entier dans la propriété de groupe, c'est la terre, puisque, conformément aux enseignements de Marx, nous l'avons nationalisée. Quant à une partie des autres moyens de production des coopératives, ils ne sont pas propriété d'Etat, mais de groupe. Tel groupe, disons celui de la coopérative de Preza, a réuni ces moyens de production grâce à son travail socialisé sous forme de propriété socialiste. Cela dit, tel autre groupe socialisé, celui, par exemple, de la coopérative de Ndroq, n'a pas le droit de mettre la main sur les revenus de l'autre; il existe donc une distinction à faire entre la terre, les autres moyens de production et les produits qui sont obtenus sur leur base.

Sur le problème que nous débattons, ni Marx ni Engels n'ont, bien sûr, rien dit de concret, ils n'ont formulé que le principe fondamental que nous avons appliqué du début à la fin. En outre, Marx a défini également les étapes de la révolution, mais cela, nos économistes semblent l'oublier. Au début nous avons même distribué la terre aux paysans, et nous devions absolument le faire, compte tenu des conditions historiques concrètes et de la psychologie de notre paysannerie, de ses aspirations séculaires à la terre. Nous avons donc réalisé la réforme agraire au lendemain de la Libération, en distribuant une partie des terres à notre paysannerie. Or, si l'on raisonne comme ces économistes-là, nous aurions commis une erreur en agissant de la sorte. En réalité, si nous n'avions pas accompli la réforme agraire, nous aurions commis une très grave erreur de principe, car nous aurions brûlé une étape nécessaire et créé une préoccupation politique extrêmement sérieuse, qui aurait mis en péril toute la construction socialiste du pays. En ce qui concerne la réforme agraire, nous avons, là aussi, agi selon les enseignements de Marx, qui, soulignant l'importance de cette réforme, nous apprend que réaliser une réforme agraire signifie enlever la terre aux gros propriétaires fonciers et la distribuer aux paysans qui la travaillent, puis, par la suite, créer aussi le secteur d'Etat de l'agriculture, ce que nous n'avons pas manqué de faire en mettant sur pied les entreprises agricoles d'Etat.

Après la distribution des terres, nous sommes passés à l'étape suivante, celle de la collectivisation ; là aussi, nous avons agi suivant les préceptes de Marx, qui explique ce problème sur le plan théorique, et ceux de Lénine, qui nous a appris plus tard comment le résoudre à la fois théoriquement et

pratiquement. A ce sujet, Staline, lors d'une entrevue [Voir Enver Hoxha, *Avec Staline*, 2^e éd. fr., pp. 101-102, 217-223, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.] que j'ai eue avec lui, nous a conseillé d'avancer dans la voie de la collectivisation à pas mesurés et non au pas de course. Pourquoi nous a-t-il donné ce conseil ? Parce que la collectivisation comporte d'importantes questions politiques et économiques et nous ne devons donc pas aller trop vite ni brûler les étapes. Si nous avions fait nôtres les idées de ces économistes, il nous aurait fallu tout collectiviser dès le début et d'un seul coup au lieu de le faire progressivement. Mais si nous l'avions fait, nous aurions certainement échoué, ce qui aurait mis en cause l'existence même de notre Etat socialiste, de l'Etat de dictature du prolétariat. C'est pour cette raison que nous avons commencé la collectivisation par étapes en l'étendant au fur et à mesure à tout le pays.

Poursuivant dans cette voie, nous sommes passés de la grande propriété foncière à la distribution, à travers la réforme agraire, de la terre aux paysans. Nous n'avons pas promulgué la nationalisation du sol, car notre paysannerie n'aurait pu la comprendre comme il se devait à l'époque ; en effet, le sentiment petit-bourgeois de la propriété privée était encore profondément ancré chez nos paysans d'alors. Mais nous avons promulgué quelques lois qui interdisaient aux paysans d'aliéner leur terre, c'est-à-dire qu'ils n'avaient le droit ni de la vendre, ni de l'échanger, ni de la laisser en héritage. Nous n'avons donc pas proclamé *de jure* la nationalisation des terres, mais, en fait, à travers les mesures mêmes adoptées graduellement, nous l'avons pratiquement nationalisée. Sur cette base, nous avons entamé la collectivisation, en mettant en œuvre une nouvelle forme d'organisation, dont nous a doté le léninisme, les coopératives agricoles, le socialisme dans les campagnes, à travers lesquelles nous avons socialisé le travail et les moyens de production. En créant les coopératives agricoles nous avons suivi fidèlement la voie tracée par Marx et Lénine. Avec l'achèvement de la collectivisation, nous en sommes arrivés à l'idée de Marx, selon laquelle la propriété sociale s'étend à la terre, nous avons donc socialisé *de jure* la terre, et l'avons ainsi nationalisée.

La propriété des coopératives agricoles de type supérieur n'est pas propriété d'Etat, mais propriété socialiste de groupe. C'est là l'essence de la question. C'est justement en cela que se trompent ces économistes quand ils affirment que dans le cas concret de la conversion des coopératives en entreprises agricoles il s'agit d'une transformation dans le cadre du même type de propriété. A les en croire, la propriété d'Etat et la propriété coopérative seraient une seule et même chose et seule son enseigne distinguerait une coopérative d'une entreprise agricole. En fait il en est tout autrement. La propriété coopérative est une forme transitoire par laquelle il faut nécessairement passer pour aboutir à la propriété du peuple entier. Nous ne devons jamais oublier cette réalité. Mais voilà qu'ils l'oublient et fournissent une explication dogmatique des connaissances qu'ils ont acquises dans leurs lectures, sans tenir compte de la pratique, de la réalité.

Nous avons créé les coopératives agricoles de type supérieur en tant que nouveau stade, plus avancé, dans la voie du développement de l'ordre coopératif et de la conversion des coopératives en entreprises agricoles. Selon ces économistes, nous aurions pu passer aux entreprises agricoles sans nécessairement passer par les coopératives de type supérieur ! (A ne pas confondre avec les quelques cas particuliers où nous sommes passés directement des simples coopératives aux entreprises agricoles). Mais, en règle générale, nous ne pouvions agir comme ils le suggéraient. Le Parti n'a donc pas commis cette erreur-là, il a décidé, après une longue réflexion, de créer une quarantaine de coopératives de type supérieur. La pratique a démontré que la plupart d'entre elles ont bien marché, certaines ont avancé lentement, mais nous devons en mettre sur pied d'autres encore. Il apparaît donc nécessaire de progresser graduellement, car nous aurons, en chemin, de difficiles problèmes politiques et économiques à résoudre. C'est là la raison qui nous fait maintenant longuement réfléchir avant d'en transformer, au moins au début, trois ou quatre d'entre elles en entreprises agricoles.

Nous nous en tiendrons donc, au début, à ces limites et continuerons à consolider les autres coopératives de type supérieur de même que les coopératives de tout le pays afin de réunir les conditions requises pour la construction complète du socialisme chez nous. Ces conditions sont avant tout économiques et consistent dans l'intensification croissante de la production et la baisse du prix de revient des produits agro-pastoraux pour que nos coopérateurs se rendent compte de la justesse de la

ligne du Parti sur la propriété sociale de la terre et des autres moyens de production et des avantages que son application leur apporte à eux et au peuple tout entier.

Comme vous le voyez, camarades, nous réfléchissons longtemps et profondément avant de convertir un certain nombre de coopératives de type supérieur en entreprises agricoles, alors que, au dire de ces économistes, il serait extrêmement facile de convertir toutes les coopératives en entreprises agricoles sans indemniser les coopérateurs, comme copropriétaires, même pas d'une partie des principaux moyens de production! Quand ils jugent aussi, ils ont sans doute à l'esprit un ou deux cas isolés où un paysan passe de sa coopérative à une entreprise agricole sans penser qu'il y laisse une vache ou d'autres moyens de production de la coopérative. Mais la question en principe n'est pas de la simplicité à laquelle ils la réduisent. S'il en était vraiment ainsi et que les paysans en soient arrivés à dire en masse aujourd'hui : «Nous n'avons que faire des vaches de la coopérative», le Parti n'aurait pas besoin de créer des coopératives de type supérieur. Nous ne pouvons fonder la ligne du Parti sur un, deux ou trois cas de ce genre, ni sur l'opinion de quelques centaines de paysans. Il s'agit ici des principes du marxisme, de toute une ligne politique de notre Parti.

A ce passage que nous sommes en train de réaliser avec circonspection et où nous prenons en considération à la fois l'aspect politique et l'aspect économique du problème, nous préservons la propriété commune de la terre et des autres moyens de production. Par cette transformation, nous ne distribuons pas ces autres moyens de production, mais les convertissons en propriété d'Etat. Nous considérons, comme il faut les considérer d'ailleurs, les vaches, les moutons, les vignobles, les vergers, les étables, etc., comme des moyens de production, et nous ne les distribuons pas aux paysans, ce qui porterait atteinte à la propriété commune ; mais au contraire nous portons la propriété commune de groupe à un niveau supérieur, celui de propriété du peuple entier.

Ces moyens de production restent donc propriété sociale. Il s'agit maintenant de savoir ce que nous allons rembourser aux paysans et ce que nous n'allons pas leur rembourser. Marx ne dit rien à ce sujet et il ne pouvait le dire. Cela dépend des conditions de chaque pays et de ce qu'il apparaît opportun de rembourser aux paysans. Est-ce que nos paysans demanderaient à être dédommagés des frais de construction des étables ? Nous estimons que non, mais alors que devons-nous faire ? Ne pas les en dédommager, disons-nous. Nous sommes sûrs que nos paysans ne demandent pas à être indemnisés des vignobles ou des moyens de transport. Qu'est-ce que nos paysans voudront donc se faire payer ? A coup sûr, les vaches et les moutons de leur coopérative, sinon ils diraient : «Voilà, on nous les a enlevés» (Quant au bétail de leur parcelle individuelle, il va de soi qu'il faut les en indemniser).

Une autre question qui se pose est celle de savoir comment nous allons dédommager nos paysans, d'un seul versement ou en leur promettant de «les rembourser progressivement, pas en un ou deux ans, mais en plusieurs années et compte tenu de notre situation». Cette attitude n'est pas contraire aux principes. Marx ne dit nulle part dans ses œuvres ce qu'il faut nationaliser et exproprier, mais il nous a donné une explication : la propriété sociale comprend la terre et les autres moyens de production, alors que la propriété individuelle porte sur les biens de consommation. Marx ne précise pas, et il ne le pouvait pas, si, au moment où cette transformation serait opérée, elle le serait par indemnisation ou non. Chez nous, subsistent des survivances des régimes passés et du système bourgeois de jadis qui existeront encore pendant un certain temps. Ainsi, par exemple, quand nous faisons démolir un certain nombre de maisons conformément au schéma directeur de réaménagement de nos villes nous dédommageons leurs propriétaires suivant les estimations du comité exécutif du quartier. Nous agissons ainsi parce que notre intérêt économique nous le commande. C'est d'autant plus justifié quand il s'agit de nos paysans chez lesquels la psychologie petite-bourgeoise de la propriété privée est encore présente. Si nous devons, certes, combattre cette psychologie, il nous faut le faire non pas à coups de mesures légales et administratives, mais en persuadant les paysans que cela contribuera à améliorer leur vie, à accroître la quantité de leurs produits et de leurs revenus, etc. C'est pourquoi, dans le cas de la conversion d'une coopérative en entreprises agricoles également, nous dirons aux paysans que pour leur permettre d'acquérir les objets de consommation qui leur sont nécessaires nous leur verserons à titre d'ouvrier un salaire représentant une somme plus élevée que celle qu'ils touchent actuellement, et

en plus tant d'argent chaque année pour les vaches et autres biens de leur coopérative dont les membres, à notre jugement, devront être dédommagés.

Cela. Marx ne nous a pas interdit de le faire, au contraire, nous sommes dans sa voie, nous ne violons aucun principe. Les économistes qui n'acceptent pas l'indemnisation des paysans, interprètent mal la pensée de Marx en ce qu'ils identifient la propriété d'Etat et la propriété coopérative et prétendent que l'on se trouverait en présence d'une transformation mécanique dans le cadre de la même propriété. Ces économistes veulent donc que nous brûlions les étapes, c'est-à-dire que nous n'indemnisons pas du tout les coopérateurs. Ils ne comprennent pas que si nous ne les indemnisons pas, nous laisserons entendre aux autres que nous leur prendrons tous les biens communs sans indemnité et que de ce fait ils auraient intérêt à exiger une augmentation de leur rémunération par journée-travail aux dépens du fonds d'accumulation. Aussi, quand nous convoquons les spécialistes en cette matière, ils doivent nous fournir des appréciations justes et précises, fondées sur une interprétation dialectique des enseignements du marxisme-léninisme, car, dans le cas concret qui nous intéresse, la propriété de groupe ne s'identifie pas à la propriété du peuple entier, il ne s'agit pas ici d'un simple changement d'appellation, mais d'un processus historique de développement et de progrès matériel, social, psychologique, etc.

Le Parti a recommandé un statut type des coopératives agricoles que les coopérateurs ont accepté. Ce statut a, pour ces coopératives, force de loi. Il régit leur fonctionnement, alors que les entreprises agricoles fonctionnent conformément à la loi afférente. Cette distinction entre coopératives et entreprises d'Etat n'est donc pas formelle. De ce point de vue également, ces économistes montrent, par leurs jugements, qu'ils ne sont pas, me semble-t-il, aussi liés à la pratique qu'il le faut.

De la science, t. 2

LA POLOGNE NE PEUT ÊTRE SAUVÉE QUE PAR SA CLASSE OUVRIÈRE

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

13 février 1981

La situation en Pologne continue de se compliquer et de se détériorer. Les grèves incessantes ont provoqué la ruine de l'économie, ruine qui se trouve au bord de l'abîme. La vie sociale se dégrade jour après jour. Partout règnent la confusion, l'anarchie et le désarroi. Sous la pression et les menaces de «Solidarnosc», le parti et le gouvernement polonais sont obligés de faire concessions sur concessions et de céder sur beaucoup de leurs positions.

Toutes les mesures qui ont été prises et les compromis auxquels on a abouti, loin de mener à une stabilisation de la situation, l'ont encore aggravée. C'est «Solidarnosc» qui fait la loi dans le pays. Le but qu'il s'est fixé apparaît toujours plus clairement : mettre graduellement la main sur le pouvoir, faire sortir la Pologne du Pacte de Varsovie, la pousser vers l'Occident. C'est à cette stratégie qu'obéit chacun de ses actes. «Solidarnosc», qui se pose en syndicat ouvrier, est en fait un mouvement foncièrement réactionnaire. Il a derrière lui l'Eglise catholique polonaise et le Vatican, qui le dirigent et guident son action. Mais outre l'Eglise catholique polonaise et le Vatican qui sont représentés par le clan de Lech Walesa, la direction de cette organisation comprend aussi «le Club de l'intelligentsia catholique». KOR, un groupe de représentants de la réaction intérieure et de la réaction extérieure capitaliste mondiale, le parti nationaliste, «la Confédération de la Pologne indépendante» et quelque autre groupement de ce genre.

Ce sont précisément ces forces et courants politiques réactionnaires qui maintiennent actuellement sous leurs griffes la classe ouvrière polonaise et la manipulent à leurs fins politiques.

Pour le moment, ces courants sont unis et en alliance contre le Parti ouvrier unifié polonais, qui est divisé en divers groupements et fractions, prosoviétiques et antisoviétiques, nationalistes et chauvins, réformistes et cléricaux. Ce parti est de fond en comble antimarxiste et contre-révolutionnaire. La politique et l'idéologie sur lesquelles il se guide l'ont discrédité aux yeux des masses, elles l'ont rendu incapable d'exercer son influence et d'imposer sa volonté. C'est l'Eglise catholique toute puissante, avec son pouvoir spirituel et idéologique, qui domine dans toute la vie du peuple polonais. A travers les nouveaux pans qui sont au pouvoir en Pologne, elle dirige de façon camouflée le pouvoir non seulement spirituel mais aussi temporel. Maintenant, avec «Solidarnosc», l'Eglise catholique lutte pour prendre complètement en main la gestion de l'Etat.

L'Eglise polonaise, le Vatican et l'Europe occidentale suivent la tactique consistant à «ménager la chèvre et le chou». Ce qu'ils conseillent, c'est d'avancer à petits pas et de consolider les positions acquises, en ayant soin d'éviter l'intervention soviétique, utiliser les «21 points» comme plate-forme économique juste pour tromper la classe ouvrière, mais de les convertir en des actions politiques, pour saper depuis ses fondements le système révisionniste et le parti pseudo-communiste. Puis de passer de la ville à la campagne, au «Solidarnosc rural», de rassembler et d'organiser politiquement les propriétaires terriens qui ont toujours entravé la collectivisation et sont restés la principale base de l'Eglise polonaise et des vieilles traditions chauvines. Mais à l'intérieur de «Solidarnosc» il y a aussi les *ultra* qui veulent renverser l'«Ostpolitik» franco-allemande, surtout la politique de «détente» des puissances occidentales européennes envers l'Union soviétique. Les *ultra* sont pour la tactique de la marche rapide et des coups forts, même s'ils peuvent entraîner l'intervention soviétique et la confrontation armée. Ils font la politique américaine qui vise au conflit armé dans le pays, ce qui mènerait à la liquidation de la tactique de l'«Ostpolitik» franco-allemande. Ce serait une manière d'agir qui affaiblirait la France et l'Allemagne et leur ferait regagner le camp des dociles, sous la menace du danger de l'impérialisme soviétique.

Telles sont la stratégie et les tactiques de la réaction intérieure polonaise et de la réaction internationale. C'est de cette stratégie et de ces tactiques que s'inspirent les objectifs de la contre-révolution qui a lieu en Pologne, dans une situation et sous un pouvoir contre-révolutionnaire.

Actuellement, le pouvoir révisionniste est la cible de coups qui lui viennent de toutes parts et il ne sait quel chemin prendre pour se sauver. La classe ouvrière, sans parler des campagnes où elle avait de puissantes bases, est manipulée par la réaction cléricale. Le parti et le pouvoir, qui ont perdu de l'autorité et de l'influence qu'ils avaient, sont obligés de céder du terrain et de reconnaître l'Eglise comme arbitre dans le conflit. Pratiquement, ils ont mis leurs espoirs à la merci de Wyszynski.

Mais le pouvoir révisionniste polonais doit «ménager la chèvre et le chou». Il doit se montrer très précautionneux envers son allié soviétique et être très attentif à ses exigences rigoureuses. Dans le même temps, il doit tenir compte des revendications des pans au pouvoir, des hommes de l'administration, des appareils du parti : de l'économie et de l'armée, qui tiennent eux aussi à préserver leurs privilèges. Cette situation a provoqué le chaos et la confusion dans les rangs du parti et du pouvoir. Désormais ceux-ci n'agissent plus en institutions centralisées. Leur base écoute plus ce que disent «Solidarnosc» et l'épiscopat polonais que les directives du Comité central et les ordres du gouvernement. La direction révisionniste parle de «renouveau», mais elle n'a aucun programme d'action pour tirer le pays de la crise et ne sait avec qui elle doit s'unir et de qui se séparer. Les premiers ministres qui se succèdent n'apportent aucun changement. Le renouveau est resté un slogan creux,

Mais la direction polonaise n'est pas seule à être vraiment dans l'embarras. Le Kremlin et ses alliés du Pacte de Varsovie se trouvent aussi dans les mêmes draps. Permettre à la Pologne de glisser dans le camp occidental, cela voudrait dire mettre en cause l'alliance soviétique avec les pays de l'Est et son influence dans ces pays, mettre en cause les voies vitales de l'armée soviétique en Europe et l'actuelle stratégie soviétique fondée sur la puissance de l'attaque militaire. Techniquement, le social-impérialisme soviétique n'aurait pas de mal à établir l'«ordre» en Pologne au moyen de l'intervention militaire. Mais cela mettrait en péril les relations commerciales Est-Ouest, ferait perdre à l'Union

soviétique et à ses satellites les milliards de dollars qu'ils ont reçus et reçoivent des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe occidentale, cela compromettrait la «détente» et entraînerait la liquidation de l'«Ostpolitik» franco-allemande, que le Kremlin cherche à exploiter dans sa rivalité avec l'impérialisme américain.

C'est ce qui explique la propagande sévère et les comportements «durs» des organes de la presse soviétique contre les forces qu'elle qualifie d'«antisoviétiques», d'«anti-socialistes», etc. Le Kremlin défend ouvertement et avec obstination son clan polonais en Pologne, il use de pressions et de menaces à son encontre, tient en état d'alerte ses forces d'attaque et, pour se montrer «tranquille», feint d'accepter les retraits de la direction polonaise. Pour le moment, l'Union soviétique désire liquider la subversion par la subversion. Mais lorsque tout espoir d'une solution de l'intérieur s'évanouira, il ne lui restera que deux voies, soit intervenir militairement et «stabiliser» la situation par la violence, soit accepter la défaite totale, c'est-à-dire la désagrégation du pacte de Varsovie et du Comecon. Mais le social-impérialisme soviétique ne saurait admettre cette défaite totale. C'est là un fait que ni Kania, Wyszynski ou Lech Walesa, ni Bonn et Paris n'ignorent.

Actuellement, il n'y a en Pologne aucune force politique organisée en mesure d'assumer la direction et la responsabilité de l'effort nécessaire pour sortir le pays du chaos et de l'anarchie, des dangers qui menacent sa liberté, son indépendance et son avenir. Si le peuple polonais, la classe ouvrière, la paysannerie travailleuse, l'intelligentsia progressiste, les vrais patriotes ne comprennent pas la situation fâcheuse dans laquelle les ont entraînés les différents courants réactionnaires capitalistes, cléricaux et révisionnistes, ils tomberont de Charybde en Scylla. L'absence d'un parti communiste marxiste-léniniste est et demeure le plus grand handicap de la classe ouvrière polonaise. Sans un parti communiste marxiste-léniniste, elle ne peut trouver sa voie vers la révolution. La classe ouvrière restera toujours divisée, et, de ce fait, manipulée, dans leurs propres intérêts, par les partis bourgeois capitalistes et révisionnistes. Une classe ouvrière politiquement divisée, dépourvue d'un parti communiste marxiste-léniniste, sera toujours un jouet entre les mains de ces partis et fera le jeu de la réaction et des réformistes. A l'époque actuelle, la révolution et tout changement positif et progressiste au profit du peuple et des classes opprimées ne sauraient être accomplis sans la direction d'un parti communiste marxiste-léniniste, révolutionnaire.

Le Parti du Travail d'Albanie, à travers son organe, le «Zëri i Popullit», a exprimé de façon explicite et politiquement compréhensible son point de vue sur les événements survenus en Pologne naguère comme aujourd'hui. Il a condamné le régime de Gomulka, de Gierak et maintenant celui de Kania, lesquels, par la voie révisionniste et capitaliste qu'ils ont embrassée, sont responsables de la situation en Pologne et des dangers qu'elle constitue pour les autres. Notre Parti a condamné et dénoncé les révisionnistes soviétiques et leurs satellites, leur politique et leurs menées contre-révolutionnaires, il a condamné et dénoncé l'impérialisme américain, les Etats néo-colonialistes et leurs visées, il a puissamment appuyé le mouvement de libération des peuples et les révolutions prolétariennes.

Notre Parti a soutenu constamment les revendications économiques et politiques de la classe ouvrière de chaque pays capitaliste et révisionniste. Mais il a considéré et considère tout mouvement de la classe ouvrière dans une optique de classe, dans l'optique du marxisme-léninisme, dans une optique politique. Il ne se laisse pas bernier par les slogans, mais analyse attentivement dans l'intérêt de qui sont les orientations du mouvement en cours, la voie dans laquelle s'engagent les revendications, les grèves ou l'insurrection. C'est dans cette optique que notre parti considère les grèves en Pologne, qu'il les analyse et, en tire les conclusions qui s'imposent. Les grèves actuelles en Pologne ne favorisent pas le développement du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, elles ne favorisent pas son émancipation politique et idéologique, l'organisation révolutionnaire des travailleurs, l'élévation de leur conscience révolutionnaire. Ces grèves ne portent pas de l'eau au moulin de la révolution. Au contraire, elles contribuent à l'accomplissement de la contre-révolution au sein de la contre-révolution. Ce ne sont pas les révolutionnaires polonais qui sont à la tête des grèves, mais les représentants de la réaction, les amis et les alliés du Vatican et de l'impérialisme mondial.

S'ils incitent les ouvriers à se mettre en grève, c'est pour réaliser leurs propres visées contre-révolutionnaires, sur le plan aussi bien intérieur qu'extérieur, ils veulent remplacer un régime d'oppression et d'exploitation par un autre régime non moins féroce et hostile aux ouvriers et au peuple polonais.

Tout en étant pour les grèves politiques et économiques, pour les insurrections populaires et la révolution, les marxistes-léninistes n'appuient ni les alliances réactionnaires ni les tendances contre-révolutionnaires quand elles se manifestent dans leurs rangs. Au contraire, ils soutiennent l'esprit révolutionnaire, les alliances progressistes et révolutionnaires. Tout mouvement gréviste ne soutient pas forcément et en toute situation les intérêts de la classe ouvrière. Mais si le peuple et la classe ouvrière participent à ces mouvements, cela signifie qu'il y existe quelque élément positif, dont il faut se saisir pour rendre ces mouvements entièrement positifs dans l'intérêt du peuple, de la classe et de la révolution.

Les prises de position et les jugements de notre Parti sur les événements de Pologne, sur les grèves et les revendications de la classe ouvrière polonaise ont été conséquentes, marxistes-léninistes à chaque phase et à chaque étape de leur développement. Le PTA a constaté et mis en lumière les orientations politiques erronées des grèves, en dépit des tentatives de la réaction polonaise pour en dissimuler les véritables objectifs politiques, en les présentant comme des revendications purement économiques. Lech Walesa, l'homme du Vatican et du primat de Pologne, clamait, jurant à qui voulait l'entendre et le croire, qu'il n'était prétendument pas un homme politique, qu'il ne faisait pas de politique, que le «Solidarnosc» n'est pas un parti politique.

Nombreux sont ceux qui se sont laissé bernier et, en premier lieu, la classe ouvrière de Pologne. Mais y a-t-il quand même une issue pour faire sortir le peuple et la classe ouvrière de Pologne de la situation catastrophique dans laquelle ils se trouvent, et dans l'affirmative, quelle est cette voie ?

Pour nous, communistes albanais, cette voie est la voie de la révolution que nous indique Lénine, la voie de l'application de sa stratégie de la révolution et des tactiques révolutionnaires authentiques adaptées aux situations concrètes de chaque pays.

La classe ouvrière polonaise a montré une fois de plus sa grande vitalité. Elle a renversé Gomulka et Gierk. Elle peut et doit écraser aussi Kania et consorts, Lech Walesa et l'influence du Vatican, le joug des révisionnistes soviétiques et du capitalisme mondial, américain en tête.

La Pologne de la révolution n'est pas morte et ne mourra pas, elle s'est simplement égarée. On l'a engagée et continue de l'engager sur des sentiers dangereux. La Pologne doit trouver la juste voie, la voie de la révolution prolétarienne, guidée par l'idéologie marxiste-léniniste.

La classe ouvrière polonaise aux éminentes traditions révolutionnaires doit créer de son sein un parti marxiste-léniniste nouveau, authentique, et après l'avoir créé, le mettre à l'épreuve et le tremper dans la lutte de classes pour la révolution. Le moment pour cela est venu, il n'admet ni lenteurs, ni attermoiements, ni tergiversations. Seule la classe ouvrière peut sortir et sauver la Pologne de la crise profonde dans laquelle elle se débat. Cela, ni Kania, ni Walesa, ni les révisionnistes soviétiques, ni les impérialistes américains ne peuvent le faire. Les amis et les sympathisants du peuple polonais, de sa liberté et de son indépendance doivent lui parler ouvertement, franchement. C'est aussi la meilleure aide que l'on peut lui prêter, c'est la forme de soutien et de solidarité la plus parfaite qu'on, peut lui témoigner.

Plus vite la classe ouvrière polonaise s'affranchira des illusions et des mystifications, plus vite elle accomplira sa mission historique au service de sa patrie et de la révolution.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 13 février 1981

LA FORCE DU PATRIOTISME ALBANAIS

Article paru dans le journal «Bashkimi»

23 mars 1981

Ce mois-ci il y aura cent ans que fut publié pour la première fois dans la presse le célèbre poème de Pashko Vasa [*Pashko Vasa (1825-1892), éminent militant de la Renaissance nationale albanaise, poète et publiciste patriote.*] «O Albanie, malheureuse Albanie», une des œuvres les plus belles et plus puissantes de la poésie albanaise.

Sa passion patriotique et son ardent esprit insurrectionnel ont inspiré des générations entières d'Albanais dans leurs luttes sans nombre pour la liberté et l'indépendance de la patrie, pour la défense de leur langue et de leur culture nationales, pour l'unité et le progrès de leur pays. Composé sous la forme d'une élégie et dans un style romantique mordant et puissant, ce poème constituait un manifeste politique d'une grande clarté adressé au peuple et à toute la nation albanaise à un des moments les plus difficiles du mouvement de libération albanaise alors que le Congrès de Berlin [*Il tint ses assises du 13 juin au 13 juillet 1878.*] avait décidé de démembrer les territoires albanais et que les ennemis de l'Albanie, déclarés et camouflés, étaient tous passés à l'attaque pour démanteler la Ligue de Prizren. [*A la veille du Congrès de Berlin, qui devait revoir les dispositions du Traité de San-Stefano, le 10 juin 1873, dans la ville de Prizren les délégués de toutes les régions d'Albanie décidèrent la création d'une union politique et militaire, qui prit le nom de «Ligue albanaise de Prizren» et lutta pour l'auto-gouvernement, l'union nationale et la défense de l'intégrité territoriale de l'Albanie, menacée par les visées chauvines des Etats voisins.*]

A ce moment-là, si critique pour les destinées du pays, Pashko Vasa se rendit compte que l'union du peuple constituait l'unique force et l'unique moyen permettant d'affronter la situation créée et de faire avancer la cause albanaise. Il sut faire une synthèse juste et précise de la réalité albanaise de l'époque et indiquer, sous une forme poétique accomplie, que «la religion des Albanais» était surtout et avant tout «l'amour de l'Albanie». C'est justement à ce titre, avec l'esprit d'unité nationale qui l'animait et résumant les intérêts suprêmes de la patrie, centré sur l'idée de résistance à outrance face aux ennemis et exprimant la confiance dans l'avenir du peuple albanais, que ce poème devint un drapeau de combat face aux divisions religieuses, au démembrement du pays et à la soumission aux étrangers.

Nous rendons aujourd'hui hommage à Pashko Vasa, à son œuvre politique et littéraire, car elle se situe, tout comme la contribution de tous les autres éminents promoteurs de notre Renaissance nationale, aux fondements de l'Albanie libre et indépendante.

L'Albanie socialiste va de l'avant et se développe, son nom est respecté dans le monde, ses fils rehaussent et font prospérer toujours plus leur patrie. Si elle vit ces jours heureux, c'est grâce aux luttes sanglantes qu'elle a menées, aux grands sacrifices qu'elle a consentis et aux efforts qu'elle a déployés avec abnégation dans les siècles. Elle a dû se battre avec de nombreux ennemis, puissants et diaboliques, qui ont cherché par tous les moyens à liquider la nation albanaise, à effacer son nom de la face du globe. Leur arsenal comprenait aussi la religion, les particularismes régionaux et les esprits de clocher. S'efforçant d'identifier la religion à la nation, ils visaient non seulement à asservir spirituellement notre peuple, mais encore à l'assimiler, à anéantir sa langue et ses traditions, à perpétuer leur domination et leur oppression.

A cette campagne exterminatrice de nos ennemis, les promoteurs de notre Renaissance nationale opposèrent leur ardent patriotisme et combattirent avec héroïsme dans des conditions extrêmement dures et complexes pour montrer qu'il n'y a aucun lien entre la religion et la nation, que les Albanais existent en tant que tels par leur langue et leur culture, par leur glorieuse histoire, par leur sol où sont nés et morts leurs ancêtres, par leurs richesses spirituelles originales.

C'est cette juste conception de la nation, le refus de considérer la religion comme un trait national et la dénonciation des spéculations des ennemis sur cette question, qui devinrent un des facteurs les plus actifs et dynamiques de leur lutte pour la liberté et l'indépendance de la patrie. Il en a été ainsi du temps des promoteurs de notre Renaissance nationale, il en est de même aujourd'hui. La religion n'a jamais été ni ne peut être à l'origine de la formation d'une nation. Le peuple italien, par exemple, est de religion catholique, mais sa nation est italienne. Ou encore le peuple iranien est de confession musulmane, mais sa nation est iranienne. Qu'un peuple soit ou non croyant, cela n'a aucun rapport avec la nation qu'il constitue.

Les nations ne peuvent être formées ni par des facteurs subjectifs, ni à coup de décrets, ni par le bon vouloir des gouvernements. Elles sont le résultat de longs processus historiques. La nation albanaise a été formée et défendue grâce à la persévérance, au sang et au labeur de ses meilleurs fils qui ont mis en œuvre et sacrifié leur vie à cette fin. C'est pourquoi toute tentative pour nier, ignorer ou remplacer la nationalité albanaise par l'appartenance à telle ou telle religion s'est toujours heurtée à l'opposition de tous les Albanais. Même quand leurs ennemis se sont efforcés de les exiler et de les éparpiller à l'étranger, les Albanais ont conservé, inextinguibles, leur identité et leur fierté nationales, leur amour de la langue maternelle et de la patrie.

Le patriotisme albanaise a été, par le passé, une grande force spirituelle et les éminentes personnalités du pays y ont toujours fait appel pour faire défendre avec courage les droits inaliénables de leur nation. Il reste toujours une barrière infranchissable face aux visées malveillantes de nos ennemis, à leurs machinations et menées diaboliques anti-albanaises.

Publié d'après le journal «Bashkimi», 23 mars 1981

POURQUOI A-T-ON RECOURU À LA VIOLENCE POLICIÈRE ET AUX CHARS CONTRE LES ALBANAIS DE KOSOVE ?

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

8 avril 1981

La presse et la radiotélévision yougoslaves ont monté une campagne de désinformation extrêmement intense sur les causes qui ont poussé les étudiants et les travailleurs kosoviens à manifester dans la rue. Ce qui frappe immédiatement dans les discours des dirigeants et les articles interminables qui remplissent les pages des journaux yougoslaves, surtout de ceux de Belgrade, c'est le ton chauvin marqué et le manque total de toute analyse réaliste et de toute prise de position objective à propos des événements tragiques de Kosove. Non seulement les ombres rankovitchiennes, mais aussi les anciens esprits des Karageorgévic se raniment. Ils recourent maintenant à la matraque et aux chars pour étouffer la voix de la population albanaise en Yougoslavie, pour la frapper durement, pour la réprimer et la soumettre.

Mais, indépendamment de ce qui se dit et s'écrit en Yougoslavie, les véritables causes des manifestations en Kosove, leur contenu, les revendications qui y ont été présentées, ne sauraient être masqués par la phraséologie fallacieuse et tapageuse dont usent les états-majors de Belgrade. Toute personne objective, tout observateur impartial constate et comprend aussitôt que les récents événements de Kosove ont pour fondements le grand retard de cette région, la pauvreté et la misère de sa population, ainsi que le fait qu'elle est privée des libertés démocratiques et des droits politiques. Ces manifestations sont l'explosion d'une situation intolérable qui dure depuis des dizaines d'années, elles sont dues à un nouvel assombrissement de la perspective de sortir de cette situation.

Selon les données de la presse yougoslave, le revenu national par habitant en Kosove est 6 fois plus bas qu'en Slovaquie, environ 5 fois plus bas qu'en Croatie et 3,5 fois plus bas qu'en Serbie. Ces dernières années,

le taux d'accroissement de la production industrielle en Kosove a été de 4 à 5 fois inférieur à celui de la Serbie. Le niveau de chômage est 20 fois plus élevé qu'en Slovénie et 2,5 fois plus qu'en Serbie. Le nombre des travailleurs émigrés de Kosove ou de Yougoslavie dépasse 110 000, outre 70 000 personnes, pour la plupart ouvriers qualifiés, qui sont sans travail en Kosove. Les dirigeants yougoslaves et de Kosove eux-mêmes connaissent ces faits et les admettent. Dans un discours prononcé à Prishtina. V. Gjuranovic, président du Conseil exécutif de Yougoslavie a dit : «Le développement de la Kosove marque le pas... Il est évident que la politique de développement accéléré de la religion ne se réalise pas dans les proportions prévues par le plan. Au contraire, la différence entre la Kosove et les autres régions du pays s'accroît... Les investissements économiques en Kosove sont de 43 pour cent inférieurs à la moyenne de la Yougoslavie». M. Bakalli, président de la présidence de la L.C. de Kosove, dans le discours qu'il a prononcé à la 15^e réunion du C.C. de la L.C.Y. (décembre 1980) a dit : «L'objectif fixé consistant à réduire les différences entre le niveau de développement de la Kosove et la moyenne du pays n'a pas été atteint. Au contraire, ces différences se sont encore accentuées... De la sorte, au lieu d'être, comme prévu dans le plan, de 60 pour cent supérieur à celui du pays, le taux de croissance de la Kosove était de 46,9 pour cent en dessous de la moyenne du pays. Cette tendance à l'accroissement de ces différences, a-t-il dit, se poursuit depuis 1947 et jusqu'à ce jour. Ce processus d'accroissement des différences, dit M. Bakalli, a atteint un point critique».

Cette situation fait clairement comprendre pourquoi le peuple de Kosove est mécontent et pourquoi il a manifesté pour exprimer ce mécontentement de la manière qu'il a jugée la meilleure et sous la forme qu'il a trouvée la plus appropriée.

Qu'ont fait et qu'ont demandé les étudiants kosoviens sur lesquels Belgrade lance maintenant ses foudres ? Les dirigeants yougoslaves, eux-mêmes et les communiqués de presse ont admis publiquement et officiellement qu'au cours des manifestations du 11 mars à Prishtina les étudiants ont exprimé leur mécontentement au sujet de la situation économique, des mauvaises conditions de vie, de la discrimination dont ils sont l'objet par rapport aux autres étudiants dans les universités yougoslaves. Ce mécontentement est souvent évoqué dans la presse yougoslave, et les étudiants l'ont exprimé à plusieurs reprises devant les autorités aussi bien locales que centrales. De même, les travailleurs de Kosove ont souvent parlé du retard de leur région et ont fait ressortir la nécessité d'adopter des mesures urgentes pour le développement du pays. Mais personne n'a prêté l'oreille à ces justes et essentielles revendications. L'indifférentisme a tout recouvert et le peuple a été abandonné à son sort. Si on lui avait témoigné quelque intérêt, la Kosove, avec ses ressources minières immenses, ses plaines fertiles, ses hommes vaillants et laborieux, ne serait pas dans l'état où elle est. Certes, ces richesses sont exploitées. On extrait des millions de tonnes de charbon, les centrales thermiques produisent des milliards de kilowatts d'énergie électrique, le plomb est fondu à flots à Trepca, le chrome, le nickel, la magnésite s'amassent en montagnes, le blé de Kosove remplit des chaînes interminables de wagons et le bétail de choix de Kosove est envoyé dans tous les marchés d'Europe. Pourquoi alors la Kosove marque-t-elle le pas ? Ce sont là les questions que les étudiants et le peuple de Kosove ont posées à la direction yougoslave et auxquelles il a été répondu par des balles.

Les dirigeants yougoslaves disent qu'en Yougoslavie les nations et les nationalités, les travailleurs et les diverses collectivités pratiquent l'autogestion, qu'ils décident eux-mêmes du développement économique des entreprises, des villages, des villes, des républiques, etc. Nous ne voulons pas entrer ici dans une polémique idéologique sur leurs théories et leurs pratiques, mais nous voudrions poser une simple question: dans ce prétendu pays socialiste et autogestionnaire qu'est la R.S.F.Y., le peuple et la jeunesse de Kosove ont-ils le droit, ont-ils la liberté, en vertu même des droits que leur reconnaît la Constitution yougoslave, de demander pourquoi les autres régions de Yougoslavie se développent, et non la Kosove ? Il semble bien que quelqu'un en empêche le développement, et quant à savoir qui, cela c'est à la direction de la Fédération de le dire puisqu'elle a reconnu que la Kosove est potentiellement riche, mais effectivement pauvre.

Dans les discours de certains dirigeants kosoviens ainsi que dans les pages de plusieurs organes de presse il a été déclaré que les étudiants à Prishtina n'ont pas seulement protesté contre leur situation

économique pénible, mais qu'ils ont revendiqué aussi plus de libertés et de droits démocratiques, l'octroi du statut de république fédérée à la Kosove. Sur ce problème aussi, la question se pose : en vertu de la prétendue démocratie autogestionnaire, les peuples de Yougoslavie ont-ils le droit de présenter de telles revendications ?

Dans un discours qu'il a prononcé le 3 avril à propos des événements de Kosove, Dusan Dragosavac, secrétaire de la présidence du C.C. de la L.C.Y., a dit : «L'expérience a démontré que, chaque fois que nous avons négligé de saisir les moments qui se présentaient à nous comme étant historiques, nous avons toujours subi des torts». Ce «précieux» conseil qu'il donne, n'est pas seulement valable pour la direction de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, c'est aussi un rappel pour la République populaire socialiste d'Albanie. Ce n'est pas là une recommandation pour le seul peuple serbe, mais aussi pour le peuple albanais qui vit en Yougoslavie sur ses propres terres.

Mais nous tenons à souligner à cette occasion que la direction yougoslave n'a rien négligé, mais qu'elle n'a pas voulu regarder l'histoire comme il le fallait pour éviter que ne se répète l'amer passé.

Dans le même discours, Dusan Dragosavac dit : «Nous avons apporté la meilleure solution possible à la question des nationalités, des républiques nationales et, dans le cadre de la République socialiste de Serbie, à la question des territoires autonomes». C'est ce que souligne aussi Dobrivoje Vidic, président de la République socialiste de Serbie, qui, après avoir craché tout son venin et sa rancœur sur la Kosove, dit : «Les territoires socialistes autonomes jouissent d'une indépendance et d'une égalité totales dans le cadre de la République socialiste de Serbie». Bref, «indépendance et égalité totales», mais sous l'aile de la Serbie !

Ces affirmations des dirigeants yougoslaves montrent que, même après la lutte de libération nationale des peuples de Yougoslavie, la vieille histoire n'a pas été oubliée: la Kosove est restée un «territoire autonome» de la République de Serbie, et la population albanaise, compacte, aussi bien du point de vue de la nationalité que du territoire, a été partagée entre trois républiques de la Fédération yougoslave. Comment cela s'explique ? C'est à Dragosavac, à Vidic et consorts qu'il appartient de l'expliquer idéologiquement, politiquement, géographiquement et économiquement. Une pareille analyse ferait apparaître combien peu fondées sont les affirmations de Dragosavac, lorsqu'il dit par exemple : «Nous avons apporté la meilleure solution possible à la question des nationalités et des républiques nationales».

Après avoir prétendu qu'en Yougoslavie les problèmes des nationalités sont résolus correctement, le secrétaire de la présidence du C.C. de la L.C.Y. dit notamment : «Cependant, ce serait une illusion de croire que nous les avons résolus parfaitement et une fois pour toutes, et qu'il n'y aurait plus de problèmes entre les différentes nationalités». C'est clair. Il affirme qu'«ils n'ont pas résolu parfaitement et une fois pour toutes» ce problème si compliqué qu'est celui des nationalités. Il faut donc en conclure que les peuples qui composent la Yougoslavie doivent s'efforcer de faire en sorte que ces problèmes soient résolus parfaitement. Il appartient donc aux peuples de Yougoslavie de les résoudre, et de le faire de façon toujours plus parfaite dans la voie démocratique, dans le cadre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Actuellement, la population albanaise qui vit en Kosove et qui, y constitue la majorité écrasante, réclame, selon les normes constitutionnelles, et aussi en descendant dans la rue, que la région de Kosove soit affranchie de la tutelle de la Serbie, elle demande que lui soit reconnu le statut de république dans la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Quel crime le peuple de Kosovo a-t-il commis en avançant cette revendication, qui fut ainsi qualifiée par la direction de la Fédération de Yougoslavie et par quelques principaux dirigeants du territoire de Kosove ? Il n'en a commis aucun. Au contraire, il a avancé des revendications légitimes, qui ont été dédaignées, qualifiées d'hostiles, et c'est cela qui a conduit aux manifestations que l'on sait.

Il n'a jamais été permis à la population albanaise de Kosove et des autres régions de Yougoslavie de s'exprimer librement et de façon démocratique sur le statut que devaient se voir reconnaître les régions qu'elle habitait. D'autres ont décidé pour elle. Et lorsque, après maintes revendications pacifiques, elle a réclamé hautement, de façon à être entendue par les autres peuples frères de Yougoslavie, qu'il soit reconnu à la Kosove le statut de république dans le cadre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, ceux qui avaient fait la sourde oreille n'ont pas hésité à recourir aux chars et à tirer sur les Albanais. Qui pis est, ils ont même accusé les vaillants étudiants kosoviens d'avoir agi comme des gangsters de Chicago et de s'être protégés derrière de petits enfants. Ces pratiques abjectes peuvent être le propre de n'importe qui, mais absolument pas des Albanais, qui se sont toujours battus et se battent l'épée à la main. Par ces assertions, la presse yougoslave démontre le contraire, et précisément que les manifestations étaient populaires et pacifiques. Ces assertions laissent aussi entendre que s'il n'y avait pas eu ces groupes d'écoliers, la police serbe aurait mitraillé la foule. Ces choses-là ne s'oublient pas facilement. Elles n'attestent pas la force, mais la faiblesse, elles ne montrent pas la maturité, mais le désarroi.

Pourquoi la direction de la Fédération n'étudie-t-elle pas dans la juste voie les demandes de reconnaissance du statut de république dans le cadre de la Fédération, pourquoi ne les considère-t-elle pas comme des revendications fondées sur la Constitution même de la R.S.F.Y., mais s'empresse-t-elle de les qualifier de revendications «hostiles, contre-révolutionnaires, oui rompent la stabilité, qui sapent la Yougoslavie» ? Les Albanais de Kosove n'ont-ils pas tous les traits et les caractéristiques propres à une nation, ne vivent-ils pas sur un territoire compact, leur manque-t-il la langue, la culture et une constitution spirituelle communes, ne sont-ils pas capables de se gouverner eux-mêmes, sans la tutelle d'autrui, sont-ils si peu nombreux qu'il ne vaille pas la peine d'élever leur territoire au rang de république, n'y a-t-il pas d'autres républiques fédérées en Yougoslavie, et la république que réclament les Albanais de Kosove constituerait-elle une exception ?

Il faut juger les choses de façon objective et juste et non pas aller jusqu'à mettre en branle toutes les directions à tous les niveaux pour ranimer chez les peuples de Yougoslavie les sentiments de rancune et d'hostilité envers les Albanais, jusqu'à mobiliser toutes les forces pour frapper, injurier, battre, tuer, mutiler et emprisonner la plus belle des fleurs, la vaillante jeunesse albanaise de Kosove et des autres régions albanaises.

Il n'est pas à l'honneur ni dans l'intérêt de la Yougoslavie que la moitié de la police serbe et de la milice de Belgrade, armées jusqu'aux dents, déferle sur la Kosove, encercle ses villes avec des chars, remplisse son ciel d'avions et ses aérodromes de parachutistes.

Non, cela ne devait pas se produire. Nous condamnons sévèrement cette violence sans précédent en Kosove. Il faut en trouver les véritables responsables, mais ceux-ci ne sont pas en Kosove, ni en République populaire socialiste d'Albanie, comme on l'insinue et on le laisse sous-entendre. Il faut les chercher plus en profondeur, dans les raisons subjectives et objectives, dans la politique suivie par la direction yougoslave.

Les manifestations et les justes revendications des étudiants et du peuple albanaise de Kosove ont été regardées et interprétées de façon erronée, elles ont été traitées avec hostilité et avec une brutalité extraordinaire. Nous pensons qu'il fallait traiter ces questions avec sang-froid et sagesse, en tenant surtout compte du fait que la population albanaise en Yougoslavie a toujours été victime d'injustices et que, dans l'histoire lointaine comme dans l'histoire récente, des forces chauvines se sont efforcées de se venger féroce sur elle.

A vouloir intimider un peuple en lui appliquant des épithètes monstrueuses et en envoyant contre lui des chars, comme on le fait avec les Albanais en Yougoslavie, on n'atteint aucun but. Avec les Albanais de Kosove, de Macédoine, du Monténégro et avec ceux qui ont émigré à cause de la misère et du chômage, il faut discuter posément, avec calme, avec pondération et sans préventions malveillantes. Ils doivent jouir de tous les droits et de l'égalité complète avec les autres peuples de la Fédération yougoslave.

Toute juste proposition ou revendication des Albanais vivant en Yougoslavie, mais qui déplaît aux directions fédérale et régionale et trouble leur tranquillité, est aussitôt qualifiée d'«hostile, inspirée du chauvinisme albanais, irrédentiste», etc. Ainsi, toute protestation contre les injustices qui leur ont été et qui leur sont faites, et elles ne sont ni petites ni rares, suscite les mêmes formules offensantes.

Que veut dire dans la bouche des Yougoslaves l'épithète de «nationaliste» qu'ils appliquent aux Albanais ? Ce terme dérive, comme chacun sait, des mots nation, nationalité. Tout dictionnaire, petit ou grand, l'explique clairement. Mais dans la bouche des Yougoslaves l'épithète de «nationaliste» tend à amener ceux à qui ils l'appliquent à se soumettre à la grande nation, à cesser d'aimer leur pays, leur patrie et leur nation.

Lorsqu'on cherche à nier à une nation sa nationalité, sa souveraineté et tous les attributs qui en découlent, les mots de nation, de nationalité, que les Yougoslaves ont constamment à la bouche et qu'ils écrivent sur le papier, ne sont que démagogie. Cela provoque des frictions qui mènent aussi à des confrontations regrettables et dangereuses. Si l'on tente d'opprimer un peuple et de liquider ses traditions et ses aspirations nationales, on sera inmanquablement confronté à une réaction d'autodéfense.

Il n'y a que le marxisme-léninisme et le socialisme scientifique, la théorie de Marx, d'Engels, de Lénine, et de Staline, qui résolvent de façon juste les problèmes nationaux.

En République socialiste fédérative de Yougoslavie, on est allé jusqu'à créer, dans la république de Bosnie-Herzégovine, en Kosove et partout où vivent des Albanais, «une nationalité musulmane». On prétend que la «nationalité musulmane» serait spécifique à la Yougoslavie. Mais étonnamment, en Yougoslavie il n'y a ni «nationalité chrétienne orthodoxe» ni «nationalité catholique romaine». Quiconque voudrait des explications à ce propos n'a qu'à lire le mémoire que V. Cubrilovic, ancien conseiller politique sous le régime monarchique, ancien ministre de la R.S.F.Y. et actuellement académicien de Yougoslavie, adressait en 1937 au gouvernement royal de Stoyadinovic.

A la lecture de ce mémoire, on comprend encore mieux pourquoi toute action des Albanais de Kosove, pourtant conforme à la Constitution et aux lois de la Fédération, est aussitôt qualifiée de «chauvinisme albanais», pourquoi les gens sont si facilement traités d'«irrédentistes» pour être enfermés dans des prisons et des camps de concentration. Pour pouvoir accuser d'irrédentisme tout un peuple, toute une nation de plus de deux millions d'habitants, comme l'est la partie de la nation albanaise qui vit sur ses propres territoires en Yougoslavie, il faut ne pas être soi-même chauvin et avoir supprimé toutes les causes et les sources des injustices nationales, qui sont le fait des impérialistes et de l'ancienne féodalo-bourgeoisie balkanique. Si, après la lutte de libération nationale, on a appliqué, comme on le prétend, le principe de l'autodétermination des peuples, alors pourquoi devrait-il y avoir de l'irrédentisme ?

Avant de parler d'un soi-disant irrédentisme, il faut expliquer l'histoire passée, le retard économique et culturel, le chômage massif et l'émigration forcée des Albanais, qui constitue l'émigration la plus nombreuse de Yougoslavie à l'étranger. On ne saurait expliquer la situation en Kosove par la «crise mondiale», comme veulent le faire certains dirigeants yougoslaves, soi-disant théoriciens, de la Fédération et de Kosove.

Pour ce qui est du prétendu chauvinisme albanais, il faut dire que le caractère de l'Albanais et son histoire séculaire s'inscrivent en faux contre les accusations portées aux Albanais de Yougoslavie. Les Albanais n'ont jamais opprimé, ni exploité de peuples. Ils n'ont jamais attaqué ni démembré les terres des autres peuples. Les Albanais, par contre, ont connu ce sort. Aussi le chauvinisme doit-il être recherché et trouvé ailleurs et non pas chez les Albanais de Kosove ni chez les Albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, qui constituent un peuple et une nation. Le chauvinisme est à rechercher justement chez ceux des dirigeants yougoslaves qui ont ordonné l'attaque avec des chars et des policiers serbes, qui ont tué, ensanglanté, torturé et emprisonné les étudiants, les ouvriers et les paysans albanais, les petits-fils et les petites-filles des héros de notre peuple, Isa Boletini, Bajram

Curri, Abdyl et Naim Frashëri, Sulejmn Vokshi, Ymer Prizreni, Azem et Shote Galica, çerciz Topulli et Selam Salaria, les frères et compagnons d'armes de Ilajdar Dushi, Hysni Kapo. Miladin Popovic, Etnin Duraku et de milliers d'héroïques partisans albanais, monténégrins et macédoniens, qui ont combattu côte à côte, en frères et ont versé leur sang en Yougoslavie pour la liberté, l'indépendance et l'autodétermination des peuples de Yougoslavie.

Demanderait-on, à Belgrade, que l'Albanais ne soit plus patriote ? Non, l'Albanais ne cessera jamais de l'être. Il s'est toujours défendu avec héroïsme et a triomphé de ses ennemis, parce qu'il a toujours été dans son droit. Partout où il vit, travaille et combat, l'Albanais fait toujours preuve de maturité et de patience. Ne poussez pas le peuple albanais à bout, il est patient, mais quand l'Albanais prend feu, le silex même s'enflamme.

L'histoire séculaire des Albanais et celle de l'époque de la Lutte de libération nationale ont confirmé que notre peuple a versé le sang de ses fils et de ses filles pour venir aussi en aide aux peuples voisins frères. Il se caractérise par un esprit de sacrifice élevé et un profond sentiment internationaliste. Nous avons souhaité et nous souhaitons entretenir des relations de bon voisinage avec la Yougoslavie. Notre attitude reste inchangée. Si qui que ce soit, l'impérialisme ou le social-impérialisme, attaque la Yougoslavie, notre peuple, l'Albanie socialiste, combattront aux côtés des peuples de Yougoslavie. Cela, nous l'avons dit et nous le ferons.

Notre opinion publique et l'opinion internationale ne sauraient pactiser avec les actes barbares qui sont commis contre les Albanais de Yougoslavie. La direction yougoslave doit se montrer pondérée, étudier et résoudre judicieusement ses problèmes intérieurs et non pas abreuver les autres de leçons «sur la modération à observer, sur la solution pacifique des conflits et sur le respect des droits de l'homme et des peuples», etc.

Nous estimons qu'il convient d'apaiser les rancunes, et que cela incombe au premier chef aux dirigeants yougoslaves. Les questions concernant les Albanais qui vivent en Yougoslavie doivent être étudiées avec sang-froid, avec sagesse et dans un esprit de justice. Si l'on agit autrement, la plaie ne se cicatrisera pas, au contraire, le fossé s'approfondira. Nous ne voulons pas que cela se produise et nous sommes prêts à contribuer, en toute loyauté, de toutes nos forces, du cœur et de l'esprit, à préserver l'amitié avec les peuples frères de Yougoslavie, à préserver les rapports de bon voisinage établis, à venir en aide, comme par le passé, dans tous les domaines, à nos frères albanais, à développer les relations commerciales et les échanges culturels avec eux, comme nous le faisons d'ailleurs avec les autres peuples de Yougoslavie, conformément aux accords conclus conjointement entre la République populaire socialiste d'Albanie et la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

C'est ce qu'exige l'intérêt de nos deux Etats, c'est ce qu'exigent l'amitié et les relations de bon voisinage entre eux, sans aucune ingérence dans les affaires intérieures de l'un l'autre.

L'Albanie ne s'est ingérée ni ne s'ingérera dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. C'est là un principe de base de notre politique. Tout en exprimant nos points de vue sur les récents événements de Kosove, nous ne nous immisons pas dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Mais nous élevons la voix, et nous avons le droit de le faire, lorsque nos frères sont l'objet d'injustices, lorsqu'on recourt contre eux à la violence et à la répression, lorsqu'on entend employer divers slogans, comme le chauvinisme albanais, l'irrédentisme, etc., pour discréditer la jeunesse et la population albanaises de Kosove. De même que la Yougoslavie et tout autre Etat ont le droit de défendre et de revendiquer les droits de leurs minorités nationales, nous avons nous-mêmes le droit de le faire pour les nôtres. Les traités comme le traité de Londres, le traité de Versailles et tout autre traité impérialiste, ne passent plus sur le dos du peuple albanais. Que cela soit clair pour tous, amis et ennemis, grands et petits, Etats impérialistes et révisionnistes, anticommunistes et pseudo-socialistes, ainsi que pour nos camarades et frères communistes et les hommes progressistes !

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 8 avril 1981

LE COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE DOIT INFLUER SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SCIENCE ET SUE LA MISE EN (OEUVRE DE SES ACQUIS

Extraits d'une intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA

[Cette réunion analysa le rapport présenté par le Comité de la science et de la technique sur «Le travail accompli pour la qualification des cadres et les problèmes qui se posent dans ce domaine en vue d'appliquer les tâches fixées par le 8^e plénum du CC du Parti».]

6 mai 1981

Au début de la réunion, le camarade Enver Hoxha posa aux camarades du Comité de la science et de la technique quelques questions sur la réalisation des tâches fixées par le 8^e plénum du CC du Parti. Il s'intéressa à l'organisation du Comité de la, science et de la technique, à ses fonctions et à ses compétences, à ses rapports et à sa coopération avec l'Académie des sciences, l'Université et les autres institutions scientifiques au pays. Après avoir entendu les réponses et les interventions des camarades concernant la question inscrite à l'ordre du jour, le camarade Enver Hoxha dit entre autres:

La science chez nous a connu un essor satisfaisant, mais je ne pense pas que pour juger cet essor il y ait lieu d'user de termes dithyrambiques. Nous avons jeté les fondements du développement de plusieurs branches de la science et avons obtenu des succès ; nous avons ouvert des horizons nouveaux aux sciences plus avancées et à leurs ramifications. Dans ces conditions, nous avons pour devoir de savoir diriger, d'employer nos forces matérielles, spirituelles et physiques non pas aveuglément et pour résoudre des problèmes occasionnels, mais en procédant méthodiquement et en utilisant nos capacités surtout dans les branches de la science et de la technique qui fournissent une transformation positive plus considérable et qui, naturellement, exigent une haute technologie, des connaissances plus approfondies et des méthodes de travail plus avancées dans les études théoriques et dans leur application.

Parallèlement aux organes de l'administration d'Etat qui dirigent en fait les affaires, il existe aussi, au sommet comme à la base, des instituts d'études ainsi que d'autres organismes qui dans leur travail de recherche et dans les sciences appliquées, suivent beaucoup de formes et de méthodes de travail dont certaines sont avancées (mais qui, malgré tout, sont arriérées par rapport aux méthodes modernes que nous devons parvenir à mettre en œuvre) et d'autres, artisanales et vieillies.

Ces différences de niveau dans la situation doivent être rendues publiques et connues. Chaque ministère, institution scientifique *et* entreprise doit non seulement en être au courant mais aussi prendre des mesures efficaces pour les éliminer avec détermination et suivant un plan.

D'où la nécessité pour le Comité de la science et de la technique que nous avons créé de connaître la situation, de définir des tâches et de donner des orientations en vue du développement des sciences et de l'application rigoureuse de leurs conquêtes dans la pratique.

L'activité de l'homme et la pratique sociale sont à la source de la science et de la technique. La technique développe la science, et celle-ci elle-même modernise la technique. Elles sont étroitement liées entre elles. C'est là un processus dialectique que nous devons comprendre et qui doit nous guider.

Par les questions que j'ai posées, j'ai cherché à savoir comment on étudie chez nous l'expérience universelle, car désormais la science est devenue l'affaire de tous les pays et de tous les peuples du monde. Il ne s'agit pas des secrets de la technologie spéciale mais des sciences en général qui sont devenues une nécessité pour tous et dont chacun peut profiter si l'on en organise l'étude et l'application dans la pratique comme il convient. Et à cet égard des tâches considérables nous incombent.

Je pense qu'il existe chez nous des conceptions et des tendances qui ont longtemps subsisté aussi dans d'autres pays. La révolution technique et scientifique est en réalité un processus qui produit des transformations profondes dans la vie de la société et donne une impulsion au développement de l'économie et de la culture. C'est là à mon sens, sa signification et son objectif. Et cette conception de la révolution doit se matérialiser dans une planification et une méthode de travail précises. En ce domaine, on rencontre des conceptions naïves ou primitives qui ne distinguent pas bien les limites d'entre la science proprement dite et une petite amélioration technologique.

Nous avons besoin des deux, de la science pure et de l'amélioration technique, si peu importante soit elle. Toutefois, la science proprement dite n'est pas quelque chose de banal, elle est la synthèse hautement élaborée d'une longue expérience qui ouvre de vastes horizons au savoir et à son application actuelle et future.

C'est pourquoi les gens de chez nous, partout où ils travaillent et où ils luttent, doivent apprécier à sa juste valeur tant le travail scientifique proprement dit que celui qui est fait pour appliquer les acquis de la science dans la pratique. L'application de la science commence par une expérimentation en laboratoire ou hors du laboratoire sur laquelle repose la production à grande échelle. Les expériences effectuées dans les mines, dans les laboratoires et dans le domaine de l'agriculture sont à l'origine des synthèses scientifiques qui font progresser la science.

L'important est de comprendre (et c'est là la ligne du Parti) que ce ne sont pas les appareils et les ronds-de-cuir qui décident des destinées du progrès. Les appareils mis en place par le Parti l'ont été suivant notre idéologie marxiste-léniniste. Sans eux il ne peut y avoir de dictature du prolétariat, il ne peut y avoir que de l'anarchie, de l'anarchosyndicalisme et de la décentralisation révisionniste autogestionnaire. Mais nos appareils et les permanents qui y travaillent doivent être des appareils et des hommes révolutionnaires habiles, dynamiques et justes, des ennemis de l'apathie, du bureaucratisme et de la routine, soutenir le nouveau et en même temps appuyer l'esprit novateur et la science. Notre idéologie elle-même est une science et c'est précisément celle qui dirige toutes les autres dans l'intérêt du développement du socialisme et de la construction intégrale de notre société socialiste.

Notre science marxiste-léniniste n'est pas dogmatique en théorie et elle ne doit pas l'être dans la pratique non plus. La juste compréhension de notre science et la bonne assimilation du marxisme-léninisme conditionneront aussi une juste conception et une parfaite application des acquis de toutes les sciences et de leurs méthodes dans tous les domaines de notre vie. En particulier, le Comité de la science et de la technique ne devra jamais perdre de vue ces questions qui constituent des problèmes cardinaux pour notre pays, notre science et notre technique.

La science, comme l'art, la littérature et la justice, est un phénomène social. La science ne croît pas sur la civilisation comme un épiphénomène isolé, au contraire, elle plonge ses racines dans le terrain social, politique, économique et idéologique. Elle est née à une époque historique donnée et son développement et son application sont aussi conditionnés par le caractère de l'ordre social.

Nous constatons, par exemple, que la naissance des idées rationnelles chez les philosophes grecs de l'antiquité a brisé le cadre de la mythologie et a inauguré l'ère de la cosmogonie. Cela tient à l'esprit laïque et libéral de l'Ionie à l'époque d'Anaximandre, d'Anaximène, de Xénophane de Colophon et surtout de Thalès de Milet, puis de philosophes éminents comme Démocrite, Aristote, Epicure et d'autres. C'est ainsi que s'explique aussi la méthode cartésienne, produit de cette étape historique, qui triompha au XVII^e siècle et libéra la pensée philosophique de l'autorité de l'Eglise. La théorie et la méthode de Descartes dans les sciences, comme l'astronomie, la biologie et la physique, constitua un progrès pour l'époque. Sa méthode était une méthode rationnelle qui correspondait à la pensée avancée de son temps. De même, on peut dire que l'œuvre d'Ampère, de physiciens et de chimistes comme Gay Lussac et d'autres, n'est pas sans rapport avec le génie des romantiques et la révolution bourgeoise.

Le développement de la science se rattache donc aux diverses époques de la civilisation qui constituent une suite, une chaîne. Chaque étape de la science s'intègre dans une étape donnée de la civilisation et évolue en même temps qu'elle, en conservant les fondements des acquisitions des époques antérieures. C'est la propulsion de la société dans son ensemble qui engendre le développement de la science.

Chez nous, le développement de la science correspond à l'étape de la construction du socialisme, il se fonde sur les conceptions matérialistes et dialectiques et non pas sur les conceptions déterministes de l'Europe du XVIII^e siècle. Or, comme en témoigne l'histoire de la science, ce sont les acquis antérieurs qui ont permis la naissance et le développement de la mécanique, laquelle, dans son élan, a conduit aux principes de l'énergie et de la thermodynamique. A cette époque la science a été dominée et pénétrée par la mécanique. Plus tard, elle a été sujette à d'importants changements qualitatifs et, dépassant le stade du mécanicisme, elle a continué d'avancer en se différenciant et en confirmant à chacun de ses pas le développement matérialiste et dialectique du monde. Actuellement, la science universelle en marche est caractérisée par une discipline rigoureuse. Nous ne devons jamais l'oublier.

J'ai souligné en d'autres occasions que les mathématiques, en tant que science à part, sont une discipline très rigoureuse, très exacte. Il n'est pas de savant qui n'affirme qu'une science, surtout une science naturelle, quelle qu'elle soit, est d'autant plus parfaite qu'elle est exprimée sous des formes mathématiques. Nous avons vu que cela va jusqu'à s'appliquer à la biologie et que la lutte pour l'existence est mise en équation. L'économie aussi, en tant que science, suit cette voie et utilise l'appareil mathématique pour résoudre ses problèmes.

L'électricité est devenue aujourd'hui le moteur du monde moderne et la production et l'utilisation de l'énergie électrique caractérisent la civilisation actuelle. La majeure partie de l'activité quotidienne de l'humanité se déploie sous le signe de la force de Volta, d'Orsted, d'Ampère et de Faraday. La production actuelle, la technique et la technologie qui en sont à la base sont inconcevables sans l'utilisation directe ou indirecte de l'énergie électrique. Le niveau du développement matériel de la société dépend directement de la quantité d'énergie électrique consommée dans tous les domaines. Sans électricité on ne peut avancer. J'ai déjà évoqué plus largement et plus en détail l'importance de l'énergie en général et le Comité de la science et de la technique, dans tout son travail de création et d'assistance, doit attacher une importance primordiale à la connaissance et à l'utilisation des méthodes mathématiques dans la solution des problèmes de l'énergétique.

La science développe la pensée, la libère des chaînes de l'idéalisme, des superstitions et du mysticisme religieux. Elle découvre et traite les méthodes les plus efficaces et les plus rationnelles de la pensée et de l'action. En développant la science, en transformant la nature et la société, l'homme se transforme et se développe lui-même. Plus vite avance la science, plus loin elle se pousse et plus le brouillard et les ténèbres de la religion et du mysticisme sont dépassés et disparaissent.

Les sciences naturelles et sociales constituent le système de connaissances historiquement acquises par les hommes et les diverses civilisations et dont l'exactitude est confirmée par la pratique sociale.

Le marxisme nous enseigne que les sciences reflètent dans la conscience des hommes les lois objectives de la nature et de la société. Les connaissances théoriques et scientifiques se distinguent des connaissances de la pratique et des connaissances empiriques que les hommes acquièrent chaque jour dans la vie. La science confère à l'activité pratique des gens un caractère conscient. Non seulement elle explique, mais aussi elle prévoit.

Bien qu'elles constituent deux domaines différents, la science et la technique sont étroitement liées entre elles. On discute beaucoup sur le plan théorique la question de savoir si c'est la science qui engendre la technique ou si c'est la technique qui est à l'origine de la science. Je ne m'arrêterai pas à traiter de cette question. Nos classiques l'ont depuis longtemps éclaircie. Marx apprécie à leur juste valeur les instruments de travail, la technique et la technologie, mais la force principale qui les crée, qui les met en mouvement et qui les perfectionne chaque jour davantage, est l'homme.

Les théoriciens bourgeois fétichisent la technique et développent ainsi le technicisme. Il faut traiter avec beaucoup d'attention cette question parce que les théoriciens bourgeois séparent la technique de la vie sociale, la tiennent pour indépendante de celle-ci, la considèrent comme le produit de quelques inventeurs géniaux ou d'une élite de scientifiques, et c'est pourquoi nous devons être très attentifs sur cette question. En fait, en dépit du grand rôle qu'y jouent des individus éminents, la science et la technique naissent et se développent sur la base de la pratique sociale, de l'expérience des larges masses travailleuses.

Je souligne cela, camarades, parce que nos constructeurs et producteurs doivent acquérir des connaissances scientifiques et développer la technique moderne, ils doivent les comprendre théoriquement et les regarder dans l'optique de notre théorie marxiste-léniniste pour éviter de verser dans les interprétations et les déviations du monde capitaliste et révisionniste.

J'en viens maintenant concrètement à la question que nous sommes appelés à examiner. Le rapport qui nous est présenté sur le problème de la qualification post-universitaire fait apparaître que le «travail effectué n'a pas satisfait les besoins des différents secteurs de la production».

J'ai souligné plus haut pourquoi cela se produit ; il faut travailler mieux et de façon plus organisée. Mais je tiens à rappeler que ce serait une erreur de penser que le Comité de la science et de la technique doit être seul à résoudre ce problème alors que les autres peuvent rester les bras croisés et, sans étudier les problèmes en temps opportun, au niveau de chaque secteur, compte tenu du degré de développement, demandent seulement le nombre des personnes désignées, avec leurs nom et spécialité, ce qui est insuffisant. Ce que je viens d'évoquer s'est produit réellement et continue de se produire. Le Comité de la science et de la technique ne doit pas être un appendice de la Commission du Plan d'Etat, mais un Comité attaché au gouvernement.

Malgré nos lacunes, le nombre des gens instruits dans notre pays est considérable. Le goût de l'étude est également sensible et l'on ne peut pas dire que le niveau des connaissances des gens de chez nous ne s'est pas élevé, mais la conclusion énoncée dans le rapport est significative, et il convient donc de faire une analyse plus approfondie des facteurs négatifs existants et, ce qui est important, prendre des mesures en vue de régulariser et d'assainir la situation.

Dans ce rapport, il est question de donner «un caractère plus massif à la qualification des cadres supérieurs». Cette forme, selon moi, peut être efficace seulement au cas où le contrôle de la qualification, la direction et les exigences seront très rigoureuses.

Il faut comprendre et bien se persuader que quiconque, là où il travaille, où il lutte et produit, a besoin d'apprendre, de se qualifier non pas seulement pour obtenir un certificat d'attestation professionnelle mais pour devenir capable de produire le plus et le mieux possible.

Je pense que, dans les cours de qualification, il faut faire un gros effort et veiller surtout à la qualité. Dans ce rapport, il est question de l'élaboration d'un plan quinquennal visant la spécialisation. C'est juste et c'est ainsi qu'il faut agir, mais j'aimerais quand même donner un conseil : il faut préparer à cet effet un plan objectif et non pas un plan gonflé, subjectif et irréalisable. Il ne faut pas affaiblir le rendement des écoles supérieures et des entreprises de production en détachant de leur travail des cadres, pour soi-disant faire acquérir un plus haut niveau de spécialisation aux universitaires. Nous ne devons pas affaiblir la base, car seule une spécialisation bien mesurée et rationnelle peut donner de bons résultats. Et les cadres, et la base ont leur importance, mais la base, la production est primordiale.

Ce plan doit être élaboré avec une grande rigueur. Si la base ne travaille pas sérieusement pour résoudre ce problème, le travail fait d'en haut, par le Comité de la science et de la technique, par la Commission du Plan de l'Etat et le ministère de l'Education et de la Culture laissera beaucoup à désirer.

L'approbation de ce plan est prévue pour le mois de juin de l'année en cours. Je vous demande si ce délai a été bien calculé. Est-ce que le ministère et l'Université ont élaboré les plans et les programmes et ont désigné les cadres en tenant compte du poids de leur travail, de leurs secteurs, de la charge et de la qualité de leurs cours ?

Il me semble que le délai de trois ans de spécialisation pour nos conditions, je parle de nos conditions actuelles, du niveau de la science chez nous et, de ses exigences, de notre capacité instructive, théorique et expérimentale, est trop long.

Voilà ce que j'avais à dire. Maintenant, je vous prie, vous, cadres dirigeants du Comité de la science et de la technique, camarades membres du gouvernement, du secteur concerné du Comité central, de tenir compte au cours de l'activité du Comité, des observations et des interventions qui ont eu lieu ici.

Rapports et Discours 1980-1981

LA DEMANDE DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE RÉPUBLIQUE À LA KOSOVE EST JUSTE

Article paru dans le journal «Zëri i popullit»

17 mai 1981

Tour à tour les états-majors politiques de Yougoslavie, à tous les niveaux, depuis les instances inférieures jusqu' aux instances suprêmes, depuis les régions, les républiques jusqu'à la Fédération, depuis les organisations de base jusqu'au Comité central de la LCY, se sont réunis pour discuter des événements de Kosove. C'est partout l'anathème jeté sur le peuple et la jeunesse de Kosove, partout des menaces, des injures, des offenses ! Le chauvinisme grand-serbe et anti-albanais submerge la Yougoslavie. Les dirigeants yougoslaves rivalisent d'éloquence pour dissimuler les véritables causes des manifestations et des révoltes de la population albanaise de Kosove, pour cacher les massacres inhumains et les actes de barbarie des troupes serbes, pour dénigrer les Albanais de Kosove. C'est à qui proposera le premier les mesures les plus draconiennes, présentera les plans les plus répressifs et les plus anti-humanitaires à leur encontre.

Mais aujourd'hui, dans cet article, nous n'avons pas l'intention de revenir sur l'explication des événements tragiques de Kosove, de montrer où ils ont leur source et qui les a provoqués.

Nous avons exprimé notre point de vue et notre position sur ces questions dans les articles qui ont paru les 8 [L'article «*Pourquoi a-t-on recouru à la violence policière et aux chars contre les Albanais de Kosove ?*»] et 23 avril. [L'article «*Qui attise l'inimitié entre les peuples de Yougoslavie ?*» paru dans le journal *Zëri i popullit* du 23 avril 1981 (Voir *A propos des événements de Kosove*, éd. fr., p. 21, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1981).] Nous n'avons rien à y retrancher ni à y ajouter. Ce que nous avons à dire nous l'avons dit ouvertement, directement, sincèrement et avec un sentiment élevé de responsabilité.

Nous avons pensé qu'après les premières secousses et les premiers désarrois, à la direction yougoslave on verrait prévaloir la raison, le sang-froid, le jugement réaliste et objectif des causes qui ont conduit à la nouvelle tragédie de Kosove, et que les intérêts supérieurs des peuples de Yougoslavie, l'amitié et l'unité des nations et des nationalités qui la constituent prévaudraient sur les anciens et nouveaux préjugés nationalistes.

Il n'en a rien été. Au contraire tous les organismes et les organes gouvernementaux et de la Ligue des communistes ont donné libre cours à une furieuse vague de chauvinisme, non seulement contre les Albanais de Kosove, mais aussi contre le Parti du Travail et la République populaire socialiste

d'Albanie, contre leur ligne et leur politique justes dans leur attitude à l'égard de la Yougoslavie. Ils accusent l'Albanie ni plus ni moins que de «s'être ingérée dans les affaires intérieures de la Yougoslavie».

Nous nous serions ingérés dans leurs affaires, parce que nous avons dénoncé publiquement les massacres qui ont été perpétrés en Kosove, parce que nous avons dit, ce qui est vrai, que les tués, les blessés et les emprisonnés s'y comptent par milliers ! Les dirigeants yougoslaves attendaient-ils que nous leur envoyions nos félicitations pour ces crimes et ces actes de barbarie ? Nous serions intervenus chez eux, parce que nous avons dit dans nos articles que les Kosoviens ont le droit de demander le statut de république fédérée ! Mais c'est là une revendication légitime, c'est une revendication du peuple de Kosove et elle n'a pas été inventée par nous.

Les dirigeants yougoslaves, ces jours-ci, ont beaucoup parlé de cette question, mais personne n'a expliqué pourquoi la Kosove ne peut devenir une république. Ils se sont bornés à répéter l'un après l'autre que la demande de Kosove de devenir une république fédérée serait réactionnaire, contre-révolutionnaire, chauvine, etc. Cette position n'est pas seulement dépourvue de tout fondement, elle est aussi en ouverte et totale opposition avec la position programme sur la question nationale prise par le PCY durant la guerre ainsi qu'avec de nombreuses déclarations des plus hautes personnalités du Parti et de l'Etat yougoslaves. Mais reportons-nous plutôt aux documents.

Un peu d'histoire sur la manière dont est traité le problème national des Albanais en Yougoslavie

A la Conférence des ambassadeurs des grandes puissances qui se tint à Londres en 1913, l'Albanie fut démembrée. En dépit des nombreuses protestations par la voie diplomatique et l'opposition armée du peuple albanais, une grande partie du Nord-Est du pays, la Kosove et d'autres régions albanaises furent annexées aux royaumes de Serbie et du Monténégro.

En 1919, à Versailles, la Conférence de la Paix, malgré les justes revendications du peuple albanais, confirma le démembrement des territoires albanais décidé par les puissances impérialistes à Londres et les laissa à l'intérieur des limites du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qu'elle créa.

Pendant une longue période, le Parti communiste de Yougoslavie a condamné l'oppression nationale à l'encontre des Albanais, qui «étaient asservis et voués à l'extermination» par «la politique nationaliste des hégémonistes grands-serbes», comme l'écrivait Tito dans le journal «Proleter». De même, pendant un certain temps, il s'en est tenu à la thèse selon laquelle les peuples qui composaient le royaume de Yougoslavie devaient se voir reconnaître le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession.

Dans l'article intitulé «Contre le danger de guerre, contre l'offensive de la réaction fasciste ! Unissons aussi en Yougoslavie toutes les forces démocratiques dans le front populaire de combat», publié dans «Proleter», organe du CC du PCY, le 2 février 1937, Tito écrivait : «Le but de cette guerre dans laquelle les masses du peuple s'engageront de toutes leurs forces, doit être à tout prix la solution urgente de la question nationale, conformément au principe du droit démocratique à l'autodétermination...»

Dans un autre article intitulé «La question nationale en Yougoslavie à la lumière de la Lutte de libération nationale» paru encore dans «Proleter» à la fin de décembre 1942, et considéré comme un document programme du PCY sur la question nationale, Tito soulignait que «le Parti communiste de Yougoslavie n'a pas renoncé ni ne renoncera jamais à son principe énoncé par nos grands éducateurs et dirigeants Lénine et Staline, et selon lequel chaque peuple a le droit de décider lui-même de son sort et cela jusqu'à la sécession... La question de la Macédoine, la question de la Kosove et de Métohia, la question du Monténégro, la question de la Serbie, la question de la Croatie, la question de la Slovénie, la question de la Bosnie et de l'Herzégovine seront facilement réglées à la satisfaction de tous. C'est seulement ainsi que le peuple résoudra lui-même cette question, et chaque peuple est en train de conquérir ce droit, l'arme à la main, dans l'actuelle Lutte de libération nationale».

Dans les «Thèses sur la question nationale en Kosove et Métohia» qui furent soumises par un des principaux dirigeants du PCY, Mosa Pijade, à la V^e Conférence du pays tenue à Zagreb en octobre 1940, il est dit : «La question nationale ici (en Kosove — N.d.R.) peut être résolue par la formation de la république libre ouvrière et paysanne de Kosove, à travers le renversement révolutionnaire du régime fasciste impérialiste de la bourgeoisie «grande-serbe». Ce règlement signifie pour les Albanais, les Turcs et les musulmans slaves l'accession à la libre propriété de la terre, leur affranchissement de l'oppression nationale et l'obtention des conditions requises pour leur libre et entier développement national, politique et culturel». [*Arhiv F.N.R.J. Fond : «Centralni Komitet K.P.J. Broj 12-14, 1940, Teze o nacionalnom pitanju na Kosmetu sa V zemaljske Konferencije K.P.J.»*]

Le Parti communiste de Yougoslavie reconnaissait donc au peuple de Kosove, comme à tous les autres peuples de Yougoslavie, le droit à l'autodétermination, jusqu'à la sécession, le droit d'avoir sa propre république. Ces droits, le peuple de Kosove les conquerrait en participant à la lutte antifasciste et de libération. Et les Albanais de Kosove ont participé à cette lutte en apportant leur précieuse contribution à la libération de Kosove et des peuples de Yougoslavie.

A la fin de 1944, les brigades et autres formations de partisans en Kosove, comme l'a écrit Fadil Hoxha, comptaient plus de 50 000 combattants. Au cours de cette lutte des milliers de partisans albanais donnèrent leur vie pour la liberté et les droits nationaux.

Conformément à la décision prise à la V^e Conférence du PCY de 1940, durant toute la Lutte de libération nationale le Comité régional du PC pour la Kosove et la Métohia maintenait des liens directs avec le Comité central du PCY. Il était sur le même rang et avait les mêmes attributions et compétences que les plus hautes instances du parti en Serbie, en Macédoine, au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine. Et le principal état-major militaire créé en Kosove durant la guerre était lié directement à l'Etat-major suprême de Yougoslavie. Ainsi, durant la guerre, le Parti, l'Armée de libération nationale, les Conseils, le Front, etc., en Kosove ne relevaient pas de la Serbie et ne fonctionnaient pas dans son cadre, mais ils étaient, tout comme ceux des autres nationalités, directement rattachés aux instances centrales de Yougoslavie.

Se fondant sur les décisions prises et les orientations données par le PCY pour l'autodétermination des nations, le Comité régional du PCY pour la Kosove et la Métohia décida en novembre 1943 de convoquer la conférence fondatrice du Conseil de libération nationale pour la Kosove et la Métohia. Cette conférence se tint dans le village de Bujan, dans la Malesia de Gjakova, le 31 décembre 1943 et les 1^{er} et 2 janvier 1944. Y participèrent 49 délégués, dont 43 albanais et 6 serbes et monténégrins. C'étaient des représentants des conseils de libération nationale des principaux centres et des villages, des formations partisans et des communistes de toutes les régions de Kosove. La Conférence se tint à la même époque où les autres nations aussi de Yougoslavie fondèrent leurs organes suprêmes du pouvoir issus de la Lutte de libération nationale, alors que chaque nation réalisait, selon ses vœux et sa volonté, le droit à l'autodétermination.

Le document principal de la Conférence fondatrice du Conseil de libération nationale pour la Kosove et la Métohia est la Résolution dans laquelle s'exprime l'attitude de toute la population à propos de l'avenir de la Kosove.

«La Kosove et le Rrafsh (Plateau) de Dukagjin, est-il dit dans cette résolution, est une région habitée en majeure partie par le peuple albanais, qui aujourd'hui comme toujours souhaite s'unir à l'Albanie. Aussi estimons-nous de notre devoir de montrer au peuple albanais la juste voie qu'il doit suivre pour réaliser ses aspirations. La seule voie à suivre donc pour que le peuple albanais de Kosove et du Rrafsh de Dukagjin s'unisse à l'Albanie est celle de la lutte commune avec les autres peuples de Yougoslavie contre l'occupant nazi sanguinaire et ses suppôts, car c'est là la seule voie pour conquérir la liberté, grâce à laquelle tous les peuples, partant, le peuple albanais, seront mis en mesure de décider de leur sort en exerçant le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession. Le gage en est l'Armée de libération nationale de Yougoslavie et l'Armée de libération nationale d'Albanie avec laquelle elle est étroitement liée. En outre, cela est garanti par nos grands alliés, l'Union soviétique, l'Angleterre,

l'Amérique (Charte de l'Atlantique, Conférences de Moscou et de Téhéran)». [*Conseil populaire de la Région autonome de Kosove-Métohia 1943-1953. Prishtina 1955, p. 10.*]

La Résolution du Conseil de libération nationale de Kosove et de Métohia porte les signatures des héros du peuple, Xhevdet Doda et Hajdar Dushi, des martyrs Tefik Çanga, Xheladin Hana, etc., de Fadil Hoxha, Xhavit Ni-mani, Ymer Pula, Milan Mickovic, Liubomir Canic, Veli-sa Mickovic et d'autres délégués qui participèrent à la réunion.

Toutefois, cette décision, bien que conforme aux documents du PCY et aux déclarations de Tito sur l'auto-détermination des nations, se heurta à l'opposition de la direction du PCY, où prévalait désormais l'esprit nationaliste-chauvin et où les attitudes anti-marxistes pour le règlement de la Yougoslavie d'après-guerre s'étaient accentuées.

Dans la lettre du CC du PCY du 28 mars 1944, envoyée au Comité régional de Kosove et Métohia, relative aux décisions de la Conférence de Bujan, il était dit : «Vous n'auriez pas dû créer un comité provincial, car votre région n'est pas une province compacte distincte... La résolution ne fait pas apparaître clairement le caractère de votre Conseil provincial de libération nationale. Ce Conseil peut avoir seulement un rôle d'initiateur, être seulement un organe de l'unité politique des masses, mais nous ne pouvons lui reconnaître un caractère de pouvoir, encore qu'il doive diriger les conseils des échelons inférieurs là où ils existent. Et cela, parce que vous n'avez pas de territoires libérés...

«... Nous vous envoyons les recommandations suivantes sur la manière de traiter la question nationale. Vous devez avant tout comprendre et populariser plus largement les décisions de la II^e réunion de l'AVNOJ [*Conseil antifasciste de libération nationale de Yougoslavie.*] ; faire connaître l'essence et le but de ces décisions. Ces décisions assurent des droits égaux à tous les peuples, elles rendent possible le droit à l'autodétermination.

«Aujourd'hui il ne faut pas parler d'«unification» avec l'Albanie, car en ce moment il n'est pas question de délimitation de frontières entre la Yougoslavie et l'Albanie, toutes deux occupées par l'Allemagne, mais de la lutte armée que ces deux pays doivent mener pour se libérer des occupants fascistes.» [*Zbornik dokumenta podataka o Narodno-oslobodilackom Ratum jugoslovenskih naroda. Tom I. Knjiga 19. Borbe na Kosovu 1941-1944. Dok. 104, str. 462-464. Beograd 1969.*]

Et pourtant, les Albanais de Kosove et de toute la Yougoslavie continuèrent de se battre avec détermination contre les occupants fascistes, en espérant toujours conquérir, grâce à leur lutte, leurs droits nationaux.

A l'automne 1944 Miladin Popovic rentra d'Albanie en Kosove, où il reprit ses fonctions de secrétaire politique du Comité régional du PCY pour la Kosove. Dès 1943, il avait envoyé une lettre au CC du PCY, demandant que celui-ci définît le contenu concret du principe d'autodétermination et la manière dont ce principe serait appliqué pour les Albanais de Kosove. Dans cette lettre M. Popovic écrivait : «Nous avons toujours souligné le mot d'ordre de l'autodétermination pour demain. Ainsi il n'a pas été possible de mobiliser le peuple albanais contre l'occupant «libérateur»». Plus loin, il demande que «le CC du PCY adopte une attitude bien nette et définisse la forme de l'autodétermination des Albanais en Yougoslavie». [*Archiver, centrales du PTA, Dossier M. Popovic.*] Mais la direction yougoslave n'écoula pas ce communiste internationaliste, ce fils du Monténégro, et elle poursuivit dans sa voie.

A la libération de la Yougoslavie, les Albanais de Kosove et des autres régions attendaient, au nom de la contribution qu'ils avaient fournie dans la lutte contre les occupants, au nom du sang versé par des milliers de combattants qui tombèrent sur les champs de bataille, au nom des sacrifices innombrables du peuple tout entier, de se voir accorder les libertés politiques et les droits nationaux au même titre que les autres peuples de Yougoslavie.

Mais au lieu de cela, en Kosove fut établie, dès février 1945, l'Administration militaire. A cette époque, alors que la plupart des brigades de Kosoviens se battaient en Croatie et en Slovénie pour la

libération de toute la Yougoslavie, en Kosove firent irruption les 52^e et 46^e divisions serbo-monténégrines, la 50^e division macédonienne, etc. Des milliers d'Albanais furent tués et massacrés sous des accusations diverses. Sous le prétexte de la mobilisation militaire, des milliers d'autres furent envoyés au front.

Cependant qu'en Kosove l'administration militaire régnait et faisait la loi, à Belgrade on mettait à l'encan la Kosove entière. La première variante discutée par la direction yougoslave était le partage de la Kosove entre les trois républiques, Monténégro, Serbie et Macédoine. Ainsi était projeté un nouveau morcellement des régions albanaises analogue à celui qui était établi dans le Royaume yougoslave. A une réunion du CC du PCY qui fut tenue au début de 1945, Miladin Popovic s'opposa énergiquement à cette proposition. Il déclara que cette proposition était ouvertement contraire aux aspirations et aux droits des Albanais de Kosove, que ceux-ci avaient conquis au prix du sang versé et par la contribution qu'ils avaient fournie au cours de la Lutte de libération nationale.

Après quoi, il fut question de faire de la Kosove une unité autonome, qui ne fût pas distincte et dépendante de la Fédération, mais annexée à Tune des trois républiques : Serbie, Macédoine ou Monténégro. Finalement il fut décidé de l'annexer à la République de Serbie. [*Kosove, 2, 1973, pp. 76-78.*]

La solution qui fut apportée à la question de Kosove par la direction yougoslave n'était pas un juste règlement de la question nationale. C'était là une attitude arbitraire, une négation flagrante des droits souverains de la population de Kosove, une violation du principe de l'autodétermination des peuples.

La seule variante dont il ne fut pas discuté à l'époque à Belgrade, était celle consistant à laisser la Kosove s'unir à l'Albanie. La population de Kosove n'avait-elle pas exprimé ce vœu à la réunion de Bujan ? L'Albanie et la Yougoslavie n'avaient-elles pas été deux Etats alliés, qui avaient combattu et versé leur sang côte à côte ?

Le statut de la Kosove fut fixé sous le diktat de l'idéologie chauvine grande-serbe, héritée du Royaume yougoslave et conservée aussi dans la Yougoslavie d'après-guerre. C'est ce qui ressort aussi des propos que Tito tint au camarade Enver Hoxha en 1946, lui disant «la Kosove et les autres régions peuplées d'Albanais appartiennent à l'Albanie et nous vous les rendrons, mais pas maintenant, parce qu'actuellement la réaction grande-serbe n'accepterait jamais une chose pareille». [*Kosove, 2, 1973, pp. 76-78.*]

Tito admettait que la Kosove appartenait à l'Albanie, mais il n'était pas de bonne foi, car la direction yougoslave avait en fait décidé que la Kosove resterait sous la domination de la Serbie. En fait, une année auparavant, il avait déjà déclaré à la délégation albanaise de Kosove que «les peuples de Kosove et de Métohia créeront une fraternité et union si profondes que pour le peuple albanais il reviendrait au même de se trouver à l'intérieur des frontières de l'Albanie ou de celles de la Yougoslavie». [*Rilindja, 15 avril 1945.*]

Ce que Tito dissimulait, le chauvin serbe Rankovic le disait ouvertement et sans gants. Parlant de la question de l'annexion de la Kosove par la Serbie, dans une réunion extraordinaire de l'Assemblée antifasciste de Serbie en avril 1945, il déclarait que cette annexion «est la meilleure réponse à ceux qui tambourinent le danger de morcellement du territoire «serbe», à ceux qui accusent la Lutte de libération nationale de vouloir affaiblir les Serbes à l'avantage des Croates et des autres». [*Borba, 8 avril 1945.*]

Et les actuels dirigeants yougoslaves, déterminés qu'ils sont à rejeter la demande de la Kosove de recevoir le statut de république fédérée, cherchent à prouver que le peuple albanais de Kosove aurait décidé lui-même «par sa propre volonté» l'intégration de la Kosove dans la République de Serbie !

L'annexion de la Kosove à la République de Serbie n'a été ni demandée ni décidée par le peuple de Kosove. Cette décision a été prise de façon arbitraire par les instances supérieures de la Serbie. C'est ce qui ressort clairement des documents de l'époque.

A la réunion d'avril 1945 de l'Assemblée antifasciste de Serbie que nous venons d'évoquer, Dusan Mugosa, qui avait remplacé Miladin Popovic, assassiné un mois auparavant par les agents de l'OZNA [*Services secrets yougoslaves.*], prit la parole. Il déclara : «J'exprime le vœu du Conseil de LN de Kosove et de Métohia, que nous aussi, peuple de Kosove et de Métohia, soyons annexés à la Serbie fédérative sœur». [*Borba, 8 avril 1945.*] Cette déclaration de Dusan Mugosa est considérée comme «une expression du libre consentement et de l'autodétermination du peuple de Kosove». Le 9 avril 1945, le journal «Borba» annonçait en gros caractères que la réunion de l'Assemblée antifasciste du peuple libéré de Serbie avait «exaucé le vœu» des peuples de Kosove et de Metohia de s'unir à la Serbie fédérative.

Mais le 30 juin 1945, le journal «Borba» oubliant ce qu'il avait censuré le 8 avril, publia aussi la dernière partie du discours de Dusan Mugosa, où celui-ci révélait que la Kosove n'avait fait aucune demande ni n'avait pris aucune décision de s'annexer à la Serbie. «Nous n'avons pas, avait déclaré Dusan Mugosa, encore pris cette décision dans notre Assemblée, car en Kosove et Métohia opère le pouvoir militaire. A la première occasion, dès que le pouvoir militaire y sera supprimé, nous déciderons dans notre Assemblée de nous unir à la Serbie fédérative». Ainsi donc, il devait être décidé en Kosove ce qui avait déjà été décidé à Belgrade.

Mais que recueillit la Kosove de toute cette lutte qu'elle avait menée et du sang qu'elle avait versé ? Dans la Yougoslavie nouvelle elle ne se vit même pas accorder les droits de région autonome, comme ce fut le cas de la Voïvodine, mais elle fut réduite à un «Oblast» de la Serbie fédérative. C'est ce statut que la Kosove conserva jusqu'en 1968.

Le peuple de Kosove ne s'accommoda pas d'une telle situation et continua de réclamer obstinément ses droits. En 1968, à l'occasion du débat à propos des amendements à la Constitution, les Albanais de Kosove soulevèrent une nouvelle fois le problème de leurs droits nationaux et demandèrent pour la Kosove le statut de république. Cette demande fut présentée ouvertement et publiquement aux actifs politiques qui se tinrent dans les communes de Prishtina, Gjilan, etc. La presse kosovienne d'octobre 1968 affirmait qu'au cours de quelques réunions, «dans certaines communes on a réclamé le statut de république, le droit à l'autodétermination», etc... [*Rilindja, 4 novembre 1968.*]

Ces demandes furent même présentées à Tito au début de novembre 1968 par une délégation de la LC de «la république n'est pas le seul facteur qui puisse résoudre Kosove-Métohia. Tito s'opposa à cette revendication légitime des Albanais de Kosove et la rejeta, déclarant que vous, vous avez peur de la dire. Cette vérité, nous la disons ouvertement, alors que Kosove, qui revendiquent le statut de république, seraient Kosove le statut de république.

Aussi, en novembre 1968, dans les diverses villes de Kosove éclatèrent des manifestations massives auxquelles participèrent des jeunes et d'autres citoyens albanais. Ils réclamaient les droits nationaux pour lesquels ils avaient combattu et versé leur sang, comme par exemple le droit d'arborer leur drapeau national, le droit au bilinguisme (albanais et serbe), la fondation d'une université albanaise, le droit à l'autodétermination et le statut de république. Les manifestations furent réprimées par les forces de police au moyen de la violence.

A la suite de ces manifestations, la direction yougoslave satisfait les demandes albanaises portant sur le bilinguisme, le drapeau national et la fondation de l'Université de Prishtina. Quant à la demande de reconnaissance du statut de république, elle ne fut pas acceptée. Bien qu'après l'approbation des amendements de la Constitution la région autonome se soit vue élargir certaines compétences, la Kosove demeura toujours sous la tutelle de la Serbie.

De tout ce qui vient d'être dit, il ressort que la demande des Albanais de Kosove de se voir reconnaître le statut de république fédérée et leurs droits nationaux n'est pas une question nouvelle, soulevée pour la première fois dans les manifestations de Prishtina et d'autres villes, ce n'est pas une question provoquée par l'Albanie socialiste. Le peuple de Kosove n'a cessé de lutter pour ces droits. Mais ils lui ont été niés systématiquement, depuis la II^e Réunion de l'AVNOJ du 29 novembre 1943, qui traita les Albanais de Kosove et des autres régions de Yougoslavie de minorités nationales, destinées à vivre à l'ombre des républiques, cependant qu'elle reconnaissait à d'autres, par exemple au Monténégro et à la Macédoine, le droit à la souveraineté et à leur constitution en république. Comme il résulte de tous les documents cités, la bourgeoisie et le chauvinisme serbes constituaient un obstacle à la pleine reconnaissance des droits nationaux du peuple de Kosove. C'est précisément parce que ses justes demandes pour se voir reconnaître le statut de république ne sont pas du goût de cette bourgeoisie, qu'elles sont qualifiées d'irréductibles, de contre-révolutionnaires, de chauvines, etc.

C'est seulement si l'on a en vue cette façon malveillante d'aborder le problème national de Kosove, la manière antimarxiste dont il a été traité, les solutions chauvines apportées à la question de ses droits constitutionnels, que l'on peut expliquer et comprendre les manifestations de Prishtina, qui étaient au début pacifiques, mais que Belgrade a rendues sanglantes.

Pourquoi ces messieurs de Belgrade dissimulent-ils ce développement du problème de la Kosove ? Pourquoi n'en ont-ils pas fait l'analyse dans leurs dernières réunions ? Ils ont une raison. Et la raison est que toute analyse du problème constitutionnel de la Kosove conduira à la conclusion que les Albanais ne se sont pas vu accorder les droits pour lesquels ils ont combattu et versé leur sang côte à côte avec les autres peuples de Yougoslavie, qu'ils sont toujours l'objet d'une répression nationale continue, qu'en Yougoslavie l'on pratique une politique chauvine à l'égard de la Kosove. On ne peut résoudre la question de la Kosove en prétendant que ces manifestations sont organisées par des irréductibles, ni en usant de la terreur et de la violence, ni en accusant l'Albanie de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Yougoslavie.

La politique de l'Etat albanais ne menace pas, mais défend la RSF de Yougoslavie

Les contradictions idéologiques entre l'Albanie socialiste et la Yougoslavie autogestionnaire sont notoires. La polémique idéologique entre nous ne date pas d'hier. Nous, communistes albanais, nous avons estimé, nous estimons et estimerons toujours de notre devoir de défendre le marxisme-léninisme. Nous avons combattu et nous combattons les théories et les conceptions révisionnistes-opportunistes-réformistes, de quelque couleur qu'elles soient. C'est là notre droit, de même qu'ont le droit de nous combattre tous les antimarxistes et les divers partis de la bourgeoisie, qui ne s'en privent pas.

Nous avons parfaitement le droit de défendre notre système de la dictature du prolétariat. Les autres ont le droit de défendre leurs systèmes. C'est là qu'à son origine la lutte idéologique naturelle et inéluctable entre nous et eux.

Les dirigeants yougoslaves prétendent qu'ils ne mènent pas ce genre de lutte contre nous. Cela n'a pas été et, n'est pas vrai. Pour notre part, nous menons la lutte idéologique et le déclarons, alors qu'eux la mènent et ne le déclarent pas.

Ils prétendent qu'une pareille lutte idéologique affaiblit les rapports d'Etat à Etat, commerciaux et culturels, entre l'Albanie et la Yougoslavie. Nous disons, et on le constate, qu'ils ne se sont pas affaiblis. Au contraire, ils se sont renforcés et non seulement par leur bon vouloir, mais aussi par le nôtre. Ni les Yougoslaves ni nous ne nous sommes fait de concessions idéologiques, mais nous nous sommes entendus sur des questions d'intérêt commun, et nous ne nous sommes pas accordés sur les questions à propos desquelles nous ne pouvons jamais nous mettre d'accord.

Nos rapports d'Etat à Etat fondés sur les principes connus du bon voisinage ont progressé. Nous souhaitons qu'à l'avenir aussi on avance dans ce sens. Si la direction yougoslave ne le souhaite pas,

personne ne l'empêchera d'agir différemment. Nous nous efforcerons de trouver un «modus vivendi» avec elle, sans pour autant violer les principes.

Vous qui avez déclenché en Yougoslavie une nouvelle campagne anti-albanaise, vous prétendez avoir «relâché votre vigilance» face aux prétendues menées hostiles de la République populaire socialiste d'Albanie à l'encontre de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Cela n'est pas vrai, car vous avez mené ouvertement la lutte idéologique.

Vous prétendez vous être montrés «magnanimes» au nom du maintien de bons rapports entre les deux pays. Cela non plus n'est pas vrai. Vous ne péchez pas par générosité et vous combattez sans répit le marxisme-léninisme, notre doctrine fondamentale, et notre régime de dictature du prolétariat. Pourquoi le cachez-vous ?

Malgré tout, il existe aussi un autre aspect de la réalité, celui du maintien des rapports de bon voisinage dans nos relations d'Etat à Etat. Nous souhaitons que cette réalité subsiste et progresse. Ces derniers temps vous donnez l'impression de vouloir restreindre ces rapports. A vous d'en assumer la responsabilité.

Apparemment, vous intensifierez et porterez à un degré supérieur la campagne anti-albanaise, non fondée et erronée, que vous avez orchestrée récemment et qui n'est ni nouvelle ni de faible ampleur. Faites-le, nous ne nous laissons pas intimider, Agissez à votre guise, nous agissons à la nôtre.

Vous prétendez hypocritement n'avoir pas informé l'opinion publique yougoslave et votre jeunesse de la misère qui règne en Albanie, de l'absence de libertés et de droits dont souffrirait le peuple albanais, de la démolition des églises et des mosquées, de notre refus d'accueillir des hordes de touristes, de la fermeture de nos ports à la flotte de guerre soviétique, des nombreux camps, des détenus, etc. De notre côté, nous parlerons encore plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent du «paradis yougoslave». Nous avons déjà parlé de «ce paradis et de la prospérité économique, spirituelle et idéologique» de la Yougoslavie, mais nous rafraîchirons la mémoire de notre peuple et de notre jeunesse en leur rappelant tous les maux que le peuple albanais a vus et a soufferts de votre fait, avant comme après la Lutte de libération nationale. Cela est dans la logique des choses et de la lutte que vous souhaitez attiser.

Contrairement aux faits historiques, vous avez prétendu que la Yougoslavie avait défendu l'Albanie. A la dernière réunion plénière du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, qui s'est tenue dans le seul but de frapper la Kosove et d'attaquer la République populaire socialiste d'Albanie, de nombreuses voix autorisées se sont, entre autres, fait entendre pour dire que «la Yougoslavie fédérative est le défenseur de la République populaire socialiste d'Albanie». Ce sont là des paroles «paternalistes» et unilatérales. Non sans dessein et à partir de positions mégalomanes de grand Etat, on a oublié que l'Albanie socialiste aussi est un puissant défenseur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

Nous nous opposons à l'actuelle politique extérieure et intérieure de la Yougoslavie, car nous la jugeons grosse de multiples dangers pour la Yougoslavie même, pour l'Albanie, les Balkans et l'Europe, sans égard à la publicité et aux propos pompeux relatifs à l'«autogestion», à une politique «indépendante», «non alignée», etc.

Tout gouvernement et toute personne qui a une idée de la politique et qui suit le cours des événements dans le monde, voit bien les dangers que présente ce cours de la politique yougoslave. Cette politique a exposé la Yougoslavie aux convoitises et aux agressions éventuelles de la part de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. Cette menace est le produit de cette politique myope, qui est aussi à l'origine de l'instabilité à l'intérieur de la Yougoslavie.

Les dirigeants yougoslaves, non contents de prôner leur système autogestionnaire, le recommandent aussi aux autres comme «la forme et le système socialistes les plus parfaits». Ils présentent leur politique étrangère comme ayant pour but de désarmer et de détruire les puissances agressives

impérialistes, d'apporter la paix et la prospérité au monde. Cette prétention mégalomane n'est pas seulement naïve, elle constitue aussi une mystification que les événements dans le monde viennent chaque jour démasquer.

La Yougoslavie considère comme un grand mérite d'être accablée de dettes. Elle appelle cela de l'«indépendance économique». Elle estime préserver et défendre son indépendance, s'en tenir à la politique de «non-alignement», lorsqu'elle assure par la loi aux sociétés multinationales impérialistes et soviétiques 50 pour cent des profits réalisés dans les entreprises économiques mixtes installées dans le pays. Elle considère comme une politique «intelligente, ouverte et franche» que de permettre l'afflux de touristes étrangers chez elle et l'émigration de travailleurs yougoslaves dans tous les pays capitalistes du monde. Elle tient pour un «geste de courtoisie» que de permettre aux bâtiments de guerre soviétiques de mouiller, de procéder à des réparations et de s'approvisionner dans les ports yougoslaves. Elle juge inévitables et presque «normaux» la grande crise économique qui s'est abattue sur le pays, la forte hausse de l'inflation, le renchérissement de la vie des masses travailleuses. Selon la direction yougoslave, tout cela n'a rien à voir ni avec l'«autogestion», ni avec la «politique indépendante», ni avec celle de «non-alignement». Ce sont là, disent les «théoriciens yougoslaves», deux ordres de questions qui n'influent pas les uns sur les autres, les uns ne sont pas les conséquences des autres.

Selon eux, la faute en retombe sur les Albanais qui vivent en Yougoslavie et sur la République populaire socialiste d'Albanie, qui les «pousse» par «sa politique étatiste-bureaucratique-stalinienne, nationaliste et irrédentiste».

Non, messieurs les dirigeants yougoslaves, n'ayez pas peur de la vérité, soyez un peu réalistes, car les choses ne sont pas comme vous les présentez.

Ne souhaiteriez-vous pas par hasard nous voir suivre nous aussi votre voie ? Cela ne se produira jamais. Nous pouvons vivre même pauvres, mais nous voulons vivre libres et bâtir notre bien-être, qui s'accroît du reste de jour en jour. Et cela, nous le faisons par nos propres moyens. Nous ne sommes endettés envers personne et ne vendons pas notre pays aux capitaux étrangers, américains-soviétiques ou autres. Nous ne sommes pas repliés sur nous-mêmes, mais nous pratiquons un commerce honnête, fondé sur l'avantage réciproque, de même que nous procédons à des échanges dans les domaines culturel et éducatif. Il est de fait que nous entretenons de tels rapports avec vous également et que le commerce entre nos deux pays va croissant d'année en année.

Quiconque peut aisément imaginer ce qu'il adviendrait de l'Albanie socialiste si elle ouvrait ses portes aux capitaux soviétiques, américains et aux autres pays capitalistes, aux touristes hippies ; ce qu'il adviendrait de l'Albanie si elle ouvrait aux bâtiments de guerre soviétiques ses ports de Sarande, Vlore, Durres, Shengjin, comme la Yougoslavie le fait pour ses propres ports. Cela mettrait en danger non seulement la République populaire socialiste d'Albanie, mais aussi la République socialiste fédérative de Yougoslavie, la République de Grèce, toute la péninsule des Balkans et l'Europe entière.

Nous ne l'avons jamais fait et nous ne le ferons jamais. Ni les Soviétiques ni nul autre ne verront jamais nos ports, même à la longue vue. Pour entrer dans les ports albanais, n'importe quel ennemi devrait passer sur nos corps.

Du fait qu'elle suit une politique de principes, juste et inébranlable, qu'elle s'en tient fermement et avec esprit de suite à la voie qu'elle s'est tracée, l'Albanie constitue un important facteur de paix et de stabilité, de sécurité et de défense dans les Balkans et en Europe, comme elle l'a été par tradition et dans son passé historique. Le monde capitaliste et impérialiste a de tout temps causé bien des maux au peuple albanais. De nos jours encore, il cherche à dénaturer la vérité sur l'Albanie. Il a pillé ses richesses et ne veut pas les lui restituer. Il se refuse ou hésite à lui payer les réparations qu'il lui doit, alors qu'il l'a fait aux autres. Et cela, parce que le peuple albanais, qui est un petit peuple, désire vivre libre, indépendant et souverain dans son pays. Le peuple albanais n'a fait de tort à personne, il n'a fait que du bien. Mais aucune force ne pourra l'obliger à renoncer à ses droits légitimes.

Messieurs les dirigeants yougoslaves, laissez un instant de côté vos passions malsaines et réfléchissez de sang-froid : Cette politique de l'Etat albanais menace-t-elle ou défend-elle la République socialiste fédérative de Yougoslavie ?

Nous avons déclaré et nous déclarons officiellement et publiquement que si jamais la République socialiste fédérative de Yougoslavie est attaquée, nous, les Albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, nous combattons côte à côte avec les peuples de Yougoslavie. Est-ce une attitude qui mine ou qui défend la Fédération yougoslave ?

Croyez-vous qu'à ce moment suprême, où le peuple albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, uni aux peuples de Yougoslavie, combattra côte à côte avec eux, comme il l'a fait lors de la Seconde Guerre mondiale, contre un ou plusieurs ennemis envahisseurs de nos deux pays, le peuple albanais qui vit sur son propre territoire en Yougoslavie dirigera ses armes et se dressera contre nous en prenant fait et cause pour les Soviëto-Bulgares ou quelque autre agresseur ?

Pourquoi, messieurs les dirigeants yougoslaves, déformez-vous nos déclarations et cherchez-vous à mettre dans notre bouche des propos que nous n'avons pas tenus ? Nous avons déclaré et nous déclarons que nous n'avons jamais avancé ni n'avancerons de revendications territoriales. Pourquoi nous taxez-vous de chauvins, d'instigateurs à l'irréductibilisme, de nationalistes ? Assurément, en portant contre nous ces accusations injustifiées, non fondées et gratuites, vous cherchez à camoufler quelque chose de grave et d'injuste de votre part.

Nous n'avons aucun intérêt à voir s'affaiblir la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Au contraire, nous souhaitons qu'elle se renforce mais pas sur le dos des Albanais de Kosove. L'affaiblissement de la Fédération n'est pas pour déplaire à l'Union soviétique révisionniste agresseuse et à la direction révisionniste bulgare. Cette vérité, nous la disons ouvertement, alors que vous, vous avez peur de la dire. Qui pis est, vous claironnez et clamez que la République populaire socialiste d'Albanie souhaite voir miner la Fédération yougoslave, que le peuple albanais et l'héroïque jeunesse albanaise de Kosove, qui revendiquent le statut de république, seraient des contre-révolutionnaires et chercheraient à saper la Fédération.

Vous avez, par trois fois, gravement fait couler le sang du peuple albanais martyr qui vit en Yougoslavie, de ce peuple, qui avec 50 000 de ses fils et filles s'est battu côte à côte avec ses frères yougoslaves et le peuple albanais frère, qui envoya ses brigades de choc libératrices en Yougoslavie contre les occupants nazis-fascistes, les «ballistes», tchetniks et oustachis. Malgré cela, vous l'avez ensanglanté en 1945 et en 1968, et de nouveau en 1981 vous l'avez couvert de sang.

Peut-on aller de l'avant ainsi, messieurs les dirigeants yougoslaves ? Peut-on qualifier cette façon d'agir de «juste règlement des questions nationales», ce slogan que vous claironnez chaque jour ? Supporteriez-vous de voir exercer une terreur pareille contre vos peuples, feriez-vous preuve d'autant de sang-froid et de patience que les Kosoviens face à des faits aussi cruels ? La population albanaise qui vit en Yougoslavie n'aurait-elle pas le droit de vivre tranquille et libre ? N'aurait-elle pas le droit d'empêcher les gens de l'UDB d'entrer dans ses foyers, d'attenter à l'honneur de ses femmes et de ses filles, de l'emprisonner et de la torturer alors qu'elle est innocente ? N'a-t-elle pas le droit de se défendre contre ces actes inhumains ?

Les Albanais de Yougoslavie doivent avoir tous ces droits et la République populaire socialiste d'Albanie les soutient lorsque ceux-ci leur sont niés et surtout lorsqu'ils sont étouffés dans le sang, comme ce fut le cas ces derniers temps dans toute la Kosove.

Vous qualifiez ces vérités que nous proclamons et ces droits que nous défendons publiquement d'«ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie», d'«organisation subversive de Tirana», etc. Non, messieurs, cela est faux et personne n'ajoute foi à vos dires. Le peuple albanais qui vit en Yougoslavie est intelligent et il sait lui-même ce qu'il fait. Il n'a pas besoin que nous, Albanais de la République populaire socialiste d'Albanie, lui apprenions comment il doit agir et que nous l'y

incitations. Il est courageux et loyal, il sait demander ce qu'il lui revient, comme il sait lui-même se défendre. Appréciez justement, messieurs les dirigeants yougoslaves, les hautes vertus de cette partie de la nation albanaise qui vit en Yougoslavie, n'en faites pas une ennemie en foulant aux pieds les droits qui lui reviennent, ce n'est ni dans votre intérêt ni dans le sien.

La nation albanaise est une, elle a une seule histoire, une seule culture et une seule langue

Les relations dans les domaines éducatif, culturel et scientifique que la République populaire socialiste d'Albanie a entretenues, au premier chef avec la Kosove, mais aussi, à un degré moindre (et cela non pas parce que la bonne volonté a fait défaut de notre part), avec la République socialiste de Macédoine et celle du Monténégro, ont été à notre sens très normales, fructueuses, utiles et correctes de part et d'autre. Ces rapports se sont développés sur la base de conventions bilatérales et avec le consentement de nos deux gouvernements.

Nous pensons que le Gouvernement de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a donné son consentement aussi bien à la Région autonome de Kosove qu'aux deux autres républiques fédérées où vivent des Albanais. Mais c'est là une question qui ne nous concerne pas. Ce qui intéresse les deux parties, c'est le fait que ces relations se développaient dans une juste voie, qu'elles ne revêtaient pas un caractère politique, qu'elles n'excitaient ni le nationalisme, ni le chauvinisme, ni l'irrédentisme. Il n'y a eu aucune réclamation pour un éventuel manque de correction, pour infraction aux lois de l'une ou l'autre république par les personnes voyageant d'un pays à l'autre, pas le moindre incident, fût-ce de peu d'importance.

Nous sommes pleinement convaincus que ces relations, comme vous vous plaisez à le répéter souvent, ont servi de pont au renforcement des rapports entre le peuple albanaise et les peuples de Yougoslavie.

Ces relations économiques, commerciales, éducatives et culturelles entre la République populaire socialiste d'Albanie et la Région autonome de Kosove, après les troubles qui s'y sont produits non pas de notre fait et sans la moindre instigation ou intervention de notre part, ont été considérées par la direction de la Fédération de Yougoslavie comme équivalant à «une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, à une incitation au chauvinisme grand-albanaise, à des revendications territoriales, irrédentistes». Elle a qualifié ces relations qui se développent depuis longtemps au grand jour et non pas dans des coins obscurs, comme étant fondamentalement inspirées par le nationalisme albanaise, importé de Tirana par nos hommes de science, nos professeurs, académiciens, chanteurs et danseurs. Ce jugement calomnieux et hostile n'avait jamais été exprimé jusqu'ici par la partie yougoslave ni sous forme de critique ni sous forme d'observation.

Nous tenons à souligner au contraire que des personnalités majeures de la direction albanaise dans la Fédération et la région, qui se sont montrées des plus farouches contre les manifestants de Prishtina et d'ailleurs, ont constamment cité en exemple nos gens de l'art et de la culture qui se rendaient en Kosove, elles ont fait leur éloge et les ont remerciés publiquement de leur courtoisie.

La direction yougoslave oublie que la nation albanaise est une, indépendamment du fait qu'une partie en vit dans la République populaire socialiste d'Albanie et l'autre dans trois régions de la Yougoslavie fédérative. Elle a ici et là la même histoire, la même culture et la même langue, elle a ses héros, ses poètes, ses peintres, ses musiciens et ses artistes communs. C'est là un grand trésor qu'elle garde, qu'elle cultive et développe. Ce sont là les traits principaux d'une nation.

Les Yougoslaves estiment-ils qu'il faut effacer ces traits de la nationalité albanaise, qu'il faut les regarder comme des signes et des phénomènes d'«un nationalisme romantique suranné et d'un chauvinisme blâmable» ?

Peut-on considérer l'échange d'idées entre les Albanais de l'Albanie socialiste et les Albanais vivant en Yougoslavie sur l'enrichissement de la langue albanaise, sur la genèse du peuple albanaise, sur l'histoire de leurs ancêtres, sur les sciences sociales et naturelles, comme une incitation au chauvinisme et à

l'irrédentisme albanais ? Peut-on considérer nos danses et nos chants populaires présentés en Yougoslavie comme une incitation au chauvinisme et à l'irrédentisme ? C'est là notre trésor commun, le trésor de tous les Albanais, et de la République populaire socialiste d'Albanie en particulier. Nous vous avons soumis à l'avance nos plans de coopérations culturelle et éducative et nos programmes de représentations de nos groupes artistiques et vous les avez approuvés. Ils ont été très appréciés et applaudis par le public. Tout le monde aime ce qui est beau et sain.

Nos ensembles artistiques se sont rendus partout. Ils ont été reçus et applaudis avec une grande sympathie et un vif enthousiasme par le peuple de Grèce et ses dirigeants, par les amateurs d'art et par la presse de ce pays. Nos danses et nos chants populaires ont également beaucoup plu au peuple turc et à ses dirigeants de tout rang. Ils ont été accueillis de la même façon en France, en Italie, en Algérie, en Tunisie, dans les pays nordiques et partout ailleurs. Personne ne nous a accusés de nationalisme ni de chauvinisme. Ces publics ont respecté nos sentiments et nous avons respecté les leurs.

Nous posons la question: pourquoi les dirigeants yougoslaves ont-ils adopté cette attitude ? Qu'est-ce qui les inquiète dans leur esprit et leurs sentiments ? Pourquoi n'ont-ils pas la conscience tranquille ? Jugent-ils que ce double courant de visiteurs entre nos deux pays a été numériquement à notre avantage ? Les statistiques prouvent le contraire et nous nous en réjouissons.

Ou bien cherchent-ils un prétexte pour restreindre ces rapports, pour réduire les échanges dans les sciences, la culture, les arts et le mouvement de visiteurs entre nos deux pays ? C'est ce qu'a donné à entendre Monsieur Dusan Ristic, président de l'Assemblée de Kosove, lorsqu'il a dit que «tous les protocoles sur la coopération entre les institutions et les organisations culturelles et éducatives, etc., de Kosove et d'Albanie devaient cesser d'être appliqués».

La Fédération et les autres organes compétents peuvent, s'ils le veulent, agir comme le recommande Ristic. C'est leur droit. Nous ne forçons pas les portes des autres. Pour notre part, nous garderons toujours nos portes ouvertes à tous nos amis sincères, d'où qu'ils soient et en particulier à nos frères albanais qui vivent en Yougoslavie. Cela leur permettra de voir l'«enfer albanais» comme l'appellent les principaux dirigeants de la Région autonome de Kosove et de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et de le comparer avec le «paradis yougoslave», comme nous disons.

Mais nous exprimons notre jugement à l'avance: si les Yougoslaves prennent ces mesures nationalistes, chauvines, ce sera une grave erreur de leur part. Les Albanais de Yougoslavie et tout le peuple albanais les dénonceront et diront à juste titre que les Yougoslaves ont peur du développement de la culture albanaise et qu'ils n'ont pas peur de la culture décadente !

Mais nous disons en toute amitié aux Yougoslaves que de telles mesures ne tranquilliseront pas l'opinion albanaise en Kosove et dans les autres régions de Yougoslavie. Nous sommes convaincus que l'opinion yougoslave saine et l'opinion mondiale dénonceront elles aussi cet acte.

Nous avons une nouvelle fois pour devoir de dire aux dirigeants yougoslaves de garder leur calme dans leurs idées et dans leurs actions. Que la direction yougoslave considère avec l'esprit de justice le plus rigoureux les besoins des Albanais de Yougoslavie, qu'elle ne les moleste pas ni ne les soumette à aucune discrimination, qu'elle examine avec sérieux et objectivité les revendications légitimes des Kosoviens, qu'elle ne touche ni ne maltraite l'héroïque jeunesse albanaise, particulièrement la jeunesse estudiantine, les instituteurs, les professeurs et toute l'intelligentsia de Kosove et des autres régions de Yougoslavie, qu'elle ne considère pas l'Université de Prishtina et les écoles primaires et secondaires albanaises comme des foyers d'ennemis, de contre-révolutionnaires, de chauvins, etc., qu'elle n'ampute pas l'Université de Prishtina parce qu'elle aurait soi-disant une surproduction de diplômés et qu'elle n'éparpille pas les étudiants albanais dans toutes les universités de Yougoslavie. Personne ne s'y trompe et tous comprennent fort bien pourquoi on agit ainsi. L'Albanais n'oublie pas «le pays où il est né et où il est honoré». Ne tentez pas de couper la tête de la jeunesse, de la belle fleur albanaise de Kosovo, car les Albanais n'ont jamais épargné leur sang pour le savoir et pour la liberté.

Si la production s'accroît dans la Kosovo à la fois riche et pauvre, il ne saurait jamais y avoir une surproduction de diplômés. Mais pour assurer ce développement de Kosove, il convient de prendre des mesures sérieuses, et vous pouvez bien clamer tant que vous voulez qu'en République populaire socialiste d'Albanie «le peuple n'a pas à manger, qu'il n'y a pas de liberté, pas d'églises ni de mosquées».

Le mineur de fond albanais de Kosove n'accepte pas que son sous-sol soit exploité et son sol abandonné, que ses frères soient appauvris ou tombent sous les balles.

Nous disons ces vérités à certains dirigeants yougoslaves qui sont raisonnables, afin qu'ils en tiennent compte, car la course qu'ont entamée certains autres dirigeants insensés, brutaux et anti-albanais, peut causer des catastrophes encore plus néfastes, auxquelles il sera, plus tard, difficile de remédier.

Nous ne vouions pas vous donner de conseils ni nous ingérer dans vos affaires intérieures, mais nous vous disons cela pour le bien commun de nos deux pays, car vous avez beaucoup envenimé les choses avec les Kosoviens et les Albanais des autres régions ainsi qu'avec les émigrants économiques albanais hors de Yougoslavie. Vous semez la division parmi ces derniers. Ce ne sont pas les «agences diplomatiques de la RPSA» à l'étranger, monsieur Minic, qui créent cette division, mais vous.

Nous sommes pleinement convaincus que la Kosove ne peut être pour la sape de la Fédération. Mais la Fédération doit étudier et résoudre dans un esprit de justice la grande question des droits des Albanais de Kosove que ceux-ci ont mise sur le tapis, et que Tito, Mosa Pijade, Miladin Popovic eux-mêmes ont traitée sous l'aspect théorique et pratique.

La Kosove doit être apaisée, mais elle ne peut l'être par la destitution d'un Mahmut Bakalli [*En albanais : épicier.*], et la nomination à sa tête d'un Mahmut Çakalli. [*En albanais : chacal.*] La Kosove s'apaisera, si on lève l'état de siège, si l'armée et la police punitive serbes sont retirées, si la situation est normalisée, si tous les innocents qui remplissent les prisons sont libérés, si les corps des manifestants tombés sont rendus à leurs familles, car c'est là une question sacrée et humanitaire. Penchez-vous attentivement et dans un esprit de justice sur la demande du peuple de Kosove d'accéder au statut de république, réglez de façon juste ses problèmes économiques. C'est seulement ainsi que la Kosove sera apaisée, c'est seulement ainsi qu'elle sera une amie des autres républiques, au sein de la République socialiste fédérative de Yougoslavie.

La Kosove réclame le statut de république au sein de la Fédération yougoslave. Ce statut représente l'aspiration d'un grand peuple qui demande à juste titre le «statut de souveraineté» et non pas celui de «minorité nationale» qui lui avait été injustement attribué à Jajce. Milovan Djilas, ce grand-serbe et ennemi de la République socialiste fédérative de Yougoslavie a, dans ses récents écrits, mis à nu les raisons de cette injustice que malheureusement l'actuelle direction yougoslave n'a jamais démenties.

La demande de Kosove d'accéder au statut de république fédérée est juste. Elle l'a mérité par la lutte qu'elle a menée aux côtés des autres peuples de Yougoslavie contre le fascisme. Le chauvinisme grand-serbe a gravement ensanglanté la Kosove et créé une situation à laquelle on ne peut guère remédier par des expédients.

Souhaitez-vous, messieurs les dirigeants yougoslaves, que ce mal tourne en gangrène ? Réfléchissez-y, mais pour notre part nous ne voulons pas d'une pareille chose. Ce mal doit être soigné immédiatement, judicieusement et avec courage.

On ne peut guérir la plaie par des manœuvres, des combinaisons, des tours de passe-passe, des menaces pour obliger les gens à dire ce qu'on leur dicte. La fraternité ne peut être instaurée que dans la franchise et la sincérité, avec des hommes que le peuple albanais de Kosove aime et à qui il fait confiance. Ce sont eux qui peuvent et doivent combler le grand fossé qui a été creusé non par la faute du peuple albanais de Kosove.

Nous estimons de notre devoir de vous dire ces vérités amicalement. Vous pouvez, si vous le voulez, les rejeter, nous appliquer n'importe quelle épithète de votre choix. Que le monde avancé nous juge et nous et vous.

Les peuples de Yougoslavie et le peuple albanais veulent l'amitié entre eux, mais cette amitié doit être assise sur des fondements solides.

L'«ethnie pure», la «petite Albanie» et la «grande Albanie»

La levée de boucliers contre nous de la part de la direction yougoslave avait certainement pour but de cacher quelque chose d'horrible et de condamnable qui s'est produit dans les rues des villes et des villages de Kosove, où le sang du peuple a coulé à flots.

Combien y a-t-il eu de tués et comment ont-ils trouvé la mort ? Là-dessus on garde le secret. Mais le peuple albanais de Kosove sait bien quels sont ses fils et filles que l'on a tués, torturés, fait disparaître et emprisonnés. Plus on essaie de cacher la vérité, plus elle devient dangereuse. Le sang ne s'efface pas facilement ! Il ne faut pas l'oublier. L'entière vérité sur la tragédie de Kosove se fera jour, elle sera effrayante et lourde de conséquences.

Dans une interview à des journalistes étrangers sur les événements de Kosove monsieur Stane Dolanc a déclaré entre autres que «la République populaire socialiste d'Albanie n'a aucune part dans ces événements». Monsieur Dolanc est l'un des dirigeants principaux, sinon le principal, au sein du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ce qu'il a dit là est fondé, étayé par des faits.

Mais qui a gonflé le mensonge ? Qui a faussé la vérité ? Qui avait intérêt à accuser la République populaire socialiste d'Albanie d'être pour quelque chose dans les troubles de Kosove ? Il appartient à la direction yougoslave, à monsieur Minic et à monsieur Vidic de répondre à cela, mais ce qui a été monté là est un acte monstrueux, un ouragan de haine, qui a creusé un tel fossé que tout Yougoslave politiquement immature peut mettre le signe d'égalité entre l'appellation d'«Albanais» et la qualité d'«ennemi des peuples de Yougoslavie». Ceux qui ont creusé ce fossé en sont responsables devant leurs peuples, y compris ici les Albanais qui vivent en Yougoslavie. Ils en sont responsables devant l'histoire.

Le Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie a, unanimement, condamné injustement les événements de Kosove, il a dénoncé les Kosoviens, il a dénoncé les Albanais de Yougoslavie, il a dénoncé la République populaire socialiste d'Albanie comme étant l'instigatrice de ces troubles.

Mais nous savons aussi faire la différence entre ceux qui ont pris la parole à cette haute instance de la ligue des communistes de Yougoslavie. Nous avons constaté que les principaux dirigeants des républiques voisines du Monténégro et de Macédoine, mais aussi ceux de Croatie et de Slovénie, bien qu'ils aient condamné les événements de Kosove, se sont montrés plus calmes, plus circonspects, plus perspicaces en ce qui concerne l'évolution de la situation entre Albanais et Yougoslaves, entre la République socialiste fédérative de Yougoslavie et la République populaire socialiste d'Albanie.

Nous ne pouvons en dire autant des principaux dirigeants de la Serbie, comme messieurs Minic, Vidic, Stambolic. Leurs discours sont marqués par une férocité sans frein, par une veine chauvine grande-serbe inouïe hostile au peuple albanais qui vit en Yougoslavie et à la République populaire socialiste d'Albanie.

Quant aux «dirigeants albanais» qui ont pris la parole à cette haute instance de la Ligue des communistes de Yougoslavie ou en dehors de cette instance, leurs discours se sont caractérisés par une hystérie aussi intense que servile, au service de leurs maîtres Vidic, Minic, Stambolic, etc. Il va de soi

que ces gens-là ne peuvent pas apaiser la Kosove. Le peuple de Kosove hait ces «dirigeants» fantoches.

A toutes les réunions des hautes instances de l'Etat et du parti en République socialiste fédérative de Yougoslavie et au sein de la Ligue des communistes de Yougoslavie des voix se sont fait entendre qui disaient : «Il faut revoir nos rapports avec l'Albanie, etc.» Par deux fois en l'espace de trente ans vous avez coupé les ponts avec l'Albanie socialiste.

Espérez-vous nous intimider ? Croiriez-vous que la République populaire socialiste d'Albanie respire grâce à vous ? Vous vous trompez ! Vous êtes obnubilés par votre mégalomanie grande-yougoslave.

Nous avons la tête froide et le cœur ardent. Nous pouvons nous arranger même avec les restrictions que vous pensez susciter dans les rapports entre nos deux pays. Vous pouvez même rompre ces rapports, nous ne nous *en* porterons pas plus mal.

Pour notre part, nous ne le souhaitons nullement et ce n'est pas nous qui avons créé les graves situations actuelles en Kosove et dans toute la Yougoslavie. C'est bien vous. Nous n'y sommes pour rien. Aussi les accusations que vous portez contre nous ne sont-elles qu'un prétexte pour justifier artificiellement ces tristes événements.

Nous vous disons encore une fois : faites attention ! Ne perdez pas votre calme ! Ne tournez pas vos propres fautes en un conflit avec la République populaire socialiste d'Albanie, car ce conflit serait dans l'intérêt de nos ennemis.

Monsieur Minic s'est livré, au Comité central de la LCY, à une dangereuse provocation en affirmant que «la direction albanaise, par le truchement de ses personnalités, de sa diplomatie, y compris son ambassade à Belgrade et ses agences, a encouragé les groupes irrédentistes albanais, qui avaient pour but de déstabiliser et de désintégrer la Yougoslavie». Nous estimons que cette personnalité ne parle pas au nom du gouvernement de la RSFY, car, si les choses étaient comme le prétend monsieur Minic et qu'une ou deux personnes ou une ambassade entière se livrent à des menées subversives, alors le gouvernement yougoslave serait en droit, comme le seraient aussi le gouvernement albanaise et tout autre gouvernement en des cas analogues, de déclarer ces gens-là *personne non gratae*, et même de rompre les relations diplomatiques.

Cela, ni le gouvernement yougoslave ni le gouvernement albanaise ne l'ont fait, car une pareille activité n'existe pas.

Cette pratique, monsieur Minic la connaît. Mais il invente tout cela pour défendre une cause perdue.

Malgré tout, du discours de monsieur Minic nous avons conclu qu'il aurait mis sous contrôle toutes nos ambassades dans divers pays, et bien sûr l'ambassade d'Albanie à Belgrade. C'est ce qu'a confirmé le ministre de l'Intérieur de Yougoslavie. Franjo Herlevic, qui, accusant lui aussi les représentations diplomatiques albanaises dans diverses capitales et à Belgrade d'avoir attisé les événements de Kosove, a révélé en fait que nos ambassades seraient partout placées sous le contrôle de la police secrète yougoslave. Cela montre que les services secrets yougoslaves, en épiant les ambassades albanaises, se livrent aussi à leurs agissements dans d'autres pays, violant ainsi la souveraineté de ces pays et les lois internationales. Ces agissements sont intolérables et condamnables.

Les allégations de Herlevic sont des inventions de ses services, des calomnies malveillantes faisant le jeu des milieux réactionnaires intérieurs et extérieurs, qui ont intérêt à voir les relations entre la République socialiste fédérative de Yougoslavie et la République populaire socialiste d'Albanie se dégrader et se rompre.

Le Serbe Peter Stambolic a parlé en grand-serbe incorrigible qu'il est. Il a su défendre les intérêts serbes sur le dos des Albanais et il a dit entre autres que «la lutte pour la pureté ethnique conduit objectivement au nationalisme. Et il a qualifié cette lutte de fasciste,

Nous demandons à monsieur Stambolic : le peuple serbe ne constitue-t-il pas une ethnie ? Ne considère-t-il pas le peuple albanais aussi comme une ethnie ? Sans nul doute, ces deux peuples constituent deux ethnies.

Si monsieur Stambolic ne considère pas le peuple serbe comme une «ethnie pure», du fait que des Albanais, des Monténégrins, des Bosniaques et des Turcs vivent aussi avec lui, le peuple albanais ne constitue pas davantage une «ethnie pure», car en Kosove, où l'immense majorité de la population est de nationalité albanaise, vivent avec elle des minorités serbe, monténégrine et turque.

Dans ces circonstances analogues, monsieur Stambolic se livre à un tour de passe-passe ; l'ethnie albanaise serait nationaliste, fasciste, l'ethnie serbe elle, ne le serait pas. Mais ce tour de passe-passe ne réussit pas, car ou bien les deux ethnies conduisent «au nationalisme et au fascisme», ou bien ni l'une ni l'autre n'y conduit. Mais il est absolument impossible que l'une y conduise et l'autre non.

Pourquoi monsieur Stambolic ne dit-il pas plus ouvertement que la plus grande ethnie doit dominer la plus petite, que la première doit être souveraine dans la Constitution et la seconde non, cela étant dans l'intérêt de la bourgeoisie de la plus grande ethnie qui exploitera la plus petite ?

Ce théoricien grand-serbe qui suit la même ligne ultraréactionnaire que l'académicien Cubrilovic de triste mémoire, en avançant la thèse selon laquelle la notion d'«ethnie pure» conduit au fascisme, au nationalisme, veut dire pratiquement qu'«il faut anéantir l'ethnie albanaise, lui faire perdre ses traits nationaux, la faire dégénérer, car elle est devenue pour nous une écharde au pied».

Selon monsieur Stambolic, seule l'ethnie serbe peut vivre en amitié avec les autres peuples, qu'il considère de troisième ou de quatrième importance, alors que l'ethnie albanaise souveraine en Kosove ne peut pas vivre, elle, en amitié avec les minorités serbe, monténégrine et turque de Kosove.

«Les rapports entre Albanais, Serbes et Turcs ont été gravement affectés», reconnaît monsieur Stambolic. Cela est vrai, mais ces rapports ont été ébranlés seulement entre Serbes et Albanais et non pas entre Albanais, Monténégrins et Turcs.

Pourquoi les rapports entre Serbes et Albanais ont-ils été troublés ? Lisez la fable de La Fontaine «Le Loup et l'Agneau», monsieur Stambolic, et vous y trouverez l'explication.

De la réunion du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, les attaques contre la République populaire socialiste d'Albanie et le Parti du Travail d'Albanie se sont étendues à diverses réunions publiques en République de Serbie, avec, cette fois, une virulence sans précédent. Quelque orateur animé d'un esprit grand-serbe et fasciste enragé est allé jusqu'à dire qu'il faut «démanteler le régime stalinien d'Albanie».

Ce nouveau Caton crie sur les «places serbes» «Delenda est Carthago». Or la République populaire socialiste d'Albanie n'est pas Carthage, et le Scipion grand-serbe capable de détruire l'Albanie n'a pas encore vu le jour.

Nous avons tout conquis au prix de notre sang, criait ce nouveau Caton. Et l'Albanie, comment a-t-elle conquis ses libertés ? Sans verser son sang ? Non, elle les a conquises seulement au prix de son sang. Et ce sang, elle l'a versé aussi pour la liberté des peuples de Yougoslavie. Nous ne l'avons jamais regretté et ne le regretterons jamais. Nous sommes prêts à verser encore notre sang en cas de besoin. La République populaire socialiste d'Albanie est en bonne santé et pleine de dynamisme. C'est une autre qui est la malade des Balkans.

Les nouveaux Catons de Serbie nous accusent, nous Albanais, de haïr le peuple serbe. C'est une calomnie monstrueuse. Nous avons aimé et nous aimons le peuple serbe. Nous haïssons seulement le chauvinisme serbe, le chauvinisme albanais et tout autre chauvinisme, car nous sommes des marxistes-léninistes, des internationalistes.

Afin de masquer leur chauvinisme, les chauvins grands-serbes nous qualifient, nous Albanais, de grands-Albanais. C'est l'Italie fasciste de Mussolini qui lança ce slogan et l'on connaît ses visées expansionnistes-agressives et celles des «ballistes» et des tchetniks serbes. Nos deux peuples ont lutté ensemble héroïquement et ils ont vaincu leurs ennemis communs.

L'après-guerre devait régler les rapports entre amis et alliés albanais et yougoslaves. Pour notre part, nous avons rempli notre devoir internationaliste. Nous avons combattu aux côtés des partisans yougoslaves pour la libération de la Yougoslavie. Quant au devoir qui vous incombait à vous, afin d'apporter une juste solution au problème de la Kosove, vous ne l'avez pas rempli. Comme nous l'avons déjà évoqué, vous avez parlé en principe des droits des Albanais de Yougoslavie, mais dans la pratique vous avez fait le contraire et vous continuez de faire de la démagogie.

Ce n'est ni la Rome des César, ni les Slaves de Stefan Dusan, ni les sultans ottomans, ni l'Italie fasciste de Mussolini qui ont donné le jour au peuple albanais. Le peuple albanais a son histoire pluriséculaire, émaillée de luttes pour sa liberté, pour son existence. Ses ennemis ont tenté de le supprimer, mais ils n'y ont pas réussi. Le peuple albanais s'est battu et a vécu dans les siècles. Il a survécu comme une ethnie compacte, bien qu'il ait été divisé et morcelé. Qui nie cette réalité, non seulement fait sourire, mais encore montre ses farouches sentiments chauvins.

Les Albanais de la «petite Albanie» de près de trois millions d'habitants ou de la «grande Albanie» (appellation utilisée par l'occupant italien et que vous aussi employez maintenant pour nous taxer de chauvins) de plus de cinq millions, sont tous et au même titre des Albanais. A cela vous ne pouvez rien, messieurs les chauvins serbes. Il existe bien deux Allemagnes, une de l'Est et une de l'Ouest, de même qu'il existe deux Corées, une du Nord et une du Sud. Mais personne ne doute qu'il n'existe qu'un seul peuple et une seule nation allemande, de même qu'il n'existe qu'un seul peuple et une seule nation coréenne.

Les Albanais sont une ethnie, un peuple, qu'on veuille l'appeler «petite Albanie» ou «grande Albanie». Les Albanais de cette Albanie «petite» ou «grande», qui constituent un peuple compact et qui ont tous les traits d'une vraie nation, n'ont jamais usurpé les terres ni jamais empiété sur les droits d'autrui. Ils n'ont revendiqué que leurs droits, ils les ont défendus et ils les défendront. Vous jugez cela hors nature, vous qualifiez cette attitude de «grande-albanaise», de «nationaliste», voire de «fasciste». Lorsque la Kosove réclame le statut de république au sein de la Fédération pour laquelle se sont battus cinquante mille partisans, vous avez eu le front de qualifier cette revendication d'acte contre-révolutionnaire, de nationalisme albanais et de lui appliquer une foule d'autres épithètes de ce genre.

Vous tombez en contradiction manifeste avec les principes proclamés et les déclarations faites par vos principaux dirigeants, dont vous chantez les louanges jour et nuit. Vous êtes en contradiction avec les principes du droit international, avec les principes du bon voisinage, aussi ne pouvez-vous pas espérer avoir de votre côté l'opinion mondiale progressiste et sensée.

Les solutions que la direction yougoslave cherche à donner au problème de Kosove et aux difficultés dans lesquelles est plongé le pays montrent qu'elle agit avec une grande précipitation et dans un désarroi complet. Les attitudes qu'elle observe et les actions qu'elle entreprend ne répondent aux intérêts ni de la Yougoslavie, ni de l'Albanie, ni de la sécurité balkanique, ni de la sécurité européenne, à propos de laquelle les dirigeants yougoslaves, se posant en promoteurs de l'esprit d'Helsinki, mènent un grand tapage. Par de tels agissements, la direction yougoslave ne renforce pas la position de la RSFY, elle l'affaiblit.

Publié d'après le journal «Zëri i popullit», 17 mai 1981

NE DISSOCIONS PAS L'INTENSIFICATION PRIORITAIRE DE LA PRODUCTION AGRO-PASTORALE DANS LES ZONES DE PLAINES CHOISIES DE L'INTENSIFICATION DE NOTRE AGRICULTURE DANS SON ENSEMBLE

Extrait de l'intervention à la réunion du Bureau politique du CC du PTA

[Cette réunion fut consacrée à la discussion du rapport du ministère de l'Agriculture présenté par le Conseil des ministres «Sur le travail effectué et les mesures adoptées en vue de l'application de la directive du VII^e Congrès du Parti sur l'intensification prioritaire de la production agro-pastorale dans la zone de plaine fixée à cet effet».]

24 avril 1982

La directive que notre Parti a donnée à son VIII^e Congrès sur l'intensification prioritaire de la partie principale de la zone de plaine du littoral exige que nous procédions à une analyse approfondie pour mener un travail mieux étudié, surtout maintenant que nous matérialisons cette directive dans les faits. Encouragés par les décisions du VIII^e Congrès du Parti, les travailleurs de notre agriculture se sont partout attelés à la tâche pour atteindre les objectifs du 7^e plan quinquennal. Dans la zone concernée, on voit réaffirmer et mettre en œuvre les directives du Parti sur l'intensification prioritaire de notre agriculture.

Toutefois, l'étude que nous examinons aujourd'hui nous amène à conclure que nous avons certes lancé les idées directrices sur l'intensification de notre agriculture, mais que toutes les questions n'ont pas été comprises correctement, que, partant, l'on avance par à-coups dans ce domaine, notamment en ce qui concerne la définition des moyens financiers encore à investir à cette fin ainsi que d'autres problèmes.

Après les interventions que nous venons d'entendre, je tiens à expliquer une fois de plus comment il faut comprendre la directive donnée sur l'intensification de la production agro-pastorale dans cette zone et, toujours à ce propos, réétudier et analyser le document afférent à toutes les instances depuis les cellules de base afin d'élucider ce problème et de définir clairement les mesures à prendre lors d'une prochaine réunion du Bureau politique...

Premièrement, les organes de l'Etat et les organismes économiques doivent bien savoir que si le Parti a donné la directive d'intensifier l'agriculture en priorité dans la zone de plaine du littoral, cela ne veut pas dire que l'intensification agricole ne concernera que cette zone-là. Concevoir cette intensification aussi étroitement, serait politiquement erroné et économiquement inefficace. Du point de vue politique, cela engendrerait un état d'esprit malsain dans la paysannerie coopérée des autres zones. Les paysans peuvent se dire : «Pourquoi favorise-t-on les coopérateurs de la zone de plaine du littoral et n'avons-nous pas les mêmes avantages ?» C'est à quoi nous devons nous attendre entre autres, si nous ne portons notre attention que sur cette zone en négligeant tant soit peu les autres. Du point de vue économique non plus, nous ne pourrions atteindre les objectifs fixés pour l'accroissement des produits agro-pastoraux en concentrant notre effort exclusivement sur la zone de plaine du littoral, qui ne comprend qu'environ 100 000 hectares, alors que nous disposons dans le reste du pays de quelque 800 000 à 700 000 hectares de terre cultivée par l'immense majorité de notre paysannerie coopérée...

C'est sous cet angle qu'il faut considérer aussi la répartition de la base matérielle et technique. Dans le document que vous nous avez présenté, vous envisagez d'accroître la dotation de la zone hautement intensifiée de 970 tracteurs et de 266 moissonneuses-batteuses, en un temps où le reste, c'est-à-dire 600 000 à 700 000 hectares, ne recevra que 318 tracteurs et 174 moissonneuses-batteuses, autrement dit le tiers du nombre des engins dont bénéficiera la zone hautement intensifiée, aujourd'hui plus mécanisée que les autres. C'est pourquoi je crois qu'il faut faire très attention et ne pas penser que c'est maintenant la cocagne et que, puisque la production agro-pastorale sera intensifiée dans la zone en question, nous pourrions la doter d'environ trois fois plus de machines agricoles que les autres zones de

nos campagnes, qui ont elles aussi des tâches, et pas des moindres, à réaliser pour accroître la production. Nous devons avoir ce souci bien présent à l'esprit, car nous avons l'habitude de nous emballer pour des idées nouvelles, comme c'est le cas quand arrivent de nouveaux tracteurs et camions et que tout le monde veut se débarrasser des vieux engins et en acquérir des neufs. C'est plus ou moins cette attitude que l'on entendait adopter à l'égard de la priorité de l'intensification agro-pastorale dans la zone de plaine.

Pour le présent quinquennat, les moyens financiers et nécessaires ont été affectés au développement de notre agriculture. La zone concernée est inscrite dans l'ensemble du plan quinquennal du développement de l'agriculture conformément aux directives du VIII^e Congrès du Parti, elle occupe une place importante dans ce plan qui doit être réalisé coûte que coûte, et même dépassé dans tout le pays...

L'intensification de la production agro-pastorale est en soi une idée très avancée et d'une très grande portée, mais à la fois un problème très complexe. Disposons-nous de tous les moyens nécessaires pour traduire rapidement dans les faits cette idée si importante ? Les calculs révèlent que nous n'en possédons qu'une partie. Aussi, si nous n'analysons pas à fond ce projet avancé, si nous ne définissons pas comment et où nous pourrions nous procurer ces moyens, ceux ou d'autres équivalents que nous pourrions obtenir sur place, etc., l'intensification de la production agro-pastorale peut être retardée, ou alors elle progressera mais sans atteindre les objectifs fixés en temps voulu, car la voie à parcourir comportera aussi des obstacles.

Afin de réaliser le projet de l'intensification prioritaire de la production agro-pastorale sur une superficie d'environ 100 000 hectares, il faut entre autres creuser des canaux. Pour cela, on a besoin d'excavateurs et d'autres engins. La question se pose tout naturellement de savoir où on les trouvera et si on peut les produire chez nous. En outre, il faut des tubes, du ciment, du gravier, des pierres, des moyens de transport motorisés, il faut donc une base matérielle considérable. Il est donc nécessaire de construire également des routes. Aussi le ministère de l'Agriculture doit-il bien examiner ce problème et informer le gouvernement que l'intensification de la production agro-pastorale sur les 100 000 hectares prévus, laquelle sera nécessairement réalisée, le sera suivant le plan prévu, à raison d'un certain taux pour chaque année, non sans avoir exigé les moyens matériels nécessaires à cette fin. Il faut que, parallèlement aux branches et aux secteurs intéressés, le Comité central du Parti et le gouvernement veillent eux aussi à l'application des directives et des orientations données et à l'accomplissement des tâches fixées, et cela afin que la base trouve en eux un soutien et que ces directives et orientations soient mises en œuvre dans la pratique.

Prenons par exemple les problèmes que pose le ciment. Ce produit est utilisé et demandé partout, non seulement dans notre pays, mais aussi à l'étranger. Une partie de notre production de ciment est destinée à l'exportation, ce qui est juste, car si nous n'exportons pas, nous ne pourrions pas non plus importer; en effet, il ne peut y avoir d'importations sans exportations préalables. Toutefois, il faut bien nous dire que si la quantité de ciment exporté venait à être utilisée dans nos campagnes pour construire des canaux de drainage, d'irrigation, etc., cela serait très avantageux. La question se pose alors de savoir ce que nous devons faire pour couvrir nos propres besoins en ciment et à la fois pour en exporter. Avant tout il faut à coup sûr chercher à accroître, par exemple, les capacités de production de la cimenterie de Vlore. Pour y parvenir, il nous faut de nouveaux tambours, etc. J'ai pris le ciment seulement comme exemple, car nous avons à résoudre des problèmes de ce genre dans bien d'autres secteurs pour pouvoir répondre aux besoins de l'intensification de l'agriculture dans tout le pays.

Un autre problème fondamental, qui ne me semble pas avoir été bien compris, est celui de la nécessité de créer une base matérielle dans la dépression côtière. Ce problème ne doit pas être traité en bloc ni d'une manière uniforme, mais faire l'objet d'une étude concrète à partir des rendements obtenus par chaque exploitation agricole. Cela nous conduira à la juste conclusion que la base matérielle planifiée ou nécessaire en ce qui concerne cette zone, ne doit pas être, si l'on peut dire, répartie proportionnellement à chacun, mais d'une manière différenciée, en accordant une grande part aux exploitations et aux secteurs qui ont de bas rendements, mais qui disposent des conditions requises

pour les porter au niveau des rendements prévus dans cette zone ou déjà obtenus par des exploitations, des secteurs ou des équipes avancés...

Ainsi, sur les quelque 100 000 hectares où la production agro-pastorale sera intensifiée prioritairement, nous pouvons, au cours de 7^e quinquennat, nous abstenir de pourvoir, vu leur base matérielle déjà accrue, disons 35 à 40 000 hectares, où la production agro-pastorale a déjà été intensifiée avec les moyens dont on a disposé jusqu'à aujourd'hui. Les moyens qui viendront s'ajouter à ceux existants seront utilisés pour accélérer l'intensification de la production agro-pastorale sur le reste de la superficie cultivée et faire en sorte que cette intensification soit partout plus ou moins du même niveau. Naturellement, l'intensification ne connaît aucun terme, mais nous devons faire nos comptes comme nous venons de le dire, sinon nous risquons de nous tromper.

Sur les quelque 100 000 hectares où la production agropastorale sera intensifiée prioritairement, il est certaines mesures que toutes les exploitations agricoles devront prendre absolument indépendamment du niveau respectif de leurs rendements. Le drainage des terres en est une. Ces travaux ne devront jamais être interrompus. Il se peut que dans les exploitations qui obtiennent des rendements élevés ces travaux aient été menés à bien et dans ce cas nous n'avons rien à dire, mais dans celles où ils ne l'ont pas été, il faut absolument qu'ils le soient. Là encore, c'est à nous de décider. L'irrigation des terres dépend de notre potentiel économique et matériel. Si nous sommes en mesure de le faire, il faudra irriguer de manière satisfaisante toute la zone où la production agro-pastorale sera intensifiée. En ce qui concerne la fertilisation des terres, la mécanisation des travaux, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses et les autres machines agricoles, des différenciations s'imposent.

Venons-en maintenant plus concrètement et plus longuement au mot d'ordre que nous avons lancé et arrêtons-nous-y : «Viser des objectifs avancés». A cet égard, c'est à la conscience des coopérateurs qu'appartient le rôle primordial, mais les machines, les semences, l'irrigation, etc., jouent aussi un rôle important. C'est pourquoi toutes les exploitations qui ont obtenu des rendements élevés dans une zone ou une coopérative donnée doivent, indépendamment de leur volonté d'aller toujours de l'avant, prendre des mesures pour favoriser les autres zones et coopératives. Ainsi, nous devons laisser telle exploitation qui a obtenu des rendements élevés continuer pendant un certain temps à s'en tenir aux 70 quintaux de maïs à l'hectare qu'elle a obtenus, et nous contenter de la voir, grâce à son expérience et à sa base matérielle, consolider sa stabilité et obtenir d'encore meilleurs résultats. Nous avons réussi sur quelques parcelles de la zone où la production agro-pastorale sera prioritairement intensifiée, à obtenir de très bons rendements grâce aux moyens affectés à cet effet. Si nous prenons certaines mesures, comme nous devons le faire, en vue d'intensifier la production agro-pastorale dans telle ou telle partie de la zone en question, et cela demandera non pas un mais cinq ans, et si l'aide en matériels n'est pas uniforme mais différenciée conformément aux besoins de chaque secteur de la zone concernée, une partie de celle-ci obtiendra les rendements prévus à la fin de la troisième ou de la quatrième année du quinquennat et nous verrons finalement toute la zone obtenir les rendements fixés. Que l'on comprenne bien ce que je dis. Quand, dans la zone en question, nous déterminerons les superficies où sera intensifiée la production agro-pastorale, nous le ferons à raison des moyens que nous leur fournirons. Dans la zone précitée, les conditions ne sont pas partout les mêmes : ici, certaines conditions sont favorables ; là, elles sont relativement favorables; ailleurs, elles le sont moins. Nous commencerons par les superficies les moins favorisées, pour finir par les plus favorisées en passant par celles qui ne le sont que relativement.

Ainsi, à la fin du quinquennat, la production agro-pastorale de toute la zone sera intensifiée à un degré supérieur.

Ce n'est donc pas un travail à mener confusément, il demande à être bien étudié. Pour l'accomplir, nous devons faire appel concrètement aux spécialistes de la base, et leur contribution est déterminante. Il est indispensable de bien écouter ces spécialistes et de discuter posément et sérieusement avec eux. Ce n'est qu'ainsi que nous, à la direction du Parti, serons sûrs de nos acquis et pourrons, comme dit le peuple, «mesurer notre vol à nos propres ailes». Nous devons être sûrs de nos «ailes», car la situation internationale est problématique, et l'on ne peut aller de l'avant avec des promesses qui s'avèrent

impossibles à tenir. Nous disposons de grandes possibilités, mais des réserves restent encore à exploiter. Nous devons vivre à l'heure de la situation internationale et nous rendre bien compte des gros dangers qui menacent notre pays. Nous devons nous montrer très rigoureux, précis et révolutionnaires dans l'accomplissement des tâches qui nous incombent, c'est la condition du succès. Un jour ou l'autre, nos ennemis peuvent se livrer à des provocations contre nous, c'est pourquoi nous devons dès maintenant avoir accumulé des réserves. Pensons donc aussi aux temps difficiles.

Nous devons avoir une vision d'ensemble du travail que nous avons à mener dans l'agriculture. Et c'est une action très complexe. Quand nous prenons des mesures pour accroître une production, nous devons nous montrer très précis et non pas juger sur des moyennes. Si nous agissons ainsi, les moyennes s'en trouveront élevées. Si ces moyennes restent au même niveau, on en conclura que les forces et les moyens supplémentaires engagés pourraient être mieux utilisés ailleurs. Nous ne vivons pas dans l'abondance. Ne l'oubliez pas ! Nous consentons des sacrifices d'un côté pour satisfaire un besoin urgent de l'autre, surtout dans l'agriculture, qui est la base de notre économie.

C'est pourquoi, dans le projet de résolution qui sera présenté au Bureau politique, cette question doit être bien étudiée avec précision et concision; nous devons connaître à l'avance le nombre d'hectares où la production agro-pastorale sera intensifiée et le nombre de ceux où elle l'est déjà. Cela doit donc être bien défini. Il faut également préciser les produits que fourniront les zones en question sur un nombre d'hectares donné et les rendements qui y seront obtenus la troisième, la quatrième et la cinquième année du quinquennat. Autrement dit, certains points doivent être précisés dans le projet de résolution afin que l'on en tienne compte dans le travail à mener pour la réalisation de cette tâche, car c'est la décision prise qui orientera ce travail. Les rendements à obtenir doivent être fixés non pas à partir du rendement moyen [*En 1985, le rendement de blé était en moyenne et à l'échelle nationale de 30,6 quintaux à l'hectare.*] obtenu à l'échelle nationale, mais à partir de ceux qui sont envisagés pour les zones où la production agro-pastorale sera prioritairement intensifiée. La décision que nous prenons pour cette zone a donc un caractère tout particulier.

Je répète une fois de plus que le problème de l'agriculture demeure dans sa totalité. Les plans fixés doivent être réalisés et il faut aussi les dépasser, car nous avons de nombreuses possibilités et réserves pour ce faire. Nous devons bien comprendre que ces réserves doivent être mises au jour indépendamment de la décision que nous prendrons. Ce que nous faisons dans ce sens est un effort supplémentaire. Il faudra réaliser ces objectifs sans dépouiller les collines et les zones où l'intensification de la production agro-pastorale n'est pas prévue, au contraire, il faudra les aider en promouvant là aussi une intensification de la production.

L'intensification de notre agriculture s'est engagée avec sérieux dans une bonne voie. Il faut la poursuivre et ne pas se contenter des rendements obtenus dans la production de blé et de maïs hybride, travailler encore dans les cultures céréalières et autres, mais surtout dans le secteur de l'élevage. Pour ce qui est de l'intensification de l'élevage, je tiens à souligner qu'il est nécessaire de poursuivre le travail mené dans les cultures fourragères pour en fournir non seulement la zone en question mais encore tout le pays. Le plan de production pastorale doit être réalisé compte tenu des rendements fixés et, pour ce faire, il faut absolument intensifier la base alimentaire. Les mesures arrêtées pour intensifier la base alimentaire dans certains autres districts où nous avons concentré du bétail, doivent être mises en œuvre. Dans le district de Lezhe, par exemple, le nombre du bétail doit augmenter, et il nous incombe par conséquent d'intensifier la base alimentaire de l'élevage dans ce district. Mais où trouverons-nous cette base alimentaire ? Celle qu'offrent les plaines et les collines de ce district est-elle suffisante ? Certainement pas. Il nous faut alors prendre les mesures qui s'imposent à cet effet. Ce problème n'est pas dissocié des autres problèmes que pose l'intensification de la production agro-pastorale. Cette intensification doit concerner aussi en partie les cultures fourragères, ainsi du reste que les cultures maraîchères. Les légumes sont très importants pour l'alimentation de l'homme, ils permettent d'économiser le pain. Nous devons attacher une attention particulière à leur production. Nous augmenterons, certes, la production céréalière, mais nous devons manger moins de pain et plus de légumes, de fruits et de produits animaux. Pour pouvoir manger des légumes, nous devons en produire en grande quantité; à cette fin, nous devons veiller à obtenir, par exemple, un rendement de

400 quintaux de tomates par hectare. Pour obtenir ce rendement, nous devons faire des investissements. Nous avons aussi fait d'importants investissements pour l'élevage des vaches, certaines d'entre elles ont été bien entretenues, d'autres ont dégénéré. Les semences aussi dégèrent, car elles ont un cycle déterminé. Nous devons produire de bonnes semences, des semences hybrides en grande quantité et de bonne qualité pour satisfaire nos besoins et ceux de nos exportations, les besoins de notre marché intérieur et de la production de conserves, etc. Cela aussi s'inscrit dans le cadre de l'intensification de la production agro-pastorale.

La conclusion que nous devons dégager de tout cela est la suivante : sur la base de notre plan quinquennal, qu'il nous incombe d'accomplir, nous devons prendre des mesures pour intensifier la production agro-pastorale dans les plaines de certaines zones afin que celles-ci atteignent le niveau des zones les plus avancées non seulement dans la production de maïs, de blé, de coton et de haricots, dont il est question dans l'étude présentée, mais aussi dans les cultures fourragères et maraîchères. En ce qui concerne les moyens que nous destinons à l'intensification de ces cultures, il ne faut pas oublier que les cultures maraîchères demandent non seulement des tracteurs, mais aussi d'autres moyens motorisés : c'est pourquoi il faudra introduire dans cet ensemble de machines agricoles qui comprennent déjà des moissonneuses-batteuses et des tracteurs, d'autres appareils de faible poids qui facilitent la plantation, le serfouissage ; la récolte et le transport des légumes.

Venons-en maintenant aux cultures fruitières. Nous avons depuis longtemps donné notre aval à la construction de quelques ateliers ou fabriques dans certaines agglomérations le plus proches possible de la grande production fruitière et maraîchère, car cela permet d'éviter les transports superflus. Nous jugeons donc qu'il serait opportun de réétudier cette question considérée et de formuler sans délai des propositions concrètes à cet égard.

Vous voyez bien tous les problèmes que comporte l'agriculture. Contrairement à ce que pensait Mehmet Shehu, qui se croyait compétent en tout, elle ne peut pas être envisagée globalement. Les problèmes qu'elle comporte sont multiples et nous ne pouvons les résoudre tous à la fois, malgré toute notre bonne volonté. C'est pourquoi un ordre rigoureux doit présider à toutes les études et les estimations qui la concernent...

Nous devons, à mon sens, concevoir l'agriculture et les besoins de la population dans leur complexité. L'essentiel est de créer l'abondance et de réunir les conditions les plus appropriées pour réaliser scientifiquement cette abondance, grâce à des assolements et des concentrations conformes aux exigences de la science et aux conditions du sol. La concentration et la spécialisation des cultures qui seront largement pratiquées dans cette zone, apportent, comme l'a démontré l'expérience avancée de la coopérative agricole de Plase, des changements dans le développement de l'économie, mais aussi dans la vision des choses. Les vieilles conceptions cèdent la place aux nouvelles, aux conceptions de la grande production socialiste. C'est par cette voie que l'on combat également la vieille mentalité de l'autarcie, qui se traduit, souvent, par le souci de pratiquer, dans une seule et même exploitation toutes les cultures ; et il y a quelques années cette tendance était encore plus marquée même au niveau des équipes d'agriculteurs. La lutte menée naguère contre la «mosaïque» des cultures sur des superficies réduites, doit l'être aujourd'hui contre les manifestations d'autarcie sur de plus grandes surfaces.

Bien entendu, notre économie et, dans le cadre de celle-ci, notre agriculture socialiste sont dirigées suivant un plan unique d'Etat. Pour saboter l'expérience de Plase, Mehmet Shehu et consorts, ces ennemis de notre Parti, allaient jusqu'à dire : «Il faut choisir : ou bien une structure des cultures qui obéisse à un plan, ou bien Plase avec sa rotation des cultures». Alors que se sentant aux abois et redoutant de voir ses vils agissements percés à jour, Mehmet vint me dire un jour : «Nous ferons de toute l'Albanie une Plase»...

L'application sur une vaste échelle de l'expérience de Plase ne pouvait certes pas se faire d'un coup de plume, mais nous avons déjà indiqué que nous avons laissé traîner les choses pour mettre en pratique cette expérience. Pour pouvoir l'appliquer partout, il faut effectuer certaines manœuvres dans les semailles des diverses cultures. Une exploitation agricole peut-être dispensée d'une culture qui, pour

les besoins des rotations, sera assignée à une autre. On peut manœuvrer également ainsi entre deux exploitations surtout lorsqu'elles sont attenantes dans la zone en question. Dans ce cas, nous disent les spécialistes, on peut mettre au point des schémas de rotation communs aux deux exploitations même si celles-ci sont indépendantes quant à l'organisation. C'est surtout possible pour certaines cultures d'appoint, comme, par exemple, la luzerne, qui accroissent la fertilité du sol, la quantité d'humus et la teneur en éléments nutritifs.

Cette marge de manœuvre, à mon avis, est partielle et possible seulement au niveau des tâches du plan à l'échelle du district et surtout du pays. Chaque exploitation agricole doit s'y intéresser davantage, mais ce sont les districts et le ministère de l'Agriculture en collaboration avec la Commission du Plan d'Etat qui doivent y jouer un rôle particulier.

Je pense qu'il faut envisager aussi sur un plan plus étendu l'application des schémas scientifiques des rotations des cultures ainsi que la lutte contre l'autarcie. Prenons, par exemple, les oignons. Nous disons qu'il faut produire le plus, d'oignons possible. «Pourquoi produire plus d'oignons ? nous demanderait un coopérateur. Moi, j'ai besoin de céréales panifiables». «Eh, bien, doit-on lui répondre, si les oignons sont de bonne qualité, s'ils sont bien conservés, on peut les exporter et se procurer d'autres aliments avec l'équivalent de leur valeur. Ou bien encore, si les conditions le permettent, on peut cultiver sur ces terres-là la luzerne, car on obtiendra ainsi plus de viande, de lait, de cuir, etc.» J'entends par là qu'il ne faut pas consommer tout ce que l'on produit, il faut aussi en exporter une partie pour importer ce que nous n'arrivons pas à produire chez nous. Naturellement, nous devons avant tout nous suffire en pain et autres denrées alimentaires essentielles. Toutefois, si nous arrivons, en mettant à profit comme il convient les conditions existantes, à exporter de la viande, nous nous doterons de moyens nous permettant d'importer quelque produit qui nous manque. Et si nous avançons à ce rythme-là, avec courage et en appliquant les acquis de la science je crois que nous ne manquerons plus de rien. Nous produirons le nécessaire sur place et aurons même des excédents à exporter. Nous disposerons ainsi d'une grande force économique et pourrons manœuvrer sur le marché international pour assurer le développement continu de notre industrie, de notre agriculture et des autres branches de notre économie.

La mise sur pied des coopératives agricoles de type supérieur a été une mesure importante entre autres que nous avons prise pour résoudre les problèmes posés par le développement et le progrès de notre agriculture dans la voie du socialisme. Maintenant que nous nous sommes engagés dans la phase la plus avancée de l'intensification de la production agro-pastorale, il s'agit de définir dans quelle catégorie nous classerons ces coopératives, si nous les considérerons ou non comme étant au niveau de cette intensification. L'Etat continuera-t-il à les aider comme auparavant ou doit-il accorder cette aide aux autres coopératives afin de les élever au niveau des premières ? Les coopératives de type supérieur ont déjà atteint un bon niveau de développement, certaines d'entre elles ne le cèdent en rien aux entreprises agricoles, d'autres en sont fort proches et il en est même qui les ont dépassées. Dans les coopératives de type supérieur, les investissements de l'Etat conjugués à leurs propres investissements ont permis de les porter au niveau exigé pour la zone prioritairement intensifiée, l'Etat ne doit donc plus y faire autant d'investissements qu'il en a faits jusqu'à présent. C'est pourquoi les fonds prévus à cette fin doivent être répartis de façon différenciée en fonction des besoins réels. Les fonds accordés par l'Etat aux coopératives de type supérieur leur ont été très profitable, la contribution directe de l'Etat à leur développement a donné de bons résultats. Désormais elles ne recevront qu'une partie de ces fonds, mais l'Etat n'en exigera pas le remboursement. Comme ces fonds ont été judicieusement utilisés, que ces coopératives ont atteint un stade de développement avancé et que le niveau de vie de leurs membres s'est élevé, il faut leur fixer un taux d'accumulation différent de celui des autres coopératives et les amener à faire plus d'investissements puisés dans leurs propres ressources. Quant aux autres coopératives, l'Etat peut et doit les aider davantage.

Aussi, au moment où sera décidée la répartition des fonds et fixée l'aide qu'accordera l'Etat, il faudra tenir compte du niveau élevé, du stade de développement et des rendements des coopératives de type supérieur si proches des rendements et des revenus des entreprises agricoles de la zone où la production agro-pastorale a été ou sera intensifiée.

Il faut bien se dire que notre Etat de dictature du prolétariat ne travaille pas seulement pour les coopératives de type supérieur et pour que celles-ci soient seules à améliorer la vie de leurs membres. Notre Etat pense également aux autres coopératives. Mais les coopératives de type supérieur doivent conserver le niveau atteint et même l'élever, car elles en ont tous les moyens.

L'intensification prioritaire de la production agro-pastorale dans la zone de plaine **ne doit pas entraver en quoi que ce soit le régime actuel des coopératives agricoles**. Je m'explique. On envisage, par exemple, d'intensifier la production dans la plaine de Ndroq.

Naturellement, des investissements y seront faits à cette fin. Mais la zone montagneuse de cette coopérative continuera de se développer grâce à l'aide que l'Etat ne cessera d'y apporter. Dans cette zone aussi on tendra à intensifier la production. La répartition des revenus par journée de travail et la constitution des différents fonds se feront conformément aux règlements du statut des coopératives. C'est un important problème à résoudre dans le domaine des rapports de production.

On a évoqué également ici **le problème de la production sur place des machines et des équipements agricoles**. Quand on parle d'intensification de la production on entend que pour la culture du maïs, par exemple, il faut obtenir 60 à 70 q/ha sur une superficie de plus de 10 000 ou d'environ 20 000 hectares, et que cette superficie augmentera encore disons de plusieurs milliers d'hectares quand, pour accroître le nombre du bétail, on aura besoin d'encore plus de maïs. Sur des superficies de cet ordre de grandeur, la récolte ne pourra plus se faire avec les moyens utilisés aujourd'hui. D'autre part, nous ne pourrions pas faire venir de l'étranger toutes les moissonneuses et autres machines nécessaires pour la récolte du blé, du maïs, des fruits. Alors comment faire ?

Il faut donc nous mettre à construire nous-mêmes des moissonneuses, etc. Nous sommes en mesure de le faire, sauf pour les moteurs de ces machines (encore qu'il existe chez nous quelques usines électromécaniques qui peuvent en fabriquer). L'agriculture comporte aussi nombre d'autres problèmes qui n'ont pas été étudiés en temps voulu et qui doivent l'être maintenant. Si je le dis, c'est que mieux vaut tard que jamais et que dans les prochaines années nos campagnes bénéficieront de conditions encore plus favorables ; puis nous serons confrontés à d'autres problèmes, car nous aurons besoin d'un nombre croissant non seulement de moissonneuses, mais aussi de tracteurs.

A part, bien entendu, le complexe des autos et des tracteurs de Tirana, nous devons arrêter et mettre en œuvre des mesures tendant à renforcer toutes les usines de machines agricoles. Outre l'usine de machines agricoles de Durrës, il faudra peut-être restructurer aussi les autres usines de ce genre, mais y a-t-on pensé et dans quelle mesure les conditions requises à cet effet ont-elles été réunies ? J'ai entendu dire ici que les usines de machines agricoles des districts engagent une bonne part de leurs capacités dans la production de pièces détachées et d'équipements destinés à l'industrie. Or, cela me semble peu judicieux. Si cela tient seulement au fait que ces usines relèvent du ministère de l'Industrie et des Mines, il faudra alors reconsidérer leur statut et préciser si elles doivent dépendre de ce ministère-là ou du ministère de l'Agriculture.

Dans le cadre de l'intensification en question, l'accroissement de la production agro-pastorale partout en Albanie posera **un grand problème à nos transports, qui risqueront d'être déficitaires**. Nous lisons dans les journaux que l'on continue à transporter beaucoup de marchandises à la fois par le rail et par la route, qu'il y a encore, dans les transports, des chassés-croisés et allées et venues inutiles. C'est pourquoi l'utilisation rationnelle des moyens de transport dont nous disposons constitue aussi une grande réserve pour l'agriculture.

Il est également nécessaire de produire davantage de chars et chariots. Mais l'atelier de Shijak, exception faite de quelque initiative locale, est seul à s'occuper de ce travail, ce qui ne suffit pas à satisfaire tous les besoins du pays en ce genre de moyen de transport ; aussi doit-on en élargir la production, surtout dans les districts riches en bois d'œuvre.

Outre les chariots, il est nécessaire d'intensifier le transport automobile et, comme vous le suggérez, nous pouvons importer un certain nombre de camions ; il faut toutefois avoir en vue que nous devons épargner chaque pouce de terrain. Or, naturellement, une partie du sol restera improductive, s'il faut, pour transporter les produits de la terre, construire des routes. Là aussi, il faut bien faire les comptes ; pour compenser les pertes de terrain dues à la construction de ces routes, il sera nécessaire d'élever les rendements des cultures. Malgré tout, il faut admettre que ces nouvelles routes sont nécessaires, car le transport des produits végétaux par camion est plus rapide et les pertes sont moindres.

Je voudrais également soulever un autre problème que l'on a déjà abordé mais pas résolu. Il s'agit **des contrats passés entre les ministères concernés et les coopératives**. Les organismes du ministère du Commerce intérieur et du ministère des Industries légère et alimentaire passent bien entendu des contrats avec les coopératives agricoles, mais ces contrats n'obéissent pas aux mêmes règles et ne prévoient pas les mêmes sanctions sévères que dans ceux conclus avec les entreprises agricoles. Il en résulte que ces organismes ne drainent pas régulièrement certains principaux produits agricoles, notamment les légumes et les fruits.

Je pense que cette question doit être considérée plus attentivement qu'elle ne l'a été jusqu'à présent. Je suis même d'avis que les coopératives doivent mettre sur pied un secteur qui s'occupe de la distribution et de la commercialisation des produits, et dont relèvent aussi les contrats et les problèmes qu'implique leur exécution.

Si chaque coopérative dispose d'un secteur ou d'un bureau de ce genre, elle sera à même de s'adresser aux organismes du ministère du Commerce intérieur et du ministère des Industries légère et alimentaire pour leur demander de passer avec elle des contrats sur la quantité des différents produits agro-pastoraux à prélever, des contrats qui prévoient des sanctions sévères pour les deux parties. Si les biens produits ne sont pas pris en livraison, les dommages constatés seront payés par ceux qui ne l'auront pas fait, de même que les coopératives devront payer si elles ne livrent pas leurs produits dans les délais prévus par les contrats.

Or, jusqu'à présent du moins, une telle pratique n'existe pas. Si les organismes du commerce demandent aux coopératives de leur transporter les produits depuis les champs jusqu'à leurs entrepôts, ils devront payer les frais de transport si les moyens utilisés à cette fin, les chariots et autres, appartiennent aux coopératives. Tout cela doit figurer également dans les contrats. Si l'on agit ainsi on encourage la production, sinon, quand les produits ne sont pas pris en livraison et s'avarièrent, les coopérateurs peuvent penser que leurs efforts sont vains.

Il est aussi une autre question à reconsidérer, celle des standards des produits agro-pastoraux. Il peut arriver et il arrive effectivement qu'une partie de la production ne réponde pas aux exigences des exportations ni aux standards requis par le marché intérieur, car les produits peuvent être un peu comprimés. Ce n'est pas une raison pour jeter ces marchandises au rebut, au contraire, il faut prendre des mesures pour les traiter industriellement, ou bien les acheter aux organismes de commerce à un prix un peu inférieur, en préservant naturellement les intérêts de l'Etat, mais non pas aux dépens des paysans, et vendre ces produits à des prix abordables à la population.

J'ai mis l'accent sur certains de ces problèmes, mais ils ne devront pas tous figurer dans l'étude à réélaborer sur l'intensification prioritaire de la production dans la zone de plaine. Nous déciderons au Bureau politique des problèmes fondamentaux que nous avons débattus ici. Quant aux autres problèmes, il incombe au gouvernement, aux organes d'Etat et aux organismes économiques de prendre des décisions et des mesures concrètes en vue d'appuyer le grand programme d'intensification de notre agriculture établi par le VIII^e Congrès de notre Parti.

A propos du 7^e plan quinquennal

LE MARXISME-LÉNINISME NOUS EST NÉCESSAIRE COMME L'AIR QUE NOUS RESPIRONS ET LE PAIN QUE NOUS MANGEONS

Extraits de l'intervention à la réunion du Secrétariat du CC du PTA

[A cette réunion fut discuté le rapport «Elevons le niveau du travail d'éducation marxiste-léniniste à l'Ecole du Parti «V. I. Lénine», dans les cours du Parti et les formes d'éducation».]

26 avril 1982

Le camarade Enver Hoxha s'enquit d'abord du jugement des camarades de l'Ecole du Parti sur les programmes, les cours, les séminaires, les étudiants, les enseignants ainsi que de leur niveau de formation pédagogique et scientifique. Après s'être informé de ces questions et de l'influence de l'action hostile de Fiqret Shehu [Voir pp. 94-105 du présent volume.] dans la méthode de travail de l'Ecole du Parti, le camarade Enver Hoxha a dit :

Pour faire de l'Ecole du Parti une institution authentiquement révolutionnaire, comme le devoir nous en incombe, nous devons bien réfléchir sur la manière de la révolutionnariser, de combattre certains préjugés et méthodes surannées. Ce sont des problèmes que le corps enseignant de cette Ecole pourra traiter encore plus à fond. Quand aux mesures que vous prendrez à cette fin, vous devrez consulter, camarade Jorgji [Jorgji Sota, à l'époque, sous-directeur de l'Ecole du Parti «V. I. Lénine»], non seulement le camarade Ramiz [Alia] ou le camarade Foto [Çami], mais, en premier lieu, les étudiants de l'Ecole du Parti qui sont des cadres et des travailleurs du Parti.

La voix du Parti est déterminante. L'étudiant à l'Ecole du Parti qui y est venu de la base et connaît bien cette dernière, donnera une plus juste solution au problème de la théorie qu'il apprend à cette école et dira ouvertement: «Camarade professeur, le cours que vous nous faites nous entre par une oreille et nous sort par l'autre. Vous devez changer votre méthode de travail, parce que, quand je retourne à la base, j'oublie tout cela et la théorie que j'apprends ici ne se rattache pas bien à la pratique sur le terrain» et d'autres choses encore.

C'est pourquoi, considéré du point de vue organisationnel, pédagogique, etc., le travail accompli jusqu'à ce jour à l'Ecole du Parti ne l'a pas été de la manière et dans la mesure requises. Je ne veux pas dire par là que vous êtes restés les bras croisés et que vous n'avez pas du tout travaillé, mais nous devons mieux regarder en face les défauts que l'on y observe !

J'ai recommandé aux camarades du Comité central d'aller effectuer un contrôle à l'Ecole du Parti «V. I. Lénine» pour voir ce qu'y faisait Fiqret Shehu, laquelle considérait cette école comme «sa zone sacrée» et, en fait, lorsque les camarades de l'équipe de l'appareil du Comité central y sont allés, l'ennemie Fiqret Shehu les a reçus avec hauteur. Le camarade Foto Çami a insisté et lui a dit «je viens ici de la part du Comité central du Parti».

«Mais pourquoi, lui a-t-elle demandé, qu'y a-t-il à redire ici ?

— Peu importe, lui a répliqué le camarade Foto, le Comité central fera son travail de contrôle». C'est donc pour cela que les camarades du Comité central sont venus ici, mais vous vous êtes tus et n'avez pas posé les problèmes comme il fallait.

On a dit ici qu'il faut remanier les programmes de l'école, mais dans quel sens ? On a parlé aussi d'esprit scolaire. Mais, qu'entendez-vous par ce terme et qu'est-ce que vous devez faire pour éliminer cet esprit ? Comme nous venons de l'apprendre ici, après avoir suivi les cours, les étudiants préparent le résumé des textes qu'ils étudient, et naturellement y dépensent beaucoup de temps, mais il se peut que ce résumé soit préparé par un étudiant qui le passe ensuite aux autres. Si l'on procède ainsi, ceux qui trouvent le travail tout prêt ne font rien, ils dorment si l'on peut dire.

Pour pouvoir assurer une participation active des étudiants aux séminaires et y animer les débats, les enseignants doivent avoir eux-mêmes de plus vastes connaissances sur la vie du Parti, la connaître plus à fond. Ils éviteront à la fois ainsi que les cours et les séminaires soient entachés d'un esprit scolaire.

Cet esprit qui les afflige est dû à certains facteurs. Un enseignant, par exemple, prépare un cours sur un sujet théorique du marxisme-léninisme qu'il traite chaque semaine ou chaque année, selon le programme. En sa qualité d'enseignant, il peut être chargé de traiter chaque année vingt thèmes, qui constituent un cycle entier. Il lui faut les étudier absolument, mais pour y éliminer l'esprit scolaire et animer les débats entre les étudiants au cours des séminaires, il doit entrer en contact avec la vie du Parti, enrichir son cours de problèmes auxquels on est confronté dans la pratique. C'est ainsi qu'il parviendra à éviter l'esprit scolaire. Voilà pourquoi les enseignants doivent bien connaître la vie. Qu'est-ce qui les empêche d'apprendre à le faire ? On a dit ici que les enseignants de l'Ecole du Parti participent aux réunions des instances des comités du Parti des districts, aux plénums et réunions des actifs du Parti, etc., et, de retour à l'Ecole, ils discutent de l'expérience qu'ils en ont rapportée. Et l'appareil du Comité central, vous a-t-il prêté son aide ? Dans la négative, pour quelle raison ? Qu'est-ce qui a fait défaut ? L'intérêt ou la disposition de divers secteurs de l'appareil du Comité central ou bien ceux-ci ont sous-estimé le travail qu'ils devaient faire à l'appui de l'Ecole du Parti et du système d'enseignement marxiste-léniniste dans son ensemble, ou bien la raison doit-elle en être recherchée ailleurs ?

Vous avez dit avoir tiré certaines conclusions des pratiques pédagogiques que les étudiants de l'Ecole du Parti font dans les districts. C'est bien, mais attention, parce que votre mission n'est pas, dans ces pratiques, de relever les défauts que vous y constatez dans le travail du Parti et d'en mettre au courant le Comité central, comme vous l'avez fait jusqu'à maintenant. Non, le rôle du Parti ne consiste pas en cela. Il en va autrement si vous observez un cas où il y a violation de la ligne du Parti ou que les étudiants qui ont terminé leurs études dans votre école n'appliquent pas dans la vie ce que vous leur avez appris. En pareil cas, vous pouvez informer l'appareil du Comité central, et cela nous intéresserait.

La pratique pédagogique que vos étudiants font pendant un mois dans les districts vise d'autres objectifs. Elle aide, en premier lieu, les étudiants à ne pas se couper de la vie, à se lier plus étroitement à la base, à la production et à ne pas perdre le sens du travail du Parti dans la vie. Autrement dit, ils observent la mise en œuvre de la théorie marxiste-léniniste transmise à travers les directives du Parti, qui ne sont pas communiquées à la base à travers l'Ecole du Parti, mais par les canaux du Parti. A cet égard, nous disons que les étudiants que l'on envoie de la production à l'Ecole du Parti, ont appliqué les directives du Parti, c'est-à-dire qu'ils ont avancé dans la voie du marxisme-léninisme même avant de venir à cette école; qu'ils possèdent des fondements théoriques et pratiques, alors qu'à l'école ils perfectionnent et étendent encore leurs connaissances. Durant la pratique, ils s'instruisent et tout à la fois instruisent. C'est ainsi qu'il faut comprendre cette question, je crois que cela est clair.

J'avais encore une autre question à traiter. La réunion d'aujourd'hui où nous sommes en train d'analyser l'élévation du niveau du travail d'éducation marxiste-léniniste des cadres à l'Ecole du Parti «V.I. Lénine», aux cours du Parti et aux formes d'éducation, portera essentiellement son attention sur l'Ecole du Parti. En réalité, ce n'est pas à vous, enseignants de l'Ecole du Parti, qu'il appartient de diriger les cours et les formes d'éducation du Parti, mais aux comités du Parti des districts et de l'armée. Toutefois, les participants à ces cours et formes d'éducation du Parti seront peut-être un jour vos étudiants, et cela me pousse à vous poser les questions suivantes : Vous est-il jamais passé par la tête quand vous vous rendez à la base pour une période de la pratique, de contrôler le travail qu'on y mène pour l'éducation marxiste-léniniste dans les cours du Parti et les formes d'éducation ? Avez-vous quelque suggestion quant à la manière de les développer ? Les programmes y sont-ils bien conçus ? Le comité du Parti du district ou de l'armée suit-il attentivement le travail qu'on y mène ? Vous assurer de cela n'est pas un devoir qui vous incombe, mais cela peut vous être utile à titre d'information. Je pense que cet intérêt et cette information vous seront nécessaires, parce que les étudiants de l'Ecole du Parti sont justement ceux qui ont déjà suivi ces cours de parti et ces formes d'éducation.

Je pense également que le Parti doit attacher une très grande importance à ces cours et à ces formes, car, outre la pratique qu'on y exerce, on y acquiert aussi des connaissances théoriques. Des discussions y ont lieu qui ont un caractère authentiquement révolutionnaire et nous devons œuvrer à renforcer encore ce caractère. Quand nous disons que ces formes d'éducation doivent avoir un caractère révolutionnaire, cela signifie qu'elles doivent être conduites sur la base de la ligne marxiste-léniniste du Parti. Les participants aux cours trimestriels perfectionnent encore leurs connaissances théoriques.

Comme je viens de le souligner, vous devez avoir une idée du travail effectué dans ces cours pour l'éducation marxiste-léniniste des communistes, et reconsidérer les parties du programme que vous jugerez nécessaire de revoir. Shkodër, par exemple, est une ville industrielle, mais étant un district frontalier, sa situation est particulière. C'est également une ville où le clergé catholique a eu une puissante influence. En fait, cette influence n'existe actuellement plus, on n'y mène plus aucune activité religieuse, mais il ne faut pas oublier que l'influence et les préjugés religieux subsistent. Alors, outre le secteur de l'éducation auprès du comité du Parti du district concerné qui doit, pour sa part, exercer son contrôle, s'informer et prendre des mesures relatives à ces questions, vous aussi, de l'Ecole du Parti, vous devez œuvrer dans ce sens, car dans votre école aussi il y a des cadres venus de ce district. Ainsi, vous vous mettez au courant du travail des cours trimestriels du Parti à Shkodër, des thèmes que l'on y traite de même que dans les formes d'éducation. C'est alors seulement que vous pourrez suggérer aux camarades de Shkodër les problèmes de l'éducation marxiste-léniniste sur lesquels ils doivent concentrer leur attention, car c'est aux comités du Parti des districts qu'il appartient de diriger ces cours. Vous pouvez même aller au Comité du Parti du district et poser là ces problèmes. Avez-vous fait tout cela ? Si vous l'avez fait, je vous dirai bravo !

C'est la nécessité de veiller à l'éducation marxiste-léniniste qui nous a poussés à trouver de telles formes de travail, d'aide et de contrôle. C'est ce que nous enseigne la théorie marxiste-léniniste. Dès lors que vous avez déjà pratiqué ces formes de travail, vous pouvez les poursuivre, mais bien sûr en les perfectionnant davantage.

L'Ecole du Parti, à mon avis, n'a pas pour mission de former des *tchinovniks* ni des employés, ni non plus des permanents du parti. Nous envoyons à l'Ecole du Parti «V.I. Lénine» aussi bien qu'aux cours et formes d'éducation du Parti, des cadres du Parti et de ses courroies de transmission, pour qu'ils apprennent notre théorie marxiste-léniniste, qui leur servira de boussole pour s'orienter à mieux remplir les fonctions que leur a assignées le Parti.

Pour ce qui est des permanents du Parti et de tous les instructeurs, ils sont tous nommés, c'est-à-dire que ce sont des employés, tandis que les secrétaires des organisations de base du Parti sont élus. S'ils sont aujourd'hui secrétaires, demain ils pourront cesser de l'être, et quelqu'un d'entre eux peut devenir directeur d'usine et un autre sera élu à sa place secrétaire du Parti. Il se peut que celui-ci ne soit pas sorti de l'Ecole du Parti, mais le comité du Parti du district ou le Comité central juge judicieux de l'élire au poste de premier secrétaire du comité du Parti du district, du fait que ses qualités permettent de penser qu'il sera parfaitement capable de diriger le travail du Parti dans le district. Ainsi donc, ni l'Ecole du Parti ni les cours du Parti ne préparent des permanents du Parti. Ceux qui sont désignés à ces postes le sont sur d'autres bases. Eux aussi, même s'ils sont sortis ou non de l'Ecole du Parti, peuvent passer dans des secteurs où ils sont nécessaires et être remplacés par d'autres à leurs postes antérieurs. Ils travaillent aux postes où ils sont désignés par le Parti. Seul un petit pourcentage du total des instructeurs et des permanents du Parti est envoyé à l'Ecole du Parti. C'est ainsi qu'il faut comprendre la fréquentation de l'Ecole et des cours du Parti.

C'est moi-même qui ai proposé la suppression du système d'appréciation par des notes à l'Ecole et aux cours du Parti, parce qu'à l'une comme aux autres ceux qui y sont envoyés sont choisis, et ils comprennent l'importance de l'éducation marxiste-léniniste, et, par conséquent, pour nous la note n'a pas d'importance, la différenciation par les notes ne doit pas exister. Naturellement, les enseignants doivent s'intéresser à faire en sorte que tous ceux qui suivent cette école ou les cours du Parti, des Unions professionnelles et de l'Union de la Jeunesse, assimilent le programme d'études qui y est développé. Il n'est donc pas nécessaire de les apprécier par des notes comme on le fait dans les écoles

d'Etat. A l'Ecole du Parti ils acquerront des connaissances sur le marxisme-léninisme et travailleront tous sur divers fronts pour s'acquitter des tâches que leur a assignées le Parti. Il est vrai que tous ceux que le Parti envoie à cette Ecole sont sélectionnés, mais ceux-ci aussi, de leur côté, doivent justifier la confiance que le Parti leur a faite, à travers une discipline rigoureuse et une juste compréhension de l'enseignement et de l'assimilation des connaissances que l'école leur fait acquérir. Puis, ce sera le plénum, le bureau du comité du Parti du district, le Bureau, politique ou d'autres organes, dont ils dépendent, qui les affecteront à divers postes.

De quelle manière ces organes prennent-ils leurs décisions ? Sur quels critères ? D'après ce que je sais, ils se fendent sur les appréciations que l'Ecole fait de chaque étudiant. Ces appréciations doivent être la résultante des jugements de tous les enseignants de l'Ecole du Parti, et on n'agira pas comme l'a fait l'ennemie Fiqret Shehu, elles ne doivent pas non plus être préparées par un seul enseignant. Donc, à mon avis, chaque enseignant doit mettre en lumière les traits caractéristiques du travail et de la conduite de chaque étudiant, puis, sur la base du jugement de tous ses collègues, est préparé un document qui doit être signé par le directeur de l'école.

Donc, notre but est l'éducation marxiste-léniniste des communistes sous toutes les formes et de toutes les manières. Nous pouvons dire que, sur la base des programmes approuvés par le Secrétariat du Comité central du Parti, nous avons défini ce que nous devons enseigner à ces personnes et nous avons bien fait. A mon sens, les compléments apportés aux programmes sont justifiés, seulement il faut réaliser ce que les camarades ont dit, à savoir rattacher plus étroitement l'école à la vie, à la pratique. A mon avis, pour bien apprendre Marx et Lénine, deux ans et peut-être même trois vies, la moyenne de vie chez nous étant de 68 ans [*En 1987 l'espérance de vie en Albanie a dépassé les 71 ans.*], ne suffiraient pas. Qu'est-ce que j'entends par là ? J'ai à l'esprit l'attention à attacher aux matériaux recommandés aux étudiants de l'Ecole du Parti. Le programme d'études prévu est très chargé et si l'on recommande aux étudiants d'étudier *l'Anti-Dühring* d'Engels en entier ou le *Matérialisme et Empirio-criticisme* de Lénine ainsi que d'autres œuvres de nos classiques, nous devons être réalistes et reconnaître qu'ils ne pourront le faire comme il se doit.

Certainement, les études à l'Ecole du Parti doivent se fonder sur les œuvres des classiques, sinon, ce ne serait pas une école de parti.

Comme on le sait déjà, Lénine a combattu avec vigueur bon nombre d'idéologues et de philosophes idéalistes et opportunistes, pétris de toutes sortes d'idées et de vues antimarxistes erronées. En lutte contre eux, il a écrit de gros ouvrages, dans lesquels il explique, avec arguments à l'appui, la fausseté de leurs idées et de leurs théories. Nous connaissons tous cette grande lutte que Lénine a menée contre les divers courants opportunistes. La question se pose : est-il indispensable de recommander aux étudiants d'entrer dans des détails ? Les œuvres de Lénine sont une grande leçon pour nous, car nous pouvons y puiser des analogies, mais les étudiants ne peuvent pas assimiler en peu de temps toutes les idées reflétées dans ces œuvres. Il nous faut donc recommander aux étudiants les extraits qui se rattachent aux thèmes qu'ils ont à développer et insister pour qu'ils assimilent bien ces leçons, car elles les aideront dans la vie. Il faut, par conséquent, recommander aux étudiants d'étudier les matériaux des classiques qui illustrent le thème qu'ils traitent, afin que l'étudiant qui termine l'Ecole du Parti et a une expérience de travail puisse facilement procéder à des analogies dans la lutte contre les courants actuels contraires à notre idéologie. N'oublions non plus que tous ceux qui viennent à l'Ecole du Parti n'ignorent pas totalement ces questions.

Tout d'abord parce qu'ils vivent dans un pays socialiste et sont éduqués, depuis leur enfance, suivant l'éthique et la morale communiste, marxiste-léniniste.

Ensuite, avant d'aller à l'Ecole du Parti, ils ont fréquenté diverses autres écoles, dont les programmes sont fondés sur les grandes lignes théoriques du Parti, sur notre théorie qui oriente l'étudiant dans la ligne marxiste-léniniste du Parti. Même à l'Université et dans les autres écoles supérieures, toutes les études reposent sur une base scientifique et sont fondées sur le marxisme-léninisme.

Troisièmement, ils ont participé aux formes d'éducation des organisations de masse, comme le sont celles de l'UJTA, des UPA et de l'UFA, qui non seulement mènent une vie révolutionnaire comme organisations, mais mettent aussi sur pied des cours d'éducation marxiste-léniniste.

Enfin, la presse, la radio, la télévision et tous les autres moyens de communication de masse qui jouent un rôle puissant pour l'éducation des gens, exercent leur influence sur eux. Les étudiants de l'Ecole du Parti vivent dans notre pays socialiste et sont entourés par notre propagande et notre agitation marxistes-léninistes. A l'Ecole du Parti, ils renforcent davantage leur éducation marxiste-léniniste. Les propositions faites dans le document soumis au Secrétariat du Comité central du Parti ne sont pas claires. Pourquoi proposez-vous qu'il y ait à cette école à la fois un cours pour les cadres dotés d'enseignement supérieur et un autre cours parallèle pour les cadres moyens ? Non, je n'approuve pas qu'il soit créé un cours particulier pour les cadres supérieurs ni que leurs études à cette Ecole durent deux ans. Je ne dis pas qu'on n'envoie pas de cadres supérieurs à l'Ecole du Parti, mais nous y avons institué des cours d'un an d'économie politique et de philosophie. S'il apparaît nécessaire d'ouvrir encore un cours d'un an pour certains cadres dotés d'enseignement supérieur, nous pourrions le faire.

Je pense que les cadres qui ont terminé leurs études supérieures ne doivent, pas étudier le même programme que les cadres moyens, mais étudier plus à fond le marxisme-léninisme. Pourquoi les cadres qui ont une expérience de travail longue de cinq, dix ou douze ans, doivent-ils perdre deux ans ? Si nous avons besoin de philosophes ou d'économistes, nous pouvons envoyer des cadres dotés d'enseignement supérieur suivre des cours d'un an de philosophie ou d'économie politique, tandis que pour les autres cadres dotés d'instruction supérieure que l'on pense envoyer à l'Ecole du Parti en même temps que les autres cadres dotés d'enseignement secondaire, on pourrait ouvrir un autre cours parallèle.

Je pense qu'il n'est pas juste que les cadres qui ont terminé leurs études supérieures fassent deux autres années d'études à l'Ecole du Parti. Calculons un peu la durée du cycle d'études d'un cadre supérieur. Après être sorti du lycée il va à la Faculté et fait huit ou neuf années d'études sans calculer ici l'école de huit ans. Si nous l'envoyons suivre deux ans encore à l'Ecole du Parti cela lui fera dix-huit ans d'étude dans sa vie. A mon avis, ce n'est pas judicieux ni rationnel.

On a suggéré ici d'écourter la durée des cours à l'Ecole du Parti, C'est avantageux, car les étudiants de cette école sont dotés de culture, et si dans les matériaux que vous leur offrez vous introduisez de la phraséologie, ils sont à même de comprendre que c'est superflu et peuvent dire : «Donnez-nous ici l'essentiel, pour nous aider à avancer dans la juste voie».

Des matériaux qui nous ont été présentés ainsi que des interventions des camarades j'ai tiré la conclusion que l'on vise à faire terminer l'Ecole du Parti par un grand nombre de cadres dotés d'enseignement supérieur. Je ne m'y oppose pas, mais je pense qu'à cette école nous devons envoyer plus d'ouvriers, qui ont terminé leurs études secondaires, mais pas de ceux qui n'ont terminé que le cycle de huit ans. Pourquoi est-ce que je suggère d'envoyer à l'Ecole du Parti beaucoup plus d'ouvriers dotés d'enseignement secondaire ? C'est que par l'intermédiaire de l'école nous dotons la classe ouvrière d'une forte éducation marxiste-léniniste.

Les ouvriers doivent dominer à l'Ecole du Parti et nous ne devons pas les considérer comme ne parvenant pas à comprendre la théorie marxiste-léniniste. Juger ainsi serait une erreur. Les ouvriers comprennent bien le marxisme-léninisme, même mieux que ceux qui ont terminé leurs études secondaires et qui n'ont jamais travaillé dans la production. Nous devons envoyer à l'Ecole du Parti des ouvriers qui ont travaillé, des années durant, dans des secteurs difficiles de la production, comme les forges, les usines, les mines et les scieries. Nous ne faisons pas d'eux des permanents du Parti, mais en les envoyant à l'Ecole du Parti nous élevons le niveau idéologique de la classe ouvrière.

Une telle pratique doit devenir courante non seulement à l'Ecole du Parti mais aussi dans les cours du Parti des districts et de l'armée ; là aussi nous devons appliquer le même critère tandis que la participation aux formes d'éducation doit être générale.

Le fait qu'un cadre doté d'enseignement supérieur est d'un niveau plus élevé que les autres ouvriers participant aux cours trimestriels, doit l'inciter à mieux comprendre son rôle d'éducateur de la classe ouvrière, à travers sa participation aux débats, il encourage les ouvriers et les aide à atteindre un niveau idéologique plus élevé. Si l'on juge opportun d'envoyer à l'Ecole du Parti un de ces ouvriers qui participent aux cours trimestriels, il faudra considérer la question.

Animé du dessein de voir dispenser à tous une éducation marxiste-léniniste aussi bonne que possible, je me pose la question suivante : «Pourquoi empêcher les cadres dotés d'instruction secondaire de suivre l'Ecole du Parti par correspondance et y admettre uniquement des cadres supérieurs ?» Je soulève ce problème car dans le document qui nous est présenté il est souligné entre autres : «... en principe, l'Ecole du Parti par correspondance ne doit être fréquentée que par des cadres dotés d'instruction supérieure». Ce n'est pas parce qu'un cadre doté d'instruction supérieure possède des méthodes plus efficaces pour apprendre les cours, qu'il assimile mieux la matière, il s'agit aussi de faire en sorte que les cadres dotés d'instruction secondaire apprennent le marxisme-léninisme.

On peut faire suivre le cours de la jeunesse par les cadres de la jeunesse, mais il faut que le Parti exerce son contrôle sur ce travail. Si l'on pense que les personnes qui participent aux cours de la jeunesse travailleront auprès de la jeunesse, ils ne le feront que pendant quelques années, car au bout d'un certain temps ils quitteront cette organisation. Le cours annuel que ces cadres font pour travailler auprès de la jeunesse ne devra pas les empêcher de suivre l'Ecole du Parti.

A l'Ecole du Parti nous pouvons mettre sur pied d'autres cours réguliers ou par correspondance, qui pourront durer, suivant leur importance, trois, quatre ou cinq mois.

Nous avons travaillé et avons accompli tant de réalisations, mais, comme je l'ai déjà souligné à plusieurs reprises, le travail du Parti est à la fois très attrayant et scientifique mais en même temps très rigoureux du point de vue organisationnel. Il ne s'agit pas ici de l'initiative que les communistes doivent avoir à propos d'autres questions, mais il faut à tout prix que les organes dirigeants du Parti soient au courant de la vie du Parti, qu'ils exercent leur contrôle, car c'est seulement de cette façon qu'ils arriveront à connaître la situation. Le contrôle ne doit pas consister seulement dans le travail mené par des équipes. A mon avis, cette forme du travail est bénéfique, car naturellement une fois de retour, les équipes informent le Secrétariat du Comité central ou le Bureau politique des résultats de leur contrôle.

Dans leurs rapports, ils soulèvent des problèmes de caractère général, mais y traitent aussi de questions caractéristiques, particulières, positives ou négatives, spécifiques à un district donné. Mais ce n'est pas tout. La vie quotidienne du Parti est faite de maintes voies que le Parti doit connaître pour les utiliser de la manière la plus bénéfique et les vivifier.

A ce propos, il convient que les instructeurs et les secteurs de l'appareil du CC du Parti ne cessent de perfectionner leur méthode de travail et leur activité.

Maintenant nous avons dans nos organisations de base des camarades instruits en mesure de tenir de façon satisfaisante les protocoles des réunions. Il y a aussi dans nos organisations des membres qui n'ont pas l'instruction nécessaire, mais en général, ce sont des gens bien formés et même les membres des organisations de base du Parti dans les campagnes, agronomes, instituteurs, etc., sont des intellectuels.

Le plan de travail d'un instructeur du comité du Parti doit comprendre le contrôle de la vie du Parti dans un certain nombre d'organisations de base, mais, même en dehors de cette répartition, il doit toujours contrôler la vie du Parti dans toutes les organisations de base où il se rend. Mais va-t-il ou non à la base ? Je ne dis pas qu'il doit y aller chaque jour, mais je n'approuve pas non plus qu'il aille une fois par mois dans quelque organisation parce que s'il procède ainsi, il ne s'acquittera pas convenablement de sa tâche.

Chaque instructeur doit se rendre au moins une fois par mois dans dix ou quinze organisations de base et participer à leurs réunions, ou bien il peut consulter d'abord le protocole de la réunion du mois précédent, y relever certaines questions caractéristiques et leur donner des conseils sur la façon de procéder dans l'avenir. De retour au Comité central, il apporte les notes qu'il a prises lors de la réunion de telle ou telle organisation de base.

L'instructeur du Comité central du Parti aussi bien que l'instructeur du Comité du Parti du district doivent être prêts, à tout moment, à rendre compte devant le Bureau politique ou le bureau du Comité du Parti du district, chaque fois que ceux-ci le leur demanderont, de la vie du Parti dans les organisations de base, de la situation dans telle ou telle zone. Il peut leur être demandé d'apporter aussi les protocoles de ces réunions, mais je pense qu'ils sont en état, même sans ces protocoles, grâce aux notes qu'ils ont prises, de rapporter sur la situation dans les organisations de base où ils se sont rendus. Procède-t-on, oui ou non, de cette façon ? Doit-on ou ne doit-on pas procéder ainsi ? Dans l'affirmative, les instructeurs doivent-ils contrôler des zones déterminées ?

Ce partage en zones ne signifie nullement qu'un instructeur n'aille pas dans la zone affectée à un autre et vice versa. Cela signifie que chaque instructeur doit se sentir responsable de la zone qui lui a été assignée, et cela au même titre, par exemple, que le cadre du secteur de l'agriculture pour son activité spécifique. Il pourra participer aussi à des équipes. Il se peut que dans quelque district ce travail marche bien, néanmoins je pense qu'il convient de revenir sur ces questions, car dans certains districts le travail cloche.

C'est ainsi, par exemple, que quelqu'un a dit ici qu'on a abandonné le système de répartition des zones entre instructeurs. En apparence ce problème a un caractère purement organisationnel, or en fait je pense qu'il s'agit d'un problème de caractère à la fois politique et idéologique, dont le juste règlement contribue à l'éducation générale des communistes.

J'avais une autre question à traiter. Nous avons pris une décision au terme de laquelle le premier secrétaire du comité du Parti du district doit convoquer, une fois par mois, les secrétaires des organisations de base du Parti, pas tous à la fois, mais par groupes, pour les mettre au courant de la situation intérieure et internationale.

A ces réunions, le secrétaire du comité du Parti doit leur parler des problèmes actuels de l'économie, de la mobilisation des travailleurs dans les entreprises ou coopératives agricoles du district et mettre en lumière le travail méritoire de tel ou tel secrétaire d'organisation de base. Ce sont les instructeurs du comité du Parti qui lui fournissent ces données, car ils connaissent l'état des choses dans les divers secteurs à travers l'étude qu'ils ont faite des rapports et des protocoles des réunions de leurs organisations de base ou ont participé eux-mêmes dans leurs réunions. Il met également au courant les secrétaires des organisations de base du Parti de la situation politique et des principaux événements qui ont eu lieu dans le monde. A travers ces réunions, donc, le premier secrétaire tient au courant de la situation les organisations de base du Parti du district.

C'est tout ce que j'avais à vous dire sur cette question.

Je vous remercie, camarade Jorgji, et vous prie de transmettre mes salutations à tous les enseignants et étudiants de l'Ecole du Parti. Recommandez-leur au nom du Bureau politique et en mon nom propre de ne plier devant aucune difficulté, d'assimiler des connaissances à travers l'étude des matériaux du Parti et du marxisme-léninisme, qui est devenu actuellement, plus que jamais, une nécessité absolue comme l'air que nous respirons et le pain que nous mangeons.

Rapports et Discours 1982-1983

TABLEAU DES MENÉES DE L'AGENT DE L'ENNEMI MEHMET SHEHU

Discours prononcé au 4^e plénum du CC du PTA

[Le 4^e plénum du Comité central du PTA, réuni le 24 septembre 1982, écouta le discours du camarade Enver Hoxha, premier Secrétaire du Comité central du PTA, qui y présenta un «Tableau des menées de l'agent de l'ennemi Mehmet Shehu», l'approuva unanimement et décida qu'il fût analysé par toutes les organisations de base du Parti. Cette décision fut appliquée immédiatement et deux ou trois jours après le Parti tout entier en fut mis au courant et y souscrivit entièrement.]

24 septembre 1982

L'enquête menée après son suicide (le 18 décembre 1931) et des documents dont dispose le Parti ont révélé que les Américains avaient déjà recruté Mehmet Shehu quand il fréquentait l'école technique américaine de Tirana, dirigée par Fultz. Sur l'ordre de ce dernier, Mehmet Shehu alla poursuivre ses études dans une école militaire en Italie. Il fut également envoyé en Espagne toujours sur l'ordre des services secrets américains.

Après la défaite de la lutte antifasciste en Espagne, Mehmet Shehu gagna un camp de réfugiés en France, où il passa trois ans, alors que nombre de ses camarades s'évadèrent. Durant ce séjour dans ce camp, il fut également recruté par l'Intelligence Service. Par la suite, deux officiers, un de la Gestapo et l'autre du SIM italien, le retirèrent de ce camp pour l'amener en Italie, où il fut retenu pendant deux mois, avant d'être livré, à Durrës, à l'espion infâme Man Kukaleshi, qui le remit en liberté vingt jours plus tard, Mehmet Shehu se rendit aussitôt à Mallakastër où il se lia avec l'organisation de notre Parti.

Au cours de la Lutte de libération nationale, Mehmet Shehu et sa femme, Fiqret Sanxhaktari, furent recrutés comme agents des Yougoslaves, par Dusan Mugosa [*Celui-ci avait commencé à entreprendre Mehmet Shehu nu printemps et pendant l'été de 1943, lorsqu'ils étaient à Vlore, mais il devait pousser encore plus loin son action quand tous deux s'«arrangèrent» pour se trouver ensemble dans la 1^{ère} Brigade de choc. Mugosa y recruta également Fiqret Sanxhaktari et, à ses fins d'agent, s'entremet pour la fiancer avec Mehmet Shehu.*], qui les affubla respectivement des pseudonymes de MISH (Mehmet Ismail Shehu) et FISARI (Fiqret Sanxhaktari).

Les documents écrits de la main de Mehmet Shehu et maintenant découverts prouvent que, bien que ne s'étant pas trouvé en novembre 1944 à Berat, il avait, avec Koçi Xoxe et Nako Spiru, participé au complot. [*Cela apparaît, entre autres, dans la lettre du 10 décembre 1944 que Mehmet Shehu adressait à Koçi Xoxe et dans laquelle il évoque avec enthousiasme le tournant antiparti de Berat. Voir Enver Hoxha, Les Titistes (Notes historiques), éd. fr., pp. 620-621, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1982.*]

Au cours de la lutte déjà, Mehmet Shehu avait manifesté des signes de mécontentement, car lors de la 1^{ère} Conférence nationale du PCA, qui se tint en mars 1943 à Labinot, il n'avait été élu que membre suppléant du Comité central, et à Përmet, au Congrès antifasciste de libération nationale, en mai 1944, n'avait pas été promu général comme l'avaient été certains autres qu'il mésestimait.

Mehmet Shehu voulait qu'on oubliât les erreurs qu'il n'avait cessé de commettre en violant la ligne du Parti et en contrevenant aux ordres de l'état-major. Il avait été critiqué pour cela à plusieurs reprises, et il est maintenant clair qu'il agissait ainsi délibérément. C'est ainsi qu'il recourut à la terreur dans les villages que traversait la 1^{ère} Brigade pour discréditer le Parti et les forces de partisans, érigea en légende l'«incursion» de deux bataillons de la 1^{ère} Brigade qui allèrent au secours de l'état-major général encerclé par les Allemands et les ballistes. Or, loin de l'avoir sauvé, Mehmet Shehu perdit à dessein deux semaines (au lieu de deux jours), engageant les forces de la Brigade dans des passages dangereux, causant ainsi la perte d'un grand nombre d'héroïques combattants de cette brigade. Il s'opposa à l'ordre de l'Etat-major général enjoignant à la 1^{ère} Division de franchir le Shkumbin et de

faire marche vers le Nord. S'il le fit, c'est que cet ordre était contraire à la stratégie des Anglo-Américains qui voulaient garder, avec le soutien de leurs agents, Abaz Kupi, Muharrem Eajraktari et les autres chefs de clan, leur influence dans le Nord de l'Albanie.

Mehmet Shehu vint donc combattre en Albanie, non pas comme communiste et partisan, mais comme un mercenaire envoyé par les Anglo-Américains pour les aider à réaliser leurs plans futurs dans le pays. Après son suicide, on a trouvé dans son coffre-fort un programme écrit de sa main à l'époque de son retour en Albanie, et qui était purement et simplement un programme démocratique-bourgeois où il n'était guère question de socialisme et de parti communiste, mais de plusieurs partis, c'est-à-dire le programme que s'efforcèrent de mettre en œuvre les missions anglo-américaines et les groupes réactionnaires qui les soutinrent dans la période qui suivit la libération de notre pays. Au lendemain de la libération, Mehmet Shehu, soit pour satisfaire ses ambitions carriéristes, soit sur l'ordre des services secrets américains, se mit aussi au service du major Ivanov, chef de la mission militaire soviétique en Albanie et agent du contre-espionnage soviétique, auquel il remettait des rapports secrets contre la direction de notre Parti communiste et sa ligne, et demandant une intervention des Soviétiques ou de Tito (qu'il qualifiait de grande figure) pour changer la situation en Albanie, car avec Enver Hoxha, les choses ne pouvaient plus marcher.

Dans ce contexte on comprend mieux les manœuvres funambulesques et les attitudes contradictoires de Mehmet Shehu au cours de la Lutte de libération nationale et après la Libération, avant et après les 8^e [*Ce plénum, réuni en février 1948, a été qualifié de tâche noire dans l'histoire glorieuse du PCA. La juste ligne de notre Parti y fut gravement violée, et l'indépendance et la souveraineté nationales directement compromises. Les agissements hostiles des titistes et de leurs agents conduits par Koçi Xoxe y atteignirent leur paroxysme, et celui-ci, en arborant le drapeau du «sauveur» du Parti, avança, comme plate-forme, les thèses antimarxistes et anti-albanaises du CC du PCY.*] et 11^e pléniums [*Réuni du 13 au 24 septembre 1948, ce plénum mit fin à toutes les déformations et les erreurs dans la ligne politique et organisationnelle du Parti, il marqua le début d'un grand tournant dans la vie de celui-ci et pour les destinées du pays. Il rétablit l'unité à la direction du Parti et rehaussa considérablement son autorité.*] (de 1948) du Comité central, tantôt en soutien aux thèses yougoslaves, tantôt en opposition, mais toujours à l'ombre des conseillers soviétiques.

Au 8^e plénum, Nako Spiru fut dénoncé et condamné comme ennemi par les Yougoslaves et Koçi Xoxe, tandis que Mehmet Shehu fut qualifié d'«antiyougoslave». Destitué de son poste de chef de l'Etat-major général de l'armée, il fut nommé ministre des Communications. [*A l'époque Belgrade insistait pour que Mehmet Shehu ne fût pas entièrement éliminé, mais qu'il lui fût, au contraire, concédé un portefeuille ministériel !*]

A la suite des lettres du PC(b) de l'Union soviétique au Parti communiste de Yougoslavie, vint le 11^e plénum du CC de notre Parti et Mehmet Shehu s'empessa de se poser en partisan de la juste ligne de notre Parti qui soutenait l'Union soviétique et Staline. A la suite des lettres du PC(b) de l'Union soviétique, du 11^e plénum et du I^{er} Congrès de notre Parti et jusqu'à la mort de Staline (1948-1953), Mehmet Shehu, publiquement, parlait et travaillait dans l'esprit de la ligne du Parti, défendant l'Union soviétique et Staline, dénonçant Tito et sa clique comme des agents de l'impérialisme, comme le faisait notre Parti tout entier.

Après la mort de Staline, l'équipe qui accéda au pouvoir condamna Beria, le chef du KGB soviétique, pour une foule de violations de la légalité. Nous demandâmes à Mehmet Shehu de regarder si des erreurs n'avaient pas également été commises dans les organes de notre ministère de l'Intérieur, dont il assumait la direction. Mehmet Shehu craignit alors de voir découvrir ses liens avec le KGB et d'avoir à subir le même sort que Beria. Il se rendit donc chez l'ambassadeur soviétique, Lévitckine, l'assura de sa fidélité à la nouvelle équipe khrouchtchévienne promue au pouvoir, puis sollicita la protection soviétique, car, selon ses dires, «Enver Hoxha le soupçonnait» et il en était très inquiet. Lévitckine, de son côté, lui conseilla de venir me parler pour tirer sa situation au clair et l'assura de son soutien. Il vint du reste lui-même me voir, me fit part des préoccupations de Mehmet Shehu et me dit qu'il lui avait recommandé de s'expliquer avec moi. Deux ou trois semaines passèrent et Mehmet Shehu n'était

toujours pas venu. Dans un entretien que j'eus avec Lévitckine, celui-ci me demanda si j'avais parlé avec Mehmet Shehu. Je lui répondis qu'il n'était pas venu et que je n'avais pas l'intention de le convoquer car c'était lui qui devait se présenter et faire une profonde autocritique; que je considérais qu'il avait commis une erreur en se rendant chez Lévitckine avant d'avoir d'abord parlé avec moi, en ma qualité de Secrétaire général du Parti et dont il avait à se plaindre. Lévitckine s'inquiéta et «ordonna» à Mehmet Shehu de se présenter à moi. Ce dernier m'envoya d'abord Fiqret Shehu pour tâter mon pouls. Elle était venue apprendre de moi «ce qu'avait Mehmet pour paraître si préoccupé» (comme si elle n'en savait rien). Je lui répondis que «nous n'avions rien contre lui, mais qu'elle ferait bien de lui demander plutôt s'il avait quelque chose contre nous».

Mehmet se rassura ainsi que nous n'avions rien découvert de son activité secrète et ne nourrissions aucun soupçon en ce qui le concernait. Poussé par Lévitckine, il finit donc par venir me voir, fit son autocritique, qu'il renouvela d'ailleurs devant le Bureau politique et le plénum du Comité central, reconnaissant avoir commis une grave erreur en étant allé voir l'ambassadeur soviétique pour se plaindre à lui du Secrétaire général du Comité central, au lieu d'en discuter avec celui-ci et de soulever le problème à la direction du Parti.

Plus tard, en une autre circonstance, Mehmet Shehu fut encore effrayé et fort inquiet : Sokrat Bufi, un cadre du Parti qui poursuivait à ce moment ses études à Moscou, écrivit une lettre au Comité central pour lui dire, entre autres, que «Mehmet Shehu est un provocateur...». Mehmet Shehu, furibond, demanda instamment au Secrétariat et au Bureau politique du Comité central, et plusieurs fois à moi-même, de faire arrêter et condamner Sokrat Bufi. Nous rejetâmes cette suggestion, car elle allait à rencontre des normes du Parti, qui n'envisageaient pas une telle mesure pour une simple critique à l'adresse d'un dirigeant du Parti. Sokrat Bufi ayant été nommé vice-président d'un comité exécutif de district, Mehmet Shehu fut à nouveau rongé par le doute que nous n'eussions découvert quelque chose de ses méfaits ; il était sur des charbons ardents, vivait et travaillait dans l'angoisse.

L'accession de Khrouchtchev au pouvoir et le XX^e Congrès du PC de l'Union soviétique amenèrent la réconciliation des révisionnistes soviétiques avec les titistes. En collaboration et en unité, les deux parties ourdirent des plans et se mirent à agir pour changer la situation au sein du mouvement communiste et ouvrier international, surtout dans les anciens pays de démocratie populaire, en faveur des visées révisionnistes de Khrouchtchev et de l'agent de l'impérialisme, Tito. Ils tentèrent de réhabiliter en Albanie leur groupe d'agents, Koçi Xoxe et compagnie, comme ils l'avaient fait en Pologne, en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie et ailleurs, mais chez nous ils échouèrent. Et la direction yougoslave et Souslov nous demandèrent officiellement de réhabiliter Koçi Xoxe, c'est-à-dire de retourner au 2^e plénum de Berat, d'accepter les soi-disant erreurs de notre Parti dans sa ligne et ses relations avec les Yougoslaves, ce qui pourtant, à l'époque même, avait été à la connaissance du chef de la mission soviétique en Albanie, le major Ivanov, ami intime du chef de la mission yougoslave dans notre pays, le colonel de triste renom, Velimir Stoïnic, qui organisa dans les coulisses le premier complot titiste au 2^e plénum du Comité central à Berat.

Dans le cadre de l'activité fébrile de Khrouchtchev et de Tito après le XX^e Congrès, leurs agents en Albanie, avec Mehmet Shehu, Beqir Balluku et Fiqret Shehu à leur tête, en étroite collaboration avec les ambassades yougoslave et soviétique dans notre pays, organisèrent un complot pour faire dévier la Conférence du Parti de Tirana, cela avec le vieil objectif de renverser la direction saine du Parti, de réhabiliter les éléments antiparti et ennemis du peuple, Koçi Xoxe et consorts, de changer la ligne, et aller au Congrès de notre Parti qui devait bientôt se réunir suivant la voie que Khrouchtchev et Tito ainsi que le XX^e Congrès du PC de l'Union soviétique nous avaient montrée. Il fallait condamner non seulement Staline mais aussi ceux qui poursuivaient dans sa voie. Le groupe de comploteurs de la Conférence de Tirana fut démantelé. Certains furent exclus du Parti, d'autres (qui avaient des relations avec l'ambassade yougoslave, car, quant à l'ambassade soviétique, nous ne disposions à l'époque d'aucune donnée à son sujet) furent déférés devant la justice. Mais les principaux s'en tirèrent. Mehmet Shehu et Beqir Balluku (ce dernier était le délégué du Comité central à cette conférence), cachèrent leurs pattes, «condamnèrent» les comploteurs, tandis que Fiqret Shehu, à l'époque première secrétaire du Comité du Parti de Tirana «jura» qu'elle n'avait été au courant de rien, que l'on avait agi «derrière

son dos», qu'elle s'était enfermée chez elle pour rédiger le rapport, etc. Fiqret fut destituée de son poste de premier secrétaire et il lui fut infligé un blâme, qui fut inscrit dans son dossier. A l'époque, nous ne savions rien non plus de Feçor Shehu, lequel, comme il apparaît maintenant, avait été recruté par l'UDB et servait d'agent de liaison entre l'ambassade de Yougoslavie et Mehmet Shehu et sa femme. Ce dernier maintenait lui-même des liens directs avec l'ambassade d'Union soviétique, ce qui lui était facile, vu les bonnes relations que nous entretenions à l'époque avec l'Union soviétique.

Dans la situation créée à la suite de l'échec du complot khrouchtchévien-titiste à la Conférence de Tirana et de la dénonciation résolue et ouverte que notre Parti fit des événements de Pologne, et surtout de ceux de Hongrie, l'UDB de Tito-Rankovic donna l'ordre à ses agents Liri Gega, Dali Ndreu et Panajot Plaku de s'enfuir en Yougoslavie, pour créer ainsi une opposition à l'étranger et pouvoir nous combattre par la bouche de ces derniers. Les deux premiers furent arrêtés avant d'avoir pu franchir la frontière, alors que Panajot Plaku, aidé par Mehmet Shehu et ses collaborateurs dans l'Armée et la Sûreté [*Il s'agit des ennemis du Parti et du peuple Beqir Balluku, ancien ministre de la Défense, et Kadri Hazbiu, ancien ministre de l'Intérieur.*], réussit à passer notre frontière d'Etat et travailla pendant un certain temps dans une radio prétendument clandestine, qui déversait à partir du territoire yougoslave l'ancien fiel des titistes contre notre Parti et notre pays. Mais les révisionnistes yougoslaves devaient vite se persuader qu'ils ne pouvaient rien contre nous du dehors et ils préparaient des plans pour rapatrier Panajot Plaku, afin que celui-ci, en collusion avec les autres agents et ennemis camouflés, s'efforçât, de l'intérieur, de mettre en œuvre les complots et les plans de subversion yougoslaves et soviétiques. Ils sollicitèrent à cette fin l'aide de Khrouchtchev, espérant que celui-ci ferait pression sur nous et nous persuaderait de laisser rentrer Panajot Plaku en Albanie. Conscient des avantages de cette situation, Khrouchtchev s'empressa de collaborer avec Tito, comme il l'avait fait dans les affaires polonaise et hongroise et pour la déviation de la Conférence du Parti de Tirana (en 1956), etc., et il ne manqua pas de s'entremettre pour nous «réconcilier» avec le traître. Il nous dit que dans un premier temps, il jugeait opportun de l'accueillir en Union soviétique, Plaku lui-même en ayant du reste exprimé le désir dans une lettre qu'il lui avait envoyée.

«C'est un traître, répondis-je à Khrouchtchev, et si jamais vous l'acceptez dans votre pays, notre amitié avec vous s'en trouvera atteinte. S'il vient chez vous, vous devrez nous le remettre pour que nous le fassions pendre sur la place de Tirana».

Les révisionnistes soviétiques, voyant qu'ils avaient échoué en Hongrie et ailleurs et la situation leur échapper dans le mouvement communiste et le camp socialiste, se retirèrent de quelque manière de la lutte de subversion menée de concert avec Tito. Celui-ci, en effet, les entraîna dans le borbier révisionniste toujours plus profondément qu'ils ne l'avaient pensé, et ils se mirent à appuyer ouvertement les positions du Parti du Travail d'Albanie, faisant même publier quelques-uns de ses articles, etc. Tito, de son côté, intensifia plus que jamais ses attaques, et, directement, dans son discours tristement célèbre de Pula où il condamna le «culte» d'Enver Hoxha, appela à renverser la direction de notre Parti.

Juste à ces moments-là, Khrouchtchev et ses complices, loin de développer et de raffermir la lutte contre le titisme, s'engagèrent plus à fond dans la voie de la collaboration avec Tito, prouvant par là toute la fausseté de leur «appui» à notre Parti. La collaboration de Khrouchtchev avec les révisionnistes yougoslaves apparut clairement dans leur attitude à l'égard des éléments hostiles comme Dali Ndreu, Liri Gega et Panajot Plaku. Lorsque nos organes prirent sur le fait Dali Ndreu et Liri Gega et les conduisirent sur le banc des accusés, les Yougoslaves bondirent, mais Khrouchtchev aussi eut la même réaction. Il envoya d'urgence un radiogramme à l'ambassadeur soviétique à Tirana, Krilov, lui demandant d'intervenir auprès de moi-même pour que ces ennemis et ces traîtres ne soient pas condamnés. Cela se passait précisément en ces journées de novembre 1956, où, comme je l'ai rappelé, Tito prononça son discours tristement célèbre de Pula, appelant ouvertement, entre autres, à renverser la direction du PTA et à me condamner. Khrouchtchev nous envoya Krilov avec deux instructions principales : il devait nous convaincre, d'abord, de ne pas répondre durement au discours de Tito, ensuite, de ne pas condamner les agents capturés qui comparaissaient devant le tribunal du peuple. Nous répondîmes promptement et à Khrouchtchev, et à Tito : concernant la première recommandation

nous publiâmes aussitôt dans la presse des articles, en déchargeant toutes nos batteries contre Tito, le titisme et le discours de Pula ; quant à la seconde, nous infligeâmes aux agents et aux traîtres la condamnation qu'ils méritaient.

Le Parti du Travail d'Albanie poursuit opiniâtrement sa lutte idéologique et politique contre le titisme. Au cours de cette lutte nous eûmes à nous heurter aussi, parfois directement, parfois indirectement, aux révisionnistes khrouchtchéviens (La lettre de Khrouchtchev annonçant son intention de rendre visite à Tito ; la défense de Staline de notre part, à un moment où les autres le condamnerent ; notre refus de nous rapprocher de Belgrade sur le plan souhaité par Khrouchtchev ; l'exposition ouverte de nos points de vue à propos de Tito et de son groupe lors de quelques réunions que nous eûmes avec Khrouchtchev et Souslov, ce qui les irritaient à tel point que Khrouchtchev nous dit avec irritation «Où voulez-vous nous conduire, dans la voie de Staline ?» ; nous menions une forte propagande contre le révisionnisme yougoslave et en même temps attaquions indirectement, sur le plan idéologique, les vues que faisaient répandre Khrouchtchev et sa clique ; à la conférence des partis communistes et ouvriers, en 1957, nous adoptâmes une attitude résolue contre le titisme que nous définîmes une officine de l'impérialisme, ce qui fut inclus dans la déclaration). Nos divergences avec la direction soviétique ne cessaient de s'aggraver et nous allions vers la confrontation qui eut lieu à Bucarest en juin 1960.

Pendant l'été 1960, Liri Belishova, avec une délégation parlementaire, se trouva à Pékin, à un moment où s'y tenait la réunion de la Fédération syndicale mondiale. A l'encontre de toute règle et norme de parti, à cette réunion les contradictions entre Chinois et Soviétiques se manifestèrent au grand jour. Contrairement à la position de notre Parti, qui ne voulait pas se prononcer prématurément sur ces divergences, Liri Belishova se rendit à l'ambassade d'Union soviétique et y rapporta tout ce que lui avaient dit les Chinois. A Pékin même, comme au cours de son voyage vers Moscou, nous lui fîmes parvenir deux lettres, où nous lui reprochions son attitude à Pékin et lui expliquions la position qu'elle devait adopter à Moscou. Mais, en agent des Soviétiques qu'elle était, au lieu de suivre les conseils de la direction de notre Parti, elle eut un entretien avec Kozlov et remit même nos lettres aux khrouchtchéviens. Quand nous lui demandâmes ces lettres, elle prétendit «les avoir brûlées».

De retour en Albanie, Liri Belishova prit contact avec le camarade Hysni [Kapo] et lui dit : «Ne mêlons pas le camarade Enver à ces confrontations», mais Hysni la dénonça. Elle avait rencontré aussi Mehmet Shehu, à qui elle conseilla : «Ne parle pas de Khrouchtchev, car il finit par apprendre tout ce qu'on dit de lui». C'est fort tard seulement que Mehmet Shehu se vit contraint de ne nous en mettre au courant, lorsqu'il vit que la direction du Parti condamnait Liri Belishova. Quant aux autres pressions que Liri Belishova a peut-être exercées sur lui on ne peut que faire des conjectures.

On ne sait pas non plus ce que Kossyguine lui a dit lorsqu'il était hospitalisé à Moscou. Mehmet Shehu nous a raconté que Kossyguine s'était efforcé de le persuader qu'il fallait dénoncer la Chine, mais, que, lui-même «s'étant mis en colère», était rentré en Albanie. Or maintenant il apparaît que Mehmet et Fiqret Shehu avaient été invités à une réunion chez Mikoyan, où étaient présents, je crois, et Andropov, et le chef de la Sûreté, Chelepine, qui se sont entretenus pendant quatre heures avec eux.

Cependant Mehmet Shehu voyait bien que la direction de notre Parti ne tolérerait plus les sombres desseins de Khrouchtchev contre le marxisme-léninisme et le mouvement communiste et ouvrier international. Notre Parti élaborait sa plate-forme quant à l'attitude qu'il adopterait à Bucarest, en se réservant le droit d'exprimer ses vues à la conférence régulière de tous les partis (en novembre 1960 à Moscou). Mehmet Shehu se trouva alors à la croisée des chemins : comment ferait-il pour ménager et les uns et les autres ? Il n'avait pas intérêt à se dresser contre la direction du Parti, car il aurait subi le même sort que Liri Belishova et les autres ennemis antiparti, il ne pouvait donc suivre la voie que lui conseillaient ses patrons soviétiques.

C'est à cette époque que Mehmet Shehu partit pour New York à la tête d'une délégation gouvernementale à l'ONU. Il fit le voyage à bord du paquebot anglais «Queen Elisabeth». Nous savions que Tito aussi avait pris le même bateau, mais nous ne pouvions imaginer que Mehmet Shehu

pût le rencontrer. Or nous apprenons que Harry Fultz de la CIA et Randolph Churchill, une personnalité de l'Intelligence Service qui se présenta comme journaliste, étaient aussi à bord. Voyant l'équipe qui accompagnait Mehmet Shehu, les hommes actuellement incarcérés, comme participants de son groupe (Llambi Ziçishti, Llambi Peçini, Gani Kodra et je ne sais qui) il ressort que Mehmet Shehu, avait très facilement, au cours d'une semaine de voyage, eu des rencontres et des entretiens avec Tito, Fultz et Churchill, dont il était l'agent, qu'il leur avait exposé la situation et les positions de notre Parti, les frictions qui se faisaient jour dans nos relations avec l'Union soviétique et l'attitude que la direction de notre Parti pensait observer à Moscou.

La stratégie des trois réseaux, yougoslave, américain et anglais concordant, ils suggérèrent à leur super-agent de «soutenir» sans réserve les prises de position de la direction de notre Parti, qui devaient conduire à la grande division et à la rupture avec l'Union soviétique. Ils n'avaient rien à perdre à ce que nous appuyions la Chine ; bien au contraire, cette «amitié» avec leurs propres amis secrets proaméricains, pro-titistes (c'était le cas de Chou En-laï, Liu Shao-chi et Deng Xiao-ping) servait leurs plans stratégiques à plus long terme (visant à nous entraîner dans le sillage de la politique libérale de la Chine, qui devait être inaugurée à la suite de la rencontre Nixon-Chou En-laï, et qui se traduisait aussi par les conseils que ce dernier donna à Beqir Balluku de fonder son action sur une alliance entre la Yougoslavie, la Roumanie et l'Albanie), etc.

Mehmet Shehu rentra des Etats-Unis plein de «courage» et il se fit plus catholique que le pape, il se montra irréductible dans la «défense» de la ligne de notre Parti contre les plans et les positions de Khrouchtchev et de la direction révisionniste soviétique. Il organisait même des «scènes» pour se faire valoir et bien consolider la confiance que nous lui faisons. En novembre 1960, à la Conférence des 81 partis à Moscou, il nous proposa de quitter la demeure où nous avaient installés les Soviétiques, car, disait-il, «ils sont capables de nous empoisonner» (Il avait surtout peur pour lui-même). Quand nous nous fûmes transférés au siège de notre ambassade à Moscou, il «transmit» aux Soviétiques, à travers les appareils d'écoute qu'ils avaient installés et que nous découvrîmes, un ardent message, exaltant notre Parti et son Premier secrétaire, sans manquer de se répandre en invectives à l'adresse de ceux qui surveillaient sans scrupule leurs proches amis, comme l'étaient le Parti du Travail d'Albanie et ses dirigeants. Mehmet Shehu s'opposa avec insistance à ce que nous rentrions en bateau par la mer Noire, et organisa notre voyage par chemin de fer à travers l'Autriche et l'Italie. Nous étions d'accord avec ces mesures, car nous aussi, nous nous méfions des Soviétiques, mais s'il afficha ce grand zèle c'était pour tout à la fois raffermir la confiance que nous avions en lui et se garder lui-même. Malgré tout, il ne pouvait ne pas être inquiet, car la «trahison» qu'il perpétrait envers ses patrons soviétiques, en se révélant un agent indocile, pouvait lui coûter la tête.

Quelques insinuations et quelques piques à cet égard ne devaient pas manquer. J'ai évoqué dans «Les Khrouchtchéviens» ce que m'avait dit Kossyguine : «Il y a dans votre parti des ennemis.» [*Voir Enver Hoxha, Les Khrouchtchéviens, Souvenirs, 2^e éd. fr., p. 470, Editions «8 Nëntori», Tirana, 1984.*] Mais lorsque j'appelai Mehmet Shehu pour qu'il me traduise mieux cette phrase, Kossyguine cloua son bec et ne l'ouvrit que pour me dire : «Vous ne m'avez pas bien compris». J'y ai évoqué aussi les pressions qu'exerçaient sur nous les militaires soviétiques qui eurent même un débat avec Mehmet Shehu. Nous sommes maintenant en mesure de donner une explication différente de la réplique de Khrouchtchev à la dernière entrevue que nous eûmes avec lui, lorsqu'il nous dit «C'est comme ça que Macmillan a voulu parler avec moi» et que Mehmet Shehu avait bondi. Nous suspendîmes l'entretien. Apparemment, celui-ci, en entendant Khrouchtchev évoquer le nom de l'Anglais Macmillan, craignit qu'il ne lui rouvrît une plaie qui lui aurait fait très mal.

Après la Conférence des 81 partis, Khrouchtchev et compagnie s'efforcèrent de réparer la dégradation qui s'était produite dans nos rapports. Ils essayèrent de le faire à notre IV^e Congrès [*Le IV^e Congrès du PTA tint ses assises du 13 au 20 février 1961.*], ils le tentèrent aussi par leurs lettres qu'ils nous envoyèrent et par le truchement des Chinois et autres. Ils eurent aussi recours aux pressions économiques et militaires, mais échouèrent sur toute la ligne. Nous gardâmes une ferme attitude. Nous chassâmes les Soviétiques de la Base de Vlore, eux nous coupèrent leurs aides économiques et militaires et allèrent jusqu'à rompre leurs relations diplomatiques avec nous.

Cependant, notre Parti poursuivait dans la voie du marxisme-léninisme et Mehmet Shehu «approuvait» sa ligne. Il affichait d'ailleurs beaucoup son rôle dans cette situation et, aux yeux des Américains et des Yougoslaves, se posait sûrement comme étant l'inspirateur de cette voie. Américains et Yougoslaves, du fait même des plans qu'ils avaient tramés et des liens secrets qu'ils entretenaient avec lui, étaient au courant de la réalité des choses, et les réseaux occidentaux, pour leur part, consentaient à ce que leur «fiston» lance ses foudres contre eux dans ses phrases comme «Nous dansons dans la gueule du loup», etc., etc. Ils étaient prêts à avaler des couleuvres, pourvu que leur agent poursuivît son ascension et pût enfin tourner la barre de notre Parti et de notre Etat vers l'Occident.

Les Soviétiques perdirent patience, ils virent qu'ils perdaient la partie. D'abord ils décidèrent de prévenir leur agent. Ainsi, Khrouchtchev déclara dans un discours public «La direction albanaise s'est vendue pour 30 deniers». Un peu plus tard, un journal italien traita de ce sujet et, enfin, les Soviétiques décidèrent de liquider leur agent, déjà en fait liquidé par les autres réseaux rivaux, selon la pratique courante dans la jungle impérialiste et révisionniste. Le Comité central du PC de l'Union soviétique envoya au Comité central de notre Parti une lettre, accusant Mehmet Shehu d'agent de l'impérialisme. Cette lettre nous est parvenue juste au moment où nous étions à couteaux tirés avec les khrouchtchéviens et que Mehmet Shehu se prononçait très hostilement contre eux. Tous ces faits nous empêchaient de douter de lui. Nous lûmes la lettre au Bureau en sa présence et la rejetâmes comme une basse provocation de Khrouchtchev visant à nous diviser. Mehmet Shehu poussa un profond soupir, il avait franchi le gué.

Des documents trouvés à la suite de son suicide il ressort qu'il était aussi un agent de l'Intelligence Service. Sur ces documents figurent son nom et certains pseudonymes codifiés comme BAB-008, etc. Il en ressort également qu'il avait reçu de l'argent pour les services qu'il avait rendus. Le centre de l'Intelligence Service conseillait de le laisser tranquille, ce qui signifiait qu'il était un agent potentiel, de ceux qu'on laisse, comme on dit dans le langage des réseaux d'espionnage, «en sommeil», pour les utiliser à un moment opportun.

Parmi ces documents se trouve aussi la lettre que Mehmet Shehu adressait au lendemain de la Libération au major de l'espionnage soviétique Ivanov, où il blâmait sans ménagement la ligne de notre Parti ainsi que les cadres fidèles qui défendaient cette ligne, et surtout le Secrétaire général Enver Hoxha, Hysni Kapo, etc. Cette lettre témoigne que, outre les liens d'agent secret qu'il entretenait avec les Yougoslaves, Mehmet Shehu en avait noué avec des patrons encore plus puissants. *[Sur l'ordre de Harry Fultz, représentant officiel de la mission américaine à Tirana, Mehmet Shehu, s'engageant plus profondément dans la voie de la trahison, au lendemain même de la Libération, s'aboucha aussi avec les services secrets de l'Union soviétique.]*

(Après son suicide on a trouvé également dans son coffre-fort une note de sa main, évoquant une lettre qu'il avait écrite à Ivanov).

Pour s'afficher sous une fausse image, Mehmet Shehu continuait avec zèle la «lutte» contre les révisionnistes soviétiques, mais en étant animés de desseins différents, tout à fait opposés aux nobles objectifs de notre Parti, qui s'employait à défendre le marxisme-léninisme et les intérêts supérieurs de notre peuple et de notre patrie socialiste. Vinrent alors les événements de Tchécoslovaquie d'août 1968 et notre Parti décida de dénoncer le Pacte de Varsovie, de retirer aussi *de jure* notre pays de ce pacte de triste renom, qu'il avait quitté *de facto* depuis la fin de 1960. Ce fut Mehmet Shehu, en sa qualité de Premier ministre, qui prononça le discours annonçant cette décision et, à coup sûr, il fit passer cela aux yeux de ses patrons comme une victoire personnelle.

Les services secrets américains et les réseaux qui y étaient reliés, au premier chef le titiste, s'imaginèrent que l'Albanie était demeurée isolée et sans défense. La Chine était loin et ils jugèrent le moment venu où notre pays tournerait enfin ses regards vers l'Occident.

En 1972, Mehmet Shehu, accompagné de la même équipe qu'au cours de son voyage vers l'ONU, avec cette fois, sa femme. Fiqret Shehu, se rendit à Paris pour s'y faire opérer. Dans la capitale française il prit contact avec une personnalité de la CIA, qui lui dit : «Qu'est-ce que tu attends, le temps passe, tu dois agir !»

Mehmet Shehu lui rendit compte de la situation et des complots en préparation (par Beqir Balluku, Abdyl Këllezi et consorts). La CIA lui recommanda de passer à l'action, mais sans se compromettre lui-même. Elle lui soumit trois procédés pour éliminer Enver Hoxha 1) un accident d'auto ; 2) un attentat au fusil à longue portée et 3) un lent empoisonnement, laissant à Mehmet le choix.

Par le truchement de Feçor Shehu, il reçut les mêmes instructions de l'UDB, qui était en parfaite collusion avec la CIA.

A Paris, on lui remit aussi un poste de radio émetteur, et récepteur sophistiqué, qu'il fit installer chez lui et mettre en état de marche par son fils aîné qui était ingénieur électronicien.

En fait, Mehmet Shehu devait faire de tous les siens un nid d'agents, une famille de serpents. Comme on l'a déjà dit, Fiqret Shehu avait été recrutée pendant la guerre par Dusan Mugosa, et avait le pseudonyme de FISARI, sans parler d'autres soupçons sur ses agissements éventuels durant l'occupation en Italie, où elle avait suivi un cours d'un ou deux ans, et sur ce qu'avait pu faire avec elle Liri Gega (et Smith [*Officier de la mission militaire britannique en Albanie, agent de l'Intelligence Service, ami de Liri Gega et de Mustafa Gjinishi, Au cours de la Lutte de libération nationale, il fut attaché auprès de l'état-major de la 1^{ère} Division de l'ALNA.*]) lorsqu'elle travaillait à ses côtés au 1^{er} Corps d'armée. Il y avait longtemps que Mehmet Shehu avait fait de son second fils son complice, et, à la faveur des voyages de celui-ci à l'étranger (surtout lorsqu'il se rendit pour des études en Suède), il le mit en contact avec la CIA et se servit de lui comme d'un agent de liaison. Quant à son cadet et à sa femme, il les fit entrer en contact avec une ambassade étrangère à Tirana.

Mehmet Shehu reçut donc de la CIA l'ordre de préparer un plan concret pour renverser la situation en Albanie en faveur de l'Occident. Il devait, pour cela, mettre en action et encourager dans ce sens les agents que lui-même connaissait déjà ou d'autres qu'il ne connaissait pas, quels que fussent leurs patrons, Yougoslaves, Grecs, Anglais, Italiens, etc., mais sans se compromettre en personne.

C'est ainsi que fut entreprise l'exécution de ce complot ramifié, organisé en sous-main par Mehmet Shehu :

1. L'action hostile de Fadil Paçrami et de son groupe dans le domaine de la culture, des arts et de la radiotélévision, tendait à faire dégénérer la ligne du Parti dans ces secteurs. Mais, comme on le sait, le Parti eut tôt fait de frapper ce groupe et son action. Mehmet Shehu s'empessa de s'en laver les mains, il tonnait même contre les gens de l'art et la jeunesse, afin de mieux réaliser ainsi ses objectifs antiparti, tout comme il l'avait fait au cours de la lutte, et de dégrader aussi les rapports et les liens du Parti avec ces couches.

2. En 1973 entra en action le groupe de Beqir Balluku qui préparait un putsch militaire fondé sur ses thèses sinistres de la «théorie de l'esquive», de l'abandon du littoral et des villes aux agresseurs impérialistes, aux patrons de Mehmet Shehu. Beqir Balluku fut totalement démasqué. Il fut même laissé en plan par Petrit Dume et Hito Çako, qui étaient dans le coup. Mehmet Shehu, à la tête du complot, et qui en tirait les fils dans la coulisse (il apparaît maintenant que tous ces plans avaient été approuvés par lui), s'efforça de sauver Petrit Dume et Hito Çako. Ceux-ci comptèrent beaucoup sur lui pour «sauver leur tête», comme on le vit au plénum du Comité central [*Le 5^e plénum du Comité central du PTA se réunit du 25 au 26 juillet 1974.*] qui se réunit alors et ne le dénoncèrent pas, mais, lui-même, craignant de se compromettre, ne put assurer leur salut.

3. Mehmet Shehu, cette fois plus directement, mit en mouvement ses hommes, Abdyl Këllezi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela, pour des menées de sabotage dans le domaine économique surtout dans le

secteur du pétrole et de l'agriculture, pour désorganiser l'économie du pays, en commençant à y organiser et à y introduire les formes autogestionnaires yougoslaves.

Mais, comme on le sait, il échoua sur les trois tableaux.

Au cours de toute cette période, Tito, qui suivait attentivement la situation, pensa que, disposant d'un agent à lui à la direction de notre Parti et de notre Etat, après la chute de Rankovic en Yougoslavie et la dénonciation des massacres qu'il avait commis à Kosove, ainsi qu'après la situation créée par notre retrait du Pacte de Varsovie, il pouvait desserrer un peu la vis à la Kosove et dans ses rapports avec nous. La Kosove commença à respirer un peu, des écoles albanaises y furent ouvertes, l'Université de Prishtine mise sur pied, des relations culturelles établies entre nous et de fréquentes visites réciproques organisées.

Tito et compagnie caressaient leur ancien rêve d'influer, à travers leur action en Kosove, sur les forces libérales en Albanie et de rendre ainsi possible l'union de l'Albanie avec la Kosove dans le cadre de la Yougoslavie. Lorsque les dirigeants de Kosove disaient à Tito que «les Albanais excitent les sentiments nationalistes et vous vilipendent», il leur répondait : «Qu'est-ce que ça peut vous faire, c'est moi qu'ils insultent, qu'ils continuent de le faire...» Si Tito réagissait ainsi, c'est qu'il savait qu'il avait Mehmet Shehu en Albanie, lequel, après ses trois échecs, s'était mis à regrouper de nouveaux comploteurs, surtout au ministère de l'Intérieur, avec Feçor Shehu et certains autres. *[Comme il apparut par la suite, Kadri Hazbiu, ancien ministre de l'Intérieur, ennemi du Parti et du peuple, était lui aussi le plus proche collaborateur de Mehmet Shehu.]* Quoi qu'il en fût, Mehmet Shehu avait besoin d'un certain temps pour ourdir de nouveaux complots.

Sur ces entrefaites, Tito mourut. En Yougoslavie s'instaura une situation d'insécurité politique et économique. La crise capitaliste mondiale frappait durement ce pays, qui étouffait sous ses dettes. La situation en Kosove, plus que partout ailleurs, était dramatique à cause de la répression grande-serbe, du chômage, des sombres perspectives des travailleurs, qui voyaient toute une autre situation dans leur mère-patrie, en Albanie socialiste. Ainsi, au lieu que ce fût la Kosove qui servît de pont à la pénétration de l'autogestion et de la dégénérescence idéologique titiste en Albanie, c'est l'Albanie qui lui montra le véritable visage, le visage radieux du socialisme qui y fleurissait. Et elle le fit à la faveur de rapports et de contacts normaux bilatéraux et non pas à travers des menées secrètes, tout d'abord parce que ces pratiques étaient étrangères à la ligne de notre Parti, et ensuite parce que le réseau yougoslave (avec Feçor Shehu) était à la direction des organes du ministère de l'Intérieur. Voilà pourquoi les «thèses» des Yougoslaves sur la prétendue ingérence de l'Albanie, par le truchement de ses agents, dans l'organisation des manifestations en Kosove, sont dénuées de tout fondement. Les services secrets américains et yougoslaves commencèrent à craindre que la Kosove n'échappât à leur contrôle et que l'Albanie, peut-être en collaboration, comme ils le pensaient, avec la Bulgarie et l'Union soviétique, ne s'y ingérât.

C'est à ce moment qu'eurent lieu en Kosove les manifestations *[En mars et en avril 1981.]* qui alarmèrent les grands-Serbes et l'UDB yougoslave. Les titistes furent contraints de prendre des mesures draconiennes, y envoyèrent des troupes et réprimèrent les manifestations en recourant aux chars. Des centaines de personnes furent tuées ou blessées. Un grave incendie dangereux éclata qui menaçait la situation intérieure de la Yougoslavie, déjà vacillante tant à cause des crises économiques qu'à cause des crises politiques. Ces féroces mesures de répression eurent un grand retentissement dans l'opinion internationale. L'Albanie observa une attitude très nette, à la fois ferme et sage.

Non contents de soutenir calomnieusement que ces manifestations avaient été encouragées par l'Albanie, les Yougoslaves s'empressèrent de prendre aussitôt des mesures immédiates pour «discréditer» la direction «stalinienne» albanaise, pour perturber et renverser la situation saine en Albanie et désorienter les forces patriotiques et révolutionnaires de Kosove.

Ils demandèrent à leur agent, Mehmet Shehu, de passer à l'action. L'UDB collaborait avec la CIA et connaissait les directives de celle-ci en vue de la liquidation d'Enver Hoxha. Aussi demanda-t-elle à

Mehmet Shehu d'envoyer d'urgence sa femme à Paris. Les manifestations eurent lieu en mars 1981 et elle se rendit à Paris en avril. Un envoyé du «Boîteux» (pseudonyme de Mugosa, qui était mort, mais dont la mission subversive «survivait») se présenta à elle et lui remit le poison qu'ils devaient employer immédiatement pour éliminer Enver Hoxha.

Fiqret Shehu et Mehmet Shehu, s'étant concertés sur le moment et la manière d'exécuter le procédé le plus opportun parmi ceux que leur avait suggérés la CIA, avaient choisi le lent empoisonnement, qu'ils appliqueraient à la faveur des visites réciproques que nous nous faisons. Etant donné les conditions dans lesquelles je me déplaçais, ils renoncèrent à organiser un accident d'auto, et quant à l'attentat par balle, ils estimèrent qu'il aurait fait trop de bruit, qu'il comportait des dangers et des suites imprévus. Mehmet Shehu se trouva pris au dépourvu par le procédé que lui imposèrent les Yougoslaves, lui demandant d'agir sans délai. Il prit peur, et rechigna à cette mise en demeure. Aussi fit-il appel à son grand patron, la CIA. Fiqret Shehu se mit à faire le tour des capitales européennes, Vienne, Stockholm, Copenhague. A Stockholm et au Danemark elle rencontra des représentants de la CIA et leur soumit le jugement de son mari, qui contredisait l'action hâtive telle que la suggéraient les Yougoslaves et pour laquelle lui et ses hommes n'étaient pas préparés: l'empoisonnement ou toute autre liquidation physique d'Enver Hoxha devaient être renvoyés à mars 1982 (pendant les vacances de fin d'hiver) et, en attendant, ils pourraient entreprendre quelque action susceptible de provoquer la division au sein du Parti et d'encourager les éléments libéraux. Le représentant de la CIA consulta d'abord son centre et, à la deuxième entrevue, qu'ils eurent au Danemark, Fiqret Shehu reçut l'approbation du procédé suggéré par son mari.

Dans ces circonstances, Mehmet Shehu fiança son fils avec une jeune fille dont la famille comptait six ou sept criminels de guerre, tous réfugiés à l'étranger, et notamment l'agent notoire de la CIA, Arshi Pipa. Ces fiançailles ne pouvaient ne pas attirer l'attention de l'opinion publique. C'est à quoi elles visaient en effet. C'étaient des fiançailles sensationnelles et si le Parti ne s'y opposait pas, cela frayerait la voie à la division, au laxisme dans d'autres secteurs aussi, dans le Parti, la jeunesse, etc. Si le Parti ne l'acceptait pas, des mesures seraient prises à rencontre de Mehmet Shehu, naturellement pas une peine d'emprisonnement, il serait destitué de son poste, écarté ou même exclu du Parti. Cela ferait du bruit et les Yougoslaves utiliseraient cette circonstance pour atteindre leurs objectifs de propagande, pour discréditer la direction du Parti du Travail d'Albanie et surtout Enver Hoxha, qui, comme ils le ressassaient sans arrêt, «élimine», à l'instar de Staline, ses collaborateurs.

Mais les plans de Mehmet Shehu ne se réalisèrent pas selon ses prévisions. Le Parti intervint sur-le-champ, les fiançailles furent rompues, Mehmet Shehu fut critiqué pour avoir commis cette grave erreur politique, on lui demanda de faire une profonde autocritique, afin de clarifier les facteurs qui l'avaient conduit à cette erreur et il fut décidé d'en discuter après le VIII^e Congrès du Parti. Il ne s'y attendait pas. Il chercha à commettre quelques autres erreurs: il négligea totalement le rapport qu'il devait préparer pour le VIII^e Congrès du Parti, le présenta en retard et avec des erreurs politiques flagrantes, en sorte que le Bureau politique le rejeta. Mehmet Shehu demanda à faire son «autocritique» à propos des fiançailles de son fils devant le VIII^e Congrès (son but était d'y provoquer des troubles), mais cela lui fut refusé. Au Congrès il prit à dessein une mine «sombre et contrite», ce qui ne manqua pas de frapper les délégués et les téléspectateurs, si bien que cela donna lieu à des perplexités.

Entre-temps, la situation en Kosove devenait menaçante. Les Yougoslaves étaient dénoncés aux yeux de l'opinion publique internationale, cependant que l'autorité de notre pays allait grandissant. Les Yougoslaves virent qu'il ne s'était rien produit ni avant ni après le Congrès. Mehmet Shehu présenta son rapport, il fut même élu au Bureau politique, aucune mesure ne fut prise contre lui, comme le souhaitaient les Yougoslaves, qui espéraient le voir dégradé ou destitué de ses fonctions dans l'Etat. Après le Congrès, il se peut que Mehmet Shehu ait informé les Yougoslaves que rien n'avait changé dans la manière dont il était traité, même après qu'il eut remis son autocritique. A ce qu'il avait cru comprendre des discussions que nous avons eues avec lui, la sanction qui serait prise contre lui aurait plutôt un caractère interne, de parti. Mais cela ne faisait l'affaire ni des titistes, ni des grands-Serbes, ni de l'UDB yougoslave, qui attendaient et exigeaient à tout prix de voir se créer la pagaïe en Albanie. A

la veille donc de la réunion du Bureau politique, où devait être traitée la grave faute politique de Mehmet Shehu, l'ambassade de Yougoslavie à Tirana, appliquant des instructions reçues de Belgrade, envoya son agent de liaison, Feçor Shehu, chez Mehmet Shehu pour lui notifier l'ordre pressant de l'UDB «de tuer coûte que coûte Enver Hoxha», même au cours d'une réunion, et «au prix de sa propre vie». Du fait de la situation en Kosove, l'UDB et la clique titiste et grande-serbe se trouvaient dans de si vilains draps et leurs perspectives semblaient si sombres, qu'elles décidèrent de sacrifier leur grand atout, leur super-agent, quitte à susciter quelque événement spectaculaire susceptible de «secouer les fondements» de l'Albanie socialiste et du Parti du Travail d'Albanie !

Le 16 décembre 1981, à 22 heures, Feçor Shehu se rendit chez Mehmet Shehu et lui transmit l'ordre de leur centre d'espionnage.

Le 17, les débats commencèrent à la réunion du Bureau politique. Tous les camarades, anciens et nouveaux, prirent la parole et dénoncèrent vigoureusement Mehmet Shehu pour avoir fiancé son fils avec une jeune fille dont la famille comptait six ou sept criminels de guerre. Ils se déclarèrent insatisfaits de son autocritique et lui demandèrent de bien réfléchir pour tirer au clair l'origine de cette faute, lui posèrent de nombreuses questions, lui rappelèrent les erreurs qu'il avait commises depuis la Lutte de libération nationale, sa tendance à se hisser au-dessus du Parti, ils mirent l'accent sur sa présomption et son extrême arrogance à l'égard des cadres et de presque tous ses plus proches collaborateurs au gouvernement, au Bureau politique, etc. (L'enregistrement sur magnétophone de tous ces débats, dès le lendemain du suicide de Mehmet Shehu, a été entendu dans son intégralité au plénum du Comité central et aux actifs du Parti).

La critique des membres du Bureau politique était vigoureuse, franche, bolchévique, mais la seule sanction proposée fut qu'un «blâme fût porté dans son dossier de membre». C'est dans ce même esprit que moi aussi j'avais préparé mon intervention où je dressai un historique des erreurs commises par Mehmet Shehu depuis la Lutte (le plénum du Comité central et les assemblées de cadres du Parti ont entendu aussi par la suite mon intervention telle que je devais la faire après celles des autres camarades). Mais, comme il était très tard, je n'ai pas pu prendre la parole le même jour. La réunion fut donc renvoyée au lendemain, mais on dit à Mehmet Shehu de réfléchir profondément cette nuit-là parce que «son alibi (des fiançailles) ne tenait pas».

Mehmet Shehu fut alarmé par ce que je venais de lui dire, il soupçonna que le crime qu'il préparait n'eût été découvert. Le «vaillant» Mehmet Shehu réfléchit toute la nuit pour trouver un moyen d'échapper à cet étau et finalement il conçut un plan et résolut de l'appliquer. Apparemment, voici ce qu'il dut penser : «De toute façon, je suis perdu, il faudra sauver ce qui peut être sauvé», et il décida, à l'exemple de son ami Nako Spiru, de se suicider, en s'imaginant que le Parti l'enterrerait avec tous les honneurs, et blanchirait cet «homme d'Etat», ce «dirigeant légendaire», ce «partisan de la guerre d'Espagne», en disant que «le coup était parti par mégarde» (comme il le suggérait dans la lettre qu'il a laissée) et qu'ainsi son passé, et avec lui sa famille, seraient sauvés.

Sa femme et lui jetèrent le poison dans les toilettes et chargèrent leur fils aîné de démonter et de faire disparaître les pièces compromettantes du poste de radio qu'il avait installé. (Leur fils en avait gardé quelques-unes chez lui, parce qu'il ne fut pas arrêté). Après les dépositions de Fiqret Shehu à propos de ce poste de radio, son fils aîné avoua les faits au juge d'instruction mais lorsqu'il fut laissé libre d'aller chez lui pour remettre les pièces de radio qu'il avait gardées, il se suicida, pour ne pas dire tout ce qu'il savait et avait fait (mais que sa criminelle de mère avait déjà avoué). Fiqret Shehu, en agent qu'elle était (elle qui feignait de pleurer et de s'effrayer pour rien), accepta avec sang-froid et cynisme le suicide de son mari, pourvu qu'elle et ses fils fussent sauvés et avec eux leur passé «historique». Mais ils avaient fait leurs comptes sans leur hôte. Dès qu'on me communiqua le dernier acte de Mehmet Shehu, je proposai de dénoncer son suicide, parce que c'était une action digne d'un ennemi, et le Bureau politique m'approuva, unanime. La direction du Parti, le Parti et notre peuple entier ont jugé ce suicide un acte hostile et ont pris une position révolutionnaire à son encontre. Après cela, notre Parti et notre peuple ont poursuivi avec enthousiasme, et même plus résolument et dans une unité encore plus solide, leur travail pour l'exécution des décisions du VIII^e Congrès du Parti.

L'UDB et la CIA restèrent gros Jean comme devant. Le KGB s'en réjouit. Les agences étrangères de presse relatèrent le fait tel que nous l'avions transmis: «Mehmet Shehu s'est suicidé au cours d'une crise nerveuse». Il y eut bien, çà et là, quelque commentaire, payé en sous-main par les Yougoslaves. Mais ceux-ci non plus ne purent exploiter cet acte à leurs fins dans leur presse officielle. Ils se contentèrent de charger un journal des étudiants de Zagreb de décrire le «drame» qui avait eu lieu à la réunion de la direction albanaise (selon la version projetée par l'UDB). «...Mehmet Shehu, selon ce journal, aurait tiré avec un revolver de fabrication chinoise, de tel ou tel calibre (!), mais les camarades d'Enver Hoxha l'auraient abattu. On ignore le sort d'Enver Hoxha...».

Scénario de western avec une fusillade, comme dans les *saloons* de l'époque ! Que voulez-vous ! Oh prend parfois ses désirs pour la réalité ! La carte que la CIA et l'UDB croyaient avoir en ce super-agent, a été brûlée pour rien, ou, comme on le dit chez nous, «pour de la crotte de chien». *[Mehmet Shehu et son dangereux complot, de même que les autres agents et groupes de conspirateurs antérieurs, ont été démasqués grâce à la force et à la vigilance du Parti et de sa direction avec à leur tête le camarade Enver Hoxha et en aucun cas par la Sûreté d'Etat, qui avait été dirigée successivement par les agents actifs et secrets, surtout de l'UDB yougoslave, Koçi Xoxe, Mehmet Shehu, Kadri Hazbiu, Feçor Shehu, entre autres, qui, pendant près de quatre décennies, avaient dissimulé au Parti les indications recueillies sur les menées des autres espions, camouflant ainsi les crimes qu'ils perpétuaient eux-mêmes contre notre pays et notre peuple. La mise à nu et le démantèlement de ce complot étaient un coup écrasant qui faisait échec aux plans diaboliques des impérialistes et des révisionnistes contre l'Albanie socialiste.]*

L'Albanie a toujours soutenu la Kosove et la population des autres régions albanaises de Yougoslavie dans la défense de leurs droits légitimes, mais la Kosove et tous les Albanais qui se sont dressés dans des manifestations, ne peuvent imaginer l'aide immense qu'ils ont prêtée à l'Albanie, en contraignant l'UDB yougoslave à brûler la carte de son ultime «grand espoir» de renverser la direction marxiste-léniniste en Albanie, cette direction qui n'avait jamais cessé de dénoncer pas après pas la trahison titiste, l'autogestion, le non-alignement, cette officine abjecte de l'impérialisme américain, anglais, de la réaction internationale, de la social-démocratie et de je ne sais quoi d'autre.

En même temps que Mehmet Shehu, les officines des impérialistes, des social-impérialistes et d'autres, notamment l'UDB yougoslave, ont essuyé un coup dont ils ressentiront longtemps les effets. La grande tumeur a été extirpée et le corps sain du Parti épuré. Mais le Parti est conscient que de petits microbes qui y demeurent peuvent contaminer certaines cellules et que des microbes nouveaux peuvent se faire jour dans son corps sain.

Nous ne devons donc jamais relâcher notre vigilance. La vigilance et le travail sont indispensables ; il faut du travail pour réaliser les plans, améliorer le bien-être des masses ; du travail pour tremper davantage l'unité du Parti et du peuple autour de lui, du travail pour renforcer la défense de la patrie, un travail inlassable, et de la vigilance, toujours de la vigilance pour préserver les victoires remportées au prix de tant de sang versé et de sacrifices pour préserver la liberté, l'indépendance, les victoires du socialisme. Il ne faut pas oublier que l'ennemi ne dort pas, que ces victoires, nous les avons remportées en nous fondant sur une juste ligne marxiste-léniniste, tout en demeurant fidèles aux idéaux du socialisme et du communisme, à l'exemple de nos grands classiques, Marx, Engels, Lénine et Staline et à travers la lutte de classe à l'intérieur du pays et dans les rangs du Parti ainsi que contre les ennemis de l'extérieur, les impérialistes et les social-impérialistes, la réaction internationale et leurs réseaux d'agent. L'appel du Parti a toujours été et demeure :

«Travail et vigilance» pour le bien du peuple et l'avenir des générations nouvelles ! Vive le Parti ! Gloire au marxisme-léninisme !

Toujours vigilants, t. 2

TRAVAIL ET VIGILANCE POUR RAFFERMIR ENCORE NOTRE POUVOIR POPULAIRE

Discours électoral

[Prononcé devant les électeurs de la circonscription 210 de Tirana.]

10 novembre 1982

Chers camarades électeurs et électrices,

Je suis très heureux de me trouver parmi vous, chers habitants de notre capitale bien-aimée, et je viens vous remercier du grand honneur que vous m'avez fait en me désignant comme votre candidat député à l'Assemblée populaire. La confiance que vous me témoignez revient à notre glorieux Parti, qui nous a apporté les jours radieux dont nous jouissons aujourd'hui et qui nous guide avec un esprit lucide et d'une main sûre vers un avenir encore meilleur et plus beau. C'est le Parti qui nous a appris à nous, ses fils, à combattre et à œuvrer pour la liberté et l'indépendance de la patrie ; c'est lui qui nous a fait épouser la cause de la classe ouvrière; c'est lui qui nous a donné l'intelligence et la force pour servir la cause de l'édification du socialisme en Albanie.

C'est pourquoi, à cette heure solennelle comme à tout autre moment, alors que nous nous préparons à voter pour le renouvellement de notre Assemblée populaire, nos pensées les meilleures, nos sentiments d'amour et de profonde reconnaissance vont au Parti, à sa juste ligne, à sa fidélité inébranlable envers le marxisme-léninisme.

Il y aura bientôt quatre décennies que nous vivons et travaillons libres dans notre patrie. Lorsque nous jetons un regard en arrière sur la voie parcourue, nous éprouvons tous une grande joie pour les succès obtenus et à la fois une fierté légitime pour la peine que se sont donnée et la sueur qu'ont versée les gens de chez nous. Cette période demeurera dans notre histoire comme celle où se sont manifestés dans toute leur force la vitalité et l'élan de notre peuple, son esprit combatif et son opiniâtreté au travail, sa grande soif de s'instruire et son esprit de progrès. Ce sont là de hautes vertus que le Parti a su mettre en lumière et convertir en une grande force motrice qui a rendu possible la rapide et heureuse réalisation de toutes les grandes transformations socio-économiques que nous avons vécues. C'est leur attachement à la liberté et leur esprit révolutionnaire, ce sont les leçons qu'ils ont tirées de l'amer passé, lorsque l'Albanie souffrait sous l'oppression et le joug étrangers, qui ont poussé les gens de chez nous à se rassembler comme un bloc autour de notre Parti et, sous sa direction, à combattre et à déjouer les complots et les interventions des impérialistes et la trahison des révisionnistes modernes, yougoslaves, soviétiques et chinois. Pour nous tous, pour notre peuple tout entier, les élections à l'Assemblée populaire sont une occasion de nous rencontrer et de converser ensemble pour dresser le bilan du travail accompli et examiner les tâches qui nous attendent.

Les nouvelles élections trouvent l'Albanie sûre de ses destinées, solidement campée sur ses deux jambes, avec une claire vision de sa perspective et son avenir assuré. Jamais le peuple albanais n'a été aussi uni qu'aujourd'hui dans ses intérêts, dans ses vues politiques et idéologiques, dans les normes morales et les comportements sociaux qui sont les siens. Cette unité d'acier, forgée par notre Parti dans les batailles héroïques de la libération du pays et dans les grandes transformations socialistes, est aujourd'hui le fondement du pouvoir populaire, de la liberté et de l'indépendance de la patrie, et elle les rend inébranlables et invincibles. C'est cette unité, cette grande force monolithique, qui a fait front aux ennemis féroces et a réduit à néant leurs intrigues et leurs complots.

C'est contre cette unité du Parti et du peuple que s'est écrasé aussi Mehmet Shehu, un des traîtres et des ennemis les plus dangereux de l'Albanie socialiste. Critiqué à maintes reprises par le Parti pour ses lourdes fautes, il était parvenu à se camoufler. Des pièces venues au jour et des témoignages irrécusables certifient que déjà avant la guerre il s'était mis au service des renseignements américains. Durant la guerre et après, Mehmet Shehu combattit et agit en Albanie comme mercenaire des étrangers

et sous leurs ordres. Quand il était déjà à la I^{ère} Brigade, il avait été recruté aussi par les services secrets yougoslaves (l'OZNA, aujourd'hui l'UDB), puis par le KGB soviétique, qu'il a servis avec zèle. Selon les recommandations et les instructions des centres d'espionnage étrangers, en particulier de la CIA et de l'UDB, lui-même et le groupe de comploteurs liés à lui, dont l'instruction de l'affaire est actuellement en cours, ont travaillé à détruire le Parti et le pouvoir populaire, et à mettre l'Albanie sous le joug étranger.

Afin de mettre en œuvre les plans de subversion et de brigandage fixés par leurs patrons de Washington, de Belgrade et d'ailleurs, Mehmet Shehu et ses acolytes s'étaient préparés à commettre de graves crimes. Mehmet Shehu avait reçu l'ordre de l'UDB yougoslave de tuer le Premier secrétaire du Comité central et d'autres dirigeants du Parti et de l'Etat, ainsi que de réprimer par des mesures de terreur tous ceux qui se dresseraient contre cette grande trahison. S'ils n'ont pas pu agir pour réaliser leurs desseins criminels, cela tient à la grande peur qu'ils avaient du peuple et du Parti, de leur unité d'acier, qui ne permet à aucun ennemi, si rusé et perfide qu'il soit, de faire le moindre pas. Mehmet Shehu ne parvint jamais à faire dévier et à déformer la ligne du Parti, car, s'il l'avait tenté, il aurait été aussitôt démasqué.

Pris entre ces deux feux: l'exigence de l'UDB, qui voyait le sol brûler sous ses pieds en Kosove, et la peur de l'unité du Parti et du peuple, il ne resta à Mehmet Shehu qu'une issue, celle, honteuse, du suicide.

La grande union de notre peuple a sa source dans la juste ligne du Parti, qui a toujours incarné et exprimé les aspirations historiques des masses. Le peuple rêvait de vivre libre et indépendant dans son pays, de supprimer l'exploitation et l'oppression sociale, de surmonter le retard séculaire. Il demandait l'émancipation générale de la société albanaise, la libération de toutes les forces créatrices, le libre développement des capacités et des talents réprimés par les régimes passés. Il voulait être maître dans son pays et avoir des rapports d'égal à égal avec les autres nations.

Ces aspirations, notre peuple, sous la direction du Parti, les a pleinement réalisées. Elles sont maintenant devenues une réalité vivante que nous voyons, touchons et vivons chaque jour. L'Albanie socialiste est un pays et un Etat entièrement libre et indépendant, qui ne doit rien à personne. Elle n'accepte ni ne connaît les tutelles et les diktats, les ingérences et les emprunts, dont souffrent non seulement beaucoup de petits, mais aussi de grands Etats. Jamais la position internationale de l'Albanie n'a été aussi forte qu'aujourd'hui.

Dans un laps de temps relativement très court, l'Albanie, de pays pauvre, qui souffrait même de la faim, est devenue un pays couvert de plaines bonifiées et irriguées, et où foisonnent les usines et les combinats, les mines et les centrales hydro-électriques, les écoles et les instituts scientifiques. Les gens de chez nous ont un niveau de formation politique et idéologique élevé, ils sont instruits et cultivés, capables de mener à bien par leurs propres moyens toutes les tâches nécessaires pour le progrès du pays et la défense de la patrie. Chez nous croît et s'éduque une jeune génération révolutionnaire et patriote, qui, à coup sûr, portera toujours plus en avant le flambeau de la révolution, qui élèvera toujours plus haut la gloire de notre patrie socialiste. Si notre peuple a réussi à atteindre ces brillants résultats, s'il est allé et va de l'avant, c'est que, dans son développement économique et dans les autres domaines, il s'est entièrement appuyé sur ses propres forces, et que notre Parti, dans toute son action, a appliqué de manière créatrice et fidèlement les principes du marxisme-léninisme. En Albanie, le marxisme-léninisme a donné une grande preuve de sa force révolutionnarisatrice et transformatrice quand il est appliqué de façon juste et conséquente.

Aujourd'hui, grands et petits chez nous voient de leurs propres yeux et sentent dans leur cœur l'esprit de justice du pouvoir populaire, la supériorité indiscutable et la vitalité de notre ordre social socialiste.

Grâce aux efforts, au labeur et au talent créateur de notre peuple, et en nous fondant sur nos ressources naturelles et financières, nous avons mis sur pied une industrie entièrement nouvelle et diversifiée, puissante et moderne, judicieusement répartie sur tout le territoire du pays.

Nous éprouvons une fierté légitime en voyant s'élever des géants comme notre complexe métallurgique et notre système énergétique unique avec ses centrales sur le Drin, des puits et des raffineries de pétrole, des usines chimiques et des combinats de textiles, des dizaines de mines, de combinats et d'usines d'élaboration des métaux, ainsi que de nombreux autres établissements imposants.

Par nos propres produits industriels, nous parvenons maintenant à couvrir les besoins indispensables de notre population, dont la consommation va sans cesse s'élargissant, nous faisons face aux exigences de notre économie qui se développe de manière dynamique, nous satisfaisons aux exigences du renforcement de la capacité de défense de la patrie. L'industrie est désormais devenue la source principale de l'accumulation socialiste et des revenus provenant de nos exportations. C'est un facteur primordial qui nous permet de nous appuyer exclusivement sur nos propres forces.

C'est à notre Parti que revient le mérite d'avoir rattaché étroitement la création et le développement de notre industrie au développement et au progrès de notre agriculture et de nos campagnes dans la voie du socialisme. Nous en tenant à la ligne définie par le Parti, notre agriculture socialiste s'est renforcée continûment, elle tend résolument à s'intensifier toujours plus et à obtenir des rendements élevés. Les plaines bonifiées et aménagées, les collines et les montagnes transformées en terres à céréales et en plantations d'arbres fruitiers, la création d'un système complexe d'irrigation, l'accroissement du cheptel et la modernisation de l'élevage, la mise sur pied d'un vaste parc de machines agricoles, voilà quelques-unes des réalisations qui ont radicalement transformé l'aspect de notre agriculture.

La puissance de notre agriculture socialiste et ses progrès sont également attestés par le fait qu'en dépit de la sécheresse exceptionnelle de cette année, la production de blé et de maïs a été supérieure à celle de toute autre année postérieure à la Libération. Notre agriculture assure maintenant de façon indépendante l'alimentation de la population, les matières premières nécessaires aux industries légère et alimentaire et d'importantes sources d'accumulation et de devises. Nos campagnes socialistes sont peuplées et florissantes, leur mode de vie se rapproche toujours plus de celui des villes.

Un vaste système de transports a été mis en place avec des voies ferrées qui s'étendent sur des centaines de kilomètres, avec un parc automobile bien fourni et une flotte maritime en développement continu. Ce système a permis de renforcer le caractère unique de notre économie et a considérablement ranimé la vie économique et sociale du pays.

Le développement de notre économie, le progrès de la vie matérielle, intellectuelle et spirituelle ont été accompagnés et appuyés par une véritable révolution dans le domaine de l'enseignement et de la culture, de la formation des cadres, de la science et de la technique. Nos hommes, guidés par le Parti, ont toujours considéré leur travail et leur action dans le cadre de la grande cause, que sont pour eux la garantie des victoires socialistes et le renforcement de la capacité de défense de notre patrie bien-aimée.

Il y a quatre ans, à la veille des élections de la précédente législature, nous dénonçâmes publiquement la trahison des révisionnistes chinois et leurs agissements hostiles à l'Albanie. Nos ennemis espérèrent alors que l'Albanie socialiste s'agenouillerait et qu'elle solliciterait une aide de l'étranger. Mais ils se sont trompés dans leurs calculs. Il s'est trouvé aussi des observateurs impartiaux qui ont pensé que nous ne pourrions pas nous passer de l'aide et des crédits de l'étranger.

Le temps a démontré que l'Albanie ne s'est ni inclinée ni agenouillée, mais que, le front haut, elle est allée de l'avant par ses propres moyens et sans l'aide de personne, et qu'elle l'a même fait plus rapidement et en allant plus loin. Mais il n'en est pas de meilleure preuve que les faits.

Au cours des quatre années qui viennent de s'écouler, des dizaines d'établissements industriels, agricoles, et socio-culturels, ainsi que de nouveaux ouvrages dans le secteur des communications, ont été mis en exploitation. C'est à la période de la précédente législature qu'appartiennent l'entrée en service de la centrale «la Lumière du Parti» de Fierze, le deuxième haut-fourneau, la fabrique de coke

et l'usine de matériaux réfractaires au complexe métallurgique «l'Acier du Parti», l'usine de ferrochrome de Burrel, l'usine de fusion du cuivre à Lac, la voie ferrée Laç-Shkodër, la capacité doublée de la grande sucrerie de Maliq, la construction de huit gros réservoirs d'irrigation, comme ceux de Gjanç à Korçe et de Tapize à Tirana, d'Izvor à Tepelene, etc., la construction du Musée historique national et de plus de 53 000 logements et maisons d'habitation, où ont été logées plus de 250 000 personnes dans nos villes et nos campagnes.

Rien qu'au cours des quatre dernières années, quelque 160 000 personnes ont été pourvues d'un emploi, principalement dans la production, ce qui a permis d'engager au travail toutes les nouvelles forces actives. Nos finances ont renforcé leur stabilité, rendant possible l'affectation de près de 40 pour cent des fonds du budget de l'Etat à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, au développement de l'Education et de la Santé, au vaste système d'assurances sociales et de retraites et à d'autres services d'utilité sociale. Dans l'Albanie socialiste, il n'y a pas de chômage, il n'y a pas d'inflation, il n'y a pas d'impôts qui frappent la population. Et les loyers sont extrêmement bas.

La nouvelle baisse des prix *[Il s'agit de la baisse, en juin 1982, des prix de détail de certains biens de consommation courante, baisse qui se traduit pour la population par un gain de 75 millions de leks par an, ainsi que de la réduction de 8 à 15 pour cent de 135 tarifs de réparation et de service. Les baisses périodiques des prix de détail des marchandises et des tarifs des services assurent annuellement à la population un bénéfice d'environ 4 milliards de leks.]* d'une série de produits de consommation courante et des tarifs des services communaux est une nouvelle manifestation de la sollicitude du Parti pour le bien-être du peuple, de la force de notre économie et de la juste voie dans laquelle s'achèment les processus économiques et sociaux dans notre pays socialiste.

Les résultats que nous avons obtenus deviennent encore plus évidents, si l'on a en vue que tous les pays capitalistes et révisionnistes sont frappés par une grande dépression dans leur économie, par la récession, le chômage, la hausse des prix, une forte inflation et une baisse du niveau de vie.

La crise économique mondiale actuelle est, dans son essence, semblable à toutes les crises antérieures. Ces crises, comme l'a expliqué Marx et comme l'a confirmé l'histoire, constituent des phénomènes inévitables du système capitaliste. Ce qu'il y a de nouveau dans la crise actuelle, c'est qu'elle a démontré la faillite des théories et des pratiques bourgeoises et révisionnistes inventées pour les conjurer. Il a été prouvé dans la réalité des choses que tenter de stimuler la production en accroissant artificiellement la consommation intérieure, en amenant toute la population à s'endetter auprès des monopoles, est lourd de conséquences catastrophiques pour tout le pays. On a vu s'effondrer les vanteries creuses sur l'élévation du niveau de vie au travers des emprunts, comme c'est le cas en Yougoslavie, où les gens se voient contraints de passer cet hiver sans chauffage, à part d'autres gros manques de produits de consommation courante et de première nécessité.

De même, la pratique consistant à fonder l'essor économique d'un pays sur les emprunts contractés à l'étranger, qui a été claironnée pour un temps aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est comme la voie du salut de l'humanité, s'est révélée une stratégie d'asservissement des pays pauvres et faibles par l'impérialisme et les grandes puissances industrialisées.

De grands progrès ont été accomplis dans le domaine de l'instruction et de la culture, de la technique et de la science. Le grand soin témoigné par le Parti à ces secteurs ainsi que les efforts déployés par le pouvoir populaire pour promouvoir leur essor ont donné de brillants résultats. Notre système d'enseignement est au nombre des plus avancés, des plus démocratiques et des plus populaires dans le monde. Nos enfants, où qu'ils se trouvent, se voient tous offrir la possibilité de suivre le cycle intégral d'enseignement de huit ans. Les écoles secondaires se sont étendues jusque dans les campagnes, où elles attirent un grand nombre toujours croissant d'élèves. De multiples possibilités ont également été créées pour permettre à chacun de poursuivre ses études secondaires et supérieures dans les établissements du soir.

Une création littéraire et artistique saine de contenu et variée dans sa forme, enrichit la vie spirituelle des gens de chez nous. La littérature, la musique, les arts plastiques, le cinéma, le théâtre, la télévision, etc., guidés par le Parti, accomplissent un important travail d'éducation politique et idéologique et jouent un grand rôle dans la formation du caractère socialiste des hommes, dans l'implantation des normes de la morale communiste.

Le Parti a attaché une attention particulière à l'assimilation et au développement de la science et de la technique dans notre pays. En dépit de la tradition relativement pauvre dans ces secteurs, cet intérêt du Parti a permis aux gens de chez nous, talentueux et assoiffés de savoir, d'apprendre et d'appliquer avec compétence les techniques compliquées qu'exige l'essor rapide et moderne de l'économie et des autres secteurs. La mise sur pied d'un nombre considérable d'institutions particulières se consacrant à la recherche, la création de bureaux technologiques, de nombreux groupes d'étude, etc., attestent l'ampleur prise chez nous par le travail scientifique, ainsi que son caractère indispensable pour notre économie et toute notre société. Dans le même temps, le Parti a œuvré et il œuvre afin que tous chez nous, dans leur pratique journalière, se guident sur les études et les méthodes scientifiques dans la production, l'organisation, la direction et partout.

Les grands changements réalisés dans la capitale de notre patrie bien-aimée sont un vivant témoignage, entre autres, de la force du pouvoir populaire et de la vitalité de notre ordre social. Durant ces années, Tirana s'est complètement transformée. Sa population, aujourd'hui huit fois plus nombreuse qu'au moment de la Libération, vit, pour plus des 4/5, dans des habitations nouvellement construites. Le nombre des élèves des écoles secondaires est à lui seul supérieur à la population de la capitale avant la guerre. Aujourd'hui, 70 000 personnes y travaillent et font œuvre de création, fournissant un cinquième de la production industrielle du pays. Et toutes nos villes et nos villages ont connu une transformation et une rénovation analogues.

Les perspectives ouvertes par le VIII^e Congrès du Parti promettent à notre peuple un avenir encore plus heureux et prospère. La nouvelle législature de l'Assemblée populaire coïncide dans le temps avec la mise en œuvre du 7^e plan quinquennal. Nous disposons de toutes les possibilités humaines, matérielles et financières pour aller, au cours de cette période, résolument de l'avant et obtenir de meilleurs résultats dans tous les domaines. A coup sûr, grâce à notre labeur persévérant, nous obtiendrons plus de pétrole et de minerais, plus d'acier, plus d'énergie électrique, de céréales et d'autres produits végétaux et animaux, plus de produits industriels de consommation courante, et tout cela d'une meilleure qualité.

Notre économie se renforcera encore davantage, et les forces productives connaîtront un nouvel essor. Des centaines d'importants établissements économiques et socioculturels seront construits. Notre industrie s'enrichira de gros établissements comme la centrale hydroélectrique de Koman, une usine de lubrifiants, une usine de nickel et de cobalt métallique. La métallurgie du ferrochrome verra sa production doubler, plusieurs usines d'enrichissement des minerais et de transformation des produits agricoles et pastoraux seront mises sur pied et des agrandissements et restructurations seront réalisés aux combinats textiles, aux fabriques de bonneterie, etc.

De même, on entreprendra la construction d'un bon nombre d'importants établissements de métallurgie ferreuse et non ferreuse, d'hydro-énergétique, de matériaux de construction, etc. Ainsi notre industrie, encore renforcée, jouera mieux son rôle décisif dans le progrès général du pays.

L'agriculture sera engagée plus largement et sur des bases scientifiques dans la voie de son intensification, ouvrant ainsi de grandes perspectives à l'accroissement de la production agro-pastorale, au développement ultérieur de la vie socialiste dans nos campagnes et au renforcement de l'indépendance du pays. L'intensification de la production portera prioritairement sur une vaste zone de plaines. De gros investissements seront faits pour le travail du sol, l'irrigation, la mécanisation, l'accroissement et l'amélioration des plantations d'arbres fruitiers, d'agrumes et d'oliviers.

Comme vous en êtes au courant, conformément au 7^e plan quinquennal et aux décisions du dernier plénum du Comité central du Parti, tout un programme sera mis en œuvre pour développer encore notre système de transports, et en priorité le transport ferroviaire, désormais «tendu aux principaux secteurs du mouvement de marchandises et de voyageurs.

La réalisation des objectifs tendant au développement de la production garantira et fera encore progresser le bien-être du peuple dans les villes comme dans les campagnes. L'approvisionnement du marché en produits industriels et alimentaires sera constamment amélioré, la structure de l'alimentation du peuple aussi, d'importants investissements seront faits dans le logement et une série d'autres mesures seront prises afin d'élever encore le bien-être de la population dans tous les aspects de son existence.

Comme toujours, le Parti et notre Etat socialiste veilleront avec soin à l'élévation du niveau d'instruction et de culture des travailleurs, à la sauvegarde et au renforcement de leur santé. De nouveaux progrès seront également accomplis dans les divers secteurs de la culture, afin que leur action s'étende profondément dans les masses et serve le plus largement possible leur éducation.

En toute situation et en tout temps, le Parti et le pouvoir populaire ont attaché la plus grande attention à la défense de la patrie. Aujourd'hui notre pays possède une défense puissante qui garantit sa liberté et son indépendance conquises au prix de tant de sang versé et de sacrifices, ainsi que son travail pacifique. Cette défense, nous avons pour devoir de la cimenter encore plus afin d'être toujours parfaitement aptes et prêts à vaincre tout ennemi qui tenterait de porter atteinte à notre intégrité territoriale et à notre souveraineté nationale.

L'unité de notre peuple est une unité d'acier. Notre situation intérieure est saine. C'est ce que vient aussi attester le décret du Présidium de l'Assemblée populaire, qui sera promulgué demain, en vertu duquel nombre de détenus condamnés pour délits divers sont graciés ou bénéficient d'une réduction de peine.

Les élections à l'Assemblée populaire ont toujours été une manifestation de notre démocratie socialiste, du caractère populaire de notre Etat. Les gens de chez nous sont, dans leur totalité, toujours allés avec enthousiasme aux urnes, ils ont tous toujours voté pour les candidats du Front démocratique, parce qu'ils étaient conscients et convaincus d'exprimer par là leur amour pour le Parti et leur fidélité à sa ligne, leur appui unanime au pouvoir populaire, leur condamnation des ennemis du dehors et du dedans, leur détermination d'avancer avec hardiesse et le front haut dans la voie radieuse du socialisme.

C'est ce qui s'est produit jusqu'ici. C'est ce qui se produira aussi aux présentes élections. La participation électorale et le vote pour les candidats du Front démocratique sont une expression de la maturité politique et idéologique, de la conscience de classe et patriotique, du sentiment de responsabilité de chacun pour les destinées du pays.

Chers camarades,

Nous vivons actuellement une situation internationale assez tendue, lourde de dangers et de menaces pour la liberté et l'indépendance des peuples, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales. Cette situation est le résultat de l'intensification de la politique et de l'action agressives des superpuissances impérialistes et d'une résurgence des diverses forces réactionnaires, fascistes et bellicistes.

Aux Etats-Unis comme en Union soviétique, on voit prévaloir toujours plus un cours militariste et aventureux de politique étrangère, appliquer une stratégie d'interventions militaires directes comme un moyen pour assurer l'expansion et l'hégémonie politique et économique de ces superpuissances dans le monde. Maintenant, leur offensive générale a pour cible non seulement les peuples et les pays qui ont été en dehors des zones de leur domination, mais aussi leurs partenaires les plus proches dans les alliances militaires et les blocs économiques.

Dans ces situations, les peuples, naturellement, ne restent pas les bras croisés. Les forces révolutionnaires, patriotiques, démocratiques et pacifiques, partout dans le monde, opposent une résistance ouverte et résolue à la politique agressive et inhumaine de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique. En Afghanistan, au Proche-Orient, au Salvador, etc., on se bat les armes à la main pour reconquérir la liberté foulée aux pieds et l'indépendance perdue. Le peuple d'Iran fait de gros efforts pour défendre sa révolution contre les menaces et les chantages des superpuissances. Dans tous les pays capitalistes, sans exception, la résistance de la classe ouvrière pour la défense de ses droits démocratiques et de ceux du travail, conquis dans de longues batailles de classe, a connu un important essor. La lutte de nombre de pays pour leur souveraineté nationale sur leurs matières premières et pour un développement indépendant se développe, croît et ne cesse de s'amplifier.

Ces luttes et ces batailles constituent aussi les facteurs principaux qui battent en brèche le système capitaliste et impérialiste mondial, qui provoquent les crises dans les alliances capitalistes et exacerbent les contradictions inter-impérialistes, qui freinent et empêchent la réalisation des plans asservissants et bellicistes de l'impérialisme.

Notre Parti et notre gouvernement suivent comme toujours avec attention les divers processus qui se développent dans le monde et en tirent les conclusions appropriées sur les attitudes à adopter à leur égard et qui répondent aux exigences de la défense et de la sécurité de notre Etat et de notre pays. Nous sommes conscients que les situations dans le monde ne sont jamais stagnantes, immobiles. Elles sont en mutation continue et elles évoluent dans le bon ou dans le mauvais sens, selon le rapport des forces de classe, le développement des diverses contradictions, des crises, etc.

Actuellement, en Europe, dans la Méditerranée, au Proche-Orient et dans les Balkans, la politique hégémoniste et les interventions brutales des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique tendent à créer de nouvelles tensions et de nouveaux conflits, qui mettent directement en danger la paix et la sécurité de beaucoup de pays de ces zones.

Les pays d'Europe occidentale et orientale sont pris dans l'étau des deux superpuissances qui cherchent maintenant à leur enlever non seulement leurs richesses, mais aussi leur âme. A très juste titre, dans beaucoup de pays, les larges masses populaires se sont dressées dans des manifestations de protestation contre l'installation chez elles d'armes atomiques américaines et soviétiques et elles demandent obstinément leur éloignement de notre vieux continent. Elles sont conscientes qu'Américains et Soviétiques, en mettant ces pays sous leur parapluie atomique, cherchent à les maintenir toujours politiquement et économiquement subjugués et à faire de toute l'Europe de la chair à canon pour leurs intérêts de superpuissances.

L'envoi d'unités militaires de certains pays européens au Liban aux côtés de celles des Etats-Unis, indépendamment de la manière dont il peut être justifié, constitue un précédent très dangereux d'intervention militaire directe dans les affaires intérieures d'Etats indépendants. Cette action est, en quelque sorte, un retour à l'ancienne politique des grandes puissances européennes, qui, sous le prétexte d'«apaiser les troubles», de «rétablir l'ordre», envoyaient des troupes dans divers pays pour y établir leur domination.

Notre Parti considère que la paix et la sécurité en Europe, dans la Méditerranée ou au Proche-Orient, le développement et la prospérité des Etats européens, la défense de leur culture, de leurs traditions et de leur civilisation, ne peuvent être assurés et renforcés que si l'on s'oppose à la politique hégémoniste de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique, si on ne leur donne aucune possibilité de mettre à profit les liens politiques, économiques, etc., existant avec eux, pour frapper et attaquer les autres pays, pour mettre en danger la liberté et l'indépendance des peuples, la paix et la sécurité internationales.

Ni le Pacte atlantique, ni le Pacte de Varsovie, ni les bases militaires installées dans les divers pays, pas plus que les armes atomiques des superpuissances, ne peuvent garantir la défense des pays

européens, leur développement libre et indépendant, leur souveraineté et leur intégrité territoriale. Ces pays ne se les assureront que s'ils démantèlent ces pactes et renvoient les soldats américains et soviétiques chez eux, s'ils brisent et mettent en pièces les chaînes politiques, économiques et militaires auxquelles Washington et Moscou ont lié l'Europe.

C'est ce qui doit être fait aussi dans les Balkans, où les superpuissances, profitant des situations difficiles créées dans quelque pays, ont commencé à bouger, à exercer diverses pressions et à demander de nouvelles concessions en leur faveur. La paix et la sécurité dans les Balkans sont menacées par l'octroi de bases militaires ou de diverses facilités aux Etats-Unis et à l'Union soviétique, elles sont menacées par l'endettement obérant envers les superpuissances, ce qui comporte de multiples dangers non seulement pour l'indépendance du pays endetté, mais aussi pour ses voisins. On sait que quand on a hypothéqué sa maison et que l'on est insolvable, il vient un jour où le prêteur vous enlève non seulement la bâtisse mais aussi le terrain sur lequel elle est construite.

Les peuples des Balkans ont beaucoup souffert dans le passé et ils ne souhaitent pas voir la carte de leur péninsule se modifier en faveur de telle ou telle superpuissance. Aussi les Etats balkaniques ne doivent-ils permettre en aucun cas et d'aucune manière aux puissances impérialistes de se fourrer dans les Balkans, d'y troubler la paix et la sécurité des divers pays.

Actuellement, la situation au Proche-Orient est devenue très inquiétante. La nouvelle agression israélienne contre le Liban, organisée, financée et encouragée par les impérialistes américains, a créé des menaces et des dangers directs non seulement pour les peuples de la zone environnante, mais aussi dans un plus vaste rayon.

Israël, profitant de la grande aide américaine et des divisions des peuples arabes, se fait encore plus provocant et cherche à détruire tour à tour tous les pays qui condamnent l'annexion des terres arabes et le génocide appliqué contre le peuple palestinien si éprouvé.

La politique et l'activité expansionnistes d'Israël au détriment des peuples arabes sont encouragées et favorisées aussi par la politique de l'Union soviétique, par ses marchandages et ses complots dans la coulisse aux dépens de ces peuples.

Après Camp David, Israël attaque le Liban. Maintenant, il cherche à soumettre la Jordanie et menace de guerre la Syrie. De qui ce sera le tour demain ? De l'Irak, de l'Arabie Saoudite ou de l'Iran ? Les états-majors américain et israélien y pensent et y travaillent. Mais les vaillants peuples arabes permettront-ils à Israël et à son patron américain d'agir comme bon leur semble à leurs dépens ? Ces peuples resteront-ils ainsi divisés pour que ceux-ci puissent les vaincre et les opprimer un à un comme ils sont en train de le faire ?

Nous pensons que cela ne se produira jamais. Les peuples arabes sont des peuples épris de liberté et aux très anciennes traditions guerrières, des peuples qui ont apporté à l'humanité toute une civilisation. A coup sûr trouveront-ils la force nécessaire pour s'unir et empêcher les agresseurs sionistes d'occuper leurs terres et d'exterminer leurs gens. Si longue que soit la lutte, si grandes que soient les difficultés et si importants les sacrifices exigés, la victoire appartiendra à ces peuples. Avec eux est le bon droit, avec eux est toute l'humanité progressiste. Notre peuple a toujours été aux côtés des peuples arabes frères et de leur juste cause, aux côtés de l'héroïque peuple palestinien. A l'avenir aussi, la juste lutte des Arabes et des Palestiniens aura le soutien total et sans réserve du peuple albanais.

En Amérique latine, ces temps derniers, surtout après l'accession de Reagan au pouvoir, on observe une accentuation de l'intervention américaine ainsi que des intrigues des Soviétiques. Les peuples d'Amérique latine ripostent à cette offensive en accroissant leur résistance aux plans d'asservissement impérialistes. Le peuple albanais a soutenu et il soutient la lutte des peuples latino-américains, ce qu'il a manifesté à propos du conflit des Malouines, où nous soutenons les droits incontestables du peuple argentin.

Notre peuple, tout en luttant pour la construction du socialisme chez lui, pour la défense de sa liberté et de son indépendance, encourage et soutient activement la lutte des peuples contre l'impérialisme et la réaction. Dans le même temps, nous considérons la lutte des peuples pour leur liberté et leur indépendance comme notre propre lutte, comme un grand soutien pour notre cause.

Camarades,

Au VIII^e Congrès de notre Parti ont été définis et formulés clairement les principes sur lesquels se guide la politique extérieure de notre pays, ainsi que nos positions à l'égard des grands problèmes internationaux actuels, à l'égard de pays particuliers, comme envers les diverses forces et divers mouvements politiques dans le monde. Cette politique, aujourd'hui comme par le passé, bénéficie du plein soutien de notre peuple, en ce qu'elle exprime ses idées et ses vœux, qu'elle défend les intérêts supérieurs de la patrie. Notre peuple soutient cette politique, parce que c'est une politique entièrement indépendante, influencée par aucune restriction venant de l'extérieur, de quelque nature qu'elle soit. La voix de l'Albanie dans les relations internationales en est la propre expression. C'est une des raisons pour lesquelles on l'écoute, on la respecte et l'on en tient compte.

Nos prises de position sont connues. Nous avons dit et nous répétons que nous n'aurons aucun rapprochement ni aucune réconciliation avec l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, qui sont nos plus grands ennemis et ceux de tous les peuples. Nous nous opposerons avec fermeté à leurs visées hégémonistes et démasquerons sans répit leurs plans d'agression. Nous estimons, et le cours des choses l'a confirmé, que la lutte contre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, et le refus de toute conciliation avec eux constituent une condition indispensable de la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance de la patrie, de notre progrès dans notre voie socialiste.

En ce qui concerne les autres Etats, indépendamment de leur système social, tels la France, les pays Scandinaves, la Suisse, la Belgique, la Hollande, etc., nous sommes pour des relations normales avec eux, sur la base de la non-ingérence, de l'égalité et de l'intérêt réciproque. Nous sommes pour que ces relations contribuent au développement économique, culturel et social des deux parties, au renforcement de l'amitié entre les peuples et les Etats souverains et, dans le même temps, au maintien et au renforcement de la paix dans le monde.

Notre pays a été et est toujours pour le développement du commerce international, qu'il considère comme une activité utile et nécessaire à chaque pays. Mais nous demandons à tous nos partenaires que ce commerce soit fondé seulement sur l'avantage mutuel et l'égalité complète et qu'il soit libre de toute pression et discrimination. A plus forte raison, nous ne pouvons accepter que les relations commerciales soient utilisées comme un moyen pour intervenir dans nos affaires intérieures ou pour nous imposer des conceptions politiques et idéologiques qui nous sont étrangères. Le commerce, pour nous, n'est rien de plus que ce que désigne ce terme, c'est-à-dire un échange libre et équilibré de marchandises, et nous ne le confondons jamais avec l'acceptation de crédits, ce qui, pour nous, est tout autre chose.

L'Albanie socialiste, les gens de chez nous, tiennent en très haute estime les réalisations progressistes de la culture, de la science et de la technique de chaque pays, toutes les valeurs qui servent le développement et le progrès de l'humanité. Nous sommes donc pour des échanges culturels normaux avec les autres pays, pour la connaissance réciproque des réalisations progressistes et démocratiques dans ce domaine, sans discriminations ni préventions.

Notre pays attache, comme c'est naturel, une attention particulière à ses relations avec les Etats voisins. Cette attitude s'est inspirée et s'inspire du désir de vivre avec ces pays en bon voisinage, d'entretenir toujours avec eux des relations fructueuses et d'édifier une collaboration normale, qui soit basée sur tes principes de l'égalité complète et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'un l'autre, du respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, des échanges fondés sur l'avantage mutuel.

Nous entretenons avec le peuple italien de bonnes relations et nous ne le confondons pas avec les fascistes de Mussolini qui nous ont brûlés et tués. Dans mes notes du temps de guerre j'ai plaisir à relire ce que j'évoque de l'entretien que j'eus, au village d'Arbana, dans les environs de Tirana, avec le général d'armée Azzi, lorsque, après la capitulation des forces mussoliniennes, il se rendit en toute confiance, avec tous ses hommes, à notre état-major général de partisans et au peuple albanais. «Je suis reconnaissant au peuple et aux partisans albanais, me dit-il, d'avoir sauvé et hébergé des milliers de mes soldats, fils du peuple italien. Le peuple italien et moi n'oublierons jamais cet acte de générosité. Je resterai, jusqu'à ma mort, m'affirma encore le général Azzi, l'ami du peuple albanais». Et en effet il le resta.

Les régimes de nos deux pays sont en opposition entre eux, nous avons nos lois et notre mode de vie, l'Italie a les siens. Malgré tout, nous entretenons avec elle des relations commerciales et culturelles normales que nous sommes prêts à élargir à notre avantage mutuel et sans ingérence dans les affaires de l'un l'autre. Si quelque gouvernement italien considère ces relations comme étant sans intérêt pour lui, il peut agir comme bon lui semble, cela ne nous gênera pas grand-chose. Mais nous pensons, au contraire, que nos relations sont utiles pour les deux parties. Nous ne sommes pas un pays isolé et fermé, nous avons quoi vendre et quoi acheter comptant, à l'Italie comme à beaucoup d'autres pays.

Une communauté d'Albanais d'Italie aux glorieuses traditions nous lie aussi au peuple italien. Ni les Italiens ni nous ne devons jamais oublier les paroles louangeuses de Garibaldi sur les Albanais et les Albanais d'Italie et la haute estime qu'il avait pour eux.

Des Albanais vivent depuis cinq siècles en Calabre et en Sicile. Cette communauté a donné à l'Italie et à l'Albanie des hommes éminents. Vivant en amitié au milieu du peuple italien, les Albanais d'Italie ont conservé dans les siècles leurs coutumes et leur langue. Cette communauté qui nous rapproche du peuple italien est un facteur d'amitié. Le peuple albanais et le peuple turc s'aiment beaucoup.

Nous ne pratiquons l'«amour diplomatique» avec personne. Ce n'est pas dans la coutume de l'Albanais. Mais quand nous donnons notre parole, nous la tenons, nous ne tournons pas avec le vent. Ceux qui trompent notre amitié et notre bonne foi, nous les dénonçons. La grande et sincère amitié qui nous lie au peuple turc frère ne s'est jamais démentie. Les diverses formes de régime ne l'ont jamais ébranlée, car elle est fondée sur les bons sentiments de nos peuples, sur les liens fraternels et de sang de centaines de milliers d'Albanais, qui vivent, travaillent, se marient, ont des enfants, meurent et trouvent leur sépulture dans la même terre que les Turcs.

Nous avons honoré et honorons toujours profondément le grand guide du peuple turc, Mustafa Kemal Atatürk, cet éminent démocrate, qui abattit l'empire ottoman et le khalifat et créa la Turquie nouvelle démocratique. Que tous les pseudo-démocrates et pseudo-socialistes qui oppriment les peuples, qui bafouent leurs droits et maintiennent en vie le colonialisme, édulcoré de belles paroles, prennent exemple sur Kemal Atatürk, qui trancha le «nœud gordien» de l'empire ottoman. Nous souhaitons cimenter constamment l'amitié qui nous unit au peuple turc frère et la développer dans tous les domaines.

Nous aimons et respectons le peuple grec, car ce peuple aussi nourrit envers le peuple albanais les mêmes sentiments d'amitié que nous lui vouons. Nous sommes francs entre nous. Aucun de nous deux ne veut le mal de l'autre, mais au contraire, son bien. Les liens qui nous unissent sont des liens historiques pétris du sang versé en commun contre les mêmes envahisseurs. Et nous ne confondons pas les sentiments du peuple grec avec ceux des chauvins.

Nous développerons encore les relations d'amitié que nous entretenons avec le peuple grec. Le peuple grec qualifie les capitaines albanais de la révolution grecque de 1821, qui se battaient sous le commandement d'Ypsilanti, d'*arvanites painemenoi* et de *pallikaria arvanites*. [En grec : *glorieux Albanais et valeureux Albanais.*] Capo d'Istria et les tsars russes, les rois serbes et les voïvodes moldaves trahirent la révolution grecque, mais les Arvanites, avec à leur tête Marko Botsaris, Ali pacha de Tepelene et les Tchaparaï, lui restèrent fidèles jusqu'à la mort.

Le gouvernement de la République populaire socialiste d'Albanie et les gouvernements grecs, de droite, de la démocratie nouvelle, ou socialiste, ont toujours considéré l'amitié entre nos deux peuples comme une exigence politique impérieuse. Mais, malheureusement et sans aucune raison, depuis quarante ans, en Grèce est maintenue en vigueur la prétendue «loi de l'état de guerre avec l'Albanie», une loi absurde, sans fondements, que condamnent et le peuple grec et le peuple albanais et l'opinion mondiale. Toute personne raisonnable et réaliste en Grèce comprend qu'une pareille loi empêche de raccourcir les voies menant à un développement encore plus amical de nos relations avec Arta, Preveza, Janina et la Grèce en général.

Je n'avais pas l'intention d'évoquer aujourd'hui nos rapports avec la Yougoslavie, car nous avons défini tant et tant de fois les positions de notre Etat à l'égard de ce pays et nous nous en tenons à ce que nous avons dit. Mais je m'y vois contraint, car les chefs de Belgrade ont non seulement fait la sourde oreille à ce que notre Parti et notre gouvernement ont mis en évidence, mais, par tous les moyens de la propagande et de la diplomatie, ils ont monté une vaste campagne de calomnies et d'attaques contre l'Albanie socialiste et sa politique claire comme le jour. Pendant quarante années, pour ne pas remonter plus loin dans le temps, les chefs de Belgrade ont poussé les Slaves du Sud, et en particulier les Serbes, à vivre dans une inimitié permanente avec les Albanais qui peuplent leurs propres territoires en Yougoslavie, ainsi qu'avec l'Albanie indépendante et socialiste. Cette hostilité envers les Albanais, ce chauvinisme féroce, ce mépris, cette tendance et cet appétit irréfrenables à annexer l'Albanie, leur sont ataviques. Et ce qui rend cet état de choses encore plus dangereux, c'est que les autres peuples slaves du Sud n'ont pas le courage d'endiguer ce flot de sauvagerie.

A l'époque de la Lutte de libération nationale nous avons aimé sincèrement les Yougoslaves, nous avons respecté Tito et l'avons honoré plus qu'il ne le méritait. Nous avons envoyé de grosses unités de partisans combattre côte à côte avec les unités de partisans yougoslaves et de Kosoviens albanais en Yougoslavie méridionale et centrale. Des centaines et centaines de fils et de filles héroïques d'Albanie sont tombés ou ont été blessés pour la libération de la Yougoslavie, alors que maintenant un chien serbe du nom de Sinan Hasani vient jeter de la boue sur leur sang. Il va jusqu'à dire que ce sont les Yougoslaves qui ont formé notre Parti, qui ont organisé la Lutte de libération nationale albanaise et qui ont tout donné à l'Albanie. Mais il n'a qu'à aboyer, il est payé pour cela.

De même que Tito par le passé, ses successeurs refusent toujours la main amicale que nous leur tendons et ils ont tout fait pour nous la couper. Pendant quarante années de suite, Tito et ses tenants, ouvertement ou à travers leurs réseaux secrets, se sont évertués à détruire l'Albanie socialiste, à saper notre Parti et à éliminer physiquement les principaux camarades de notre direction. C'est ce qu'ils ont tenté de faire aussi par le biais de leur vieil agent, le traître Mehmet Shehu. Mais tous leurs complots ont échoué et échoueront toujours.

Autrefois, le roi serbe Karagjorgjevic, avec les services des bandes grandes-russes de Wrangel, fit rentrer en Albanie le bandit Ahmet Zogu, son agent, qui, perpétrant une haute trahison envers la patrie, offrit à la Yougoslavie, pour prix de cette aide, Saint Naum de Pogradec et le Vermosh. C'est ce que cherchent à faire encore aujourd'hui les chefs de file de Belgrade à travers les bandes de criminels et de terroristes d'un certain Lek Zogu [*Fils de l'ex-roi Ahmet Zogu.*], un voyou et trafiquant d'armes, de drogue et de femmes, auquel, chose étrange, un pays ami du nôtre prête asile, permet d'accorder des interviews à la presse et d'appeler au renversement du pouvoir populaire en Albanie. Nous disposons d'éléments prouvant que ce sont les titistes yougoslaves qui ont envoyé sur notre côte le groupe de bandits conduits par Xhevdet Mustafa, anéantis sans pitié avant même d'avoir eu le temps de reprendre leur souffle et de voir le soleil d'Albanie. Le monde apprendra en temps voulu plus de détails sur ces faits et les desseins qu'ils recouvrent. Mais ce qui est lourd de dangers, c'est que les Yougoslaves, violant la souveraineté de deux pays qui nous sont amis, et à leur insu, ont préparé et envoyé chez nous des bandits. Entraîner des bandes de terroristes et les envoyer dans un autre pays constitue un acte criminel grave et condamnable dans la pratique des relations internationales.

A présent, tout ce que nous voulons dire aux titistes yougoslaves c'est : ne jouez pas avec le feu, car, s'il s'allume, vous vous y brûlerez vous-mêmes. Quant à nous, nous nous défendons et savons nous

défendre, nous savons nous battre et vaincre n'importe quel ennemi. Mais nous ne voulons pas suivre la voie obscure et grosse de dangers qui est la vôtre. Malgré tout, si vous nous y obligez, nous vous riposterons. Mais nous disons aux dirigeants yougoslaves de ne pas poursuivre dans cette voie sans issue et si dangereuse pour nos deux pays, pour les Balkans, et peut-être aussi pour l'Europe. Vous, peuples slaves du Sud, vous êtes responsables d'avoir permis aux grands-serbes d'attiser le feu, au lieu de les ramener à la raison et de les contraindre à changer de voie, à s'en tenir aux principes et aux pratiques du bon voisinage avec l'Albanie socialiste et à se comporter de façon normale et pacifique avec les Albanais vivant en Yougoslavie.

Nous sommes convaincus qu'il se trouve des éléments progressistes chez les autres peuples slaves du Sud, et chez les Serbes eux-mêmes. Il n'est pas d'autre solution à cette question que celle d'un tournant politique dans les attitudes envers l'Albanie et les Albanais vivant en Yougoslavie. Nous poursuivrons quant à nous dans la voie définie par le VIII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, dont le rapport principal a été lu à l'envers par les dirigeants yougoslaves. Nos propositions étaient aussi sages que pacifiques, alors que votre voie est hérissée de dangers pour la Yougoslavie, que nous voulons voir rester telle qu'elle est. Vous, dirigeants yougoslaves, vous ne prenez pas au sérieux nos paroles, qui sont l'expression des sentiments sincères du peuple albanais. Vous n'aurez qu'à en pâtir. Le monde vous imputera une lourde responsabilité.

Les gouvernements de certains pays d'Europe et les Etats-Unis d'Amérique jouent avec nos sentiments et nos intérêts. Nous leur déclarons que l'on ne peut plus jouer comme auparavant avec l'Albanie et ses intérêts. Le temps est à jamais révolu où l'on pouvait facilement fouler aux pieds les destinées de notre pays, ou mutiler et démembrer l'Albanie.

Comme toujours, nous continuerons de soutenir de toute la force de nos cœurs nos frères albanais vivant sur leurs territoires en Yougoslavie dans la défense des droits que leur reconnaît la Constitution. Les Yougoslaves comme l'opinion mondiale ne doivent nourrir aucun doute à ce propos. Cette pratique est reconnue par le droit international et c'est ainsi qu'agissent tous les Etats qui ont des minorités en dehors de leurs frontières.

Au VIII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie nous avons clairement défini notre attitude envers la Yougoslavie et nous nous en tenons fermement à cette attitude. Ce ne sera jamais de notre fait que la Yougoslavie connaîtra la destruction ou la désagrégation. Nous sommes pour la stabilité de la Fédération. Quant aux chauvins grands-serbes, macédoniens et monténégrins, nos paroles pacifiques leur entrent par une oreille et leur sortent par l'autre. Le chauvinisme et la mégalomanie leur ont troublé la vue. Quand nous avons fait appel à la raison et à une logique saine, ils ont poursuivi leur action de terreur des plus féroces contre les Albanais vivant sur leurs territoires en Yougoslavie. Ils ont jeté en prison des milliers d'héroïques jeunes gens et jeunes filles de Kosove, qu'ils torturent barbaquement et à qui ils collent mille épithètes outrageantes. Nous disons aux Yougoslaves de libérer ces jeunes, car l'Albanais ne peut supporter longuement de pareilles atteintes à l'honneur de ses fils et filles, de pareilles atteintes à leurs droits. Qu'ils ne dépassent pas la mesure, car la riposte qu'ils recevraient pourrait être très cuisante.

Toute la Kosove et les régions albanaises de Yougoslavie sont l'objet d'une sauvage pression chauvine et militaire. Actuellement s'y développe à grande échelle ce qu'on appelle là-bas la «différenciation», qui consiste à pousser les Albanais à dénoncer leurs frères au profit des forces obscures serbes. Mais les Kosoviens ne sauraient accepter de suivre cette voie de la honte, car elle les conduirait à la lutte fratricide et les grands-serbes ne feraient qu'en rire et s'en frotter les mains.

Les Serbes encouragent la vendetta entre Albanais. La misère et la mort se sont abattues sur la Kosove. Les gens ne savent pas où sont leurs fils et leurs filles. L'intelligentsia albanaise est fauchée, elle est outragée, humiliée, jetée sur le pavé. De pareilles persécutions ne se sont produites que sous l'Inquisition. Non, le peuple albanais qui vit en Yougoslavie ne permettra pas de voir bafouer son patrimoine national, qui lui est sacré. Jamais et nulle part l'Albanais n'a plié l'échine ni tourné le dos à l'ennemi lorsque sa liberté et ses droits légitimes sont foulés aux pieds.

Vous, messieurs de Belgrade, vous avez envoyé en Kosove 60 000 soldats serbes pour écraser et tuer des Kosoviens, et pour intimider l'Albanie socialiste. Vous ne nous faites pas peur, nous sommes prêts, dressés comme un bloc. Vous parlez le langage de la force, alors que nous voulons employer celui de la raison. Mais nous aussi savons parler le langage de la force.

L'Albanie est un nœud névralgique et stratégique. L'Europe doit en tenir compte. Certains se moquent de nos fortifications, alors qu'ils s'arment eux-mêmes jusqu'aux dents d'armements de toutes sortes ; d'autres sous-estiment notre force. Tant pis pour eux. Certains journalistes, qui écrivent pour des pots-de-vin, certains politiciens de café, et les grands-serbes au premier chef, par leurs «analyses et plans stratégiques», insinuent et cherchent à faire croire que dans telle ou telle conjoncture, et même dans toutes les conjonctures, l'Albanie serait engloutie par les Russes, qu'elle pencherait vers les soviets, etc.

Nous disons aux grands-serbes, à ces amis certains et camouflés des Russes, que pour attaquer l'Albanie et atteindre notre côte de l'Adriatique, deux voies s'offrent aux révisionnistes russo-bulgares. L'une passe par le Vardar et la Kosove, l'autre par le canal d'Otrante. Dans le premier cas, il n'y a pas de doute que toute la population albanaise, qui vit en Kosove et dans d'autres régions de Yougoslavie, de Skoplje et Kaçanik, de Tetove et Gostivar, jusqu'au Lap et à la Plava-Gucia, accueillera les agresseurs à coups de fusil. Toute la Yougoslavie aussi prendra feu et, si les envahisseurs révisionnistes russo-bulgares parviennent à atteindre nos Alpes, ils y arriveront dans le même état que tes nazis allemands au sortir de Stalingrad.

Dans le deuxième cas, pour ce qui est du canal d'Otrante, c'est nous, Albanais, qui en avons les clés. L'île de Sazan et la presqu'île de Karaburun sont, et je le dis sans crainte de dévoiler un secret, des rocs couverts de fer et de béton que la flotte de guerre soviétique ne peut franchir.

Si nos ennemis russo-bulgares et autres tiennent à s'engager dans de pareilles aventures, ils doivent savoir que les Albanais ne constituent pas un Etat de trois millions, mais une nation de six millions d'hommes. Au cours de la Seconde Guerre mondiale notre peuple était numériquement petit, mais, bien que seul face à l'ennemi et mal armé, il vainquit et liquida un nombre considérable de divisions de fascistes italiens et de nazis allemands. Maintenant les temps ont changé et en faveur de l'Albanie socialiste. C'est pourquoi nous disons : Bas les mains de l'Albanie !

L'Albanie ne menace personne, elle souhaite vivre en amitié avec les autres pays, mais si ses droits et ses frontières sont atteints, elle ripostera à quiconque avec la même violence. De même, elle répliquera de la façon la plus sévère aux injustices et aux offenses dont elle serait l'objet de la part de certains.

Je dis cela en toute franchise et c'est la ferme conviction de notre peuple tout entier. Nous disons ce que nous pensons, d'autres n'ont pas manqué de dire du mal de nous, et ils recourent même aux calomnies. Nous ne disons rien qui ne soit pleinement fondé et n'usons pas de calomnies. C'est en cela que réside notre force, aussi les peuples progressistes éprouvent-ils du respect pour l'Albanie socialiste, tout comme nous en ressentons pour eux. Nous les remercions de tout cœur de leur attitude juste et bienveillante.

Messieurs les dirigeants yougoslaves s'arrogent bien le droit d'élever la voix contre les «injustices» dont les Macédoniens de Pirini et de l'Egée, ainsi que les toutes petites minorités macédoniennes en Albanie, seraient respectivement l'objet de la part des Bulgares, des Grecs et des Albanais, alors que nous, selon eux, nous, n'aurions pas un droit analogue. Lorsque nous défendons les droits de nos frères dans le cadre de la Fédération, ils nous accusent de nous «ingérer dans leurs affaires intérieures» ; et non contents de fouler aux pieds ces droits, ils font tuer les Albanais, les mettent en prison, les obligent à émigrer, et envoient à leur place, dans leur pays natal, des colons serbes et monténégrins.

C'est monsieur Stambolic qui a lancé le slogan de «la Kosove ethniquement pure» que réclamaient soi-disant «les nationalistes albanais». En fait, ce n'est pas là un slogan des Albanais, mais des grands-serbes, qui l'ont lancé afin de noyer la Kosove dans le sang. Cette politique de terreur effraya à juste

titre les Serbes et les Monténégrins, qui se mirent à quitter la Kosove à cause de la peur et de la misère qui règnent dans cette région. Ce crime, les grands-serbes veulent maintenant l'imputer aux Albanais, alors qu'ils sont eux-mêmes responsables de la transplantation des Serbes et des Monténégrins.

Ces derniers temps, les Yougoslaves, aidés par leur grande amie, la Russie, battent le rappel des «Macédoniens de l'Egée», partout où ils se trouvent, pour s'en servir comme d'une avant-garde en direction de la Grèce. Un beau matin nous entendrons dire qu'Alexandre le Grand également aurait été un Slave. Et pourquoi pas au fond ? Il y a bien un précédent : Vassilievsky, l'«historien» grand-russe du XIX^e siècle. Dans son livre sur Byzance, il écrit noir sur blanc que les Grecs actuels, puisqu'ils sont orthodoxes, sont des Slaves. Ce ne sont donc pas les descendants des anciens Grecs de l'Antiquité qui ont laissé à l'humanité une de ses plus brillantes civilisations. L'air de rien et avec une entière conviction de chauvin grand-russe, Vassilievsky affirme dans son livre que «les Grecs actuels sont d'origine slave».

C'est ainsi qu'agissent également les chauvins vorio-épirotes et certains dignitaires de l'Eglise grecque qui, s'appuyant sur les statistiques du Phanar datant de l'époque du sultan Hamid II, considèrent comme Grecs tous les chrétiens orthodoxes d'Albanie. Et il y a près de 80 ans que ces prétendus Grecs sont toujours 400 000. Le nombre, donc, de ces prétendus Grecs vorio-épirotes, selon eux, n'augmente ni ne diminue, ils ne naissent ni ne meurent. De même, prétendent-ils, dans les «prisons albanaises», en tout temps et en toute saison, languissent toujours 28 000 vorio-épirotes. Mais pour le malheur de ces prêtres grecs, qui n'ont rien à voir avec leur peuple, je peux dire en toute responsabilité au peuple et au gouvernement grecs qu'il n'y a dans toute l'Albanie que 33 minoritaires grecs qui, pour divers délits, dont quatre seulement politiques, purgent des peines légères. Comment cela s'explique ? Parce que les minoritaires grecs sont de bonnes gens, des gens honnêtes, tout comme le peuple grec lui-même, parce qu'ils jouissent des mêmes droits que les citoyens albanais, parce que tout chez eux est entre leurs mains. Dans le Parti comme dans l'administration, tous les cadres y sont des minoritaires. Dans chacun de leurs villages il y a une école primaire, une école secondaire agricole et, à Gjirokastër, une école pédagogique en langue grecque. Tous les autres cadres également, docteurs, agronomes, vétérinaires, économistes, enseignants, sont des minoritaires; partout l'on trouve des maisons de la culture. Les revenus des minoritaires sont au nombre des plus élevés dans notre pays. Nous, Albanais, nous vivons en frères avec les minoritaires grecs dans notre patrie commune. Non, messieurs les chauvins vorio-épirotes, la minorité grecque en Albanie ne languit pas, elle chante et prospère.

Quant à la question du culte, vous n'avez pas de raison de vous en soucier. Croire ou ne pas croire est un droit qui appartient à chacun, c'est une question de conscience, qui ne dépend ni des institutions ni de la volonté des prêtres musulmans ou orthodoxes, ou encore du Pape de Rome.

Je lis régulièrement la presse grecque et j'y ai vu quelles questions certains journalistes grecs et ouest-allemands ont posées aux habitants de la minorité grecque dans notre pays et les réponses qui leur ont été données. Un de ces journalistes a demandé à une vieille femme minoritaire :

«Où sont votre église et votre *papas* ?»

Elle lui a répondu :

«Ni l'église ni le *papas* ne m'ont sauvée des agas et des beys. Tant que ceux-ci régnaient, ils ne m'ont ni donné à manger ou à boire, ni apporté la lumière électrique ni instruit mes fils et mes filles. Tous ces bienfaits, c'est la Lutte de libération nationale, c'est mon Parti du Travail qui me les ont donnés. C'est pour cela que j'aime le Parti et non pas le *papas*».

Le journaliste lui a encore demandé :

«Mais à qui vas-tu te confesser ?»

A nouveau la vieille lui répondit avec malice :

«Mon fils m'a dit : «Jouis de la vie en ce monde, mère ; «quant au jour où tu passeras dans l'«autre», si tu as des «péchés, rejette-les tous sur moi et mon Parti.»»

Il y a de par le monde des centaines de millions de gens qui n'ont pas de croyance religieuse, pourquoi donc s'étonne-t-on qu'il en soit ainsi dans l'Albanie socialiste ?

Notre Etat, de par la volonté de son peuple, est un Etat athée et il n'y a pas de force morale ni matérielle qui puisse lui imposer quoi que ce soit d'autre. Notre peuple est maître de ses destinées et de ses sentiments. Les cris poussés par les chauvins vorio-épirotes ne troublent nullement la minorité grecque en Albanie socialiste, même si ceux-ci sont encouragés et payés en sous-main par quelqu'un d'autre qui n'est pas le peuple grec frère.

Camarades,

Les nouvelles élections à l'Assemblée populaire ont lieu à la veille d'un important événement, la célébration du 70^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance nationale.

Le peuple albanais, tous les Albanais, où qu'ils se trouvent, ont toujours commémoré avec une grande joie le 2 novembre 1912, ce jour marquant où Ismail Qemal, le sage vieillard patriote, hissa à Vlore le drapeau national albanais et proclama l'indépendance du pays.

En fêtant ce glorieux anniversaire, nous évoquons les luttes légendaires menées à travers les siècles par le peuple albanais pour la liberté et l'indépendance de sa patrie, ses efforts titanesques pour conserver et développer sa langue et sa culture, son ardent amour de sa terre et de ses traditions.

Les patriotes albanais, même dans les conditions les plus difficiles, même aux moments les plus graves, ont tenu allumé le flambeau du patriotisme, fermement confiants que notre peuple aussi connaîtrait inmanquablement des jours heureux. Ils ont droit à toute notre reconnaissance et à celle de nos générations futures. L'œuvre de ces patriotes sera toujours pour nous une source d'inspiration et de mobilisation. Elle nous invite à défendre avec abnégation la liberté et l'indépendance de la patrie, à servir toujours le peuple avec dévouement et jusqu'au bout, à travailler inlassablement pour le plus grand bien et l'honneur de notre Albanie bien-aimée.

Permettez-moi de profiter de la célébration du 70^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance pour saluer notre peuple tout entier ainsi que tous les Albanais patriotes dans le monde et leur adresser mes meilleurs vœux à l'occasion de ce jour si cher à nos cœurs.

Les élections à l'Assemblée populaire ont lieu à un moment où dans le pays tout entier le travail bat son plein afin que les décisions du VIII^e Congrès du Parti et les importants objectifs du 7^e plan quinquennal soient traduits dans les faits. Que ces élections soient pour nous une source d'inspiration et une incitation à renforcer encore l'unité d'acier de notre peuple autour du Parti, à nous mobiliser et à travailler avec un élan accru, avec un esprit de discipline et avec intelligence, afin d'appliquer partout le mot d'ordre militant du Parti : «travail et vigilance», et de rendre notre pouvoir populaire toujours plus fort, notre Albanie socialiste toujours plus belle, plus riche et plus heureuse.

Vive notre peuple !

Vive le Parti du Travail d'Albanie !

Vive notre pouvoir populaire !

Pour le pouvoir populaire

RENDRE LA FEMME PLUS ACTIVE POUR AFFRONTER LES PROBLÈMES DE LA SOCIÉTÉ

Extraits d'un entretien avec les secrétaires du CC du PTA

21 janvier 1983

Le Parti doit mener constamment et partout un intense travail idéologique et politique et social, notamment dans les régions montagneuses reculées où subsistent encore des survivances patriarcales qui se manifestent sous diverses formes, comme l'attachement aux anciennes structures fondées sur l'institution du *bajrak*, le sentiment de propriété privée, l'esprit de clan et le renforcement des liens de la famille patriarcale. Les camarades du Parti dans ces régions doivent analyser attentivement ce problème, parce qu'il constitue l'une des causes essentielles de l'état arriéré des campagnes même dans le domaine de l'économie. Je le dis parce que la majorité des hommes dans ces régions travaillent dans les entreprises économiques ou dans des mines, cependant que les femmes constituent la principale force de travail de la coopérative. Et pour que la coopérative progresse il faut que la femme affirme sa personnalité dans tous les domaines de la vie, dans le travail, au sein de la société et de la famille.

Premièrement, il faut que la femme prenne conscience de ses valeurs sociales, de ses capacités de direction et de production dans l'économie, car ainsi se rehausse et se renforce son autorité. De cette manière, elle associera ses capacités économiques à celles de l'homme et ne sera plus liée aux «chaînes» de l'homme. Il est vrai que l'homme, s'il travaille à la mine, est un peu plus avancé que la femme, mais il n'en conserve pas moins des conceptions et des pratiques patriarcales que d'une façon ou d'une autre il manifeste au sein de la famille. Dans certaines coopératives agricoles on observe un esprit de conservatisme, qui entrave le remplacement du travail manuel par des machines agricoles.

Cette conception erronée sera extirpée si la femme, qui constitue la force principale de travail dans les coopératives, fait plus fortement entendre sa voix et insiste sur la nécessité d'utiliser les machines cultivatrices qui allégeront énormément son travail. Dans les régions montagneuses reculées aussi il faut donc travailler plus intensément pour élever la femme au niveau d'émancipation qui lui permettra de parler avec courage, de réclamer sans timidité l'introduction du nouveau dans la vie et dans la production, en assumant un pouvoir de décision. Mais si la femme n'a pas encore compris que l'utilisation de ces machines est à son avantage, cela prouve seulement l'insuffisance du travail mené par le Parti dans cette région. La production aussi a sa politique. Et l'esprit de progrès ne peut pénétrer dans la production sans un fructueux travail préalable d'explication. C'est là un aspect de la question.

D'autre part, il faut tenir compte aussi de la situation sociale des gens, du degré de leurs connaissances techniques, parce que c'est ainsi que peut être accompli ce travail fructueux qui conduira à un développement général, politique, social, culturel et technique, des travailleurs. En d'autres termes, le Parti, dans l'ensemble de son action, doit considérer les problèmes comme étant étroitement liés entre eux et se montrer très attentif. Tout problème intéressant l'Etat doit être soutenu par une politique avisée du Parti, non stéréotypée, adaptée à la situation et au terrain où il déploie ce travail politique.

Le problème de la manière de traiter les femmes et les enfants ne se pose pas du tout de la même façon dans les zones de montagne et dans les zones de plaine. Dans l'approche de ce problème les zones de plaine sont plus avancées que les zones montagneuses. Pourquoi ? Parce que les gens là-bas ont mieux appliqué la ligne du Parti pour le développement de l'économie coopérative, et ont par conséquent obtenu de plus gros revenus qu'ils ont su employer judicieusement pour l'amélioration de leur bien-être.

C'est pourquoi dans les régions du Nord où se font jour de telles faiblesses, il faut mener un travail politique plus différencié. A cette fin, le Parti, dans ces districts, doit mener plus sérieusement sa politique des cadres.

Prenons le problème des admissions dans le Parti. Naturellement, le critère des admissions doit être fondé sur une bonne connaissance de l'aspect social et économique des districts ainsi que des vues qui y prévalent. Ces critères peuvent être différents d'une région et d'une zone à l'autre ; l'essentiel, toutefois, c'est d'admettre dans le Parti les éléments les plus avancés, de ne pas laisser ce processus suivre indifféremment son cours, mais de le diriger constamment dans le juste sens. Si dans quelque district, jusqu'à présent, ce problème a été conçu différemment, c'est que le Parti n'y a pas dirigé ce travail comme il convient.

Des cas particuliers ressort le général et l'examen comparatif de chacun de ces cas d'un district à l'autre permet de déterminer la juste voie à suivre pour tous.

Dans l'ensemble, les districts ont enregistré des progrès dans leur développement économique. On constate un progrès général, mais on observe aussi des progrès partiels et certains districts sont plus avancés que d'autres. Et puis, il y a aussi des zones qui ne progressent pas parallèlement avec le développement général du district. Il y a donc des nuances que le Parti doit déceler et étudier parce que c'est seulement ainsi qu'il peut diriger, conseiller, approuver ou désapprouver les décisions prises par les organisations de base du Parti. Cela permet à l'appareil du comité du Parti de contrôler effectivement l'accomplissement des tâches du plan dans les diverses zones du district.

On a dit ici qu'une équipe de cultivateurs à la coopérative agricole de Maqellare avait réussi à obtenir de hauts rendements en maïs parce que le chef d'équipe, à part ses capacités de direction et d'organisation, mettait à profit l'expérience avancée. Dans ce cas-ci, il ne faut pas seulement se réjouir du fait que ce chef d'équipe a obtenu de hauts rendements en maïs, mais tirer aussi des conclusions et chercher à comprendre pourquoi il a obtenu ces rendements alors que ceux des autres sont inférieurs. Ce phénomène doit constituer un objet d'étude de l'organisation du Parti de cette coopérative.

Je pense qu'il faut apprendre aux cadres et aux travailleurs du Parti à suivre le développement du pays du point de vue tout à la fois politique, idéologique, moral et social afin de renforcer le sentiment du collectivisme et du socialisme, et de raffermir les nouvelles normes de notre société. Cela permettra de faire entreprendre des études non seulement par des équipes, mais en recommandant aussi aux organisations de base du Parti de définir les facteurs moraux et politiques ou patriarcaux qui freinent le développement économique.

Si nous connaissons bien la situation d'un district, d'une région ou d'une coopérative, et si l'on s'emploie sérieusement à l'assainir, grâce à un travail non seulement individuel mais aussi organisé, en présentant des rapports, en organisant des réunions sérieuses et pas seulement avec des phrases, en mettant le doigt sur la plaie ou les choses à nu, on obtiendra alors sans faute de bons résultats. Cela veut dire effectuer un travail vivant de parti pour l'éducation politique, idéologique et morale des gens et l'on verra alors comment leur niveau de conscience s'élèvera et comment les membres du Parti s'érigeront en exemple en se mettant à l'avant-garde.

Pour réaliser le plan il faut que tous les gens, membres du Parti ou non, soient élevés au niveau politique dicté par la situation et les problèmes qui surgissent, afin qu'ils comprennent les nouvelles méthodes de travail et la technologie avancée à appliquer dans la production. C'est seulement ainsi que nous enregistrerons des progrès sensibles dans l'accomplissement des tâches économiques. Si le secrétaire du comité du Parti d'un district s'enferme dans son bureau et cherche de là à s'informer des résultats obtenus par telle ou telle équipe, des objectifs du plan réalisés par tel ou tel secteur, il ne sera pas en mesure de faire le travail du Parti. C'est une chose qu'il ne faut pas oublier. A mon avis, le fait que le président du comité exécutif est doublé dans l'accomplissement de ses tâches par le secrétaire du Parti du district donne l'impression que ce dernier s'affaire, mais en fait il s'occupe d'un travail qui incombe à un autre. Le secrétaire a d'autres questions importantes à traiter sans lesquelles le plan ne peut être réalisé. Les femmes n'utiliseront pas les cultivatrices s'il ne leur est pas expliqué constamment par un travail politique que ces appareils sont indispensables, et si elles ne sont stimulées et vivifiées par le Parti et ne prennent conscience de la force de leur pensée, de leur action et de leur capacité à la maison et en dehors de la maison.

Cela, c'est le travail du Parti. Quand j'ai visité la ville de Puke, il y a quelques années, j'ai été étonné du niveau d'émancipation des femmes. Nous sommes entrés dans une salle pour déjeuner et j'ai été très impressionné de voir les femmes et les jeunes filles venir tour à tour pleines de vie me rencontrer et causer avec moi. Et il fallait voir comment elles parlaient, mieux que les hommes, sans la moindre timidité.

Les travailleurs du Parti doivent revoir dans leur travail toutes les mesures prises et les succès obtenus qui ont donné à notre pays une impulsion, comme l'est, entre autres, l'émancipation de la femme, pour constater les changements survenus à l'époque du Parti et les transformations accomplies, etc., afin d'être en mesure de renforcer et de mener comme il convient et toujours mieux le travail idéologique et politique, organisationnel et de propagande. Le Parti, dès l'époque de la Lutte de libération nationale, a commencé son travail pour l'émancipation de la femme. Dès lors, il mit l'accent sur le rôle décisif de la femme dans la Lutte de libération nationale comme sur celui qui devrait être plus tard le sien dans la construction de la société socialiste. Et depuis ce temps-là un grand pas en avant a été fait concernant l'émancipation de la femme, une grande transformation ou mieux encore une révolution s'est accomplie dans la vie et dans l'activité des femmes de notre pays. Aujourd'hui la situation quant à l'émancipation de la femme et la façon de la concevoir ne sont plus les mêmes qu'il y a plusieurs années. Actuellement, la femme chez nous en général est émancipée. Une masse considérable de femmes, surtout dans les villes, ont des emplois. On ne peut plus discuter avec elles comme on discute aujourd'hui encore avec les montagnardes, bien que celles-ci aussi aient beaucoup progressé. Mais les femmes citadines sont bien plus avancées parce que leur vaste participation à la production et aux divers secteurs de l'économie du pays a beaucoup développé leur personnalité. Elles organisent elles-mêmes leur vie, elles aiment leur compagnon d'existence, l'écoutent et le respectent, mais, avec l'autorité et la personnalité qu'elles se sont créées au sein de la société et de la famille, elles font en sorte que les hommes aussi les respectent et les écoutent. L'émancipation des femmes dans les villes a atteint un plus haut niveau, c'est pourquoi le travail du Parti vise encore plus haut, à leur faire encore affirmer leur personnalité. En assimilant bien les connaissances nécessaires à son travail, la femme doit devenir capable d'exprimer plus librement ses idées, soit à titre individuel, soit publiquement, et de les défendre avec force, surtout dans les campagnes. L'émancipation de la femme n'a pas atteint le même niveau dans tous les villages ni dans tous les districts. Chaque région a ses particularités. Dans la région de Dibër, par exemple, le Parti doit mener un travail encore plus opiniâtre que dans d'autres districts pour la simple raison que là le sentiment d'appartenance à la gens, l'esprit de clan et le sentiment de supériorité masculine subsistent de façon latente au sein de la famille. Ce qui dans le domaine de l'émancipation de la femme peut apparaître comme un acquis, peut fort bien n'être qu'un habit. Le paysan est rusé, il ne se démasque pas pour ne pas être la cible de l'opinion, mais il cherche quand même à garder son autorité sur sa femme. Il est certain qu'il dit à sa femme mais pas en public : «Hors de la maison je ferai comme les autres, mais quand tu seras rentrée ici, je te ferai marcher à la baguette».

Ceux qui n'ont pas encore compris comme il se doit l'importance idéologique et politique de la force de la femme et de son rôle exercent une influence négative. C'est pourquoi, le Parti, à cet égard, doit user de son ascendant sur les masses et renforcer le travail politique auprès d'elles. On a accompli certains progrès dans la compréhension de ce problème, mais il y a encore à faire dans ce sens. Il est vrai qu'actuellement la femme est entrée dans la production, mais auparavant aussi elle travaillait. Il ne faut pas oublier qu'en général, dans les campagnes, la femme a toujours travaillé, qu'elle a été une espèce d'esclave. A présent, après la véritable révolution qui a été accomplie pour son émancipation, on en est au point que la femme, au travail et au sein de la société, se sent l'égale de l'homme. Mais à la maison, la soumission à l'autorité de l'homme existe aussi sous la forme du respect. Seulement il faut bien comprendre que respect ne signifie pas pour la femme ne pas pouvoir dire ce qu'elle pense à son mari, et se soumettre à lui. Elle doit respecter son mari dans ses idées justes, mais lui mettre en évidence ses jugements erronés.

C'est pourquoi en matière d'émancipation de la femme n'en restons pas aux anciennes formules et conceptions sur le travail à mener dans ce sens. Il faut pour chaque situation fournir des explications nouvelles et user de formes de travail politique et idéologique plus avancées comme l'exigent les

progrès enregistrés dans la solution de ce problème. Actuellement, dans les rapports sociaux, même dans les montagnes, nous sommes en présence d'une conception très éloignée non seulement du temps du coutumier de Lek Dukagjini, mais de l'année 1939 et des années qui suivirent. C'est vrai, la vie là-haut aussi a beaucoup progressé. Mais il s'agit d'y instaurer une juste compréhension de l'émancipation. C'est pour cela que le Parti doit raffermir son travail dans ces régions.

L'émancipation se traduit par un niveau de formation politique, idéologique, moral et social, qui nécessite pour être atteint un travail politique clairvoyant, adapté au degré de formation de la femme. Compte tenu du niveau de formation atteint actuellement par les femmes de chez nous, on ne peut plus leur parler en usant de stéréotypes, il faut user d'un langage bien adapté à la réalité et conforme au niveau de développement du groupe de femmes auprès desquelles on travaille. Il s'agit de rendre la femme plus opérante face aux problèmes auxquels est confrontée la société, de la rendre capable de juger elle-même les côtés positifs d'une action menée pour résoudre un problème qui se pose à elle ou à la société.

Je pense que c'est ainsi que nous devons comprendre le problème de l'émancipation de la femme. Le temps est révolu à jamais où par émancipation de la femme, on entendait le travail à mener auprès d'elle pour lui faire ôter la voile et extirper de sa conscience les convictions religieuses. Bien entendu, maintenant non plus, il ne faut cesser la lutte menée contre les survivances religieuses et les coutumes rétrogrades, mais ce qui est essentiel c'est d'élever le niveau de formation politique et idéologique de tous les gens, non seulement des montagnards mais aussi des citadins et des communistes, ce qui contribuera à la formation de justes conceptions sur la société, sur les diverses couches de la jeunesse et sur les rapports entre garçons et filles, entre hommes et femmes et sur d'autres problèmes sociaux.

Rapports et Discours 1982-1983

ÉLEVER ENCORE LE NIVEAU DES SCIENCES QUI ÉTUDIENT NOTRE HISTOIRE, NOTRE LANGUE ET NOTRE CULTURE NATIONALES

Extraits du discours prononcé à la réunion du Secrétariat du CC du PTA

[A cette réunion il a été discuté du rapport présenté par l'Académie des sciences de la RPS d'Albanie «Sur le niveau de nos sciences albanologiques et les tâches qui nous incombent pour raffermir leur rôle».]

9 mai 1983

Qu'il me soit permis d'intervenir moi aussi sur certains problèmes soulevés par les camarades de l'Académie des sciences.

J'approuve dans l'ensemble le rapport qui nous a été présenté, mais je voudrais profiter de cette occasion pour vous faire part de quelques réflexions et apporter quelques réponses aux questions qu'il pose.

Il faut reconnaître que de bons résultats ont été obtenus dans les études menées sur l'histoire de notre langue, sur l'histoire de la culture de notre peuple, etc. Elles ont porté sur les étapes et les problèmes capitaux du progrès historique de notre peuple, de sa culture et de sa langue. Elles ont également abouti à des conclusions scientifiques et politiques de valeur, et contribué à la formation et à la consolidation de l'école albanaise marxiste-léniniste dans nos études historiques et linguistiques, ainsi que dans le domaine culturel en général.

Comme les autres camarades de la direction, j'ai suivi de près les activités scientifiques organisées à l'échelle nationale par l'Académie des sciences et les institutions qui en dépendent. J'estime qu'elles ont été bien préparées et d'un niveau satisfaisant. J'ai lu certains des documents des conférences tenues et j'ai constaté qu'ils illustrent dignement nos succès dans les sciences historiques, linguistiques, archéologiques et dans la culture populaire. J'ai vu aussi que de bonnes publications paraissent dans ces secteurs. Je ne peux pas affirmer les avoir toutes lues, mais j'en ai feuilleté un bon nombre et remarqué qu'elles traitent de questions sérieuses qui éclairent des étapes historiques d'une grande importance. Ces publications contribuent à faire connaître à notre jeune génération et à nos travailleurs le passé historique et la riche culture de notre peuple tout en étant, bien entendu, utiles aussi à nos jeunes chercheurs dans leur travail.

L'ouverture du Musée historique national [*Un des plus importants établissements socio-culturels du pays, inauguré le 28 octobre 1981 à la veille du 40^e anniversaire de la fondation du PTA et quelques jours avant l'ouverture de son VIII^e Congrès. Le camarade Enver Hoxha prit part à la cérémonie organisée à cette occasion.*] a été une réalisation considérable à laquelle vous avez apporté une précieuse contribution grâce à vos recherches dans les domaines de l'histoire, de l'archéologie et de notre culture populaire. D'autre part, la publication du Dictionnaire de l'albanais contemporain et de divers travaux sur la linguistique et l'orthographe albanaises constituent un succès notable. Par ces publications, par vos articles parus dans nos journaux et revues, ainsi que par vos émissions radiotélévisées, vous avez, camarades, contribué grandement à l'unification de l'albanais littéraire, œuvre d'une extrême importance, d'autant plus que les Albanais de Kosove ont eux aussi adopté cette unification.

Par ailleurs, les données archéologiques attestant l'origine illyrienne de notre peuple constituent des matériaux d'un grand prix.

Quant au dictionnaire encyclopédique en cours de rédaction sous la direction de l'Académie des sciences, il faut le considérer comme une entreprise très importante et un ouvrage d'une grande portée scientifique. Dans ce travail, les thèmes et les articles d'histoire ou concernant les autres sciences, doivent être, à mon avis, conçus et traités avec objectivité, bien documentés et concis. Je veux dire par là que chaque thème ou article doit être bien synthétisé et assez clair pour pouvoir aider et orienter tous ceux qui sont désireux de connaître et d'étudier plus à fond les problèmes. En lisant de temps à autre certaines encyclopédies françaises, j'ai constaté qu'en général leurs thèmes et leurs articles, même relativement brefs, sont le fruit des efforts communs de deux ou plusieurs auteurs.

Notre histoire, ses étapes, forment un tout. Etudier notre histoire signifie étudier chacune de ses étapes et établir de justes rapports entre elles. Il faudrait attacher une plus grande attention à l'étude de l'histoire récente, de la période du régime antipopulaire de Zogu et, en particulier, de la période de la révolution et de l'édification du socialisme dans notre pays. Nous ne devons pas attendre que les problèmes de la révolution et de la construction socialiste passent «dans l'histoire» avant de devenir un objet d'étude. Je ne veux pas dire par là que les études manquent dans ce domaine, mais elles sont peu nombreuses et progressent plutôt lentement. Cela n'implique nullement qu'il faille cesser d'étudier le passé. Les secteurs qui s'attachent à l'étude de l'antiquité et du Moyen-Âge poursuivront nécessairement leur activité conformément à leurs plans de travail. Les études menées et à mener sur la genèse et la formation de notre peuple, sur les principales étapes de son développement font partie intégrante de notre histoire et de notre culture populaire.

L'étude de notre histoire passée a été conditionnée par d'autres facteurs également. Nous avons dû chercher à élucider certains problèmes fondamentaux de notre formation nationale et de notre résistance populaire, car nos chercheurs, naguère, n'avaient que des connaissances fragmentaires et sporadiques, et, d'autre part, les conclusions des hommes d'étude étrangers, même des albanologues les plus éminents, ne sont pas fondées sur la méthodologie marxiste-léniniste. Leurs études s'appuient surtout sur l'enregistrement des faits historiques, ils en ont tiré des conclusions, mais limitées. Certains chercheurs étrangers ont présenté leurs études consacrées à l'Albanie sous la forme et sur le plan convenant aux visées rapaces des Etats impérialistes qui s'efforçaient de démembrer et d'occuper notre

pays ou de dénigrer l'histoire de notre peuple. Les conditions créées par le triomphe de la révolution populaire et l'instauration du pouvoir du peuple sous la direction du Parti ont permis de transférer le centre des études sur l'Albanie de l'étranger à notre pays. Nos institutions de recherche ont ainsi pris elles-mêmes en main les études sur notre histoire passée. Nos chercheurs se trouvaient confrontés à des tâches importantes ; ils devaient, d'une part, faire la lumière, avec un sentiment de responsabilité, sur les problèmes-clés de l'histoire et de la culture passée de notre peuple, et cela en s'appuyant solidement sur les lois de notre science marxiste-léniniste ; et, d'autre part, en tant que fils de ce peuple, de ce sol, asseoir leurs études sur un fond purement albanais et sur notre réalité nationale. Cette mission que notre peuple et notre patrie socialiste leur ont confiée, ils l'ont assumée et ils s'en acquittent avec succès.

Dans l'étude des problèmes qui nous sont propres, le facteur intérieur et le facteur idéologique ont toujours été primordiaux. C'est pourquoi les études effectuées par nos hommes de science sont incontestablement plus approfondies et d'un niveau plus élevé que celles de tout albanologue étranger, quelle qu'ait été ou soit encore son autorité scientifique.

Nous avons été obligés d'étudier la genèse de notre peuple et d'autres problèmes, car se sont là non seulement des problèmes scientifiques, mais aussi de grands problèmes politiques. Les conclusions auxquelles ont abouti ces études nous ont aidés à faire obstacle aux forces réactionnaires et agressives étrangères.

L'Albanie n'a cessé d'attirer l'attention de nombreux chercheurs, historiens et hommes politiques étrangers. Il y a encore aujourd'hui à l'étranger des centres scientifiques et culturels qui se consacrent à l'étude de l'Albanie, de la langue de son peuple, de sa littérature, de sa culture et aussi de son système économique, social et politique.

Les buts visés par ces chercheurs ont été des plus variés. Certains ont eu des objectifs purement scientifiques, car le monde albanais, l'histoire, la langue et la culture de notre peuple constituent un élément fondamental de l'explication de beaucoup de phénomènes balkaniques et européens. D'autres, dans leurs études sur l'Albanie, se sont sentis inspirés par les hautes vertus politiques et morales de notre peuple, ce que nous n'avons pas manqué d'apprécier. Les études effectuées par des albanologues étrangers gardent leur valeur scientifique si elles se fondent sur notre réalité, si elles se penchent sur cette réalité avec objectivité et bienveillance, et si elles s'alimentent aussi aux études de nos propres chercheurs.

Mais il est aussi de prétendus savants qui regardent notre réalité avec les lunettes de ceux qui les ont formés comme des contingents appelés à nuire à notre pays. Ils analysent les faits et tirent des conclusions à partir de positions politiques et idéologiques hostiles, pour dénigrer notre peuple et désinformer l'opinion progressiste internationale.

Notre Académie des sciences et les institutions qui en dépendent doivent combattre très activement les conceptions et les vues antiscientifiques, anti-albanaises et chauvines de ces prétendus savants bourgeois et révisionnistes. Nous devons toujours être à l'attaque, comme nous le sommes dans l'idéologie et la pensée théorique marxiste-léniniste. Fondées sur la conception marxiste-léniniste révolutionnaire du monde et fortes du niveau élevé qu'elles ont atteint, nos sciences sont en mesure d'intensifier toujours plus leur lutte pour dénoncer les vues et les conceptions antiscientifiques des chercheurs bourgeois et révisionnistes, et affirmer la vérité historique sur l'Albanie socialiste et les transformations grandioses qui y ont été accomplies.

Je n'ai rien de contraire à ce que notre Académie des sciences, afin d'obtenir de nouveaux succès dans nos études et de les confronter avec celles des étrangers, élabore un programme de formation des cadres nécessaires qui, toujours en fonction d'une connaissance plus approfondie de nos problèmes, étudieront l'histoire, la langue et la culture populaire des pays voisins du notre, un programme de formation de nos propres balkanologues et hellénistes, de nos propres chercheurs qui s'adonnent à la philologie et à la littérature slave, turque, allemande, etc. Mais je voudrais aussi ajouter que nous

devons être réalistes à ce sujet, que ce programme doit être un programme à long terme, que nous avons à satisfaire d'autres besoins, plus urgents et plus immédiats que les demandes que vous avancez. Les plans de travail des institutions de l'Académie des sciences ne comportent pas de programme complet prescrivant, par exemple, l'étude de la paysannerie albanaise à différentes étapes de notre histoire. Et l'on peut dire que jusqu'à quelques décennies encore l'histoire de la paysannerie albanaise s'identifiait à peu près avec celle du peuple albanais.

Il est notoire qu'au cours de l'évolution sociale au moyen âge, et par la suite également, les destinées de notre pays ont été étroitement liées au sort de la paysannerie, car celle-ci représentait l'immense majorité de la population, elle luttait pour la terre, pour la défense de la patrie.

Notre paysannerie dans l'ensemble est homogène, mais on observe aussi, dans son évolution, de nombreux traits spécifiques que personne n'a pris la peine de mettre en lumière et d'étudier de manière détaillée. Nous ne sommes pas sans savoir que le développement et les traits propres à nos montagnards du Nord diffèrent des caractéristiques fondamentales des paysans de l'Albanie centrale ou septentrionale. Dans une étude sur la paysannerie il serait erroné de méconnaître ces particularités. Au cours des siècles, nos paysans ont non seulement combattu mais ils ont vécu sur ce sol. Nous devons donc étudier leur vie et leur combat sur ce sol, chez eux et hors de chez eux. Une étude sur la paysannerie albanaise doit absolument prendre en compte la lutte des classes, car toute étude réellement scientifique doit aussi refléter cette lutte.

Le peuple albanais, et, avec lui, notre paysannerie, a mené, au cours de son histoire, deux sortes de luttes. Il s'est battu contre divers occupants, contre l'Empire ottoman et les Etats voisins qui cherchaient à démembrer son pays. Mais ce combat n'a pas été le seul qu'il ait livré. Le peuple albanais a également lutté chez lui contre les féodaux, les *bayraktars*, les beys et plus tard contre la bourgeoisie capitaliste. Mais disposons-nous d'une étude d'ensemble ou d'études particulières sur ces questions de notre paysannerie ? Je peux dire que non.

Avant tout, nous ne devons pas oublier l'aspect économique de l'évolution de notre paysannerie, en rapport notamment avec la propriété, le travail, les impôts et autres redevances. Nous évoquons, par exemple, le Tanzimat, mais les impôts que les Albanais devaient payer dans le cadre de ce système auquel ils opposaient souvent une résistance armée, n'étaient pas les seuls qui pesaient sur eux. Le peuple était aussi soumis à d'autres redevances et impôts, et pratiquement spolié. Et pour qui? Par les beys, les agas, les *bayraktars*, les usuriers et d'autres.

C'est là tout un domaine dans lequel notre paysannerie pauvre et moyenne s'est heurtée aux gouvernants du pays, aux *bayraktars*, aux beys et aux gros propriétaires fonciers. C'était une lutte de classes. Et, au cours de cette lutte, une différenciation s'opérait au sein de notre paysannerie, des alliances stables ou temporaires étaient conclues. Mais quelques phrases ou paragraphes ne suffisent pas à expliquer ces problèmes, c'est pourquoi nos chercheurs doivent les examiner à fond, les traiter dans des monographies de caractère scientifique, et cesser de nous ressasser des généralités en tournant autour du problème sans brosser un tableau clair de cette partie de l'histoire de notre peuple, sans découvrir rien de neuf et sans aboutir à de nouvelles conclusions.

Pour étouffer la lutte de classe de notre paysannerie contre les riches et les *bayraktars*, les classes dominantes ont établi des lois et élaboré le droit coutumier. Mais connaissons-nous bien ces lois et ce droit ? Les avons-nous analysés à fond ? Nous en sommes restés à l'étude de Shtjefën Gjeçovi sur le *Kanun*, qui est certes importante, mais loin d'être exhaustive. Shtjefën Gjeçovi a le grand mérite d'avoir publié ce coutumier, mais je crois savoir, si je ne m'abuse qu'aucun de nos savants n'est allé au fond des choses non seulement pour commenter l'ouvrage de Gjeçovi ou, mieux encore, pour étudier l'histoire des lois, des coutumes et des normes en vigueur chez nous au cours des siècles.

Certains se plaignent de manquer de documents. Je pense que nous n'en manquons pas. Nous disposons, entre autres, de l'ouvrage de Marin Barletius qui constitue une base importante pour les études à mener dans ce domaine. La lecture de cet ouvrage apprend à nos scientifiques les événements

qui se sont produits en Albanie au XV^e siècle, elle les instruit sur le niveau de développement, à l'époque, de notre société et de la paysannerie albanaise non seulement du point de vue historique, mais aussi sur les plans culturel, économique, etc. Tous les combats livrés par la suite, après la mort de Skanderbeg, ont eu certaines causes. Ces causes doivent être étudiées, il faut bien définir le caractère de chacune de ces luttes et éviter d'en réduire l'analyse à des formules du genre «ce combat était un mouvement fortuit, car il lui a manqué une direction idéologique», cet autre doit être considéré «comme une révolte et non pas comme une révolution» ou inversement.

Nous devons écrire l'histoire de notre peuple, notamment celle de notre paysannerie, en toute objectivité, avec une rigueur scientifique fondée sur la méthodologie marxiste-léniniste, la plus scientifique de toutes les méthodologies, faute de quoi nous ne saurions expliquer correctement les profondes transformations réalisées et les survivances, encore tenaces, qui existent actuellement dans la psychologie de nos paysans et que nous analysons périodiquement. Pour pouvoir combattre efficacement les survivances petites-bourgeoises, appliquer comme il convient les justes orientations du Parti en ce domaine, nos hommes de science doivent étudier ces survivances, pénétrer à fond chaque problème, son évolution et son cheminement jusqu'à l'étape actuelle. Ainsi combattons-nous encore plus efficacement les survivances que je viens d'évoquer.

Un autre problème, qui se rattache au développement historique de notre pays, est celui de la famille paysanne, de son évolution. Nous parlons de famille patriarcale. Mais comment était cette famille ? Quelle a été son évolution et quand s'est-elle émiettée ? Qu'est-ce que le *fis* ? Et le *bayrak* ? Et les preux ? Que représente le cycle de nos chansons de geste ? Ces preux sont nés, ont vécu et se sont battus sur ce sol. Notre peuple a chanté leurs hauts faits. Ils ont lutté pour défendre notre paysannerie, l'aider à résoudre ses problèmes sociaux et économiques, ils ont épousé ses sentiments et ont montré leur vaillance et leur noblesse d'âme. Si, donc, nous n'étudions pas le terrain qui les a produits, si nous nous contentons d'analyser les chants que le peuple leur a dédiés ou de leur consacrer seulement quelques conférences ou analyses littéraires, sans pour autant étudier et expliquer le fond dont ils sont issus (car ils sont issus d'une société donnée et ont grandi dans des situations et des circonstances données), ce que nous écrirons à leur sujet restera comme en l'air, manquera de fondements.

La famille paysanne en Albanie revêt différents traits. Son étude comporte une multitude de sujets. Elle n'est pas identique dans les montagnes et dans les zones de collines ou dans les plaines, à Shkodër ou à Gjirokastrë, dans la Myzeqe ou à Dibër, etc. Et pourtant, je ne vois pas entreprendre d'études dans ce sens. En outre, les coutumes, les sentiments et les goûts au sein de la famille sont autant de sujets d'étude. Je ne m'étendrai pas davantage, camarades, mais il reste encore d'autres questions à traiter.

Prenons, par exemple, le temps du régime de Zogu. En ce qui concerne la période antérieure et postérieure à 1924, nos chercheurs n'ont envisagé et mené aucune étude sur la situation économique et sociale, pas plus que sur l'oppression politique et le retard culturel de notre peuple. Sans de vastes études poussées à fond sur cette grave période de l'histoire de l'Albanie, on ne saurait mettre en lumière et souligner avec toute la vigueur requise les efforts que notre Parti a dû fournir au cours de la Lutte de libération nationale et après la Libération pour réaliser nos grandes transformations socialistes. Quand il est question de la Révolution démocratique-bourgeoise de 1924, nous en retraçons seulement l'historique, nous évoquons Fan Noli [*Fan Stilian Noli (1882-1965), patriote et démocrate albanais, homme d'Etat, savant, poète, traducteur et historien.*] et Avni Rustemi [*Avni Rustemi (1895-1924), patriote et démocrate révolutionnaire albanais, héros du Peuple.*], mais nous manquons encore d'études approfondies sur les conditions politiques, économiques et sociales de notre pays et de notre peuple qui préparèrent cette révolution, laquelle ne pouvait pas être l'œuvre exclusive de grands hommes, fussent-ils Fan Noli ou Avni Rustemi. Ceux-ci en furent les protagonistes, ils ressentaient les souffrances du peuple qui se dressa, comme se dressa et se battit Bajram Curri [*Bajram Curri (1862-1925), éminent patriote et démocrate révolutionnaire, dirigeant du mouvement pour la libération et l'union nationale de l'Albanie, héros du Peuple.*], mais ce fut la situation politique et sociale concrète qui amena celui-ci et d'autres révolutionnaires à la tête de nos masses populaires. Ces démocrates révolutionnaires ont tous agi dans le même sens. Ils ont certes joué un rôle historique important, mais ne réduisons pas la Révolution démocratique-bourgeoise de 1924 à l'action de

quelques personnalités, en nous bornant à leur propos à évoquer la situation politique, économique et sociale de notre pays. C'est cette situation (et non seulement politique) qu'il faut d'abord traiter avant d'évoquer ces personnalités. Nous devons d'abord étudier la biographie du peuple avant de l'écrire, puis de cette biographie ressortira aussi celle des individus. Ce sont les masses qui font l'histoire.

Naïm, Abdyl et Sami Frashëri, Ismaïl Qemal, Çerçiz Topulli, Luigj Gurakuqi et beaucoup d'autres figures éminentes de notre peuple sont apparus à des époques données du développement économique et social du pays. Nous ne nous attachons pas à étudier à fond ces époques et cette réalité. C'est une lacune que nous devons absolument combler.

N'oublions pas que les gens qui n'ont pas connu le passé de notre peuple et les étrangers qui visitent notre pays conçoivent difficilement qu'un puissant pouvoir réactionnaire représenté selon les régions par les *bayraktars*, les beys, les agas, etc., ait existé chez nous aussi. Nous-mêmes savons combien la réaction cléricale et ses institutions, le *Kanun* et les normes de l'ancien droit coutumier, comme la vendetta, ont lourdement pesé sur notre peuple. Mais il n'y a pas eu en Albanie qu'un seul coutumier, celui de Leke Dukagjini. Celui-ci a été, si l'on peut dire, en vigueur seulement dans l'Albanie du Nord, et même dans une partie de cette région, alors que, un peu partout dans le pays, d'autres coutumiers régissaient les rapports sociaux, et même certains villages restaient fidèles à leurs propres coutumes.

A ce sujet, nous nous en sommes tenus jusqu'à présent à une étude qui date et qui évoque de façon générale les lois du coutumier. Or ces lois n'ont pas été les mêmes dans le Nord, le Centre et le Sud de notre pays. Elles différaient beaucoup entre elles en fonction du développement économique, social et culturel des diverses régions. Ces différences se reflétaient dans la lutte des classes, dans les progrès accomplis par notre paysannerie. Toute notre paysannerie ne s'est pas engagée d'un coup et comme à un coup de sifflet dans la voie du développement et d'une évolution progressiste. Si elle l'a fait, c'est parce que les choses avaient mûri dans ce sens. Nous avons donc pour devoir d'étudier tous ces phénomènes de notre société.

Nous ne pouvons pas passer non plus sous silence la question religieuse. Il faut aussi traiter ce sujet, car on ne peut pas dire que notre peuple n'a jamais été croyant. Se borner à effleurer cette question, affirmer que notre peuple n'a pas été religieux, qu'il a été athée, n'est pas une attitude scientifique. Nous devons étudier cette question de façon à montrer que nos paysans ont, certes, été croyants, mais ils ont aussi été trompés et qu'ils ont, depuis, connu une évolution à cet égard.

Je veux dire par là que la réaction religieuse a été forte et qu'elle subsiste, naturellement sous d'autres formes, qu'elle va s'affaiblissant. Notre Parti s'est trouvé confronté à ces problèmes dès sa fondation et il y est encore aujourd'hui.

L'Institut de la culture populaire [*Il fut fondé en 1979 grâce à la fusion de l'Institut de folklore et du secteur d'ethnographie de l'Institut d'histoire.*] est un des principaux centres qui recueillent et étudient les témoignages de l'histoire de notre peuple. Bien entendu, il n'a pas pour seule mission de rassembler et de classer systématiquement ces matériaux et ces objets, il lui incombe aussi d'écrire l'historique de chacun d'eux. Dans la culture populaire, dans les musées des villages et le musée d'ethnographie en voie de construction, il ne s'agit pas seulement d'amasser des objets. C'est certes nécessaire, car les objets rassemblés aident à illustrer et à étudier les étapes de l'évolution de la société, du développement économique et de l'épanouissement spirituel de notre peuple, la transformation de sa vie économique et sociale. Mais il faudrait approfondir cette étude dans toutes les directions et très en détail, jusqu'à ce que l'on comprenne la raison pour laquelle les vêtements féminins ou masculins de telle ou telle région diffèrent par leurs broderies de ceux de telle ou telle autre, pourquoi les uns sont brodés d'or et les autres ornés de galons noirs. Pourquoi les habitants d'une région portent-ils des *tirqe* [*Pantalon collant en laine blanche.*], ceux d'une autre des *brekushe* [*Pantalon bouffant.*], d'une autre encore la fustanelle et d'autres pièces d'habillement ? La même question se pose pour les usages, coutumes, les modes d'habitation et de vie, les rapports humains, etc. Sans nul doute certaines situations économiques, religieuses et spirituelles bien définies sont à la base de ces phénomènes.

Une autre de nos grandes richesses est constituée par notre folklore. Ce patrimoine est un des fonds que nous devons mettre à profit pour effectuer des études scientifiquement valables. Mais c'est un secteur dont doivent s'occuper sérieusement des gens de talent qui y prennent de l'intérêt et soient conscients d'accomplir un grand devoir patriotique. Leur tâche ne consiste pas à apprendre par cœur telle ou telle production folklorique, ni à faire l'analyse littéraire de quelques vers. Il leur faut procéder à des études de synthèse sur les différents genres du folklore, sur le plan littéraire comme sur le plan historique. Quand je dis études, je n'entends pas un simple commentaire d'un vers, d'un mot ou d'une nuance. L'homme d'étude doit avant tout expliquer la raison d'être d'une chanson, déterminer l'époque où elle a vu le jour, et sa diffusion dans les régions où elle est chantée. Ainsi aboutira-t-on à des conclusions valables dans la connaissance de l'histoire de notre peuple, et ce travail, me semble-t-il, ouvre à nos chercheurs un vaste horizon.

On pourra ensuite passer à un nouveau stade en utilisant non seulement nos documents mais aussi ceux des étrangers, car, comme l'a indiqué ici le camarade Aleks Buda [*Président de l'Académie des sciences de la RPS d'Albanie.*] ou quelqu'un d'autre, notre peuple, depuis le temps des Illyriens, n'a pas été isolé. Et nous-mêmes non plus n'avons été ni ne serons jamais un peuple isolé. Au cours des siècles, nous avons fait des emprunts à la culture matérielle et spirituelle des peuples qui nous sont voisins, mais eux aussi en ont fait à la nôtre. Cela signifie que, par notre lutte et notre culture, nous avons exercé une influence sur d'autres, mais que d'autres également ont marqué la vie et la culture de notre peuple. Nous ne devons pas laisser ce fait dans l'ombre ni le traiter subjectivement, mais adopter à cet égard une attitude scientifique et objective. J'entends par là que dans ces études à entreprendre nous devons toujours suivre le fil rouge qui nous permettra d'établir si ce patrimoine, que d'autres ont aussi reçu en héritage, tire son origine de nous ou d'eux, car les deux éventualités sont possibles. S'il a sa source chez d'autres nous devons éclaircir comment nous l'avons adopté et dans quelles conditions nous l'avons fait nôtre. C'est ainsi que s'entrelacent de nos jours encore les rapports entre les peuples.

On dispose d'une documentation sur la période du règne de Zogu et elle n'est pas moins riche que celle qui concerne la période de notre Renaissance et de l'Indépendance nationales, je dirais qu'il en est de même de la période antérieure à notre Renaissance, du moyen âge et même du haut moyen âge albanais, car si on se donne la peine de les chercher on trouvera d'abondants matériaux historiques, culturels et scientifiques. Personne ne peut prétendre le contraire. Il existe non seulement des accords et des actes officiels entre le gouvernement Zogu et des étrangers, mais encore une foule d'autres documents qui illustrent la situation économique, sociale, culturelle, etc., de notre peuple en ce temps-là. Les actes judiciaires de l'époque nous fournissent à eux seuls de vivants témoignages de l'âpre lutte de classe alors en cours, de la grande misère qui sévissait alors chez nous, de l'exploitation et de la spoliation de notre paysannerie, de l'oppression de la femme, de la persécution des intellectuels, de la répression de tout mouvement ou de toute révolte des ouvriers quand ils se dressaient pour combattre sous diverses formes le régime féodal-bourgeois de Zogu. Des procès et des arrêts des conseils des anciens témoignent à eux seuls de la résistance à l'oppression, aux massacres, à la spoliation. Je ne sais pas ce qu'on fait de cette documentation, si elle a été conservée et classée systématiquement ou si elle a été recouverte par la poussière de l'oubli et de la négligence.

Je suis au courant des travaux menés pour la publication de l'«Histoire de l'Albanie» en quatre volumes. C'est un effort louable et utile à notre école, une réalisation qui permettra à nos travailleurs de connaître l'histoire de notre pays. Je sais également que l'on est en train de rédiger un certain nombre de monographies comme l'historique de l'école, de la santé publique albanaise, etc., mais ce n'est pas suffisant. J'ai l'impression que l'on avance très lentement dans ce domaine. Les programmes établis doivent être plus mobilisateurs et engager plus activement les travailleurs scientifiques.

Les questions et les problèmes figurant dans le rapport que nous a présenté le camarade Aleks Buda sont en général fondés. Mais il s'agit d'établir sur quels points nous devons concentrer surtout nos forces, dans quelles directions il nous faut engager la formation de cadres compétents avant d'entreprendre les études suggérées qui sont si nécessaires. A ce propos, j'aurais quelques observations à faire.

Les études sur l'histoire de l'antiquité et du moyen âge, l'archéologie, le folklore et la langue peuvent fort bien être poursuivies et approfondies dans les directions indiquées dans le rapport.

Mais j'ai été frappé par le fait qu'au sujet de la Lutte de libération nationale, votre rapport n'évoque, en quelques lignes, que le manque de cadres, la mauvaise qualité des études effectuées et les difficultés d'accès aux documents contemporains dans nos archives. Il ne m'a rien appris sur vos objectifs, ni sur les problèmes que vous analyserez concernant cette période glorieuse de l'histoire de notre peuple. Vous et nous devons ensemble nous préoccuper du fait que si l'on a vu s'affirmer chez nous des personnalités scientifiques de renom concernant l'étude des périodes passées, par contre, il nous reste encore beaucoup à faire pour ce qui est de la période de la révolution et de la construction du socialisme, car les cadres sont surtout des jeunes, qui manquent encore d'expérience.

Il est temps que les personnalités qui se sont affirmées dans les sciences historiques, bien entendu les chercheurs relativement plus jeunes, s'engagent dans l'étude de l'histoire des temps nouveaux, comme l'a d'ailleurs recommandé aussi le camarade Ramiz [Alia], et rassemblent autour d'elles leurs collègues de talent. En ce domaine, il faudra avoir soin, dans les instances supérieures également, de prévenir toute tendance spontanée des jeunes qui promettent dans leur travail de recherche, à traiter exclusivement de problèmes du passé relativement lointain.

Dans les études sur la culture populaire comme en histoire, il faudra se tourner toujours plus vers les problèmes du développement actuel. Nos chercheurs ont accumulé et inventorié de riches matériaux sur notre culture populaire. Des efforts sont faits pour synthétiser ces matériaux, mais il convient d'avancer plus vite et plus hardiment. J'ai lu le rapport du camarade Alfred Uçi sur la culture populaire publié dans la revue «La Culture populaire» et je l'ai beaucoup apprécié. Dans ce domaine également, il est nécessaire de mieux étudier les phénomènes inhérents au développement de la culture matérielle et spirituelle de la période de la construction du socialisme en Albanie. Nous apprécions notre culture populaire et nous avons considérablement contribué à la préserver et à la développer.

Toutefois, et je l'ai déjà dit, l'homme d'étude ne doit pas se borner à enregistrer et à préserver l'héritage culturel. Nous devons faire preuve d'un plus grand courage dans l'étude des problèmes du développement de cette culture. Il faudra aussi rejeter les survivances des conceptions antérieures sur l'ethnographie. Les recherches ethnographiques doivent être mieux combinées avec les études sociologiques, les changements produits dans la mentalité et la psychologie de nos masses rurales et citadines, dans les différentes catégories de travailleurs, doivent être bien observés et faire l'objet de synthèses.

Avec raison nous attachons une attention particulière à l'étude de la voie de développement suivie par notre peuple dans le passé, nous mettons au jour, enregistrons et conservons tous les documents et autres témoignages matériels et spirituels. Mais nous devons attacher la même attention à l'étude de tout témoignage de notre développement après le triomphe de la révolution socialiste ; définir comment les entreprises, les coopératives, les institutions culturelles et les établissements d'enseignement conservent, systématisent et exploitent leur propre documentation ; dans quelle mesure et de quelle manière nous conservons les outils qui ne cessent de se modifier et de se perfectionner, comment nous en enregistrons et étudions l'évolution et le progrès, les changements produits au niveau de la culture, de l'instruction et de la qualification des travailleurs à chaque cellule de notre économie nationale.

J'ai entendu dire qu'au moment de la fondation du Musée historique national il a été très difficile de trouver des pièces témoignant du niveau de développement des forces productives dans les premières années qui suivirent la libération du pays. Si l'on a eu des difficultés à pourvoir un musée de quelques objets ayant valeur de symbole, que dire de celles qu'engendrerait leur manque dans les études à mener ? Nous savons tous combien Marx appréciait le rôle des outils dans la détermination des époques historiques.

Nos scientifiques doivent prêter une plus grande attention à la connaissance et à l'étude de notre développement actuel. C'est pourquoi la réalisation des grands objectifs que le Parti leur a fixés requiert un travail systématique et bien étudié pour assurer une meilleure qualification des cadres existants et la formation de jeunes spécialistes, notamment dans les domaines et les secteurs où des études plus étendues sont à prévoir.

Il faut veiller à la formation des cadres en tenant compte des perspectives de développement conformément aux objectifs des études envisagées et des plans de recherche scientifique. Actuellement, nous pouvons assurer leur formation dans nos établissements d'enseignement supérieur et dans nos instituts de recherche.

Notre université et nos instituts supérieurs forment des centaines de cadres de diverses spécialités, et parmi eux certainement beaucoup de jeunes de talent. Nous avons pour devoir de déceler et de mettre en valeur leurs aptitudes, de nous occuper d'eux systématiquement conformément à des programmes bien étudiés. Nous devons suivre de plus près l'activité de ces cadres, surtout quand ils auront terminé leurs études supérieures, en leur confiant périodiquement des tâches et en les incitant à mener un travail de recherche indépendant. Nous enverrons étudier à l'étranger un certain nombre de nos chercheurs de talent, mais nous devons les orienter dans leurs études. Nos scientifiques les plus affirmés doivent comprendre qu'ils ont pour devoir d'encourager les jeunes chercheurs, de les soutenir et de les inspirer dans leur travail, de leur ouvrir de nouveaux horizons et de les former pour les rendre capables d'atteindre les objectifs fixés.

Je ne pense pas que nous manquions de spécialistes dans les secteurs de l'ethnographie, l'archéologie et le folklore, au contraire, nos cadres et nos spécialistes dans ces secteurs ont fait honneur à notre pays et à nos sciences à l'étranger. Un certain nombre de vos études et de vos publications ont même été primées.

Je voudrais aussi éclaircir un autre point, la proposition de faire préparer à l'étranger des cadres appelés à travailler dans ces domaines. Il s'agit ici des sciences sociales et en ce qui concerne ces sciences nous ne pouvons être influencés par les spécialistes étrangers dans l'analyse des faits, pas plus que dans leur interprétation et dans leur synthèse. Certes, nous devons connaître les méthodes modernes et l'expérience avancée des chercheurs étrangers, mais nous devons les étudier dans un esprit critique, mettre à profit ce qu'elles ont de plus rationnel et qui répond à nos besoins.

Mais il faut avant tout étudier avec attention et persévérance l'héritage des classiques du marxisme-léninisme, l'expérience de notre Parti et les méthodes que ces classiques et notre Parti ont appliquées dans leurs études majeures. Il va de soi que les méthodes modernes d'étude et de recherche ont leur valeur en ce qu'elles aident à réaliser l'analyse quantitative des phénomènes, qu'elles accélèrent les processus d'élaboration des matériaux concrets, mais elles ont bien entendu leurs limites. Nous ne devons donc pas les adopter ni les appliquer mécaniquement. Ces méthodes concrètes d'étude et de recherche doivent demeurer des moyens auxiliaires, les analyses et les synthèses approfondies ainsi que les conclusions théoriques générales sont les processus fondamentaux et, pour être fécondes, elles doivent être nécessairement fondées sur la conception du monde et la méthodologie marxistes-léninistes.

C'est pourquoi il incombe à nos scientifiques de pénétrer toujours plus à fond et d'assimiler de mieux en mieux la méthodologie marxiste-léniniste et les méthodes appliquées par les classiques du marxisme-léninisme et notre Parti. C'est là une source intarissable du travail de recherche et une condition déterminante de son efficacité.

A propos de la science, t. 2

LE PARTI A TOUJOURS ÉTÉ LA FORCE ORGANISÉE QUI A SAUVÉ LE PAYS ET LE SOCIALISME

Extraits du discours de clôture du 7^e plénum du CC du PTA

21 septembre 1983

Camarades,

Au cours des plénums antérieurs du Comité central du Parti nous avons discuté de l'activité extrêmement nocive et complexe de l'agent multiple Mehmet Shehu et de son groupe, et pris à ce propos les décisions qui s'imposent...

Je n'ai pas l'intention de faire ici l'historique de tout ce qui s'est produit, car le Parti en a été mis au courant et, qui plus est, a exposé ouvertement, et même en détail, devant le public les données relatives à ces faits et la manière dont ils se sont déroulés.

Je n'ai pas non plus l'intention de m'arrêter sur les «curiosités» qui ont surgi au cours des procès, mais, profitant de la réunion de ce plénum, je désire souligner quelques questions qu'il convient de mieux comprendre et avoir en vue.

Les décisions arrêtées par les tribunaux compétents sont justes, si l'on s'en rapporte aux documents écrits, aux aveux des accusés et aux dépositions des témoins. Mais nous entendons dire qu'il y a des gens qui ne sont pas satisfaits de ces décisions et qu'ils souhaitent voir «fusiller tous les coupables». Ces gens ne pensent pas juste. Notre Parti juge les erreurs, les fautes et les crimes, en tenant compte de toutes les circonstances, atténuantes et aggravantes, il sait et doit faire le départ entre les divers imputés suivant leurs erreurs, leurs fautes et leurs crimes. Sinon, la légalité n'aurait pas été respectée.

Les décisions prises par les tribunaux de notre pouvoir populaire n'ont jamais été pénétrées d'un esprit de vengeance, mais elles ont été bien pesées et la déduction de la puissante logique de la dialectique marxiste-léniniste, qui vise, en toute occasion, à mettre à nu l'activité hostile, à la dénoncer aussi bien du point de vue politique que du point de vue organisationnel, et, en se fondant sur les faits, à interpréter correctement et lucidement le Code pénal.

L'équilibre dans la ligne du Parti et l'application très correcte de cette ligne dans la vie, dans des situations différentes, intérieures ou extérieures, pesés avec un fin jugement politique et fondés sur les principes du marxisme-léninisme, sont une question vitale pour les destinées de notre patrie socialiste.

Seule une telle analyse des faits et les décisions prises dans cet esprit politique et idéologique sont les plus justes et contribuent à la consolidation de la dictature du prolétariat dans notre pays et au renforcement des liens et de l'unité du Parti avec les masses du peuple.

La mise à nu, la dénonciation et le démantèlement du groupe d'agents, de comploteurs et de terroristes qui avait à sa tête Mehmet Shehu et Kadri Hazbiu, constituent une grande victoire pour le Parti, le peuple et notre patrie socialiste. C'est pour nous tous une grande leçon et, nous devons donc tous, le Parti, les communistes, le peuple, réfléchir sur les événements qui se sont produits, sur les buts de l'ennemi et les méthodes qu'il a employées. Tous doivent être conscients que notre Parti et notre pays ont conjuré encore une fois un grand danger qui nous menaçait du dehors et du dedans.

Il y a des gens qui s'étonnent et disent : «Comment avons-nous été sauvés ? «Nous l'avons échappé d'un cheveu», «Nous avons risqué gros !». C'est vrai, le danger était considérable, mais nous devons être conscients que nous n'y avons pas échappés «par hasard», le Parti, grâce à la lutte qu'il ne cesse de mener, a toujours été la force organisée qui a sauvé le pays et le socialisme et mis en échec les efforts des grandes et nombreuses puissances étrangères, de la réaction locale et des groupes d'agents qui agissaient suivant leurs ordres.

Pour ne pas remonter plus en arrière qu'en 1939, notre peuple, pendant quarante-deux ans, n'a cessé de mener, sous la conduite du Parti, une lutte titanesque, armée, politique et idéologique. Nos ennemis n'ont pas pu nous vaincre et ils ne réussiront jamais à nous plier.

Nos ennemis de l'extérieur et leurs agents à l'intérieur du pays ont toujours souhaité que l'Albanie s'écarte de sa juste voie. Or, la ligne du Parti a été défendue avec vigilance. La propagande capitaliste et révisionniste a usé du clairon contre nous, l'UDB, le KGB et la CIA ont poussé leurs agents albanais à agir. Et ces derniers ont tenté d'agir et ont agi en toute conscience à plusieurs reprises contre notre Parti et le pouvoir du peuple chez nous, parfois de façon organisée, tantôt par groupes particuliers, tantôt par une action coordonnée...

C'est un fait historique connu que notre Parti a affronté avec succès toutes les situations difficiles auxquelles il a été confronté. Comment y est-il parvenu ? Le mérite n'en revient ni à une ni à cinq personnes, mais au Parti et au peuple tout entiers.

Tous les groupes de traîtres ont visé un objectif commun: faire dévier notre Parti de sa ligne révolutionnaire marxiste-léniniste, prendre en leurs propres mains le pouvoir chez nous, l'embourgeoiser et assujettir notre pays aux puissances étrangères capitalistes et révisionnistes.

Personne ne doit laisser dans l'ombre ni dans l'oubli cette période de lutte longue de 42 ans, ni s'abstenir d'en tirer des leçons et des conclusions. La lutte de notre Parti a été, dès sa naissance, glorieuse mais ardue, ce n'est pas un conte, mais un guide pour la poursuite de notre marche en avant. Tout au long de son histoire notre peuple a affronté de nombreux ennemis. Quand le peuple albanais luttait, les armes à la main, contre les envahisseurs nazis-fascistes et leurs collaborateurs, les impérialistes anglo-américains préparaient un nouveau démembrement de notre patrie. Ces visées sont attestées par des documents internationaux et s'inscrivent en fait dans les vieux desseins figurant dans les dossiers des puissances impérialistes. Sachant que le pouvoir nouveau, populaire en train d'être mis sur pied dans l'Albanie nouvelle, réduirait à néant leurs objectifs, elles ne reconnurent pas notre gouvernement et firent tout leur possible pour nous empêcher d'occuper la place qui nous revenait dans les instances internationales. Grâce à sa lutte, notre gouvernement démocratique conquiert ses droits dans l'arène internationale. Et cette lutte ne fut pas menée de façon indistincte. En marxistes-léninistes que nous sommes, nous avons fait dans ce combat une différenciation entre nos alliés. Nous avons fait aussi confiance à nos «amis et alliés» yougoslaves et soviétiques, qui, se trouvant à nos côtés, poursuivaient des buts déterminés, secrets et hostiles, qu'ils devaient manifester sauvagement contre nous à des moments déterminés.

Nous devons avoir toujours bien en vue que la stratégie des Etats capitalistes, impérialistes, social-impérialistes et révisionnistes a été dirigée constamment contre l'Albanie. A plus forte raison est-elle restée et demeurera-t-elle, à l'avenir également, hostile à notre pays, celui-ci étant l'unique pays où l'on édifie fidèlement le socialisme scientifique sur la base des grands principes marxistes-léninistes.

Il en va tout autrement lorsqu'il s'agit de leurs tactiques. Notre pays poursuit une politique extérieure qui n'est assujettie à aucune puissance ou superpuissance. Cela est dans l'intérêt d'un grand nombre d'Etats en fonction de leurs conjonctures ou des contradictions qui les opposent les uns aux autres, et c'est pourquoi ils nous sourient et nous font des éloges. Mais, en aucun cas et à aucun moment, ces attitudes ne doivent nous tromper ni nous mettre en sommeil. Nous aussi, nous avons notre propre stratégie et nos propres tactiques. Notre stratégie en tout temps et en toute circonstance est immuable, sur le plan intérieur nous sommes pour la construction intégrale du socialisme, la défense de notre patrie et de nos victoires; sur le plan extérieur, pour le renversement du pouvoir capitaliste et impérialiste, pour le triomphe de la révolution socialiste et du communisme. Nous ne cachons pas nos desseins, mais combattons ouvertement et avec détermination, en dénonçant sans répit les révisionnistes modernes de tout acabit, comme un réseau d'agents et un appui idéologique de l'impérialisme. Quant à nos tactiques, nous les réélaburons continuellement en fonction des conjonctures qui se créent dans les situations et les rapports internationaux, sans oublier la stratégie,

sans violer les principes marxistes-léninistes de la révolution et de la lutte de classes, sans enfreindre la ligne de notre Parti sur la politique extérieure élaborée et définie par ses congrès. Se fondant sur le principe léniniste de la coexistence, nous entretenons des relations diplomatiques avec beaucoup d'Etats, et avons avec eux des échanges commerciaux, culturels, etc.

Dans ce cadre et tenant compte des visées anciennes et nouvelles des Etats capitalistes et révisionnistes à rencontre de l'Albanie, nous avons suivi et devons suivre avec vigilance l'action de leurs réseaux d'agents chez nous pour les frapper et les étouffer dans l'œuf.

Suivant leurs intérêts, les Etats capitalistes et révisionnistes et leurs officines ont parfois agi séparément, parfois en unité entre eux, mais ils ont toujours visé un objectif commun: annexer nos territoires et en faire un avant-poste militaire pour liquider le socialisme véritable qui se construit dans notre pays.

Tout en luttant contre les ennemis extérieurs capitalistes ou révisionnistes, notre Parti et notre peuple ont œuvré pour dénoncer et liquider leurs agents dans notre pays ou ceux qui se sont infiltrés au sein du Parti.

La période de la Lutte de libération nationale a été un moment-clé, au cours duquel de nombreux contingents d'agents et d'espions ont été mis en déroute et frappés à mort, mais, d'autre part, étaient mis sur pied de nouveaux réseaux d'agents qui devaient s'adapter, dans la perspective, aux nouvelles situations qui étaient en train de se créer à la suite de la Seconde Guerre mondiale en Albanie et ailleurs.

Les contingents d'agents italiens et allemands et une partie des agents des Anglo-Américains furent démantelés dès l'époque de la Lutte de libération nationale.

Les contingents d'agents des Serbes, des Grecs et les débris du réseau d'agents anglo-américains sauvèrent leur peau en adhérant au Front de libération nationale. Comme le leur avaient recommandé leurs patrons, ils eurent soin de cacher leur jeu.

Le groupe titiste hérita tous les agents albanais au service des Serbes et, au cours de la Lutte de libération nationale, grossit les rangs de son officine de nouvelles recrues.

C'est dans la période de la Lutte et au lendemain de la Lutte que prend naissance l'officine d'agents yougoslaves, depuis Koçi Xoxe jusqu'à Mehmet Shehu et Kadri Hazbiu. Ce réseau était camouflé par les titistes sous le masque de l'«amitié marxiste-léniniste», de la «lutte commune antifasciste et pour la construction du socialisme». Leur véritable objectif était d'annexer le nouvel Etat albanais et de faire de l'Albanie la septième république de la Fédération yougoslave, autrement dit de garder la Kosove et les autres régions albanaises et d'engloutir aussi toute l'Albanie.

Les Soviétiques, de leur côté, mirent sur pied leur réseau d'agents surtout dans les rangs des militaires, parce que l'Union soviétique et la direction révisionniste khrouchtchévienne voulaient utiliser l'Albanie comme un avant-poste dans cette zone névralgique de la Méditerranée.

Durant une période, ces deux réseaux, apparemment «amicaux», mais en réalité hostiles l'un à l'autre, s'entremêlèrent. Le réseau d'agents des Yougoslaves domina pendant un certain temps jusqu'en 1948, à la liquidation de Koçi Xoxe et compagnie, après quoi le réseau soviétique prit le dessus.

Qui vend sa patrie une fois, peut la vendre plusieurs fois à un ennemi ou à un autre, ou à tous les ennemis à la fois. C'est la voie sans issue et la mentalité de tous les agents et espions. Mehmet Shehu, agent des Anglo-Américains devint l'agent des Yougoslaves. Puis, lui, Kadri Hazbiu et leurs complices, d'agents des Yougoslaves, se firent des agents du KGB.

Tous ces groupes étaient manipulés d'une main d'expert par les réseaux d'agents étrangers, qui coordonnaient leurs actions dans leur stratégie générale contre le Parti du Travail d'Albanie et l'Albanie socialiste. Mais ils agissaient aussi chacun de son côté et dans son intérêt, souvent en opposition et en rivalité entre eux, avec des tactiques différentes selon les conjonctures. Gardant ses contingents, la CIA en passa certains aux Yougoslaves, qui les utilisèrent à leurs fins. C'est ce que fit également l'Intelligence Service. Il fallut à notre Parti faire face à toute cette hostilité, combattre les intrigues érigées en système, les pièges et les complots, la préparation de putsch et les efforts pour une nouvelle occupation de notre patrie. Il dut lutter contre l'atmosphère malsaine créée à des moments et à des tournants importants, où l'«ami» d'hier se révélait avoir été un ennemi potentiel.

Nos ennemis extérieurs et leurs agents dans le pays et au sein du Parti, sous-estimèrent la force de notre Parti, son habileté révolutionnaire et finirent par se faire asséner toute une série de coups mortels. Cette activité hostile constitue une chaîne d'agissements, dont les maillons ne devaient pouvoir être rompus que par l'épée du Parti, qui ne manqua pas de le faire.

Cependant, ce serait une erreur impardonnable que de croire qu'avec cette épuration la lutte de classes au sein du Parti et en dehors de ses rangs, sous quelque forme qu'elle apparaisse, sous forme de lutte contre les complots, contre le travail de sape ou contre toute manifestation étrangère à notre société et aux gens de chez nous, eût pris fin. Nous avons pour devoir de ne pas nous endormir. Nous devons avoir bien en vue, camarades, que la situation dans le monde et même pas si loin de chez nous, est trouble. Les pays capitalistes et révisionnistes sont plongés dans une grave crise économique et politique. La situation n'est pas meilleure dans les pays voisins du nôtre. En Yougoslavie surtout elle devient de plus en plus critique, constituant une menace contre notre pays et les Balkans. Cette situation exige de nous que nous aiguisions notre vigilance politique, économique et militaire. S'en tenant à la ligne du Parti en politique étrangère et ne déviant à aucun moment de sa stratégie, le Comité central du Parti et le gouvernement élaborent attentivement les tactiques de notre Etat et ses attitudes dans les relations avec l'étranger. Grâce à leur politique active et à leur propagande fondées sur des vérités indéniables, l'autorité et le prestige de notre Parti et de notre Etat socialiste se sont accrus de jour en jour non seulement aux yeux d'une opinion progressiste très considérable, mais aussi dans beaucoup de milieux politiques, économiques, culturels, scientifiques, etc. La réaction mondiale au pouvoir ou non au pouvoir hait notre système de dictature du prolétariat et le Parti du Travail d'Albanie qui dirige notre petit pays, et elle les combat par tous les moyens.

Nos ennemis nous accusent d'être isolés, mais ils visent à libéraliser l'Albanie socialiste, autrement dit à en faire la proie de ses voisins et des Etats impérialistes, capitalistes et révisionnistes. **Si la réaction mondiale craint la petite Albanie, ce n'est ni à cause du nombre de sa population, ni des dimensions de sa superficie, ni non plus de ses armements, mais à cause de son idéologie et de sa politique qui animent notre peuple, qui le rendent puissant et inébranlable. La réaction mondiale craint l'Albanie socialiste parce que celle-ci est décidée à faire face à toute attaque, parce qu'on ne peut pas l'avalier facilement et quiconque osera porter le feu sur notre territoire y sera brûlé et nous sommes sûrs de vaincre tout ennemi.** Le danger venant du dehors et les menées subversives contre notre pays ont toujours été présents et nous ne devons pas oublier qu'ils ne cesseront pas. L'ennemi ne dépose pas les armes, mais nous non plus, nous ne jetons pas les nôtres, nous sommes invincibles et nous le serons aussi à l'avenir. **Tout ce qui se produit autour de nous, au dedans comme au dehors de notre pays, les crises du monde capitaliste et révisionniste, ses complots contre notre pays, les pressions, les chantages et les blocus organisés périodiquement et qui pourront se multiplier, imposent à tout notre Parti et à notre peuple tout entier d'être sur le qui-vive, de bien ouvrir les yeux et de se retrousser les manches, d'être en état de mobilisation permanente et d'aiguiser sa vigilance. C'est seulement en réalisant et en dépassant les objectifs de nos plans, en économisant nos ressources et en gérant bien nos affaires, grâce à une organisation et à une direction scientifiques que nous pourrons repousser la pression politique et économique du monde capitaliste et révisionniste, que nous assurerons et conserverons le niveau de bien-être matériel qui rendra l'Albanie socialiste et l'unité entre le Parti et le peuple plus fortes, les gens plus heureux et l'avenir des nouvelles générations plus sûr.**

Chacun doit réfléchir profondément, ne pas juger les choses superficiellement, avoir l'œil à tout et aiguïser sa vigilance, mais une vigilance de parti révolutionnaire et non pas une vigilance malsaine.

Comprendre et appliquer correctement la ligne du Parti ne favorise ni le libéralisme, ni le sectarisme, ces tendances nocives en tout temps et en toute situation. Lorsque nous parlons de grands problèmes de principes et du respect des normes du Parti, il ne s'agit pas de purs slogans, il faut avoir soin de les appliquer dans la pratique, contrôler notre comportement et notre action en permettant aussi à nos camarades et à nos amis de nous contrôler. Il ne s'agit pas du tout là d'un «contrôle de sécurité», c'est par contre un contrôle de la société, dans la vie, une confrontation de notre action avec les normes du Parti et de notre société socialiste.

L'abandon des normes et du contrôle social du Parti par un de ses membres ou un cadre, quel qu'il soit, non seulement nuit au renom du Parti mais constitue un danger même pour celui qui enfreint ces normes. L'ennemi commence à nous compromettre par les plus petites choses, par les irrégularités financières pour aller jusqu'aux violations dans le domaine de la morale communiste, etc. C'est justement dans ce domaine que la vigilance individuelle et collective aussi bien du Parti que des masses doit être plus active. **La vigilance ne doit pas être comprise seulement comme le monopole ou le devoir d'une instance du Parti ou d'un organisme d'Etat, mais comme un problème à résoudre par tous, par chaque membre du Parti et citoyen de la République.**

La vigilance révolutionnaire fondée sur le mot d'ordre «fais confiance et contrôle» maintient la situation saine, la vigilance malsaine l'affaiblit. La première inspire confiance et éclaire les gens, la seconde répand le brouillard, la méfiance. La première éduque les gens, la seconde abaisse moralement. Nous ne devons jamais perdre de vue que les violations des normes du Parti, les oscillations dans sa ligne, même si elles apparaissent à première vue comme des manifestations de peu d'importance, pourront, s'accumuler et mener en fait à des violations de sa ligne, ou se transformer de simple action ou idée petite-bourgeoise en opposition à la ligne du Parti, aux normes de notre société et au socialisme que nous construisons chez nous, si la vigilance est relâchée et si ces tendances ne sont pas traitées correctement et à temps par tous les moyens et toutes les formes que le Parti a édifiées sur la base d'une longue expérience. Ce laxisme et ces hésitations conduisent à l'affaiblissement de la lutte de classes, qui est un facteur décisif de la marche en avant de la société.

Tout cela met une fois de plus en évidence la nécessité d'une compréhension de plus en plus approfondie aussi bien du respect des normes du Parti que de son rôle dirigeant partout, sans excepter les organes de la dictature du prolétariat. Le Parti ne doit permettre à personne et dans aucun secteur de profiter de son poste ou des fonctions qui lui ont été assignées. Les négligences et l'indifférentisme dans ce sens sont très nocifs pour le Parti, la société et notre Etat socialiste.

Camarades,

Cette grande lutte, longue de plusieurs décennies, a convaincu notre peuple que sa force et sa capacité de résister à ses ennemis résident dans la ligne marxiste-léniniste du Parti, dans l'unité de ses rangs et dans son unité avec le peuple, dans les succès que cette ligne a engendrés, dans l'édification d'une société véritablement socialiste, tout cela accompagné d'un enrichissement de la conscience des gens et de leur nature, d'un accroissement des biens matériels dans le pays. Cette situation, nous devons maintenant la faire progresser sans cesse. C'est un devoir, un devoir qui incombe à nous seuls, mais c'est à la fois une tâche historique que nous avons déjà entreprise, nous continuons de la mener à bien, nous devons en faire prendre conscience aussi dans toute sa pureté aux générations futures. C'est pourquoi préservons toute la pureté du Parti, défendons-le contre toute menace et toute altération, renforçons-le sur les plans politique, idéologique et organisationnel.

Vive le Parti !

Toujours vigilants, t. 2

CETTE MERVEILLE QUE NOUS AVONS FAITE EST L'ŒUVRE DE NOTRE PEUPLE, VOTRE ŒUVRE, LA JUSTE LIGNE DU PARTI

Extraits d'un entretien avec un groupe d'ouvriers de divers secteurs de l'économie nationale

[D'autres camarades, dirigeants du Parti et de l'Etat albanais, ont assisté à cette rencontre avec des ouvriers de la centrale hydro-électrique de Koman, du complexe des autos et des tracteurs «Enver Hoxha», des mineurs, des travailleurs du pétrole, du textile, de l'agriculture et de jeunes volontaires des chantiers de construction ferroviaire.]

30 septembre 1983

Soyez les bienvenus, chers camarades ! Asseyez-vous, je vous prie !

Je connais certains d'entre vous, les plus âgés, ceux qui ont une grande expérience et une longue ancienneté de service, mais pas les autres, les jeunes. Toutefois notre Parti et nous voyons avec une immense satisfaction que notre jeune génération, grâce à ses efforts, a grandi et fait de notre pays un jardin fleuri. Et vous êtes les fleurs de l'Albanie.

Comment marche votre travail ?

TOUS : Bien, camarade Enver.

LE CAMARADE ENVER HOXHA : Oui, de bonnes nouvelles nous parviennent sans cesse de tous les secteurs de notre économie, elles nous réjouissent, nous enthousiasment, nous rajeunissent. Le travail de notre Parti et le vôtre accroissent notre confiance dans l'avenir, accroissent aussi notre savoir. Ces prodiges accomplis chez nous sont l'œuvre de notre peuple, votre œuvre, le résultat de la juste ligne et des plans bien étudiés de notre Parti, Nous ne sommes pas les seuls à nous en féliciter, notre peuple et tous les amis de notre pays, où qu'ils soient, partagent notre satisfaction, alors que nos ennemis enragent. Nos succès les aveuglent.

Puis le camarade Enver Hoxha eut un entretien très chaleureux avec les participants à cette rencontre, qui, après avoir souhaité un bon anniversaire au guide bien-aimé de notre Parti, le mirent au courant de leur travail et des succès qu'ils avaient obtenus. Reprenant la parole, le camarade Enver Hoxha dit :

Je vous ai suivis de près dans votre travail, qui est grandiose, mais quand je vous vois de temps en temps à la télévision, et c'est une bonne chose que de transmettre souvent ce genre d'émissions, car votre travail nous donne du cœur à tous, accroît notre confiance dans nos forces intellectuelles et physiques, je voudrais dire que j'éprouve un respect particulier pour les ouvriers, les ingénieurs et les techniciens qui travaillent à la construction d'un ouvrage comme la centrale hydro-électrique de Koman, ce géant de fer et de béton des plus imposants d'Europe. On m'a rapporté que les commerçants étrangers venus chez nous, ayant vu votre œuvre, ont été émerveillés par tout ce que vous avez fait, par l'ordre, la discipline qui règnent dans votre travail, par votre intelligence et votre capacité. Actuellement, dans tous les secteurs de notre économie, l'ouvrier se fait une idée nouvelle de son travail, une idée plus profonde, car même le plus simple ouvrier de chez nous a acquis un niveau de formation politique, idéologique et technique élevé. Même l'ouvrier chargé de la plus simple des tâches dans le chantier de construction de la centrale hydro-électrique de Koman, a reçu une formation politique et une qualification professionnelle, il ne cesse de penser à la construction du barrage, à la production d'énergie électrique, au développement de notre économie nationale et il ne ménage pas ses efforts pour que tout progresse pour le mieux dans ces domaines.

C'est pourquoi notre Parti n'a cessé de concentrer son attention sur une des questions les plus importantes, celle de la production d'énergie électrique si nécessaire à notre marche en avant. Avant la Libération, les gens chez nous vivaient dans la misère, s'éclairaient à la torche, mais maintenant que

nous édifions le socialisme et que notre pays progresse à pas de géant, nous ne pouvons faire aucun pas sans énergie électrique. Nous avons des demandes d'énergie électrique non seulement de la part de pays limitrophes du nôtre, mais encore d'autres que tenaille la crise de l'énergie. Nous avons attaché de l'importance à la production d'énergie électrique et continuerons de le faire à l'avenir. Nous avons fait en sorte que même ceux qui ne nous aiment pas se voient contraints de reconnaître nos acquis dans ce domaine. Aussi vos équipes, depuis les projeteurs-conceveurs jusqu'aux simples constructeurs, doivent bien savoir que, dans ce domaine, nous ne nous contenterons pas de ce que nous avons réalisé. Nous avons préparé des projets de construction de centrales hydro-électriques et thermiques et nous en élaborerons d'autres beaucoup plus imposants encore.

L'autre jour, au plénum [*Il s'agit du 7^e plénum du Comité central du PTA réuni les 20 et 21 septembre 1983 pour discuter du rapport du Bureau politique du Comité central «Sur la situation des constructions et les problèmes qu'elles posent».*], au moment de charger voire directeur de vous transmettre mes amitiés, ce qu'il a certainement déjà fait, j'étais très ému. Aujourd'hui de nouveau, je suis ému et en même temps heureux de vous rencontrer. J'ai d'ailleurs constaté que ce genre d'émotions me ravivent.

Je vous remercie d'être venus chez moi me mettre au courant de votre travail et des grands succès que vous avez obtenus, et en même temps me souhaiter un bon anniversaire. Au nom du Parti et en mon nom personnel je vous en remercie et je vous félicite des progrès que vous avez enregistrés. Pour ma part, je vous assure, vous, le Parti et le peuple que, tant que je serai en vie, je mettrai toutes mes forces au service de notre grande cause, de la liberté, de la patrie et du socialisme.

C'est le travail accompli par notre peuple tout entier, les justes directives de notre Parti et ses plans clairvoyants qui sont à l'origine de notre réalité radieuse et enthousiasmante, de cette élévation incessante du bien-être, de ce progrès irréfrenable de l'Albanie socialiste. Nous avons, surtout cette année, obtenu de bons résultats dans l'agriculture. Des étrangers qui visitent notre pays, s'étonnent de voir que nos collines et nos montagnes sont aménagées en terrasses. On m'a fait savoir qu'à Dajç les coopérateurs ont réussi, dans certaines parcelles, à obtenir dans la production de maïs un rendement de plus de 120 quintaux à l'hectare. Très bien ! Bravo !

Nos campagnes ont enregistré des progrès considérables et nous nous en félicitons. Vous, les plus âgés, vous savez bien quelle était la situation de notre agriculture avant la Libération, car vous êtes nés au sein de cette terre assoiffée et misérable, mais, sous la direction du Parti et grâce au travail grandiose que vos parents et vous-mêmes avez fourni, l'agriculture est aujourd'hui une grande force économique en République populaire socialiste d'Albanie. Regardez les fruits qu'ont portés les directives de Lénine et de Staline sur la collectivisation des campagnes et que notre Parti a su appliquer dans un esprit créateur en tenant compte des conditions propres à notre pays. Le plus important était de faire en sorte que notre paysannerie comprenne que la collectivisation des terres était un besoin vital. Nous nous sommes heurtés à des difficultés dans ce sens, mais la confiance de notre Parti dans le peuple ne s'est jamais démentie. Il n'a jamais perdu de vue l'enseignement de Lénine selon lequel grâce à un travail d'explication mené avec patience et persévérance auprès du peuple, celui-ci finira par prendre conscience de la nécessité de la collectivisation des campagnes, aussi a-t-il travaillé patiemment de telle sorte que nos paysans ne peuvent plus concevoir leur vie en dehors de leur coopérative, c'est-à-dire qu'ils font passer l'intérêt général avant leur intérêt particulier.

Afin de faire progresser l'agriculture, notre Parti a appliqué une série de réformes marxistes-léninistes, dont nombre ne figurent ni dans les œuvres de Marx, ni dans celles de Lénine, mais ce sont précisément Marx et Lénine qui nous en ont donné les principes, qui nous ont appris que nous devons aussi édifier le socialisme sur la base de l'expérience acquise. C'est en appliquant correctement les principes que nous avons résolu aussi d'autres problèmes surgis dans la voie que nous suivions. Notre Parti a donc su, grâce à son habileté et à ses capacités, en intensifiant son travail politique et idéologique et en prenant des mesures de technique agricole, mettre sur pied une agriculture socialiste, barrer le chemin à tout élément favorisant tant soit peu la restauration du capitalisme ou le développement d'une économie spontanée.

Tous les secteurs de notre vie et de notre activité, l'industrie ou les mines, l'énergie ou l'agriculture coopérée, l'enseignement ou la culture, se développent d'année en année, de quinquennat en quinquennat à des rythmes rapides et satisfaisants.

Vous, camarades constructeurs des centrales hydro-électriques et de tous les autres grands ouvrages, vous avez conçu, projeté, construit et construirez à l'avenir aussi des centrales hydro-électriques et thermiques encore plus importantes. Vous, camarades pétroliers, vous mettez en valeur pour la patrie une grande richesse et, en appliquant les directives du Comité central du Parti, vous avez ouvert à notre industrie pétrolière d'extraction de nouveaux horizons prometteurs. Vous, camarades mineurs, qui travaillez dans les différentes mines du pays, vous arrachez, à notre sous-sol des minerais des plus divers. Et vous, camarades travailleurs et spécialistes de l'agriculture, vous avez obtenu des succès multiples et durables. En dépit de l'effet négatif des conditions atmosphériques, vous avez atteint et dépassé les objectifs fixés pour tous les produits agricoles. Cette année, notre agriculture socialiste a réussi à obtenir des rendements élevés en blé, voire plus élevés que dans pas mal d'autres pays d'Europe. *[En 1983, le rendement moyen de blé dans un certain nombre d'exploitations agricoles en Albanie était de plus de 70 q/ha, au lieu de 7 à 8 q/ha avant la libération du pays.]* Dans la culture du maïs, nos agriculteurs prévoient également une bonne production. Tous ces succès sont dus au travail et aux efforts de nos travailleurs, de nos techniciens, de nos cadres supérieurs et moyens, qui se comptent par dizaines de milliers et que notre système d'enseignement populaire a formés en les dotant d'une culture contemporaine et progressiste d'un niveau élevé.

Il est naturel que ces succès réjouissent notre peuple, mais ils ne doivent pas nous faire croire que tout est maintenant parfait et que nous pouvons laisser aller à l'euphorie. Au contraire, tout doit être raffermi, nos conquêtes défendues et toujours enrichies.

Chacun de nos succès a son origine dans le travail, la discipline, la créativité active et performante des masses. Vous savez fort bien qu'au cours de la construction de notre société socialiste nous nous sommes heurtés à des difficultés et à des obstacles que nous avons surmontés au prix d'une lutte et d'efforts incessants. A l'avenir aussi, qui sera meilleur encore que le présent, nous aurons à vaincre de multiples difficultés et à combler plusieurs lacunes, objectives et subjectives, mais nous y arriverons sûrement, comme nous l'avons d'ailleurs fait jusqu'à présent.

Nous avons tous une confiance inébranlable dans notre glorieux Parti, dans sa ligne marxiste-léniniste, sa juste politique ferme et clairvoyante tant à l'échelle nationale que dans l'arène internationale. Notre peuple, qui ne cesse d'accomplir des prodiges, puise sa force dans cette ligne et cette politique.

Pouvons-nous affirmer haut et clair que l'Albanie a fait un très grand pas en avant ? Oui, sans doute. Quand nous comparons notre passé à notre présent, nous voyons quelles sont les grandes réalisations de notre Parti, les grandes idées qu'il a élaborées. Ces idées fondées sur la théorie marxiste-léniniste ont vivifié nos hommes, les ont éduqués, leur ont donné le courage de leurs opinions et de leurs actes, et c'est à cela que nous devons toutes les réalisations dont nous jouissons aujourd'hui.

Nous disons, et nous le prouvons, que nous sommes le seul pays au monde à construire le socialisme. Il n'y a pas d'autres pays socialistes. Nous appliquons le marxisme-léninisme dans les conditions concrètes de notre pays. Notre Parti fonde sa politique dans tous les domaines sur la théorie marxiste-léniniste, il vise à la construction du socialisme et à la défense des intérêts de notre patrie, de son indépendance, de sa souveraineté et de sa liberté. Tout ce que nous avons construit, nous l'avons fait par nos propres forces, à la sueur de notre front, grâce au labeur et au savoir de nos fils et de nos filles. Notre réalité grandiose n'a pas pu être l'œuvre de quelques pays soi-disant socialistes qui, sous le prétexte de nous aider, n'ont fait que piller les richesses de notre pays. Qui plus est, nous leur avons remboursé jusqu'au dernier centime les quelques aides qu'ils nous ont accordées.

Ceux qui nous ont vendu des turbines, des locomotives ou d'autres machines que nous avons payées comptant ou échangées contre nos matières premières, ne peuvent prétendre avoir construit nos grandioses centrales hydro-électriques, nos chemins de fer, nos complexes industriels, ni avoir

développé les campagnes de notre pays qui est devenu un jardin fleuri. Nos centrales hydro-électriques, nos chemins de fer, nos complexes industriels et nos usines, nos plaines bonifiées et nos imposantes plantations d'agrumes et d'autres arbres fruitiers qui s'étendent sur nos collines aménagées en terrasses, ne sont pas l'œuvre d'un ou de dix ingénieurs, agronomes ou géologues étrangers venus séjourner un certain temps chez nous sous l'habit d'«amis». Ils n'auraient rien pu faire sans la force, la volonté, le savoir et le travail inlassable de nos hommes merveilleux. Au lieu de nous aider, ils ont gravement saboté notre travail, ont tout fait pour nous créer des difficultés et, quand nous nous sommes débarrassés d'eux, la vie a repris son cours normal, le pays a changé d'aspect, il s'est développé et a progressé à grands pas et nous avons construit tout seuls des ouvrages bien plus nombreux et importants que ceux qui avaient été mis sur pied jusque-là.

Avec le départ des experts étrangers, nos ennemis ont cru que nous allions capituler, lever les bras au ciel. Mais ils se sont trompés lourdement, car ils ne connaissaient pas la force et la vitalité de notre peuple et de notre Parti.

Nous serions restés très à la traîne si nous n'avions rejeté tous nos faux amis, depuis les titistes yougoslaves jusqu'aux chinois en passant par les khrouchtchéviens. Ils ont saboté notre travail, freiné notre développement, et ce sont eux qui nous sont obligés non seulement sur le plan politique, mais encore du point de vue économique.

Toutes les découvertes et les progrès effectués chez nous sont dus à la capacité de notre Parti et de nos hommes. Prenons le secteur du pétrole, à propos duquel les étrangers prétendent «nous avoir aidés». En réalité, là aussi, ils ne nous ont rien dit sur les gisements à peine découverts, tout comme ils nous ont caché les données recueillies sur nos mines. Dans ce domaine, les spécialistes étrangers ont travaillé dans la mesure de leurs capacités, qui étaient d'ailleurs limitées, car ils poursuivaient d'autres buts, étaient venus chez nous à d'autres fins et non pour nous aider. Maintenant que nous avons acquis une grande expérience, que nos mineurs et nos ingénieurs disposent de connaissances plus étendues, nous pouvons juger très facilement des capacités des spécialistes étrangers venus en Albanie, et de nos propres capacités. Bref, camarades, ils ne sont pas venus chez nous pour nous aider, mais pour nous asservir, pour nous assujettir toujours plus.

Ce sont nos mineurs héroïques qui, sous la direction de notre Parti, ont ouvert toutes les mines que nous exploitons actuellement, depuis celles de ferronickel jusqu'à celles de cuivre et autres.

Nous disions naguère que la nature avait doté les autres pays de grandes richesses, alors qu'elle n'avait donné au nôtre que des montagnes. Aujourd'hui, ces montagnes constituent pour nous une grande richesse d'une inestimable valeur, car non seulement elles recèlent dans leurs profondeurs de gros trésors, mais encore nous servent de citadelle pour la défense de notre Albanie bien-aimée que nous avons édifiée et embellie et qui sera encore plus belle à l'avenir.

Nous nous rappelons tous qu'il y a quelques décennies, le monde considérait l'Albanie socialiste comme un satellite d'abord des Yougoslaves, puis des Soviétiques et plus tard encore des Chinois. Mais, avec le temps, ceux qui pensaient ainsi, se sont rendus compte que l'Albanie n'avait jamais été un pays satellite de ces Etats. Ceux qui pensaient et jugeaient de la sorte sont, comme dit notre peuple, retombés de leur haut. D'autres, sympathisants de notre pays et hommes réalistes, ont fait un juste jugement de notre réalité et ont pris notre défense. Nos divers ennemis, après avoir échoué dans leurs menées et complots contre nous, ont été obligés de changer de disque. Ils se sont mis à prétendre que le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais «s'isolaient du monde» et cela parce qu'ils défendaient la liberté, l'indépendance et la souveraineté de leur pays. Mais qu'entendaient-ils par «isolement»? Tout simplement le fait que nous ne nous sommes pas vendus aux étrangers, au capital mondial, que nous n'avons pas permis à la réalité albanaise de dégénérer, que nous n'avons pas contracté de dettes auprès des superpuissances et des autres puissances impérialistes, que nous n'avons pas vendu notre patrie socialiste, que nous ne leur avons pas emboîté le pas, que nous ne nous sommes pas acheminés vers l'asservissement spirituel, économique et militaire, comme l'ont fait et le font les messieurs qui nous prennent à partie et nous critiquent pour cacher leur faillite manifeste.

Pour dissimuler la tragédie qui se joue sur le dos des peuples, l'impérialisme américain et son officine, le titisme yougoslave, ont concocté la notion politique de «pays non-alignés». Quant à savoir en quoi ces pays sont non alignés, la seule explication est qu'ils ne sont membres, formellement, ni de l'OTAN, ni du pacte de Varsovie. En fait, l'engagement politique, idéologique, économique et militaire de la plupart de ces pays aux côtés d'une ou de l'autre superpuissance et des pays capitalistes développés, est indéniable. Pour nombre de dirigeants de ces pays qui recourent à cette politique dite de non-engagement pour couvrir d'une feuille de vigne leur entière dépendance vis-à-vis des grandes puissances, cet engagement est devenu une seconde nature. Dans beaucoup de ces pays, les bénéfices dérivant des emprunts et des crédits asservissants accordés par les banques des grands pays capitalistes sont empochés par les richards locaux et les capitalistes et les monopoleurs étrangers, alors que la misère, la crise et la dégénérescence pèsent comme toujours sur le dos des peuples, des masses travailleuses.

L'Albanie socialiste, parce qu'elle n'est pas prise dans cet étau, est considérée par les tenants du pillage impérialiste comme un pays «isolé» du monde. Mais nous, Albanais, nous ne nous soucions guère de cette «épithète» qui nous est attribuée. Au contraire, nous poursuivons dans la juste voie sous la direction de notre Parti, dans la voie de la construction du socialisme, du progrès, du mieux-être des travailleurs et de la prospérité croissante de la patrie, dans une voie où nous ne connaissons ni crise ni endettement. Le monde progressiste, celui qui en juge par lui-même, les peuples qui travaillent et luttent en même temps pour la liberté et la souveraineté de leur pays, apprécie à sa juste valeur la voie que nous suivons.

Notre réalité est l'œuvre grandiose du Parti du Travail d'Albanie, elle est le résultat de l'application fidèle du marxisme-léninisme. C'est pour cette raison que nos ennemis combattent notre Parti et le marxisme-léninisme. S'ils le font, c'est parce que notre réalité démasque aux yeux de tous la trahison des révisionnistes modernes à l'encontre du marxisme-léninisme, elle met en relief la vitalité de notre théorie. L'Albanie socialiste, petite, mais invincible face à la lie révisionniste qui se répand dans le monde, montre à l'humanité entière que les peuples ne peuvent construire le socialisme avec succès que s'ils s'appuient sur la théorie marxiste-léniniste et sur leurs propres forces.

Les titistes yougoslaves sont des ennemis jurés de l'Albanie socialiste. Quarante années durant, ils se sont efforcés par tous les moyens d'entraver notre marche en avant. Mais nous les avons vaincus car le bon droit était de notre côté, nous avons confiance dans la ligne de notre Parti, nous nous appuyions sur le marxisme-léninisme. La Yougoslavie est criblée de dettes, bien que ces temps derniers les titistes se prévalent de la formule «nous édifions le socialisme en comptant sur nos propres forces». Mais le monde n'est pas aveugle, il voit qu'en réalité la Yougoslavie construit le capitalisme en comptant sur les forces d'autrui. Cela, les titistes ne l'avouent pas, mais nous sommes là pour le leur rappeler constamment. C'est la raison de leurs furieuses attaques contre nous.

Ceux qui subventionnent, la Yougoslavie, qui la maintiennent en vie, reconnaissent ouvertement dans leur presse, et ils nous l'ont confié eux-mêmes, que ce sont eux qui lui donnent un peu de souffle, que sinon elle rendrait l'âme. Les pays capitalistes sont pris d'émulation et c'est à qui accordera le plus de crédits à cet ogre. Cette concurrence permet au capital étranger et au capital yougoslave de s'engraisser, alors que le peuple s'enfonce dans sa misère. Les prix ne cessent de monter, l'inflation s'accroît, le chômage s'élève et l'oppression nationale s'intensifie.

La Yougoslavie titiste est devenue un échiquier sur lequel s'affrontent deux adversaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Celui qui gagnera la partie donnera échec et mat à la Yougoslavie, mais mettra aussi en danger la paix et la sécurité, dans les Balkans, en Europe et partout ailleurs dans le monde.

Camarades, le monde se trouve actuellement dans une situation troublée, le danger de guerre est grand, Tous l'affirment et le clament. Mais que fait-on pour le prévenir ? Les discours ne manquent pas, des conférences sont convoquées au niveau régional et international. Mais qu'en résulte-t-il ? Rien de rien. Qui pis est, le danger d'une guerre nucléaire s'accroît et le monde capitaliste et révisionniste s'arme au galop.

Qui encourage donc l'hystérie d'une nouvelle guerre ? D'un côté l'OTAN avec les Etats-Unis à sa tête, de l'autre le pacte de Varsovie dirigé par l'Union soviétique.

Et les pays dits non alignés, que font-ils dans tout cela ? Certains d'entre eux, poussés par les superpuissances, se battent entre eux en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique centrale et ailleurs. Dans ces pays, le sang des peuples coule à flots dans l'intérêt des superpuissances qui se partagent et se repartagent le monde en zones d'influence, qui encouragent et trament des complots aux dépens des peuples, qui poussent les esclaves du dollar et du rouble à violer les frontières de leurs pays.

Actuellement, les dirigeants de la Yougoslavie titiste se démènent, crachent leur fiel et s'époumonent à annoncer que «la Yougoslavie, les Balkans et l'Europe sont menacés par l'Albanie socialiste», par «la dictature d'Enver Hoxha», par «son refus de participer à la Conférence d'Helsinki et à celle de Madrid» ainsi qu'à d'autres conférences de ce genre qui n'ont jamais donné de résultats. Bien au contraire, actuellement, nous nous trouvons à la veille de l'installation des missiles nucléaires en Europe et face au danger d'éclatement d'une guerre mondiale.

Mais peut-on conjurer le conflit mondial qui risque d'éclater sans s'opposer à la politique de l'Union soviétique, des Etats-Unis, de l'OTAN, du pacte de Varsovie, du Marché commun et du Comecon, sans en démasquer la mise en pratique ? Le conflit mondial peut-il être évité si les pays s'endettent chez les uns et les autres, s'ils sourient tantôt à l'un tantôt à l'autre, en pratiquant le chantage et les concessions tour à tour et à l'un et à l'autre ? Non, fin aucune façon ! Au contraire, une telle façon d'agir conduit à la catastrophe.

Si nous prenons la défense des droits de nos frères albanais qui vivent en Yougoslavie, cela ne signifie pas, contrairement à ce que prétendent les titistes, que nous voulons du mal à ce pays. Non. Nos prises de position sont bien définies et publiquement déclarées. Nous ne nous sommes jamais immiscés dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Ce sont les titistes yougoslaves qui n'ont cessé de comploter contre la liberté et l'indépendance du peuple albanais et de l'Albanie socialiste.

Nous connaissons et n'oublions jamais les visées de tous ceux qui montent des complots de caractère fasciste, clérical et annexionniste pour renverser notre régime et démembrer l'Albanie. Mais que l'on sache bien que ces sombres visées ne seront jamais réalisées. Le peuple albanais annihilera tous les complots et les menées de ses ennemis comme il l'a fait avec l'odieuse bande criminelle de l'agent multiple Mehmet Shehu. Nous débarrassons notre jardin des herbes nuisibles, il se peut que d'autres poussent, mais pour elles aussi il y aura toujours des «herbicides».

Comme nous vous l'avons dit quand nous vous avons mis au courant des décisions du Comité central relatives aux menées subversives des traîtres Mehmet Shehu, Kadri Hazbiu et consorts, nous vous avons indiqué la stratégie infailible de notre Parti, que rien ne peut absolument ébranler, comme l'a dit ici un camarade de Koman. Quant à notre tactique, elle est fondée sur le marxisme-léninisme et prend en considération toutes les situations, toutes les conjonctures. Nous savons bien mesurer la longueur de nos pas dans chaque domaine.

L'Albanie socialiste souhaite vivre en harmonie avec tous les peuples et en coexistence pacifique léniniste avec tous les Etats qui font preuve de correction dans leurs rapports avec elle. Elle est pour la défense de la paix et contre les guerres agressives impérialistes.

L'Albanie socialiste et le Parti du Travail qui la dirige poursuivent leur propre politique et ont sur chaque question leurs points de vue, qu'ils expriment ouvertement. Personne ne pourra étouffer notre juste voix ni nous faire relâcher notre vigilance révolutionnaire. Ceux qui pensent que les petits n'ont pas le droit de faire entendre leur voix, se trompent grossièrement. Le droit de dire partout, toujours et publiquement ce que nous pensons, personne ne nous en a fait cadeau, nous l'avons conquis au prix du sang versé et de nombreux sacrifices.

Nos droits sont sacrés et nous les défendrons de toutes nos forces. Nous ne permettrons à personne de fouler aux pieds nos droits, de soutenir des actions injustes quand bien même ces actions seraient couvertes par des traités internationaux conclus au détriment des intérêts du peuple albanais et contrairement à sa volonté, ou de renier ses obligations légales envers l'Albanie socialiste.

La situation chez nous est saine sur tous les plans, politique, idéologique, économique et militaire. Notre Armée populaire avec toutes ses composantes est en mesure, grâce aux armes dont elle dispose, de défendre victorieusement l'Albanie contre n'importe quel ennemi. Notre peuple est uni comme un seul homme et dans une unité d'acier autour de son Parti et de sa ligne. Nous avons une économie stable. En un temps où tout le monde capitaliste et révisionniste se trouve pris dans l'étau de la crise, notre économie se développe de façon continue à des rythmes rapides, le niveau de vie de la population ne cesse de s'élever, la défense de la patrie est invincible. Passant d'une phase à l'autre, notre industrie socialiste aussi avance rapidement. De la petite industrie de naguère, nous sommes passés aujourd'hui à la construction d'usines et de fabriques par nos propres forces. Il va sans dire qu'à l'avenir également nous importerons des usines que nous ne pouvons mettre sur pied tout seuls, mais nous disposons désormais des moyens nous permettant de progresser dans cette direction; nous possédons le complexe métallurgique d'Elbasan, le géant de notre industrie qui s'agrandira en multipliant ses usines et dont la production nous permettra de réduire la quantité de nos importations et en même temps d'accroître celle de nos exportations.

Chez nous tout est harmonisé avec les besoins actuels et futurs, avec nos possibilités. Dans notre développement, nous ne laissons rien au hasard, nous ne faisons pas d'investissements infructueux et chaotiques, ni de dépenses mutiles et incontrôlables. Chez nous les gens sont contents, non pas que nous ayons décroché la lune, mais parce qu'ils sont convaincus de la justesse de la voie où ils avancent sous la direction du Parti. Les gens voient, réfléchissent, jugent et raisonnent ; ils comparent le présent au passé, constatent les progrès accomplis, etc. Nous avons tout construit au prix de la sueur et du sang versé depuis le temps de la Lutte de libération nationale. Nombre de vos camarades sont morts en travaillant pour la construction de nos chemins de fer, de nos mines, etc., mais leur sang même est devenu une grande force mobilisatrice. Notre peuple a bien conscience de la situation et pleinement confiance dans son Parti et son avenir. Le niveau de conscience politique de nos gens ne cesse de s'élever, notre idéologie a forgé et élevé l'homme nouveau qui connaît bien ses droits et ses devoirs, qui comprend comme il se doit la discipline prolétarienne du travail et la bonne conduite des hommes dans la vie, qui font passer l'intérêt général avant leurs intérêts particuliers.

Ce sont les caractéristiques et les mérites inestimables de notre système social de la dictature du prolétariat, l'un des plus démocratiques, des plus progressistes et des plus humains, qui est fondé sur la justice prolétarienne, la défense de la liberté individuelle et de la liberté générale, la liberté de la patrie. L'oppression nationale, l'interdiction d'exprimer librement ses idées créatrices, le génocide et l'apartheid sont des phénomènes étrangers à notre société. Chez nous il n'y a ni riches ni pauvres, les gens de chez nous haïssent le luxe et la corruption, leur vie a pour traits la dignité, l'amour du travail et le respect de l'homme. Notre système social est un système créateur. C'est le mérite de notre classe ouvrière, qui, en alliance avec la paysannerie et sous la direction du Parti, dirige la vie du pays et crée tous les biens matériels et spirituels dont nous jouissons.

Nous, nous trouvons actuellement en pleine phase d'élaboration du plan de 1984, qui conduira notre peuple et notre patrie vers de nouvelles victoires. Les résultats obtenus, jusqu'à présent et les bonnes conditions créées par le Parti doivent être mis à profit pour l'élaboration d'un plan optimal et mobilisateur, qui fasse prospérer encore la patrie et le peuple, qui les renforce et améliore toujours plus le bien-être général. Nous devons intensifier nos efforts pour renforcer l'organisation de la production, de la planification, de l'enseignement, de la culture et de la science, organisation qui contribue à accroître la mobilisation de nos travailleurs, leur zèle et leur volonté de voir leur labeur porter toujours plus de fruits. Nous devons mettre à profit le mieux possible l'expérience que nous avons acquise en matière de gestion et d'organisation, de technique et de technologie, la perfectionner, l'appropriier aux situations créées. C'est une exigence présente et future de notre travail créateur. Par ailleurs, le régime d'économies doit être à l'ordre du jour. Un peuple qui épargne, qui ne gaspille pas, vit dans les siècles.

Chacun de nous doit réaliser dans son travail les plans établis par le Parti et les tâches qui lui incombent, il doit le faire avec minutie et en temps opportun, avec un niveau de conscience et un sens des responsabilités élevés, sur le plan individuel comme sur le plan collectif. C'est ainsi que seront garantis l'édification du socialisme, la liberté, l'indépendance, la souveraineté et l'avenir florissant de notre patrie socialiste.

Nos ennemis ne cessent de comploter contre nous, mais nous sommes prêts à parer à toute éventualité et avons pris toutes les mesures nécessaires à cet effet. Il n'est pas si facile de porter atteinte à l'Albanie. C'est bien clair pour tous. Certes l'Albanie est un petit pays, à population réduite, elle ne dispose d'armes aussi sophistiquées que ses ennemis, mais ceux-ci savent fort bien que les Albanais sont des hommes courageux, que tout le peuple albanais est uni avec son Parti, et qu'il coûterait fort cher à qui que ce soit de tenter de pénétrer dans notre pays. Qui oserait mettre le feu à notre pays doit bien savoir qu'il s'y brûlerait lui-même. C'est pourquoi, camarades, il nous incombe de renforcer et de faire prospérer notre pays, notre patrie sur tous les plans, d'avoir toujours présent à l'esprit que la prospérité de notre pays est l'œuvre du Parti et que c'est le Parti qui nous guidera dans la voie du progrès. Le Parti en est le gage le plus sûr, car il est l'avant-garde de notre classe ouvrière. Le Parti ne peut exister sans la classe ouvrière. C'est la grande force du prolétariat qui donne à son avant-garde une force d'acier, qui crée l'unité entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre ouvriers, paysans et intellectuels, qui leur permet de surmonter, sous la direction de leur Parti, les plus grandes difficultés. Même si les plus terribles ouragans s'abattaient sur nous, nous serions en mesure de les vaincre. C'est pourquoi, camarades, attelons-nous à la tâche, tenons-nous toujours sur le qui-vive, créons et ne manquons jamais de courage. C'est là une question d'une grande portée. Ayons le courage de nos actions, de nos opinions, le courage de critiquer quiconque s'écarte de la juste voie de notre Parti. Tout cela est pour le bien de la patrie, contribue à raffermir notre unité. Personne ne doit prendre en mauvaise part les critiques que lui adressent ses camarades, au contraire, il doit les considérer comme une leçon salutaire.

Continuons à travailler toujours mieux pour montrer à notre peuple dans la pratique la justesse de la ligne du Parti du Travail d'Albanie ; et que les hommes honnêtes et progressistes dans le monde voient et jugent la réalité de notre Albanie socialiste.

Camarades, je viens d'avoir soixante-quinze ans, mais je vivrai encore. Je vivrai parce que vous m'en donnez la force, le travail du Parti me la donne aussi ; et vous êtes la force intellectuelle qui nous permet de coordonner nos actions et de dégager les conclusions qui s'imposent. Ne croyez pas que nous soyons la tête de Jupiter. C'est parce que vous existez que nous existons, nous aussi. Vous nous avez élus, nous devons faire notre devoir jusqu'au bout, tant que nous serons en vie. Et plus la direction est proche du peuple, plus elle l'écoute, plus elle est liée à lui, à ses soucis, car nous avons eu des soucis et nous en aurons encore, plus elle est invincible. C'est pourquoi, cette unité, l'unité du Parti et du peuple, il nous appartient de la cimenter constamment.

Je voudrais rester plus longtemps à discuter avec vous; je me réjouis de vous avoir reçus, non seulement pour recevoir vos vœux à l'occasion de mon anniversaire, mais aussi et surtout parce que vous m'avez parlé de votre travail merveilleux.

Et de mon côté, je souhaite être auprès de vous pour partager toutes vos joies.

UNE CAMARADE : En fait, vous êtes toujours auprès de nous, camarade Enver.

LE CAMARADE ENVER HOXHA : Oui, je suis de cœur avec vous, aux côtés de tous les enfants qui grandissent dans des crèches et des jardins d'enfants, qui étudient à l'école, aux côtés de ceux qui se font soigner et guérissent dans les hôpitaux. Je me réjouis de tous ces bienfaits qui sont l'œuvre du Parti et dont le nombre ne cessera d'augmenter.

Vous êtes venus me souhaiter un bon anniversaire et moi, je vous souhaite à tous et de tout cœur des succès dans votre travail. Soyez heureux ! Soyez les maîtres de notre pays sous la direction du Parti !

Le Parti sera toujours avec vous, il vous soutiendra, car vous êtes le grand appui de la patrie, de notre nation.

Je vous remercie encore de vos vœux et je vous félicite des victoires que vous avez remportées et qui non seulement me réjouissent, mais encore rénovent mes forces.

Je vous dis, donc, en avant, camarades ouvriers, coopérateurs, jeunes gens et jeunes filles, spécialistes de la production, travailleurs de la culture, en avant, camarades communistes vers de nouveaux succès dans l'accomplissement des tâches présentes et futures que nous assigne le Parti !

Mes amitiés à vos camarades de travail. Je vous souhaite beaucoup de bonheur dans votre vie personnelle et familiale.

Bon travail !

Que vive et progresse notre peuple !

Que vive et se renforce notre Parti !

Portons un toast à la santé du Parti, à votre santé, chers camarades !

Rapports et Discours 1982-1983

LE MOYEN-ORIENT EN 1983

Notes

Décembre 1983

Cette année également, la rivalité ouverte, politique, économique et aussi, indirectement, militaire, des deux superpuissances impérialistes, Etats-Unis et Union soviétique, au Moyen-Orient, ainsi que les problèmes qui s'y rattachent, ont été au cœur des événements internationaux. Le conflit arabo-israélien a connu de nouveaux et dangereux développements, la guerre entre l'Iran et l'Irak s'est poursuivie avec acharnement, la résistance du peuple afghan contre l'occupant soviétique s'est amplifiée, etc. À certains moments, les nouveaux développements qu'ont entraînés ces événements ont montré que les foyers de guerre locale dans cette région peuvent donner lieu à des affrontements bien plus violents et lourds de conséquences pour les pays et les peuples voisins.

J'ai déjà écrit que la rivalité inter-impérialiste au Moyen-Orient a pour fondements le pétrole et la position stratégique et militaire des pays arabes. C'est pour le pétrole et pour des positions stratégiques que, depuis de longues années, dans cette zone comme ailleurs, les Etats-Unis et l'Union soviétique s'affrontent durement, sous main ou au grand jour. Sans le pétrole, leur économie en général et leur énorme machine de guerre en particulier ne feraient pas long feu. Sans la maîtrise des voies de communication terrestres, maritimes et aériennes qui passent par cette très vaste région, les deux superpuissances ne sauraient songer à réaliser leurs plans d'occupation et d'expansion sur les immenses territoires des continents asiatique et africain, et dans les océans Pacifique et Atlantique.

C'est principalement pour ces raisons que les Etats-Unis et l'Union soviétique ont déclaré que la région du Moyen-Orient, dans laquelle ils englobent tous les pays situés entre l'Algérie et l'Iran, est une zone où sont engagés «leurs intérêts nationaux». C'est ainsi qu'ils la considèrent et, pour la défendre, ils sont prêts, comme ils le disent publiquement, à tout risquer, jusques et y compris la guerre. Dans cette perspective, ils sont passés, au cours de l'année qui s'achève, des menaces publiques aux actions et aux mesures concrètes.

Les Etats-Unis ont envoyé toute une flotte de guerre et des formations spéciales de *marines* à proximité du golfe Persique pour recourir éventuellement aux armes au cas où l'Iran bloquerait le détroit d'Ormuz et empêcherait la sortie des pétroliers vers l'océan. En Méditerranée, ils ont renforcé au maximum leur 6^e flotte et débarqué environ 2 000 *marines* au Liban, etc. Et chacune de ces opérations a été justifiée par le prétexte de la défense de «leurs intérêts nationaux» !

De son côté, l'Union soviétique a pris des mesures analogues. Elle a envoyé une partie de sa flotte de guerre dans le Pacifique et renforcé au maximum sa flotte en Méditerranée, etc. Elle aussi prétend avoir agi ainsi pour défendre «ses intérêts nationaux» dans ces régions !

Cette année, donc, plus encore qu'auparavant, les deux superpuissances impérialistes ont appliqué au Moyen-Orient leur politique de la canonnière, sans s'inquiéter le moins du monde de l'indépendance, de la liberté et de la volonté des peuples de cette région. La politique de la canonnière et les opérations militaires ouvertes de l'une et de l'autre superpuissance se sont traduites par une nouvelle aggravation de ce qu'on appelle «la crise du Moyen-Orient».

Dans le même temps, les «envoyés spéciaux» des présidents et des gouvernements des deux superpuissances, chargés de missions très secrètes et très spéciales, ont entrepris de nombreux voyages à Tel-Aviv, à Riyad, au Caire, à Damas, à Aman et dans plusieurs autres capitales de pays du monde arabe pour leur offrir «l'aide et les bons offices» de leur pays, mais en réalité pour faire pression sur les peuples arabes, au premier chef sur le peuple palestinien, et monter contre eux de nouveaux complots

Au cours de cette année, j'ai noté dans mon Journal certains moments et événements qui m'ont produit une plus forte impression, notamment les menées iniques et inhumaines des superpuissances impérialistes et d'Israël, mais aussi des aspects des luttes héroïques des peuples palestinien, arabes, afghan et iranien contre les complots des deux superpuissances. J'y ai exprimé aussi des jugements et des sentiments personnels, ma compassion pour ces peuples devant les malheurs qui les frappent et les injustices qu'ils subissent, mais aussi la grande joie que me suscite leur lutte exemplaire pour leur liberté et leur indépendance nationale contre les occupants, contre leurs ennemis féroces, israéliens, impérialistes et social-impérialistes. Je fais ici, si je puis dire, un résumé de ces événements.

Le conflit arabe-israélien et ses complications

L'année 1983 peut être considérée comme ayant marqué la consolidation de l'occupation de fait du Liban par les armées israéliennes et la «force multinationale» composée d'unités spéciales des armées américaine, italienne, française et anglaise. Cette occupation a eu pour premier but de frapper une nouvelle fois et de démanteler les forces organisées palestiniennes concentrées au Liban. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre la seconde partie du plan d'ensemble des israélo-impérialistes et de la réaction arabe en vue de saper et de neutraliser une fois pour toutes la juste lutte du peuple palestinien pour regagner sa patrie.

Après de violents combats, les troupes israéliennes fortes de 100 000 hommes pourvus des armes les plus modernes, ont occupé Beyrouth et la majeure partie du Sud Liban. Les combattants palestiniens leur ont opposé une résistance héroïque, mais, finalement abandonnés par leurs faux amis, ils se sont vus obligés de quitter Beyrouth pour se replier vers les faubourgs nord de la ville et la vallée de la Bekaa sous la «surveillance» de la «force multinationale».

Mais l'occupation du Liban et la mise en œuvre du plan de destruction des forces vives et organisées du peuple palestinien ne pouvaient être menées à bien sans que fût détruite l'unité même des peuples libanais et palestinien. Ainsi, au cours de l'année 1983, le monde a assisté à deux guerres fratricides provoquées par Israël, les Etats-Unis et certains milieux réactionnaires du monde arabe. La première a vu aux prises les deux grands groupements du peuple libanais, chrétiens et musulmans ; en outre, au sein de chacun d'eux des luttes intestines ont eu lieu entre diverses fractions et sectes, druzes, chiites, sunnites, chrétiens maronites et autres. Ce conflit a eu de très graves conséquences politiques et économiques pour le Liban, entraînant, entre autres, la destruction de Beyrouth, ville cosmopolite

naguère prospère. L'autre guerre fratricide est celle qui a été déclenchée au sein de l'OLP, entre les partisans d'Arafat et ceux d'Abou Moussa, naguère son bras droit. Cette lutte s'est conclue par le départ définitif du Liban d'Arafat et d'environ 4 000 combattants palestiniens à moitié désarmés. Le seul à avoir tiré des avantages de cette guerre fratricide a été Israël ; par contre, le peuple palestinien et son mouvement de libération ont été très éprouvés.

Dans le courant de cette année, les agents d'Israël au Liban, dans le but de frapper de terreur, pour l'obliger à quitter le Liban, une population palestinienne d'environ trois à quatre cent mille personnes sans défense, installée au Liban depuis qu'Israël l'a chassée de sa patrie, ont organisé et perpétré un massacre d'une cruauté sans précédent, tuant à l'arme blanche les réfugiés hébergés dans les deux camps palestiniens de Sabra et Chatila situés aux environs de Beyrouth. A la faveur aussi de la nuit, et de connivence avec l'armée régulière israélienne, qui avait soi-disant pour mission de protéger ces camps contre des attaques surprises, plusieurs bandes de fascistes libanais, à la solde d'Israël, ont tué de la manière la plus barbare et sans aucune distinction, hommes, femmes, vieillards et enfants, des familles entières, en tout, plus de 1 500 personnes.

Les auteurs de ce crime monstrueux, ainsi que leurs instigateurs et leurs soutiens, ont brouillé leurs traces et, grâce aux protections dont ils bénéficiaient, sont restés impunis. Mais l'opinion progressiste du monde entier les a démasqués et flétris comme des criminels de guerre.

Cette année, la situation politique intérieure au Liban s'est aussi fortement aggravée. Le pays est resté quasi totalement privé d'un gouvernement et d'une administration capables de diriger ses affaires, de prendre soin du peuple, de contrecarrer les menées de l'occupant israélien. Profitant de cette situation les milieux réactionnaires libanais se sont organisés, ils se sont armés et ont engagé des opérations militaires contre les forces progressistes libanaises, particulièrement contre les Palestiniens et contre les intérêts nationaux mêmes du Liban.

Malgré tout, le peuple libanais ne s'est pas incliné. Lui aussi a pris les armes et a résisté vigoureusement à l'armée israélienne d'occupation et même aux autres occupants, surtout aux Américains et aux Français. Israéliens, Américains et Français ont vu leurs postes et casernes attaqués et gravement éprouvés.

Bien que l'armée israélienne ait occupé Beyrouth et que les instigateurs et les soutiens d'Israël y aient envoyé plusieurs milliers de «spécialistes pour le maintien de l'ordre» (la «force multinationale»), la situation ne s'est donc pas apaisée. C'est pourquoi l'aviation et la flotte israéliennes, ainsi que la flotte américaine, qui comprend entre autres les porte-avions «Nimitz», «Eisenhower», «Independence» et des dizaines de croiseurs lourds, ont continué de bombarder avec toute leur puissance de tir les positions des combattants palestiniens et libanais dans les zones montagneuses environnant Beyrouth et surtout dans la vallée de la Bekaa.

L'aviation et l'artillerie de la flotte américaine ont aussi bombardé les forces armées syriennes interarabes qui ont pris position dans cette vallée avec l'approbation du gouvernement libanais.

En ce qui concerne les social-impérialistes soviétiques, à en juger d'après leurs démarches et leurs déclarations tapageuses, il semble qu'ils ne soient pour rien dans ce qui se produit, dans les attaques lancées contre les Palestiniens et les Libanais, ni non plus contre les Syriens. En effet, en dépit de son «traité, d'amitié» avec la Syrie, l'Union soviétique continue à faire semblant de ne rien voir et de ne rien entendre. Ce n'est pas la première fois que les social-impérialistes soviétiques trahissent et laissent en plan «leurs amis arabes». Ils ont surtout le souci de vendre le plus d'armes possible, de les voir consommées au plus vite pour pouvoir en revendre, plutôt que de tenir leurs engagements stipulés dans les «traités d'amitié» qu'ils signent avec un pays ou un autre et d'entrer ainsi en conflit ouvert avec les Américains.

Actuellement, il est de plus en plus question d'un «plan politique global», étudié et élaboré, dit-on, sous les auspices de Reagan lui-même, en vue d'une solution de la crise du Moyen-Orient. Certes, ce

plan envisage la création d'un «Etat palestinien» amputé et sous l'égide du roi anti-palestinien de Jordanie, mais son but principal est de garantir des frontières sûres à Israël. C'est là la troisième partie du plan d'Israël, de l'impérialisme américain et de la réaction arabe, pour morceler le peuple palestinien et saboter sa juste lutte.

Notre peuple nourrit une sympathie particulière pour le peuple palestinien et pour sa lutte résolue et héroïque. Il n'a cessé de le soutenir dans cette mer de solitude et de trahison où il se trouve aujourd'hui. Mais, bien que trahi et abandonné, le peuple palestinien vaincra. Il vaincra parce qu'il se bat pour une cause juste, pour rentrer dans sa patrie usurpée par les agresseurs israéliens avec l'appui ouvert des impérialistes américains, des social-impérialistes soviétiques et des forces réactionnaires de divers pays arabes.

Le peuple afghan chassera l'occupant soviétique

Il y a eu quatre ans ces jours-ci que l'Afghanistan a été envahi par l'armée soviétique. Si les social-impérialistes soviétiques, en perpétrant cette agression fasciste, ont cru que tout serait vite oublié, que le peuple afghan se serait rapidement soumis et laissé duper, ils se sont lourdement trompés. Le peuple afghan n'a jamais pactisé avec les hordes soviétiques qui ont occupé sa patrie. Au contraire, il s'est battu et se bat les armes à la main et cela à un point tel que le gouvernement soviétique s'est vu obligé d'envoyer constamment en Afghanistan de nouvelles troupes, fraîches et équipées d'un armement des plus modernes, comprenant même des armes chimiques; il a donné l'ordre à son aviation et à son artillerie de pilonner systématiquement de vastes régions, rasant de nombreux villages et massacrant leurs habitants; il applique toujours la politique de la terre brûlée et les prisons regorgent de combattants afghans insoumis. Depuis quatre ans les social-impérialistes soviétiques ont tout tenté pour soumettre le peuple afghan. Mais celui-ci ne s'est pas soumis, ni laissé intimider, et il poursuivra sa résistance jusqu'à la victoire.

Durant l'année 1983, la résistance armée des combattants afghans aux occupants soviétiques a gagné en ampleur. Les puissantes garnisons de l'armée soviétique d'occupation ont essuyé des assauts répétés de la part des patriotes afghans non seulement dans les régions montagneuses, comme celles de Pakhtia, de Kandahar et d'Hérat, mais aussi à Kaboul même. L'ambassade soviétique, devenue une véritable «forteresse», ainsi que les bâtiments où s'est «bétonné» le Haut commandement des troupes soviétiques d'occupation, ont été attaqués. Les patriotes afghans ont tué des généraux et officiers supérieurs soviétiques, ainsi que des milliers de soldats, ils ont fait prisonniers des dizaines de leurs conseillers, frappé des aérodromes militaires, détruit un matériel de guerre considérable, avions, hélicoptères, chars, canons, etc., et se sont emparés d'une grande quantité d'armes. Les occupants soviétiques sont obligés de se mouvoir sur un sol qui brûle sous leurs pieds, de vivre dans la panique au milieu d'un peuple qui, loin de les considérer comme ses «amis», voit en eux des ennemis féroces et perfides, qu'il doit combattre jusqu'à la mort. A aucun moment les occupants soviétiques ne se sont sentis ni ne se sentent assurés sur le sol afghan, et cela indépendamment du grand nombre de soldats qu'ils ont dépêchés là-bas, de la quantité et de la puissance de feu de leurs armes.

Le vaillant peuple combattant d'Afghanistan, pauvre et équipé surtout d'armes enlevées à l'occupant, montre très bien par son exemple comment on peut et l'on doit lutter contre les envahisseurs étrangers, quels qu'ils soient, si puissants et bien armés soient-ils, comment s'acquièrent, dans la lutte pour la défense de la patrie et de la liberté, les capacités militaires, les vertus de bravoure et d'abnégation.

Souvent, quand je lis des nouvelles sur cette résistance ou que je vois à la télévision des scènes d'assauts et d'actions des valeureux combattants afghans contre les puissantes formations ou colonnes motorisées de l'armée soviétique d'occupation, avec, pour toute arme, un fusil à la main, sautant de rocher en rocher, avançant dans la neige, sur la glace et sous la pluie, ou affrontant mille autres difficultés, je revois en esprit notre glorieuse Lutte de libération nationale, l'héroïsme et les sacrifices de notre peuple courageux, patriote et révolutionnaire. Certes, notre lutte était menée à un stade beaucoup plus élevé et elle était bien mieux organisée; avant tout, elle était dirigée par notre Parti communiste sur la base des enseignements du marxisme-léninisme. Notre peuple lui-même, uni dans

le Front de libération nationale et dressé dans la lutte comme un seul homme sans distinction de région d'origine ni de religion, avait naturellement une plus exacte vision des idéaux pour lesquels il devait se battre et se battait et de la nature du pouvoir qu'il bâtirait, après la victoire, sur les ruines des régimes passés. Néanmoins, je le répète, la guerre du peuple afghan est, elle aussi, une guerre juste et les combattants patriotes afghans méritent d'être honorés et respectés par toutes les forces progressistes du monde, il faut les soutenir pour qu'ils puissent intensifier leur lutte de libération et parviennent à bouter l'occupant soviétique hors de leur patrie. Que les social-impérialistes soviétiques et leurs valets locaux le veuillent ou non, cela se réalisera sinon aujourd'hui, à coup sûr demain. Le peuple afghan reconquerra sa liberté et son indépendance.

A propos de la guerre Irak — Iran

Les gouvernants irakiens ont déclenché la guerre contre l'Iran de peur de voir s'étendre chez eux l'influence de la révolution du peuple iranien contre le shah et ses patrons, les impérialistes américains ; ils y ont été poussés également par les social-impérialistes soviétiques, les impérialistes américains et la réaction arabe afin de renverser le nouveau régime iranien. Saddam Hussein et sa clique ont cru apparemment que cette guerre serait vite finie et que les Iraniens, vu la relative désorganisation de leur armée à la suite de la révolution, ne tarderaient pas à se rendre, que les Irakiens occuperaient les riches champs pétrolifères proches de la frontière et ceux situés dans le Khuzistan, etc. En fait, les choses ne se sont pas passées ainsi. L'armée iranienne a fait front aux premières attaques de l'armée irakienne, puis elle a contre-attaqué, a libéré ses zones frontalières occupées par les Irakiens pour, ensuite, poursuivre son offensive plus en profondeur.

La guerre dure depuis trois ans, avec des phases de combats sanglants et d'autres de calme relatif, où elle se réduit à des échanges de tirs d'artillerie, à des tirs à la roquette, ou à des bombardements aériens, surtout de la part de l'Irak. Cette guerre a déjà causé d'énormes pertes en vies humaines et des dommages matériels que l'on peut évaluer à plusieurs dizaines de milliards de dollars pour les deux camps.

L'Irak n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés au départ et Saddam Hussein a plusieurs fois sollicité les bons offices de certaines puissances en vue d'un cessez-le-feu, mais à condition toutefois de ne pas avoir à rendre des comptes et d'être déchargé de toute responsabilité morale et matérielle pour les torts qu'il a causés au peuple iranien. Les Iraniens, à juste titre, rejettent cette manœuvre. Mais ce sont surtout les instigateurs de cette guerre et ceux qui l'alimentent en armes, qui souhaitent la voir se prolonger.

Qui sont donc ceux qui voudraient la voir se poursuivre indéfiniment ? Ce sont les social-impérialistes soviétiques, principaux fournisseurs de toutes sortes d'armes des plus modernes à l'Irak ; ce sont les impérialistes américains, qui, à travers l'Irak, espèrent réaliser la contre-révolution en Iran pour y renverser le régime actuel et y restaurer le régime barbare des Pahlavi. mettre à nouveau la main sur les grandes richesses pétrolières de ce pays et regagner les privilèges fabuleux dont ils jouissaient il y a encore quelques années : ce sont les monopoles de fabrication d'armes de certains autres pays impérialistes, comme la France et l'Angleterre, qui vendent à l'Irak des avions supersoniques, des fusées et des armes chimiques : ce sont les Israéliens, qui veulent la division des Arabes : ce sont enfin les réactionnaires arabes qui ont une peur mortelle de l'esprit combatif et des mouvements progressistes et révolutionnaires du peuple palestinien, du peuple iranien et de tous les autres peuples de cette région.

Cette année, ce conflit non seulement s'est poursuivi, mais il s'est même élargi et durci. L'Irak, fort du matériel de guerre, surtout des avions supersoniques, des fusées et des navires de guerre modernes que lui fournissent les social-impérialistes soviétiques et les autres impérialistes, ne cesse de frapper des agglomérations et des villes situées en dehors des zones de combats, en particulier des gisements pétrolifères et des raffineries de pétrole, à Abadan, sur l'île de Kharg, à Bandar-Khomein, etc. Aussi le gouvernement iranien a-t-il déclaré officiellement que, si les puissances impérialistes continuent à aider le régime de Saddam Hussein et à lui fournir les moyens de frapper, comme il le fait, le peuple

iranien et ses biens, il se verra contraint de prendre des mesures pour fermer le détroit d'Ormuz à la navigation et interdire ainsi l'accès des pétroliers du golfe Persique à l'océan. Pour les pays capitalistes de l'Occident, y compris les Etats-Unis, la fermeture du détroit d'Ormuz signifie la privation de 40 à 45 pour cent du pétrole qui leur est nécessaire pour maintenir sur pied leur industrie. C'est pourquoi tous en chœur ont accentué leurs pressions sur l'Iran. Les Etats-Unis ont même menacé d'intervenir militairement. A cette fin, ils ont, depuis quelque temps, dépêché une importante flotte de guerre dans le golfe d'Oman ainsi que des troupes et autres moyens spéciaux d'intervention rapide dans la zone du golfe Persique. En dépit de ces pressions, le gouvernement iranien ne s'est pas départi de sa ferme attitude pour la défense des intérêts de son peuple, et il fait front avec détermination à la politique hostile des deux superpuissances à son encontre.

Les perspectives de voir finir cette guerre sont plutôt maigres ; par ailleurs, le prolongement du conflit accroît les risques d'une intervention militaire des superpuissances en différents points et zones stratégiques du golfe Persique ; il accroît aussi les dangers d'explosions et de complications encore plus graves dans cette région du monde, envenimant ainsi la crise du Moyen-Orient. L'année 1983 a montré une fois de plus que ni les «plans politiques globaux» ni «la médiation et l'aide» des deux superpuissances ne peuvent apporter une solution quelconque à la crise du Moyen-Orient. Au contraire, celles-ci s'efforcent de faire durer cette crise le plus longtemps possible, car c'est seulement ainsi qu'elles peuvent réussir à saboter et à saper les mouvements des peuples arabes pour leur libération nationale et sociale, s'assurer d'immenses profits de leur commerce d'armes, maintenir leur contrôle sur l'extraction et le traitement du pétrole de cette région, asservir, opprimer et exploiter les peuples arabes.

Mais, avant tout, la crise du Moyen-Orient ne pourra jamais être résolue tant que le peuple palestinien n'aura pas reconquis sa patrie ravie et martyrisée par les agresseurs israéliens. Or, cela ne sera possible que lorsque tous les peuples arabes battront en brèche et annihilent une fois pour toutes l'influence politique, économique et militaire des superpuissances et des autres puissances impérialistes. A cet égard, l'année qui vient de s'écouler a montré que pour les peuples palestinien, libanais, afghan et iranien, comme pour tous les autres peuples, arabes ou non, du Moyen-Orient, il est primordial de ne plus se laisser prendre aux pièges et aux complots des deux superpuissances et d'Israël, qui tendent à les tromper et à les diviser, mais de créer et de raffermir une véritable unité, au sein de chacun d'eux comme entre eux, pour être en mesure d'affronter et de vaincre les forces unies d'Israël, des impérialistes américains, des social-impérialistes soviétiques et des milieux réactionnaires féodalobourgeois de leurs pays. Seule une lutte ferme et intransigeante, fondée sur la vraie unité arabe, conduira les peuples de cette région vers la conquête de leur indépendance et de leur liberté véritables, leur permettra d'exploiter eux-mêmes leur pétrole, cette richesse colossale, au profit de leur développement et de leur progrès national et social. Les événements de ces deux dernières années au Moyen-Orient et leur évolution ne peuvent manquer d'avoir aussi des retombées dans les régions situées autour de cette zone, dans le bassin méditerranéen, en Europe et en Afrique.

En Méditerranée, les deux superpuissances impérialistes ont mis à profit ces événements pour accroître et renforcer leurs flottes de guerre, et cela à un point où elles créent des troubles et des dangers graves pour tous les peuples méditerranéens. L'Europe a été remplie de nouvelles bases aériennes et terrestres, et elle a vu augmenter le nombre de fusées nucléaires, de longue et de moyenne portée, installées sur son sol. La course aux armements a pris des proportions encore majeures et, malgré la grave crise économique qui tenaille le monde capitaliste-révisionniste, les industries d'armement ne cessent de prospérer et d'apporter de gros bénéfices aux magnats capitalistes. Cette course grève essentiellement les fonds qui devraient être affectés à l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, surtout dans les secteurs des services, de la santé, de l'enseignement, de la production à plus bas prix des objets de consommation courante, etc. On peut se demander pendant combien de temps encore les masses travailleuses continueront de faire les frais de cette course folle au profit des monopoles de fabrication d'armes. Sans aucun doute pas longtemps, car les peuples se soulèveront. Alors la bourgeoisie capitaliste et révisionniste sera obligée de prendre des mesures de répression encore plus sévères et cherchera de nouvelles voies pour sortir de la crise. Elle usera entre autres de la menace d'un nouveau conflit mondial.

Et si les Etats-Unis et l'Union soviétique, ainsi que d'autres pays, comme la France, l'Angleterre et la République fédérale d'Allemagne, qui ont militarisé leur industrie et pratiquent le commerce d'armes, font tant de bruit sur le désarmement, c'est pour mystifier l'opinion publique progressiste et la maintenir sous leur contrôle.

L'impérialisme français s'est engagé lui aussi dans la course à la conquête de nouveaux marchés. La France a repris son ancienne politique coloniale et elle cherche à retourner, ouvertement ou indirectement, dans tous les pays naguère inclus dans sa zone d'influence ou, comme on les appelle, «pays francophones» du Proche-Orient, notamment le Liban, et certains pays de l'Afrique centrale. Aujourd'hui, elle ne se contente pas de vendre des armes à ces pays et de chercher à y réintroduire la culture française, elle va jusqu'à y dépêcher des unités de parachutistes. Cela a été le cas au Tchad, où la France et la Libye de Kadhafi s'empoignent durement pour affirmer leur influence respective, ainsi que dans certains autres pays africains. La France cherche donc à y regagner la place au soleil qu'elle y avait avant la Seconde Guerre mondiale.

A part le Tchad, il y a en Afrique d'autres points chauds où la situation est critique, notamment en Angola, en Afrique du Sud, en Namibie, au Mozambique et en Somalie.

A Tunis, l'augmentation du prix du pain et de la farine a suscité de violents affrontements entre les masses populaires et les forces de police et des unités de Humée. Ces heurts ont fait un grand nombre de tués du côté des manifestants, et le président Bourgiba a été obligé d'annuler cette augmentation des prix décrétée par son gouvernement.

Au Maroc, pour les mêmes raisons, un affrontement violent et sanglant s'est produit entre l'armée et le peuple, surtout la jeunesse étudiante. En fait, dans les deux cas, ces heurts ont eu pour origine la résistance aux mesures répressives et à la violence policière.

Dans les Balkans, les superpuissances impérialistes jettent de l'huile sur le feu et veulent refaire de la Péninsule la poudrière qu'elle l'était naguère. Les titistes y jouent un rôle particulièrement négatif. Afin d'échapper à la grave crise intérieure, politique et économique qui les accable, ils cherchent, en collaboration avec les autres forces réactionnaires et fascistes, à attiser l'hostilité envers notre pays.

Il va de soi que cette évolution des événements exige à tout prix que les peuples prennent toujours plus conscience du fait que les superpuissances impérialistes menacent le monde d'un nouveau et terrible conflit, un conflit qu'elles ne peuvent toutefois manquer de redouter elles-mêmes, car il leur serait fatal. L'arrogance et l'agressivité des superpuissances et des autres puissances impérialistes se sont accrues partout dans le monde, en Asie, Afrique, Amérique centrale et ailleurs. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il incombe aux forces révolutionnaires et progressistes, aux marxistes-léninistes véritables, de dresser l'opinion progressiste internationale et, en premier lieu, le prolétariat, la classe ouvrière, les populations opprimées et asservies, pour dire «halte !» à la politique insensée, belliqueuse et rapace des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union révisionniste soviétique, de toutes les autres puissances impérialistes et révisionnistes, de la réaction nationale et internationale.

Notre peuple, dirigé par son Parti, est constamment sur le qui-vive, il œuvre au renforcement continu de l'économie et de la défense de sa patrie socialiste, il est très attentif aux situations dangereuses qui se créent dans le monde et aux complots des superpuissances, des puissances impérialistes et révisionnistes, ainsi que de toutes les autres forces réactionnaires. Notre pays poursuit une politique étrangère d'amitié avec tous les autres pays et peuples, surtout avec les pays et les peuples voisins. Il ne s'ingère pas dans leurs affaires intérieures, mais ne permet non plus à personne de s'immiscer dans les siennes. La République populaire socialiste d'Albanie lutte pour défendre ses droits, sa liberté et son indépendance, pour défendre ses victoires dans la construction du socialisme. C'est pour cela qu'elle est forte et ne craint personne. Dans le même temps, elle a soutenu et soutiendra jusqu'au bout la lutte de libération de tous les autres peuples.

Réflexions sur le Moyen-Orient

JOYEUSES FÊTES DE NOVEMBRE, ALBANIE BIEN-AIMÉE ! TOUS NOS VŒUX À NOTRE PEUPLE MERVEILLEUX !

Salut au peuple à l'occasion du 40^e anniversaire de la libération de l'Albanie

29 novembre 1984

Ma patrie bien-aimée ! Soixante-douze années se sont écoulées depuis le jour où tu as proclamé ton indépendance. Depuis quarante ans tu vis et tu progresses en régime socialiste, libérée à jamais de l'oppression et de l'exploitation, des intrigues et des vils agissements des occupants étrangers et des ennemis de l'intérieur. Mon Albanie, au cours des siècles tu as eu pour lot des souffrances et des malheurs sans fin. Ta vie a été remplie de luttes sanglantes, qui se sont livrées à chaque coin de ton sol, sur les montagnes et dans les plaines, dans des citadelles et dans des chaumières de boue séchée. Tu as versé ton sang, ô peuple, pour pouvoir vivre libre et indépendant comme l'aigle de nos montagnes, auquel tu ressembles, avec une âme sans contrainte et un caractère inflexible, avec un esprit sage et clair, avec un grand cœur, vaillant et généreux, avec des désirs et des aspirations ardentes. Jamais tu ne t'es soumis à la servitude, tu n'as craint ni l'épée de l'ennemi, ni ses ruses, ni le fer et le feu ; jamais tu n'as baissé la tête face aux étrangers et aux traîtres, mais tu es toujours resté bien droit et le front haut. A la ceinture tu gardais un pistolet à la crosse d'argent, sur l'épaule ton vieux fusil, à la main l'épée dégainée et tu te battais avec furie. On te frappait de tous côtés, mon Albanie, mon peuple, souvent même tu as été défait, mais jamais mis à bas.

Il est rare de trouver dans le monde un petit pays comme l'Albanie, avec un peuple comme le nôtre, qui ait tant lutté et ait fait preuve de tant de bravoure, qui ait montré tant de courage et de sagesse, qui ait vaincu tous ses ennemis pour sortir de ces combats le front haut devant l'histoire, libre et souverain, qui se soit emparé du pouvoir par ses propres armes, sans recevoir ni demander l'aide de qui que ce soit. Des ennemis des plus féroces se sont rués sur ce peuple valeureux, pour le faire disparaître de la face du globe, pour effacer l'Albanie de la carte du monde, pour la démembrer et la partager entre ses voisins, assujettis en fait aux officines des grandes puissances. Mais en vain. L'Albanie et les Albanais se sont battus et ont vaincu, et elle et eux resteront toujours immortels.

Ces grands mérites, qui vous reviennent, mon Albanie, mon peuple, sont illustrés par l'histoire. Aujourd'hui l'histoire les célèbre hautement, mais elle les a illustrés même auparavant, bien que nos ennemis étrangers aient tout mis en œuvre pour empêcher que votre voix se fasse entendre. Malgré tout, cette voix n'a pu être étouffée, car l'écho de vos combats, perçant les montagnes, a traversé l'espace et a montré au monde qu'un peuple indomptable, avec Skanderbeg à sa tête, était devenu la terreur des Ottomans. Alors que l'Europe tremblait devant les hordes des sultans turcs, dans les montagnes d'Albanie luttait et résistait un peuple conduit par un héros qui défendait sa patrie et l'Europe de l'invasion. O peuple valeureux, tu as versé ton sang à flots, mais personne ne t'en a su gré. Néanmoins, tu ne t'es pas découragé, car la vie t'avait appris que tu devais toi-même prendre en main ta destinée, libérer et défendre ta patrie.

Des ennemis nombreux ont foulé le sol de notre mère patrie, les Romains de César et de Marc-Antoine, les Ottomans, les hordes serbes, depuis celles d'Etienne Douchan jusqu'à celles des Karageorgévitch, les Grecs de Vénizélos et de Zographos, les Italiens de la Première Guerre mondiale et ceux de Mussolini, les Austro-Hongrois de François-Joseph, les Allemands de Hitler. Mais toi, peuple albanais, tu as tenu tête à tous ces envahisseurs, sortant de chaque invasion encore plus uni, avec des forces renouvelées, toujours plus résolu à ne baisser la tête devant personne.

Les archives des chancelleries des Etats d'Europe sont remplies de documents qui témoignent de ton combat, de tes hauts faits et de tes ardentes aspirations à la liberté. Mais ces archives ne sont pas ouvertes. Aujourd'hui encore on les garde fermées. C'est le cas des archives d'Istanbul, de Belgrade, d'Athènes, d'Italie, d'Autriche et de France. Mais mieux et plus clairement qu'elle ne se trouve écrite dans les documents des chancelleries étrangères, ton histoire grandiose, ô peuple héroïque, est écrite de ton sang et de ta sueur et tu l'as chantée toi-même de génération en génération. Tes chants

rapporment fidèlement ta grande histoire, ils élèvent un hymne à ta vaillance, à ta résistance, à ta loyauté et à ta générosité, à ta vie dans son harmonieux développement, à tes us et coutumes et à tes costumes.

Dans tes chants, tu célébrais ta propre existence, ton sang, ta pérennité, et ces chants ont inspiré nos générations successives, ils les armaient de l'amour de la patrie, de la liberté, ils leur illustraient le courage, la résolution et l'esprit indomptable de nos ancêtres, ils leur montraient que c'est seulement par le sang et la sueur que se défendent la liberté, l'honneur, la langue, les coutumes, la culture d'un peuple.

Tes chants évoquent aussi l'aide que toi, peuple albanais, tu as prêtée aux autres peuples au cours de l'histoire. Ce sont des chants à la gloire de Skanderbeg et de ses valeureux Albanais qui allèrent au secours de Hunyadi, qui aidèrent à la libération du royaume de Naples ; ce sont des chants à la gloire de tes fils qui ont été se battre jusqu'en France avec le maréchal de Quercy ; ce sont des chants à la gloire des valeureux combattants de cette terre qui ont aidé la révolution pour l'indépendance de la Grèce. Est-il un lieu où l'Albanais ne se soit battu, où il n'ait prouvé sa vaillance, où il n'ait montré sa vitalité et son intelligence !

De ton sein, ô mon peuple, tu as donné le jour à de grands hommes, qui ont lutté avec le fusil ou la plume, qui ont inspiré nos générations et les ont pétries de l'amour de la patrie et de la liberté. Ces hommes ont rêvé et se sont efforcés de faire en sorte que la patrie puisse vivre libre, que les Albanais s'instruisent, qu'ils assimilent le savoir et bâtissent une Albanie libre, délivrée de ses chaînes, sans étrangers sur son sol, où se développerait avec bonheur la langue albanaise «notre langue si belle et si vive», si attachante à entendre dans les chants de nos montagnards et de nos gens de plaines, de nos femmes, de nos jeunes filles et de nos bouillants jeunes gens. Combien les éminents patriotes de tous les temps, en particulier ceux de notre Renaissance nationale, ont aimé et apprécié cette langue ! Avec leur esprit clairvoyant, ils» souhaitaient la voir bien se cristalliser et être enseignée dans les écoles albanaises, ils souhaitaient voir ces écoles dissiper dans le peuple les ténèbres, l'influence des langues des pays qui nous avaient opprimés, disperser les ténèbres du Moyen Age et des religions, qui empoisonnaient l'esprit du peuple albanais. Ces pionniers de la langue albanaise se sont sacrifiés sur l'autel de la patrie, leur sang s'est mué en un vivant flambeau, leur œuvre a pris racine, a grandi et s'est développée au milieu des tourmentes, de la détresse et de la pauvreté. Des écoles albanaises créées grâce aux efforts de ces éminents patriotes sont sortis des hommes qui ont rassemblé les chants de notre histoire et les coutumes de notre peuple, qui ont raffermi sa détermination de se libérer à tout prix, qui nous ont apporté les lumières, la force et le savoir, jusqu'au moment où, finalement, toi, mon peuple bien-aimé, tu as réussi à surmonter tous ces maux.

L'histoire t'avait appris que les peuples qui ne luttent pas disparaissent, et c'est pourquoi, mon peuple, tu as lutté pour la liberté, pour ta langue, pour tes coutumes, pour ton sol sacré et tu n'as pas disparu, mais tu l'as finalement emporté. Des siècles de luttes incessantes se sont écoulés, tu as vu ton pays mis à feu et à sang, mais tu ne t'es jamais incliné ni éteint jusqu'à ce jour du 29 Novembre 1944 où, en même temps que la liberté, tu as conquis aussi le pouvoir, tu es devenu maître de tes destinées pour briller à jamais de tout ton éclat, car tu avais à la tête de ta lutte l'héroïque Parti communiste, à qui tu as toi-même donné le jour et que tu as défendu et nourri du sang de tes fils les meilleurs pour qu'il grandisse et se renforce comme l'exigeaient les moments historiques, ton avenir et celui de notre patrie. Et ce fut là une victoire pleinement méritée.

Peu d'autres peuples ont mérité ces victoires autant que toi, mon peuple, car à aucun moment ta force, ton courage et ton optimisme ne se sont relâchés et tu as toujours aimé la vie. Tu as engendré des fils et des filles légendaires, au cœur ardent, au regard intrépide et forts comme le roc de nos Alpes, des combattants qui fondaient sur l'ennemi comme la foudre et l'éclair. Tels étaient tes fils et tes filles qui t'ont guidé dans des batailles en alternant les chants et les appels au combat, et à qui toi, peuple vaillant au grand cœur, tu as chanté ton histoire, tu as chanté tes batailles, tu as chanté tes sacrifices.

A tous les moments tourmentés de notre histoire, ton glorieux passé, ô ma patrie, a inspiré constamment non pas un ou deux ni même des milliers d'hommes, mais un peuple tout entier. Jamais l'Albanais ne s'est laissé troubler par les ouragans de l'histoire, jamais le peuple albanais ne s'est incliné, mais il est parvenu à frayer sa voie à travers les tempêtes et à vaincre ses ennemis, si puissants, farouches et armés qu'ils aient été.

Toi, mon peuple bien-aimé, tu n'as jamais été barbare, ce sont les autres qui se sont comportés en barbares envers toi ; toi, mon peuple, tu n'étais pas sans culture, ce sont les autres qui voulaient t'imposer leur culture asservissante. Tu n'avais pas seulement des muscles puissants, mais aussi un esprit aigu et un grand cœur et c'est pourquoi les envahisseurs n'ont pu ni t'assimiler, ni t'anéantir. Tes ennemis se sont prodigués en calomnies à ton adresse, mais la vie, la lutte, l'histoire les ont percées à jour. Et tu leur as été supérieur sous tous les aspects.

Toute ta vie, ô mon peuple, a été une révolution et même quand tu avais le ventre creux, que tu étais dévêtu ou en haillons, le corps ensanglanté de tes blessures, tu as gardé un cœur ardent et indomptable. A aucun moment ta vie n'a perdu ni vu affaiblir sa signification, au contraire, chaque année, chaque jour de ta vie sont remplis de luttes et de combats pour la liberté, la justice, le développement et le progrès économique et social. C'est cette conception de l'existence qui nous a maintenus et nous maintient en vie et le souci de la préserver a été et reste constamment à l'ordre du jour de notre Parti du Travail. Notre Parti a fait des traditions révolutionnaires de notre peuple une partie intégrante de notre vie : les dates, les événements marquants du peuple sont célébrés, et ses éminentes figures honorées, chantées et illustrées aussi dans des écrits. Partout a été créée une situation merveilleuse, la haute conscience politique du peuple, son patriotisme insigne ne s'éteindront jamais. Cette situation saine a rendu possible à l'Albanie de progresser et de construire le socialisme avec bonheur, elle a rendu les gens consciencieux dans leur travail et dans leur action, elle a fait d'eux des combattants de la grande cause du socialisme et du communisme, elle a fait en sorte que tous, jeunes et vieux, aiment notre héroïque Parti de tout leur cœur.

Tous ces bienfaits que nous avons acquis et dont nous jouissons dans les années du socialisme, nous ont été apportés par la Lutte de libération nationale du peuple, conduite par le Parti communiste, qui a toujours été éclairé, dans sa voie par sa boussole infailible, le marxisme-léninisme. Se guidant sur cette idéologie dès sa création, notre Parti a su pétrir et cimenter l'homme nouveau de l'Albanie socialiste avec le patriotisme des siècles, il a su unir et mobiliser notre peuple tout entier, le guider sur le chemin qui devait lui permettre de conquérir, en même temps que la liberté, le pouvoir, d'instaurer le pouvoir populaire et de s'atteler à la tâche pour faire de notre Albanie bien-aimée, un jardin fleuri, le pays libre des hommes libres.

Nous avons lutté et nous avons triomphé. L'Albanie tout entière s'est dressée au cours de la Lutte de libération nationale. Tous nos villages sont devenus des nids de partisans. Le peuple tout entier a réussi à se serrer comme un poing puissant autour du Parti, il a chassé une bonne fois de son sol les envahisseurs étrangers barbares, il a renversé du pouvoir les féodaux, les beys, les capitalistes et a infligé aux traîtres le châtement qu'ils méritaient. De nombreux fils de ce peuple, et des meilleurs, sont tombés au champ d'honneur, mais ils sont devenus de vivants flambeaux, et aujourd'hui, partout en Albanie, leurs restes reposent dans des cimetières monumentaux, où le peuple va constamment leur rendre le plus profond des hommages, car c'est leur sang qui a cimenté les fondements de l'Albanie nouvelle.

Tous les étrangers bienveillants qui visitent notre pays s'inclinent avec respect devant les tombes de nos héros, ils reconnaissent avec conviction et admiration que ce peuple s'est battu, qu'il a versé son sang et que dans ce pays le moindre pouce de terrain est devenu un théâtre de batailles.

Après la Libération, toi, mon peuple, tu as poursuivi le combat avec héroïsme. Le Parti t'a conduit dans de plus grandes batailles, plus acharnées encore, pour le socialisme, où tu devais vaincre en versant ta sueur, en mobilisant toutes tes connaissances et ton courage. Tu travailles, tu vaincs et vas

toujours de l'avant le fusil à la main sans jamais baisser la tête devant tes ennemis anciens et nouveaux, qui s'affublent de tous les masques.

Le Parti, le peuple et le socialisme ont rempli l'Albanie d'usines, de centrales hydro-électriques et de complexes industriels imposants, ils ont rendu les plaines florissantes, couvert les collines et les montagnes de terrasses, reboisé même nos Alpes, développé l'élevage et l'agriculture chantés avec tant de passion par Naim Frashëri, ils ont rempli le pays d'écoles, d'institutions culturelles et scientifiques, éliminé l'analphabétisme, les ténèbres et le retard hérités du passé, faisant partout jaillir la lumière du savoir, de l'essor et du progrès scientifique. L'Albanie socialiste est aujourd'hui le seul pays qui construit le socialisme en comptant exclusivement sur ses propres forces, sans recevoir de crédits de personne, sans être endetté envers qui que ce soit, un pays où il n'y a ni impôts, ni inflation, ni chômage, un pays où l'enseignement et le service sanitaire sont gratuits. Chaque coin de l'Albanie a été transformé depuis ses fondements, la vie de notre peuple très éprouvé a changé radicalement, elle est devenue sûre, radieuse et prospère. Par-dessus tout, dans ce processus, le Parti a réalisé une plus ferme union du peuple et lui a fait prendre conscience du grand rôle déterminant qu'il lui appartenait de jouer dans l'histoire.

Cette belle Albanie que tu as édifiée, mon Parti, à travers tant de tempêtes, de luttes et d'intrigues, cette vie heureuse qu'est la nôtre aujourd'hui, cet homme nouveau que tu as créé, sont ton œuvre glorieuse que tu as réalisée en comptant sur les forces de ton peuple, sur ta détermination et ta sagesse, sur ton esprit éclairé par le marxisme-léninisme, sans jamais tendre la main aux étrangers. L'aide accordée à notre pays par les étrangers a toujours été très restreinte ; en plus, comme l'expérience l'a montré, sous le masque de l'internationalisme prolétarien, cet appui avait un caractère impérialiste asservissant. Le peuple albanais et le Parti du Travail d'Albanie ont accepté cette aide pour redresser le pays et en étant convaincus qu'elle n'avait rien d'asservissant. Mais dès que nous avons vu que, par l'aide qu'ils nous accordaient, soit les titistes, soit les révisionnistes soviétiques ou ceux des pays de l'Est, soit la Chine de Mao Tsétoung, poursuivaient d'autres buts, hostiles et asservissants, ou cherchaient à faire de l'Albanie un appendice de leur pays, entièrement dépendant d'eux, dépouillé de toute liberté et de toute indépendance, nous leur avons déchiré le masque en leur déclarant ouvertement que l'Albanie socialiste, le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais ne se vendent pas pour quelques frusques, quelques roubles, dinars ou youans, tout comme ils ne se sont pas vendus pour les quelques frusques données en aumône, les livres et les dollars des impérialistes anglo-américains.

Depuis quarante ans, toi, courageuse Albanie, tu portes haut et avec honneur le drapeau du marxisme-léninisme, comme tu as porté, au cours des siècles, le drapeau de la liberté, le drapeau rouge à l'aigle bicéphale, auquel tu as ajouté l'étoile à cinq branches, l'étoile de la liberté, l'étoile du socialisme et du communisme.

Toi, mon peuple, dirigé par ton Parti du Travail, tu n'as jamais permis, pendant ces quarante années de vie socialiste, à tes nouveaux ennemis perfides et puissants d'avoir le dessus. Tu as de nouveau dégainé ton épée, devenue maintenant encore plus tranchante, trempée dans le feu de tant et tant de batailles, battue sur l'enclume de l'histoire. Armé de cette épée, toi, mon Parti, tu as frappé sans pitié les impérialistes et les réactionnaires, tu as frappé les révisionnistes modernes de toutes les couleurs et tu as obligé les révisionnistes camouflés à enlever leur masque, ce masque dont ils s'affublaient pour se poser en marxistes-léninistes et en amis, mais en fait à des fins d'hégémonie. Toi, mon Parti, par ces prises de position et ton haut exemple, tu accomplissais ton devoir internationaliste et mettais en même temps en garde les autres contre toute cessation de la lutte contre les courants révisionnistes, contre tout compromis éventuel avec eux, en les dénonçant comme des renégats et des traîtres. La parole de notre Parti, sa pensée claire, son courage et sa détermination ont brillé pour devenir des flambeaux pour les peuples et les révolutionnaires partout dans le monde.

Toi, ma patrie socialiste, dirigée par le Parti du Travail, tu as mené cette lutte héroïque avec une étonnante maîtrise et ta puissante voix a retenti, parce que tu t'es dressée résolument contre le titisme, qui a été démasqué aux yeux du monde entier comme une officine idéologique et politique de l'impérialisme américain et de la réaction mondiale. Tous comme ils se sont fait entendre depuis

longtemps contre l'impérialisme américain et toute la bourgeoisie réactionnaire mondiale qui cherchent à maintenir sous leur joug les peuples et les prolétaires du monde entier, ton combat et ta voix se sont aussi fait entendre contre les social-impérialistes soviétiques, qui se battent pour établir leur hégémonie dans le monde et opprimer les peuples, en les menaçant de la force de leurs armes et de leurs bombes atomiques. Plus tard, ta voix puissante s'est élevée dans le ciel de ce monde troublé, contre la théorie et la pratique de Mao Tsétoung et de toute la direction chinoise, qui, ayant trahi le marxisme-léninisme, s'est engagée dans la voie du révisionnisme pour faire de son pays une superpuissance impérialiste mondiale. Mis en rage par nos justes prises de position, par la détermination et la bravoure d'un petit peuple et d'un parti courageux, les ennemis impérialistes et révisionnistes cherchent à jeter le discrédit sur nous. Dans leur colère et leur méchanceté, ils disent et écrivent : «Qu'est-ce que ce peuple et ce parti qui font tant de bruit, qu'est-ce que ces obstinés qui ne craignent pas de s'opposer aux puissants Etats ? Il faut les écraser, les liquider, les plier par des blocus, pour qu'ils meurent de faim...» Mais ils se trompent lourdement, comme ils se sont toujours trompés, car ils n'ont pas connu ni voulu connaître l'histoire du peuple albanais, le caractère viril de l'Albanais, ils n'ont pas voulu savoir ce que signifient pour l'Albanais la liberté, l'indépendance et la souveraineté de la patrie. En capitalistes, impérialistes et réactionnaires qu'ils sont, ils ont pensé et pensent que rien ne peut résister à leur puissance économique et militaire, à leur idéologie. Mais voici que les peuples, qu'ils soient grands ou petits, ont des forces leur permettant de résister à leurs ennemis. Les peuples qui luttent finissent toujours par l'emporter: l'ennemi ne peut venir à bout des partis marxistes-léninistes qui s'en tiennent fermement aux principes. Le marxisme-léninisme qui guide le prolétariat, les vrais partis communistes et les peuples en lutte pour leur libération et leurs droits, est invincible.

Mon Parti, ta lutte contre le révisionnisme soviétique et tout le révisionnisme moderne est une de tes épopées les plus brillantes. Cette lutte héroïque est un honneur et un titre de fierté pour toi, classe ouvrière d'Albanie, pour toi, peuple albanais, et pour toi, notre Albanie socialiste. Tous les pays du monde, quel que soit leur régime, tous les peuples, tous les courants politiques, amis et ennemis, ne peuvent ne pas reconnaître que tu es entièrement libre, indépendante et solide comme un roc de granit.

Notre Albanie socialiste, tu as résisté aux ennemis qui se sont déchaînés contre toi par vagues successives, et tu tiens toujours bon. Tes prises de position justes, courageuses, marxistes-léninistes et révolutionnaires ont fait que de nombreux amis et sympathisants de tous les pays se rassemblent autour de toi ; bien que tu sois un petit pays, le prolétariat international t'a toujours regardée avec espoir et confiance, car dans la voie que tu suis et dans ta détermination il voit réaliser de la façon la plus stable sa grande idée à lui, le marxisme-léninisme, la lutte pour la révolution, la lutte pour le renversement des forces réactionnaires qui l'oppriment et l'exploitent. Tu as toujours dit au prolétariat et aux peuples la vérité, et la vérité est d'une extrême importance. La vérité vous vivifie, vous empêche de rouler dans l'abîme, vous éclaire la voie, vous trace de nouveaux chemins, elle fait jaillir du sein du peuple des forces grandioses capables de vaincre tous les ennemis, de surmonter toutes les difficultés et de déjouer toutes les intrigues.

L'Albanie socialiste et le Parti du Travail d'Albanie avec leurs attitudes et leurs jugements ont donné et donnent toujours courage et confiance aux gens du monde entier, ils ont dit et disent encore au prolétariat et aux peuples : Tenez bon comme nous, lutez comme nous et vous vaincrez comme nous avons vaincu et nous vainquons. Notre victoire est certaine, nous devons vaincre ensemble et, par conséquent, serrer les rangs dans le feu de la lutte contre nos ennemis. Feu donc sur les révisionnistes, les traîtres à la classe ouvrière et aux peuples, feu sur les plans impérialistes du grand capital mondial, car c'est uniquement de cette façon qu'un pays peut conquérir sa liberté, son indépendance et sa souveraineté, que la révolution gagnera en ampleur et triomphera. Tout ce que l'on dit sur la possibilité de prendre le pouvoir à travers des réformes n'est que boniments. La bourgeoisie et le capitalisme ne pourront jamais consentir à ce que la classe ouvrière, la classe la plus avancée au monde et à laquelle appartient l'avenir, prenne le pouvoir. Au contraire, les ennemis des peuples et du prolétariat préparent chaque jour des pilules empoisonnées, ils forgent chaque jour de nouvelles chaînes d'esclavage. C'est pourquoi ce n'est qu'à travers la lutte contre l'ancien système du pouvoir du capital que les peuples et le prolétariat pourront gagner du terrain pas à pas et s'emparer du pouvoir. Le Parti du Travail a suivi cette voie. Le peuple albanais a été libéré. L'Albanie socialiste a été construite et elle va de l'avant.

Dans toutes tes actions, Parti héroïque, tu as visé un grand objectif, tu as avancé toujours avec prudence mais sans peur. Jamais tu ne t'es abaissé à ramper, tu n'as jamais été opportuniste ni sectaire. Tu as toujours marché bien droit dans la voie marxiste-léniniste. Tu as voulu et veux toujours le bien des peuples. Tu as aimé sincèrement les vrais marxistes-léninistes, tu les as défendus jusqu'au bout et tu ne cesseras de les défendre. Tu as toujours dit ton mot ouvertement, avec pondération quand il le fallait, mais au besoin en élevant la voix. Tu as essayé de corriger avec patience, en leur donnant de sages conseils, ceux qui se sont fourvoyés, mais en même temps tu as écouté toi-même tout conseil utile et tu l'as mis à profit. Tu as soutenu les actions justes et critiqué les actions erronées. C'est cette voie que tu as toujours suivie, mais quand la mesure a été comble et que tu t'es persuadé qu'il n'y avait pas d'autre voie que celle du combat, tu n'as pas pris peur, mais tu as déclaré la guerre aux ennemis et n'as jamais cessé ta lutte. Nous n'avons reculé ni n'avons fait aucune concession aux ennemis. C'est l'Histoire, les souffrances et la misère, pas seulement les nôtres, mais aussi celles des peuples du monde entier, leurs luttes innombrables à travers les siècles, qui nous ont appris à agir ainsi.

Le marxisme-léninisme nous a ouvert les yeux grâce à ses conclusions tirées de son analyse de la lutte des classes dans le processus du développement de la société. Il nous enseigne que la lutte des classes est la force motrice de la société, qu'elle vous vivifie, vous donne force et courage, qu'elle vous apporte la victoire. Si vous éteignez cette lutte, le capitalisme et la bourgeoisie vous étouffent, vous asservissent. Notre peuple n'a jamais supporté l'asservissement et il a toujours lutté pour échapper à ses griffes. C'est pourquoi notre Parti, tant à l'intérieur que dans l'arène internationale, n'a jamais cessé ni ne cessera un seul moment la lutte des classes. Quarante années durant, notre peuple et notre Parti se sont opposés par une lutte résolue à tout élément ancien, conservateur, opportuniste et libéral, ils ont combattu tous ceux qui, ouvertement ou en sous main, ont essayé de nous détourner de notre droit chemin. Nous avons combattu toute force et toute idéologie qui ont visé à corrompre la conscience de nos gens, à empêcher notre marche vers des jours meilleurs, vers un présent et un avenir plus sûrs. Nous avons maintenu et nous maintenons la lutte des classes toujours en action et c'est précisément cette grande force motrice et révolutionnarisatrice qui a permis, comme le dit une chanson populaire, à notre petite patrie de ne se laisser ébranler «ni par les canons ni par les bombes», ni donc par le révisionnisme, le capitalisme et la réaction.

Nous avons de nombreux amis et sympathisants dans le monde. Tous les peuples du monde sont nos amis, ils aiment et respectent beaucoup l'Albanie, parlent avec admiration de notre pays, de notre réalité socialiste, ils sont curieux de savoir où nous trouvons notre force, car ils ne comprennent pas encore comment nous avons obtenu ces résultats.

C'est pourquoi nous avons pour devoir de faire connaître les victoires du Parti du Travail, du peuple albanais et de l'Albanie socialiste sous tous leurs aspects, de les expliquer non seulement par nos réalisations actuelles, mais par tout le glorieux passé de notre peuple. Ces victoires constituent comme une chaîne d'acier, dont les maillons sont des événements révolutionnaires étroitement liés entre eux, qui représentent à diverses étapes nos idéaux permanents de liberté, d'indépendance, de démocratie, d'unité nationale, de bien-être, de culture et de progrès ininterrompu. Expliquons à nos frères et à nos amis qui nous veulent du bien que cette chaîne de la vie du peuple albanais, grâce au marxisme-léninisme que nous essayons de comprendre à fond sous tous les aspects et dont nous appliquons fidèlement les principes conformément aux conditions de notre pays et à la situation internationale, est aujourd'hui plus solide que jamais.

Nous n'avons pas permis que les principes de notre politique extérieure soient foulés aux pieds par les conjonctures. Nous avons toujours eu en vue les conjonctures politico-économiques internationales, mais dans nos relations et nos prises de position nous nous sommes toujours guidés sur les principes du marxisme-léninisme, car ils sont indispensables pour comprendre et apprécier à leur juste valeur les événements mondiaux, les diverses conjonctures créées, les intrigues et les visées de l'impérialisme contre les aspirations des forces révolutionnaires, des peuples et du prolétariat de chaque pays et du monde entier.

Pour toutes ces raisons, à l'approche des dates marquantes du 28 et du 29 Novembre, l'Albanie socialiste est en fête dans tout le sens du mot. Partout on se réjouit du travail accompli, des succès remportés, de l'éclat de la vie nouvelle et radieuse. Le peuple entier chante et célèbre les grandes victoires qu'il a enregistrées dans tous les domaines, la vie nouvelle, socialiste, la sécurité et nos perspectives d'avenir claires et larges.

C'est avec une joie infinie que j'apprends en regardant la télévision, en écoutant la radio ou en lisant la presse, le grand travail de construction mené aux quatre coins du pays, les victoires et les succès consécutifs qui sont enregistrés dans tous les domaines. Mon cœur déborde de joie quand je vois nos ouvriers et nos spécialistes infatigables et aux mains d'or construire des digues et des machines, diriger avec compétence et efficacité des usines et des combinats modernes, quand je vois les coopérateurs dans les plaines, sur les collines et les montagnes, mettre tout leur soin aux diverses cultures et atteindre des rendements de niveau mondial, quand je vois la grande armée de notre jeune intelligentsia socialiste, nos élèves et étudiants penchés sur des livres, sur des plans et des projets ou dans les laboratoires, quand enfin je vois partout les femmes et les filles albanaises que le Parti a fait accéder à la lumière, travailler et chanter, produire et diriger aux côtés des hommes, élever des enfants sains et heureux qui sont l'avenir du pays. Toute l'Albanie est un pays en mouvement, qui se développe, qui progresse sans interruption. Chaque pouce de son sol est à la fois chantier de construction et de création, école, barricade infranchissable pour l'ennemi ; et en même temps une estrade où nos gens, les créateurs de tous les biens dont nous jouissons, chantent à la gloire du Parti, du peuple, de la liberté et du socialisme.

C'est le peuple lui-même avec à sa tête son Parti qui a créé cette situation, c'est pourquoi il travaille et laisse déborder sa joie, surtout lors des fêtes, où il exprime avec une force admirable les sentiments nobles et purs qui l'incitent à entreprendre des œuvres encore plus grandioses. Pour nous, les soldats du Parti, il n'existe pas de plus grande joie que celle qui s'empare de nous quand nous te voyons toi, peuple, maître de tes destinées, content et heureux, libre dans l'Albanie souveraine et indépendante, dans l'Albanie transformée en une citadelle inexpugnable et qui connaît un développement socialiste ininterrompu. Cette joie et cette fierté que nous ressentons, sont le fruit des grandes victoires que nous avons remportées, de nos efforts incessants, de notre préoccupation constante à avoir comme toujours à notre tête le Parti, notre guide éprouvé.

Ces quarante années qui se sont écoulées, nous les avons vécues comme savent vivre, construire et défendre les révolutionnaires. Dans ces années de l'époque du Parti, notre chère Albanie a été transformée depuis ses fondements, elle a connu un progrès, un rajeunissement et un développement général qu'elle n'avait pas connus dans le cours des siècles. Tout est nouveau et sain en Albanie, son visage comme son contenu, la vie qui fleurit et assume de nouvelles dimensions, l'homme nouveau doté des hautes vertus de l'idéologie communiste, heureux et fier des succès obtenus, convaincu et conscient de la nécessité de poursuivre dans la voie de notre lutte, de notre honneur et de notre prestige.

Dans les années et les décennies qui viennent, le peuple et le Parti, toujours unis comme un seul homme, feront encore plus pour cette terre bien-aimée, pour ce pays des aigles. Préservons donc comme la prunelle de nos yeux tous nos acquis, développons-les avec esprit de suite, pour laisser aux générations futures une Albanie toujours plus forte, toujours rouge comme le feu inextinguible des cœurs et des idéaux communistes et partisans, une Albanie qui puisse vivre et progresser à travers les siècles. J'ai l'intime conviction que le peuple et le Parti lèveront toujours plus haut notre drapeau victorieux et l'honneur, le prestige et le renom de l'Albanie socialiste dans le monde.

Joyeuses fêtes de Novembre, chère Albanie socialiste ! Mes meilleurs vœux à notre peuple héros, à notre peuple merveilleux !

Publié pour la première fois dans le journal «Zëri i popullit» du 29 novembre 1984. Publié d'après la brochure «Salut au peuple à l'occasion du 40^e anniversaire de la libération de l'Albanie»

PANORAMA

30 décembre 1984

C'est aujourd'hui l'avant-dernier jour de 1984. Nous avons célébré cette année un glorieux événement, le 40^e anniversaire de la libération de la patrie et du triomphe de la révolution populaire; cette année nous a apporté aussi toute une suite de nouveaux succès dans l'édification du socialisme, dans l'accroissement de la prospérité de notre peuple, dans la consolidation de la défense et le rehaussement du prestige de notre pays sur le plan international. Certes, au cours de cette année aussi, il nous a fallu affronter et surmonter des difficultés et des obstacles de caractère objectif, comme cela a été le cas de la sécheresse qui s'est prolongée plus que les autres années. Mais l'on a observé également des difficultés et des lacunes de nature subjective, portant sur des problèmes d'organisation, de discipline, etc. Toutefois, ce dont je voudrais traiter dans ce bref panorama de l'année 1984, c'est la situation politique générale dans le monde et ses développements qui ne manquent pas d'influer sur notre pays.

Notre pays a poursuivi cette année une politique étrangère fidèle à la ligne définie par le VIII^e Congrès du Parti : lutte continue et à outrance contre l'impérialisme et au premier chef contre les deux superpuissances impérialistes. Etats-Unis d'Amérique et Union soviétique, contre leur politique hostile à l'égard des autres peuples. Dans le même temps, notre politique étrangère a été une politique de soutien aux forces marxistes-léninistes, aux mouvements progressistes, aux luttes de libération nationale et sociale des peuples du monde, bref, aux batailles de classe livrées par le prolétariat mondial et les peuples opprimés pour leur émancipation nationale et sociale. Par ailleurs, notre politique étrangère s'est caractérisée par l'esprit de coopération avec les pays voisins sur la base de l'avantage réciproque, de la non-ingérence dans les affaires de chacun et du respect mutuel de la souveraineté nationale. C'est la politique que nous suivons aussi envers les autres pays qui souhaitent avoir de bonnes relations avec le nôtre. Quant aux pays révisionnistes, nous avons pratiqué à leur égard une politique de coopération dans le domaine des échanges commerciaux sans pour autant leur faire aucune concession de principe ni consentir à aucun compromis idéologique ou politique.

Grâce à cette juste politique menée par notre pays et à la bonne volonté du gouvernement grec, nos relations avec la Grèce, notre voisine, se sont améliorées, nos pays ont conclu quelques accords d'intérêt réciproque, qui, à mon avis, contribueront à resserrer les liens anciens d'amitié qui unissent nos deux peuples. Nos relations avec l'Italie ont évolué relativement mieux que par le passé, bien qu'elles puissent être encore améliorées. Nous entretenons de bonnes relations avec la Turquie, de même qu'avec certains pays de l'Europe occidentale et divers pays arabes et africains, etc.

Avec la Yougoslavie, par contre, nous n'avons cessé d'avoir des problèmes. Ces problèmes tiennent directement à l'attitude hostile de la direction de ce pays et des milieux chauvins grands-serbes. Les gouvernants yougoslaves, malgré l'échec qu'ils ont essuyé dans l'arène internationale, continuent de nous calomnier, rejetant sur nous la responsabilité des événements douloureux aux suites sanglantes produits en Kosove en 1981, ils nous accusent d'avoir fomenté ces troubles, de soutenir le nationalisme et l'irréductibilisme kosoviens et de chercher à désintégrer la Fédération yougoslave. Sous ce prétexte ils ont multiplié et intensifié les mesures répressives et les persécutions contre nos frères de Kosove et des autres régions albanaises de Yougoslavie, et s'efforcent coûte que coûte d'entraver et de saboter la construction du socialisme en Albanie.

Nous avons toujours déclaré en termes clairs, officiellement et publiquement, dans des discours, des articles et des documents gouvernementaux, que nous ne sommes pour rien dans ce qui s'est produit en Kosove en 1981. Les événements de Kosove ont été une conséquence de la politique chauvine, anti-albanaise, des mesures de répression et de la discrimination pratiquées à l'encontre des Kosoviens, de l'exploitation des richesses inestimables de la région de Kosove, du retard économique, culturel et social de sa population, de la négation de son passé historique. Nous n'avons fait que défendre ses justes revendications comme son droit à son héritage culturel et à ses traditions nationales, à la dignité humaine, la demande de reconnaissance du statut de république à la Kosove, etc., autant de droits que prévoit la constitution même de la Fédération yougoslave. Nous avons donc soutenu ces

revendications et nous les appuierons fermement à l'avenir aussi. Notre position en cette matière se fonde sur le droit international et ne constitue nullement une ingérence dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Nous avons rejeté l'accusation qui nous était portée de souhaiter la désintégration de la Yougoslavie. Non, nous n'avons jamais prétendu ni recherché pareille chose. Au contraire, nous avons déclaré officiellement à plusieurs reprises que nous sommes contre la désintégration de la Yougoslavie, nous avons même dit que le peuple albanais aidera la juste lutte des peuples de Yougoslavie si ceux-ci sont attaqués par les superpuissances impérialistes ou n'importe qui d'autre. Les chauvins yougoslaves n'ont jamais pris un tel engagement à notre endroit. Au contraire, leur politique anti-albanaise n'a cessé de présenter de graves dangers pour notre peuple.

Les Yougoslaves, qui ont eux-mêmes sapé et rompu les relations culturelles avec nous et surtout avec la Région autonome de Kosove, ont cru que nous rejeterions leur «proposition» de renouer des relations culturelles. Mais quand non seulement nous l'avons acceptée, mais que nous avons même avancé des propositions concrètes relatives à la poursuite, voire à l'élargissement de ces relations, si toutefois ils y étaient disposés, ils ont fait volte-face en dressant devant nous de nombreux obstacles pour empêcher la conclusion des accords en question.

Notre pays a respecté et suivi à la lettre les accords que nous avons passés avec la Yougoslavie. L'un d'entre eux concernait la construction du chemin de fer Shkodër-Titograd. Nous avons construit avec succès notre ligne, eux ont allégué mille prétextes pour ne pas construire la leur. Maintenant ils promettent de le faire en 1985. On verra bien.

Notre attitude envers la Yougoslavie est claire, nette et absolument juste. Elle a trouvé aussi une pleine approbation dans l'arène internationale. Les Yougoslaves n'ont pas à espérer un tournant de notre part, ni de nouvelles démarches. En cette question, la balle a été et reste toujours dans leur camp. S'ils le souhaitent vraiment, beaucoup de choses peuvent s'arranger et nos relations peuvent être assises sur des bases justes et solides. Mais pour que cela se fasse, la direction yougoslave doit renoncer à sa politique anti-albanaise et à ses agissements visant à dénationaliser et à opprimer les Kosoviens et les Albanais qui vivent sur leurs propres territoires en Yougoslavie, ils doivent reconnaître à ceux-ci les droits que leur garantit la constitution yougoslave elle-même.

Pourquoi les chauvins yougoslaves observent-ils cette attitude malveillante, réactionnaire et manquant de toute logique envers notre pays et notre peuple ?

Chacune de leurs actions hostiles à notre pays est accomplie en toute conscience. Et cela parce que les chauvins serbes enragés ont la haine des Albanais dans le sang. Ils n'ont jamais pensé du bien de notre peuple. Au contraire, ils ont songé et se sont évertués, ouvertement et en sous-main, à le soumettre entièrement et, comme en témoignent leurs propres documents, à faire de notre pays la septième république de leur Fédération, autrement dit, loin de nous restituer la Kosove, ils ont voulu s'annexer la RPS d'Albanie et la placer sous la domination féroce et rapace des grands-serbes afin de la dénationaliser. Mais il y a encore une autre raison. Les titistes ne peuvent pas souffrir de voir exister et prospérer à leur frontière un pays socialiste comme l'Albanie, pleinement indépendant, économiquement et politiquement stable, aux perspectives lumineuses, libre de toute dette, assujéti à aucun bloc ou groupement militaire, politique et économique dirigé par l'une ou l'autre superpuissance, un pays qui prêche d'exemple au prolétariat et aux peuples pacifiques du monde entier, c'est-à-dire aussi aux peuples de Yougoslavie.

Aujourd'hui la Yougoslavie est le plus mauvais exemple de dégénérescence sociale, politique, économique et nationale dans les Balkans et en Europe. Si nous, Albanais, l'affirmons, ce n'est pas parce que nous voulons «critiquer et démasquer» la Yougoslavie et son idéologie, le titisme. Non, ce sont les fonctionnaires, les économistes et les hommes politiques yougoslaves eux-mêmes qui l'affirment dans des entretiens publics et des réunions officielles, voire à leurs instances suprêmes. On entend tantôt l'un, tantôt l'autre sonner l'alarme pour éviter la catastrophe économique qui les menace à chaque pas. L'autogestion est désormais considérée comme la cause de tous leurs maux. Tito est visé, bien que non encore ouvertement. Des dissensions entre les diverses nations de ce pays se font jour

partout et la question de Kosove et des Kosoviens ou des Albanais de Yougoslavie n'est pas le seul problème posé. Les Croates, les Slovènes, les Macédoniens, etc., réclament de nouveaux droits et veulent se soustraire à la domination grande-serbe. En outre, on assiste à l'influence grandissante de l'Eglise catholique et du pape en Croatie, de la religion musulmane en Bosnie, des pressions de l'Eglise orthodoxe de Serbie, etc. Le mouvement des dissidents, de ceux qui réclament soi-disant des réformes plus radicales, mais qui veulent en fait prendre en main les rênes du pays, bénéficie désormais du soutien de certains milieux dans le pays comme à l'étranger. Les monopoles internationaux demandent et obtiennent garantie sur garantie pour les crédits qu'ils ont accordés et les profits qu'ils doivent réaliser, à défaut de quoi ils menacent de fermer le robinet. Il n'y a pas lieu ici de procéder à une analyse approfondie de la situation politique, économique et sociale catastrophique que connaît aujourd'hui la Yougoslavie. Je l'ai déjà fait, à maintes reprises, au cours de cette année aussi, et, en général, les conclusions de notre Parti concernant la situation dans ce pays se sont avérées justes. Je tiens seulement à ajouter que cette situation de désintégration complète tient au système capitaliste-bourgeois mis sur pied avec tant de battage par la clique de Tito et tant vanté dans le monde comme l'Etat le plus socialiste d'un type spécifique, le plus démocratique, le plus libéral et le plus avancé. Les agissements barbares, de répression et de dénationalisation, auxquels ne cessent de se livrer les grands-serbes contre la population albanaise de Kosove, de Macédoine et du Monténégro ont montré et continuent de montrer combien cet Etat est effectivement libéral, démocratique et socialiste.

Pendant 1984, nous avons dû faire face non seulement aux complots et aux menées de sape coutumières des superpuissances impérialistes, aux attaques et aux agissements des chauvins grands-serbes, mais aussi aux machinations de la réaction grecque et surtout des hauts dignitaires de l'Eglise et des milieux chauvins vorio-épirotes, qui n'ont rien ménagé pour miner et entraver le rapprochement entre leur pays et le nôtre. On a vu aussi le pape, le Polonais Wojtyla, se joindre à la campagne de calomnies et d'attaques orchestrée contre notre pays et notre peuple, contre la construction du socialisme en Albanie. Il n'est pas difficile de déceler ici une collaboration secrète et malfaisante entre les forces chauvines et réactionnaires grandes-serbes, les forces fascistes grecques et le Vatican, ce centre de l'obscurantisme international. Mais nous sommes habitués à de pareils complots, calomnies et attaques. Nous connaissons ce genre de menées, nous leurs avons résisté et les avons implacablement réduites à néant. Et c'est ce que nous ferons encore à l'avenir.

Le capitalisme mondial considère l'Albanie comme un pays «anachronique», parce qu'elle tient courageusement tête à l'impérialisme et au révisionnisme, à leurs intrigues, à leurs menées subversives et à leurs mystifications. Nous ne sommes pas impressionnés par leur potentiel économique et militaire. A ce propos, nous n'oublions jamais ce que Staline a dit dès 1928 :

«Ce serait une folie que de penser que le capital international nous laissera tranquilles». (J. Staline, Œuvres, éd. alb., t. 11, p. 55.)

Nous sommes optimistes, car nous sommes des révolutionnaires marxistes-léninistes.

La justesse de notre politique étrangère, nos prises de position, nos analyses et nos conclusions sur les événements internationaux ont été pleinement confirmées par la pratique. La vie, le cours des événements qui se sont produits autour de nous et dans le monde entier nous donnent raison et donnent tort à nos ennemis.

Je reviens maintenant au développement positif de nos relations avec la Grèce, développement qui a eu aussi un grand retentissement dans l'opinion publique internationale.

Je tiens à souligner dès l'abord que ce qui a été acquis dans ce sens et qui doit à coup sûr être porté plus avant, dans un esprit de bonne volonté, avec l'abrogation, par le gouvernement grec, de l'absurde loi sur l'«état de guerre», est le résultat de la poursuite conséquente par notre pays d'une politique étrangère tendant à entretenir des relations de bon voisinage avec tous les pays limitrophes, sur la base de l'avantage mutuel, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun et sans concessions de caractère idéologique ou politique de notre part.

Dès que nous annonçons une visite officielle en Italie, en Grèce, en Turquie ou ailleurs, et même si nous envoyons des athlètes participer à des rencontres internationales, comme ce fut le cas de la rencontre internationale d'athlétisme organisée à Nice, la propagande bourgeoise et révisionniste mène, comme elle en a l'habitude, grand bruit sur l'«ouverture» de l'Albanie vers l'Occident. Maintenant encore, elle continue de battre le même tambour percé.

Comme ces bernés éternels se bernent encore sur nos prises de position politiques fermes et intransigeantes ! La politique que nous suivons aujourd'hui, nous l'avons suivie depuis la fondation de notre République populaire. Nous avons toujours été pour le rapprochement et la bonne entente avec nos voisins. Ce sont les autres qui n'ont pas voulu comprendre notre politique de bon voisinage ou qui se sont montrés hésitants à ce sujet, car, comme dit le peuple, ils avaient «le diable au ventre». Ainsi, nous avons été pour de pareilles «ouvertures» chaque fois que les intérêts supérieurs de notre pays l'ont exigé et c'est ce que nous ne manquerons pas de faire à l'avenir également, mais en restant hostiles à toute sorte désintégration», d'«aliénation de la liberté et des richesses de notre patrie», d'«engagements et d'alliances» avec des groupements politiques et militaires agressifs dominés par l'une ou l'autre des superpuissances. Que personne ne se berce d'illusions à ce propos ! On cherche également à accréditer l'idée que nous avons soi-disant été obligés de procéder à une telle «ouverture» en raison de nos besoins intérieurs et de la nécessité de surmonter les difficultés surgies après notre «rupture» d'avec la Chine et à cause aussi de nos besoins en technologie moderne. Ce sont là des contes à dormir debout. D'abord, ce n'est pas nous qui avons «rompus» avec les Chinois. Ce sont les dirigeants révisionnistes et capitalistes chinois qui se sont livrés à des actes hostiles à notre pays pour aboutir à une rupture unilatérale, de leur part, des accords de coopération économique avec notre pays, et cela parce que nous nous sommes efforcés de les convaincre qu'ils appliquaient une politique étrangère contre-révolutionnaire et versaient toujours plus dans des actions et des alliances néfastes en s'abouchant avec l'impérialisme américain. Nous ne savions que trop bien les conséquences que pouvait avoir cette attitude de notre Parti et de notre pays envers la Chine, autrement dit nous étions conscients qu'elle aurait des suites sur le plan économique, comme cela s'était déjà avéré pratiquement lorsque nous avions démasqué les perfidies des révisionnistes khrouchtchéviens. Et nous avons donc pris à l'avance toutes les mesures requises.

Ce n'est ni cette année, ni l'an passé que nous avons commencé à faire du commerce avec d'autres pays ; nous en avons fait dès le lendemain de la fondation de notre jeune Etat. Notre commerce extérieur a toujours été basé sur le principe de l'avantage mutuel, donnant donnant, sans crédits ni dettes suivies de concessions politiques, abstraction faite de la période où nous pensions que la Yougoslavie, l'Union soviétique et la Chine étaient nos amis et qu'il leur incombait, en tant que pays socialistes et internationalistes, d'aider le petit pays que nous étions. Nous avons reçu d'eux des crédits, avec l'intention de les rembourser jusqu'au dernier sou, ce que nous n'avons pas manqué de faire, de sorte qu'aujourd'hui nous ne devons rien à personne. Bien au contraire, ce sont eux qui sont encore nos débiteurs, car, par leurs agissements de révisionnistes et de traîtres au marxisme-léninisme, ils ont saboté notre économie nationale et porté atteinte à son développement. Mais n'oublions pas que leurs crédits ne constituaient qu'une infime partie du potentiel économique et financier de notre pays. Nous avons donc été et nous sommes pour des échanges commerciaux équilibrés, libres de toute discrimination et de mesures restrictives, qui ne nous engagent pas politiquement et nous ne mettons à l'encan à aucun moment ni en aucune circonstance les intérêts suprêmes de la nation, du socialisme et du marxisme-léninisme.

Comme je viens de l'évoquer, on cite à présent comme exemple de notre «ouverture» vers l'Occident, l'amélioration de nos rapports avec la Grèce. En cette question tout dépend de quel point de vue on se place, à partir de quelle position et à quelles fins on commente les choses, car l'amélioration de nos relations avec la Grèce s'est produite à un moment et dans des circonstances politiques bien définies, qui ont facilité ce processus.

Chaque Etat à sa propre stratégie politique et, dans des conditions données, il applique une tactique bien définie dictée par des conditions et des circonstances imprévues ou qui sont la conséquence de ses actions antérieures menées dans le cadre d'une stratégie donnée. Dans sa politique étrangère, notre

pays a lui aussi sa stratégie et sa tactique, qui ont été définies et proclamées aux congrès successifs du Parti.

Dans le cas concret de nos relations avec la Grèce, nous avons toujours été pour des rapports de bon voisinage avec ce pays, et nous avons même recherché et attendu patiemment qu'ils s'établissent, car cela est dans l'intérêt de nos deux peuples. Au moment où les chauvins yougoslaves, anti-albanais jusque dans leurs fibres les plus profondes, à l'unisson avec l'impérialisme, la réaction mondiale et toutes les forces fascistes, ne reculaient devant aucun moyen pour attaquer l'Albanie socialiste et ourdissaient toutes sortes de complots pour entraver notre travail de construction, nous devions prendre, comme nous l'avons fait, les mesures nécessaires pour renforcer notre défense. Nous ne devions pas permettre aux titistes de disposer de nos droits à leur guise, de nous isoler, de nous nuire, comme ils l'ont fait même avec nos poids lourds qui transportaient des marchandises sur les marchés d'Europe occidentale, etc. Cela aurait été inadmissible. Dans ces conditions donc, nous avons engagé des pourparlers avec le gouvernement italien et passé avec lui un accord sur la mise en place d'un ferry-boat pour transporter nos marchandises dans les pays avec lesquels nous avons conclu des accords commerciaux. Nous avons également engagé des pourparlers avec le gouvernement grec pour aboutir à des résultats positifs concernant certains accords d'avantage mutuel, En signe d'amitié, nous avons décidé d'ouvrir un point de passage frontalier à Kakavie, etc. Les intérêts supérieurs de notre pays exigeaient l'adoption de ces mesures et nous les avons prises sans faire de concessions ni de compromis au détriment de notre idéologie et de notre politique et sans nous immiscer dans les affaires intérieures d'autrui.

Cette année encore, les forces réactionnaires grecques, les représentants de l'Eglise orthodoxe, les milieux réactionnaires vorio-épirotes soutenus par l'impérialisme américains nous ont créé des traces. Ils ont fait pression sur nous, se sont livrés à des provocations, allant jusqu'à faire sauter des autos de notre ambassade à Athènes et à organiser des manifestations de menaces sous prétexte que la minorité grecque en Albanie serait maltraitée, etc. A ces moments graves, certains milieux, titistes y compris, espéraient nous voir donner dans ce piège de la réaction et rompre nos relations diplomatiques avec la Grèce. Mais nous n'y sommes pas laissé prendre. Nous savions bien que cette situation était temporaire, qu'elle traduisait le désarroi et la défaite des forces réactionnaires anti-albanaises grecques et étrangères. Elle n'était ni ne pouvait être l'œuvre du peuple ami grec aux côtés duquel nous nous sommes battus plus d'une fois pour les mêmes buts. Et nous ne nous sommes pas trompés. Une fois la tourmente passée, est venue l'accalmie où le gouvernement grec a fait lui-même les premiers pas vers un rapprochement, en vue de l'établissement de relations correctes et de bon voisinage entre nos deux pays. C'est sur cette base et d'un commun accord qu'ont été obtenus les résultats que je viens d'évoquer. Tout cela était donc dans l'intérêt à la fois du peuple grec et du nôtre.

Les forces réactionnaires grecques, le haut clergé, les représentants les plus réactionnaires des milieux vorio-épirotes et leurs tenants aux Etats-Unis ont été isolés et c'est là un facteur positif. D'autre part, les Grecs honnêtes et progressistes se sont réjouis de cette évolution dans nos rapports. Les titistes yougoslaves ont échoué dans leurs tentatives de fomenter un conflit entre la Grèce et l'Albanie. Dans l'arène internationale aussi, leur propagande tendant à faire croire que «l'Albanie est contre la paix et une faultrice de guerre dans les Balkans», etc., s'est soldée par un fiasco.

Actuellement, la presse grecque elle-même reconnaît que les calomnies des milieux réactionnaires grecs sur les mauvais traitements dont serait victime la minorité grecque en Albanie et sur la négation de ses droits n'ont aucun fondement réel et que la population minoritaire grecque en Albanie mène une vie normale et heureuse et jouit de tous les droits, que lui sont garantis par la Constitution. Nous n'oublions pas les leçons de l'amère histoire de notre pays. La bourgeoisie et les groupements réactionnaires, chauvins et fascistes des pays qui nous sont voisins ont comploté dans le passé à plus d'une reprise pour partager l'Albanie en zones d'influence et ils se sont empoignés chaque fois que l'un d'entre eux a tenté de violer «leur accord tacite sur l'Albanie». Bien que plusieurs années se soient écoulées depuis lors, que l'Albanie ne soit plus ce qu'elle était naguère et qu'elle ne permette à personne de «guider» ses destinées, la politique de ces milieux réactionnaires à son égard n'a pas beaucoup changé.

Nous constatons également que notre politique de bon voisinage fondée sur l'avantage mutuel, à l'égard de tel ou tel pays, suscite chez cette bourgeoisie et ces milieux réactionnaires un sentiment de jalousie et de colère comme si l'Albanie était leur «domaine». Ce sont de pareils sentiments que manifestent les chauvins yougoslaves quand ils nous voient améliorer sans cesse nos relations avec la Grèce et l'Italie, et resserrer aussi nos rapports avec quelques pays européens, arabes, etc.

Pourquoi sont-ils surpris ? Pourquoi s'inquiètent-ils ? C'est leur affaire. Nous ne rendrons jamais, comme nous ne l'avons jamais fait, de comptes à Belgrade ou à n'importe quelle autre capitale sur ce que nous faisons ou pensons faire dans l'intérêt de notre pays et de notre patrie socialiste.

A nouveau, on voit certains nourrir et répandre l'espoir que le jour serait venu où «d'autres» vont prendre pied en Albanie, où l'Albanie tombera sous le contrôle et l'influence des Américains ou des Soviétiques, des Français, des Anglais ou des Allemands, non pas par la force mais à travers des offres «bienveillantes» assorties de conditions «avantageuses» pour nous aider à «aller de l'avant», à «corriger» et à «moderniser» notre industrie et notre économie, etc. Mais ces espoirs sont vains comme ils l'ont été quand nous avons remis à leur place les khrouchtchéviens puis les révisionnistes chinois. Nous n'avons que faire de cette «modernisation» dont se sont tant vantés Tito et les titistes yougoslaves, dont parlent beaucoup actuellement les révisionnistes chinois et que suggèrent la bourgeoisie et les autres révisionnistes, une modernisation fondée sur des crédits et des dettes obérantes, assortis de conditions humiliantes et asservissantes. Nous ne permettrons jamais que de telles chaînes soient passées au cou de notre peuple. Nous avons mis sur pied aujourd'hui une économie moderne, capable de progresser par ses propres forces, de se moderniser et de se doter d'une technologie avancée grâce à ses propres revenus et à ses produits qui sont de qualité et recherchés sur tous les marchés.

La question de l'Albanie et son avenir sont également traités dans les milieux dirigeants de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Chacun de ces groupements pousse de temps en temps un pays ou un autre à nous offrir son «aide sincère» pour nous tirer des «situations difficiles» que nous connaissons. C'est plaindre la mariée d'être trop belle !

Nous déclarons catégoriquement à tous les rêveurs myopes que ni les social-impérialistes soviétiques ni les impérialistes américains ni qui que ce soit ne pourront jamais prendre pied sur le sol albanais, qu'ils n'auront jamais le droit d'y installer des bases militaires. En ce qui concerne les bases étrangères, nous avons notre propre expérience. Nous avons permis l'installation, chez nous, à l'époque où le camp socialiste existait encore, d'une base militaire soviétique tant qu'elle avait des buts défensifs, mais quand le révisionnisme khrouchtchévien a montré ses dents d'agresseur impérialiste, nous l'avons dénoncé et chassé de chez nous, remplissant en l'occurrence notre devoir internationaliste. Il appartient maintenant aux peuples qui nous sont voisins d'agir pour liquider les bases militaires étrangères installées chez eux et qui sont dirigées contre les peuples et les pays voisins, faute de quoi ils s'exposeront aussi à de gros dangers.

Les pressions, directes ou indirectes, que ces forces ténébreuses exercent sur nous à travers, entre autres, leurs instruments, n'auront plus prise. Nous ne craignons personne ni ne cherchons noise à qui que ce soit, nous ne permettrons non plus à personne de nous nuire, nous avons réclamé nos justes droits, nous continuerons de les revendiquer et de les défendre jusqu'au bout. Nous avons attendu des années durant, nous attendrons encore, mais nous n'y renoncerons jamais. Ceux qui, au cours de la Seconde Guerre mondiale, ont mis notre pays à feu et à sang, qui lui ont causé des dégâts matériels, doivent les réparer matériellement. Ceux qui gardent encore l'or qu'ils nous ont pillé doivent nous le rendre. Les ennemis de l'Albanie socialiste et de son peuple ancien, héroïque et invincible, attendent d'elle en vain une «ouverture» qui la mettrait sous leurs griffes et l'enfermerait en l'ait dans leur chenil.

Nous continuerons d'aller de l'avant. Nous ne nions pas que nous avons des difficultés. Ce sont des difficultés de croissance, mais qui sont dues aussi aux obstacles que les impérialistes, les social-impérialistes, les révisionnistes et les forces chauvines et réactionnaires de toutes les couleurs dressent sur notre chemin. Toutefois, nous nous sommes faits à cette pratique. Nous avons remporté nos

victoires, ces fondements qui nous ont permis de progresser, en comptant sur nos propres forces, sur nos ressources, sur le labeur et le savoir de nos fils et de nos filles. Nous poursuivrons dans la même voie, car nous sommes devenus aujourd'hui plus forts et possédons une plus riche expérience que par le passé, nous sommes en croissance constante, nous avons notre glorieux Parti qui nous guide avec sagesse et détermination marxistes-léninistes, nous avons notre classe ouvrière, une intelligentsia saine, une jeunesse révolutionnaire pleine d'entrain, nous avons un peuple merveilleux. C'est avec un grand optimisme que nous sommes en train d'élaborer notre huitième plan quinquennal de développement économique et culturel de notre pays, un plan que, dans les conditions mêmes où nous vivons et travaillons, nous réaliserons entièrement par nos propres moyens matériels, financiers et humains. L'Albanie a déjà choisi sa voie, de laquelle rien, aucune force, ni les louanges, ni les promesses, ni les pressions et les complots des superpuissances, de leurs alliés et de leurs vassaux, ne pourront jamais la détourner.

Comme nous l'avons déjà noté, la situation internationale est grave et compliquée, voire très compliquée. Nous vivons en un temps de dangereuses provocations. Les superpuissances ont intensifié leur course aux armements, qui s'est étendue même à l'espace extraterrestre dans le cadre des préparatifs de la dite guerre des étoiles, lourde de très graves dangers pour l'humanité ; les foyers de guerre locale se sont multipliés ; les Etats-Unis et l'Union soviétique ont accentué leur politique d'agression armée et ils menacent toujours plus d'utiliser leurs armes sophistiquées et exterminatrices : le sabotage des luttes des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et de la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes se poursuit ; les forces fascistes croissent et se consolident, etc., etc. Rien n'empêche les deux superpuissances de jouer des coudes pour s'évincer même quand des millions de gens sont victimes d'une mauvaise gestion des affaires de leur pays ou de calamités naturelles, comme c'est le cas en Ethiopie, où, prétextant la famine qui menace la vie de plusieurs millions de personnes, dont l'Union soviétique, «grand allié» de ce pays, n'arrive pas à satisfaire les besoins élémentaires les plus urgents, des pays impérialistes et, au premier chef, les Etats-Unis d'Amérique sont intervenus pour les «secourir».

A propos de toutes ces questions, j'ai pris des notes et fait diverses analyses dans mon Journal. Je voudrais m'arrêter un peu aujourd'hui au cours des événements en Chine, à l'évolution de ce pays vers le capitalisme et de ses rapports avec le système capitaliste mondial, ainsi qu'aux marchandages auxquels se livrent les deux superpuissances impérialistes.

Les prévisions de notre Parti quant à la voie sur laquelle la clique Deng Xiaoping et compagnie ont engagé la Chine et le peuple chinois, s'avèrent à tous égards.

La Chine est entrée totalement dans l'orbite du capitalisme mondial. Ses liens avec les Etats-Unis en particulier se sont étendus à tous les domaines. Les deux pays échangent continûment des délégations politiques, économiques et militaires. De temps en temps, il est question entre eux de «désaccords» et de «non-concordance», mais seulement pour la frime et à des fins démagogiques, car, en fait, ils s'entendent en tous points.

Le monde capitaliste et monopoliste est très satisfait des développements de la situation en Chine. Et il ne peut ne pas l'être. Le plénum du Comité central du Parti révisionniste chinois a décidé de modifier officiellement la structure économique actuelle du pays avec, pour objectif principal, l'ouverture du pays vers l'extérieur, c'est-à-dire vers le capital étranger ; dans les usines ils ont établi l'autogestion titiste ; dans les campagnes, ils ont rétabli la propriété privée et légalisé même le travail salarié ; le marché privé s'est ranimé, et le droit d'exercer des activités artisanales et le commerce privé a été à nouveau reconnu ; vingt millions de Chinois, anciens paysans riches, propriétaires fonciers, contre-révolutionnaires et éléments nocifs, ont recouvré leurs droits politiques : des régions économiques distinctes ont été créées, les enclaves capitalistes étrangères situées dans presque toutes les villes maritimes, les banques internationales et les grands monopoles ont obtenu le droit d'ouvrir leurs bureaux à Pékin et dans les principales villes du pays, etc., etc.

En novembre dernier, à Dairen, une des plus importantes villes de Chine, a été tenue la «Conférence internationale sur les investissements étrangers et leurs aspects légaux en Chine» à laquelle ont participé 250 experts chinois et américains, des directeurs de firme, des juristes et des banquiers, dont l'ancien secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance.

Depuis 1979 les emprunts de la Chine au titre des crédits accordés par les gouvernements d'autres pays et les organismes internationaux se sont élevés à 12 milliards et demi de dollars, et les investissements étrangers directs à 8 milliards. Comme l'a annoncé l'agence HSINHUA, le ministre chinois des Finances a déclaré au cours d'un entretien qu'il a eu avec une délégation de la commission du Sénat américain pour les problèmes bancaires, du logement et urbains que «La Chine continuera d'ouvrir ses portes à tous les pays, grands et petits» et que «l'on a pris et continue de prendre des mesures pour défendre les intérêts des investissements étrangers». Selon lui, «les sociétés commerciales étrangères avaient investi jusqu'à la fin de 1984 de trois à quatre milliards de dollars pour la création en Chine d'entreprises à investissements mixtes ou propres».

Voilà donc comment la clique contre-révolutionnaire de Deng Xiaoping a complètement ouvert non pas les deux mais les quatre portes de la Chine au capital monopoliste international et, au premier chef, au capital américain.

Quelles sont les conséquences d'une pareille situation ?

Aujourd'hui, à propos de la situation, on entend parler des mêmes phénomènes qui se produisent aussi bien en Chine qu'aux Etats-Unis et dans certains autres pays capitalistes ; la jeunesse va vers sa complète dégénérescence, les actes de violence, de vagabondage et les viols augmentent en nombre, etc., etc.

Deng Xiaoping et ses tenants, qui semblent avoir eu le dessus sur leurs rivaux dans la lutte pour le pouvoir, s'efforcent, en s'affublant de toutes sortes de masques, y compris de quelques thèses du marxisme scientifique et des idées de Mao Zédong greffées sur le bouddhisme, de trouver et d'appliquer un «socialisme à visage chinois», c'est-à-dire un socialisme hideux issu de la greffe du capitalisme classique sur le révisionnisme moderne titiste. Ces tentatives, tournants et décisions de Deng Xiaoping et de sa clique en Chine, l'Occident les qualifie de «victoires du cours de Deng Xiaoping», tandis que les révisionnistes titistes dans leur journal «Politika», les considèrent, comme un engagement de la Chine «dans l'époque des changements les plus révolutionnaires de son histoire socialiste» !

Les tournants en direction du capitalisme en Chine, comme en Yougoslavie, en Union soviétique et dans les autres pays anciennement socialistes, ne font qu'accentuer la polarisation entre la nouvelle classe bourgeoise qui domine dans la politique et l'économie et s'enrichit toujours plus, et les masses travailleuses qui ne cessent de s'appauvrir. Deng Xiaoping déclare qu'en Chine il n'y a pas de place pour «une nouvelle bourgeoisie et des millionnaires». Sornettes ! L'exemple de la Yougoslavie, qui lui sert de guide, montre que non seulement y voit le jour et s'enrichit une nouvelle bourgeoisie qui opprime tout aussi sauvagement les peuples que la bourgeoisie capitaliste de tout autre pays, mais qu'y naissent même des millionnaires qui font la loi dans tous les domaines. C'est l'exemple qu'offre aussi l'Union soviétique où est née une bourgeoisie nouvelle, révisionniste, qui s'engraisse aux dépens des peuples glorieux de ce pays, jadis le berceau de la révolution prolétarienne socialiste. La Chine elle-même est dominée par une bourgeoisie aux vieilles traditions et par des millionnaires locaux et étrangers. Aujourd'hui, cette domination gagne en ampleur et en force. La Chine revêt d'autre part un trait qui lui est propre en raison de son immense étendue territoriale, du très grand nombre de ses habitants et de ses immenses richesses naturelles. La restauration du capitalisme et l'action de ses lois asservissantes implacables sur les masses travailleuses chinoises posera des problèmes beaucoup plus graves qu'en Yougoslavie. Pour tenir debout, l'économie capitaliste titiste a eu besoin jusqu'à présent de vingt milliards de dollars, l'économie capitaliste chinoise, elle, en aura besoin de plusieurs centaines, qui, tout comme en Yougoslavie, conduiront le pays à l'esclavage capitaliste, au pillage impitoyable de ses richesses nationales, à la soumission politique et à l'aliénation de son indépendance

nationale. Les centaines de millions de Chinois, la classe ouvrière, le prolétariat et la paysannerie très éprouvée de ce pays supporteront-ils cette soumission ? Les adversaires de Deng, eux qui lui livrent une lutte pour le pouvoir au sein même de la direction chinoise, lui permettront-ils de suivre au galop ce cours ?

Notre Parti n'a jamais fait d'allusions ni de prévisions au hasard. Il a toujours fondé ses analyses sur des événements et des faits concrets, que ce soit pour la Chine ou n'importe quel autre pays, en s'en tenant au matérialisme historique et dialectique, au marxisme-léninisme. Comme je l'ai déjà souligné, ces analyses n'ont jusqu'à présent jamais été démenties, au contraire, elles ont été confirmées en tous points dans leur quasi totalité. Nous sommes convaincus que les idées énoncées ici à propos du cours que prendront les événements en Chine après la course de Deng Xiaoping vers la restauration de capitalisme, que celui-ci dénomme «socialisme à visage chinois», seront confirmées dans la pratique.

En ce qui concerne les rapports «tendus» entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, c'est-à-dire entre les deux superpuissances impérialistes qui se croient seules en droit de nouer ou dénouer les problèmes du monde, seules en droit aussi de décider de tout ce qui concerne les autres peuples et pays, la fin de 1984 marque une «détente». Dans ce contexte, après la réélection de Reagan, les télétypes «rouge et noir» ont crépité à Moscou et à Washington pour annoncer au monde entier la «bonne nouvelle» : Shultz et Gromyko se rencontreront à Genève au début de 1985 pour s'accorder sur l'ouverture de négociations en vue de la conclusion d'un accord sur l'arrêt de la course aux armements nucléaires «souterrains et en surface», un accord de «gentlemen» ou plutôt de fumistes.

Cette «bonne nouvelle» a été suivie d'un échange de sourires, de déclarations démagogiques à des fins de propagande sur les «bonnes dispositions» des Etats-Unis et de l'Union soviétique dans le sens de la «paix», du «désarmement», etc., etc.

Mais aujourd'hui les peuples ne se laissent plus tromper facilement par ces «rapprochements» et «éloignements» périodiques des deux superpuissances impérialistes, par les «sourires et grimaces» de leurs représentants au plus haut niveau. La vie leur a appris à n'attendre rien de bon ni de positif des superpuissances qui n'aspirent chacune qu'à une seule chose: dominer dans le monde. Que cachent les récentes démarches diplomatiques et politiques de Moscou et de Washington ? Que manigencent les gouvernants des Etats-Unis et ceux de l'Union soviétique au détriment des peuples ? Dans quel but s'assièront-ils autour de la table des négociations très secrètes de Genève ? Dans le seul but de défendre les intérêts de leur politique de rapine.

Chacune craignant de voir sa rivale l'emporter dans la course effrénée aux armements conventionnels et sophistiqués, les deux superpuissances s'efforceront avant tout de s'arracher quelque secret sur une arme particulière ou un système d'armements, cela bien entendu dans la mesure du possible, car, comme le dit notre peuple, «le serpent ne découvre jamais ses pieds». En second lieu, elles chercheront à faire chacune pression sur l'autre, en menaçant d'utiliser leurs nouvelles armes, pour procéder à un nouveau partage du monde en zones d'influence politique, militaire et économique. Puisque désormais le partage des zones d'influence est chose quasiment faite, elles se démènent maintenant pour s'évincer réciproquement dans d'autres domaines, pour se partager en zones d'influence l'espace infini, pour s'emparer de telle ou telle planète de notre système solaire, pour «chercher et trouver» là aussi de précieux minerais stratégiques si nécessaires à leur industrie de guerre, et y installer leurs bases militaires d'où chacune puisse frapper l'autre.

Les superpuissances ont rempli l'espace cosmique de satellites espions, de missiles et d'anti-missiles au laser, ces rayons meurtriers, d'appareils de liaison, etc. C'est un vrai chaos, qui accroît les dangers d'une conflagration. C'est aussi de cela, des possibilités de mettre un certain «ordre» et de trouver un modus vivendi dans l'«administration» de l'espace, que discuteront à Genève les chefs de file impérialistes et révisionnistes, et ce jusqu'à ce qu'ils soient repris par la psychose de la défaite dans cette compétition.

Dans le même temps, en affichant démonstrativement la puissance de leurs armes et en faisant grand bruit sur l'efficacité de ces engins, les deux superpuissances cherchent à intimider les peuples du monde qui luttent pour leur libération nationale et sociale, les forces révolutionnaires, le prolétariat et les autres masses travailleuses. Elles s'évertuent donc à maintenir l'équilibre de leurs forces militaires de destruction, à balancer leurs armements, leurs moyens de guerre et leurs effectifs afin d'imposer leur volonté aux autres pays et aux autres peuples, et d'être en position de force pour marchander le partage et le repartage du monde en zones d'influence à force de tractations, en évitant l'éclatement d'une guerre qui se solderait par leur destruction et leur disparition communes.

Notre Parti s'est depuis longtemps prononcé à ce sujet : Il n'y a ni il ne peut y avoir de désarmement de la part des superpuissances impérialistes. Elles n'y pensent pas, ni ne le souhaitent ; sinon, elles devraient renoncer à leur politique d'occupation du monde, aux profits immenses qu'elles tirent de la course aux armements, elles devraient aussi cesser d'attiser et d'organiser des foyers de guerre civile, de saper et de démanteler les justes luttes des peuples et les révolutions sociales. Oui, elles sont pour le «désarmement», mais pour le désarmement des peuples épris de liberté, du prolétariat mondial et des masses travailleuses, afin de réaliser ainsi plus vite et plus facilement leurs odieux complots.

Les vains espoirs et les illusions que les idéologues bourgeois et révisionnistes cherchent à alimenter sur les «résultats positifs» des rencontres soviéto-américaines de Genève ou d'ailleurs, sont très dangereux et gros de funestes conséquences pour les destinées des peuples, pour leur liberté et leur indépendance nationale. Les peuples qui souffrent sous la domination colonialiste et néo-colonialiste, qui luttent pour conquérir leur liberté, les forces marxistes-léninistes authentiques et les prolétaires révolutionnaires ne doivent pas se laisser intimider par l'apparente puissance économique, politique et militaire du capitalisme américain ou du capitalisme soviétique, quelles que soient les armes dont ceux-ci disposent. Le capitalisme n'est puissant que s'il n'est pas combattu avec fermeté et détermination. Sa «puissance» s'émiette devant la force immense de l'élan révolutionnaire et de l'amour de la liberté des prolétaires et des peuples.

L'Albanie socialiste ne donnera jamais dans le piège de la propagande démagogique sur le désarmement. Au contraire, par tous les moyens dont elle dispose, elle renforcera et accroîtra sans cesse ses capacités de défense pour être en mesure de faire face à toute agression déclenchée par ses ennemis de tout acabit.

D'autre part, un autre gros souci des deux superpuissances impérialistes apparu également au grand jour en 1984 les a obligées à se montrer «pondérées» et «raisonnables». Il est dû à la situation inquiétante dans leurs arrières, au sein de leurs groupements politiques, militaires et économiques, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, le Marché commun et le Comecon. Et j'entends par là non seulement l'opposition des peuples des pays membres de ces groupements à l'action politique néfaste et aux pressions économiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui foulent aux pieds leur indépendance et leur dignité nationales, mais aussi celle de certains gouvernements et milieux dirigeants de ces pays. Bien entendu, l'opposition de ces gouvernements et milieux dirigeants est moins l'expression d'un regain de véritables sentiments nationaux que celle d'une crainte face à l'éveil continu de l'esprit et de l'action révolutionnaires des peuples et des masses travailleuses des pays européens.

Dans certains cas, on a pu observer que le diktat de l'une ou de l'autre superpuissance sur tel ou tel «allié», l'a accablé à tel point, qu'il a engendré des désaccords manifestes avec le «grand patron», qui ne cesse de serrer la vis. Par exemple, ce n'est pas par hasard que l'installation des «euromissiles» (*Pershing-2* et *Cruise* par les impérialistes américains, et *SS-20* par les social-impérialistes soviétiques) en Allemagne fédérale, en Italie, en Angleterre, en Tchécoslovaquie et en République démocratique allemande, n'a eu lieu qu'après de multiples heurts, pressions et manœuvres politiques et diplomatiques. Certains gouvernements, comme ceux des Pays-Bas, de Belgique et du Danemark, continuent même, aujourd'hui encore, de mettre des conditions et de s'opposer à l'installation de ces missiles sur leur territoire. A présent les «alliés» se rendent compte qu'en cas de conflit entre les deux superpuissances leurs pays sont voués à devenir des champs de bataille d'une guerre thermonucléaire.

Ces gouvernements voient bien que les Etats-Unis et l'Union soviétique, pour soustraire leurs propres territoires à une attaque de l'adversaire, peuvent à tout moment, soudainement et lâchement, faire surgir dans le ciel et sur le sol de leurs pays des champignons atomiques avec leurs désastreuses et incalculables conséquences.

Face à ce danger mortel, les chefs d'Etat et de gouvernements de plusieurs pays membres de l'OTAN se sont rendus à Washington demander des «explications» et des «garanties», et y souligner le mécontentement de l'opinion publique européenne suscité par l'action irréfléchie et arrogante des Etats-Unis. D'autre part, le président et le vice-président des USA, les secrétaires américains au Département d'Etat et à la Défense s'attardent dans les capitales de l'Europe occidentale pour convaincre leurs «alliés», par des pressions et des diktats politiques et économiques et en les menaçant de retirer toutes les forces américaines de l'Europe occidentale pour la laisser seule face à une agression éventuelle de la part des social-impérialistes soviétiques, d'accepter le fait accompli.

La situation dans la prétendue communauté socialiste n'a pas été plus tranquille : Certains des «alliés» de l'Union soviétique réclament plus de liberté pour pouvoir se lier aux pays riches de l'Europe occidentale et appliquer des «réformes» économiques de type titiste ; d'autres revendiquent plus de droits dans le cadre du Pacte militaire de Varsovie. Les agences de presse et les journaux en général font état, et à dire vrai pas tout à fait sans fondements, de «désaccords» au sein du Comecon, de «voix» qui s'élèvent contre une trop grande dépendance par rapport aux Soviétiques, de «tendances» contraires à la reconduction du Pacte de Varsovie, ou, pour le moins, favorables à l'assouplissement de certaines clauses qui y attribuent un contrôle et un commandement dictatoriaux exclusifs aux officiers soviétiques.

Il n'y a pas de fumée sans feu. En Pologne cette fumée et ce feu sont depuis longtemps montés au-dessus des toits. Ce n'est pas la première fois que, aux moments où la grave crise économique du monde capitaliste et révisionniste s'exacerbe, l'Union soviétique utilise ses rapports économiques avec ses «alliés» du Pacte de Varsovie comme un moyen de pression politique sur l'un d'entre eux s'il se montre «récalcitrant», ou penche trop pour l'Occident, ce qui, bien entendu, n'a pas été sans provoquer des réactions. Honecker, Ceausescu et Jivkov avaient projeté de se rendre en visite officielle en Allemagne fédérale, car, traditionnellement, ils ont toujours entretenu avec les milieux dirigeants politiques, économiques et militaires de ce pays de bonnes relations, qu'ils sont disposés à renouveler au plus haut niveau. Aucun d'eux ne nie que la puissance économique de Bonn les attire particulièrement. Mais Moscou est intervenu et ces visites ont été renvoyées *sine die*. Quelqu'une des «personnalités» que je viens de citer a protesté, élevé la voix, manifesté des signes de mécontentement, esquissé quelque ruade, etc., mais, sous la menace de la baguette du chef d'orchestre moscovite, elle a dû céder.

Ainsi, dans les groupements politiques, militaires et économiques des deux superpuissances, il y a des «enfants prodiges». Certains sont plus rétifs, d'autres plus dociles, certains plus francs, d'autres plus dissimulés. Quoi qu'il en soit, la pratique confirme ce que notre Parti a indiqué depuis bien des années, à savoir que les groupements de ce genre sont des paniers de crabes qui se querellent et se mordent, sans aucune concession et sans ménagement.

Les perspectives et les pronostics à cet égard sont sombres. L'année 1985 n'annonce, pour les superpuissances, aucune embellie, mais un temps maussade, accompagné, dans certains pays, de pluie ou de neige, avec des vents violents et des orages.

Extrait du «Journal»